

هكذا من لاجل

LEI
DE PARI

194

193

er
schen-Dieskau

193

tten
Amann

ide

ngen
Herdammung

cal

montrant son am-
our pour la ville.
Un nom envoyé par
Michel Delberg
Prochain article:
L'ÉCONOMIE

de la Haute-Savoie, An-
not, 1993, 15 pages, 15 954.
1993, 15 pages, 15 954.
1993, 15 pages, 15 954.
1993, 15 pages, 15 954.
1993, 15 pages, 15 954.
1993, 15 pages, 15 954.
1993, 15 pages, 15 954.
1993, 15 pages, 15 954.
1993, 15 pages, 15 954.
1993, 15 pages, 15 954.

1993, 15 pages, 15 954.
1993, 15 pages, 15 954.
1993, 15 pages, 15 954.
1993, 15 pages, 15 954.
1993, 15 pages, 15 954.
1993, 15 pages, 15 954.
1993, 15 pages, 15 954.
1993, 15 pages, 15 954.
1993, 15 pages, 15 954.
1993, 15 pages, 15 954.



L'Économie : les difficultés de la filière bois

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15029 7 F

MARDI 25 MAI 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURN

Applaudi par les Serbes

Le compromis de Washington a été rejeté par le président de la Bosnie

Faillite

LES Serbes se réjouissent et les Musulmans rient à la trahison, tandis que les grandes puissances - celles qui ont une capacité militaire « dissuasive » - at un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU - se félicitent... d'avoir rétabli entre elles le consensus. Américains, Russes et Européens se sont mis d'accord, samedi 22 mai à Washington, sur une ligne d'action commune dans la crise bosniaque. Quel exploit !

Voilà qui régénère à peu près autant qu'il y a dix-huit mois l'auto-satisfaction des Européens parvenant à une position commune sur la reconnaissance des Républiques « yougoslaves » sans songer une seconde aux moyens de la faire respecter. Comme si la consensus nominal et de pure façade dont on se flattait à l'époque pouvait tromper quelqu'un ; comme si les Douze ne s'étaient pas déjà dis- crédités dans l'ex-Yougoslavie et ailleurs. L'Europe a raté la première marche et la suite n'est plus qu'une dégringolade plané- taire. Jusqu'à ce nouveau « consensus » de Washington.

Le plan Vance-Owen n'est certes pas officiellement entériné : mais il est mis en pièces : on n'en sauve que les clauses « mutuellement accep- tées par toutes les parties », c'est-à-dire pas celles qui demandaient aux Serbes de ren- dre une part des territoires conquis et « purifiés ». Ces der- niers sont à nouveau négocia- bles, et c'est de cette nouvelle recrudescence des exigences des Serbes de Bosnie que devrait émerger un autre règlement assurant une « paix durable ».

La politique humanitaire in- augurée par la France, trouvée sa consécration dans le projet des zones de sécurité, sortes de réserves exiguës mais surpeu- plées de Musulmans bosniaques traqués, dont les « casques bleus » auront la charge. Autant dire que l'Etat bosniaque, inter- nationalement reconnu, n'est plus qu'une « zone » de pure forme, s'il survit.

DANS cette pitoyable presta- tion internationale, chacun a sa part de responsabilité. Les Américains, du moins, auront évité d'y ajouter l'hypocrisie, en refusant de participer à une action humanitaire trop lourde de conséquences politiques, en admettant qu'ils n'étaient pas disposés à combattre en terre européenne tant que les intérêts en jeu ne seraient pas pour eux vitaux, en estimant aussi qu'à défaut d'être prêts à défendre pied à pied les Musulmans de Bosnie, il fallait les aider à se défendre eux-mêmes. C'était, aux yeux des Européens, un dé- sastre total de leur politique, un encouragement à la guerre et un risque d'engrenage, alors que l'objectif, depuis des mois déjà, n'était plus pour eux que de faire cesser les combats.

Ni les uns ni les autres ne seront quittes avec le « consen- sus » d'inspiration européenne qui s'est dressé à Washington : le drapeau des Musulmans bosnia- ques restera fiché pour de lon- gues années sans doute au cœur de l'Europe ; toutes les commu- nautés qui nourrissent des vellé- tés expansionnistes auront com- pris que la force paie ; enfin le paysage international de l'après- guerre froide en sort d'ores et déjà dévasté, puisque n'est fon- ctionné ni l'ONU, ni le leadership américain, ni la coopération euro- péenne.

Le président bosniaque Alija Izetbegovic a rejeté, dimanche 23 mai, comme récompensant l'agression serbe, le programme d'action défini, la veille, à Washington, par les Etats-Unis, les Européens et la Russie en vue de geler la situation en Bosnie-Herzégovine. Les Serbes bosniaques ont, en revanche, applaudi à ce programme, qui prévoit notamment la création de cinq « zones de sécurité » et le maintien des sanctions déjà prises à l'encontre de la Serbie et du Monténégro, ainsi que la poursuite de l'aide humanitaire.

WASHINGTON
de notre correspondant

Le mal est fait, il ne reste plus qu'à le contenir, faute de savoir, de pouvoir ou de vouloir y remé- dier. A grands traits, telle est la philosophie qui anime le « pro- gramme commun d'action » en Bosnie sur lequel se sont enten- dus, samedi 22 mai, à Washing- ton, les Etats-Unis, les Européens et les Russes. Plus de treize mois après le début des hostilités et alors que les Serbes contrôlent 70 % du territoire de la Bosnie- Herzégovine, le programme de Washington constitue une ordon- nance précautionneuse, celle qui a, depuis longtemps, la faveur des Européens et que le président

Bill Clinton n'a pas réussi à « muscler » : il ne s'agit pas de chirurgie lourde, mais d'une thé- rapie destinée, avant tout, à limi- ter les dégâts.

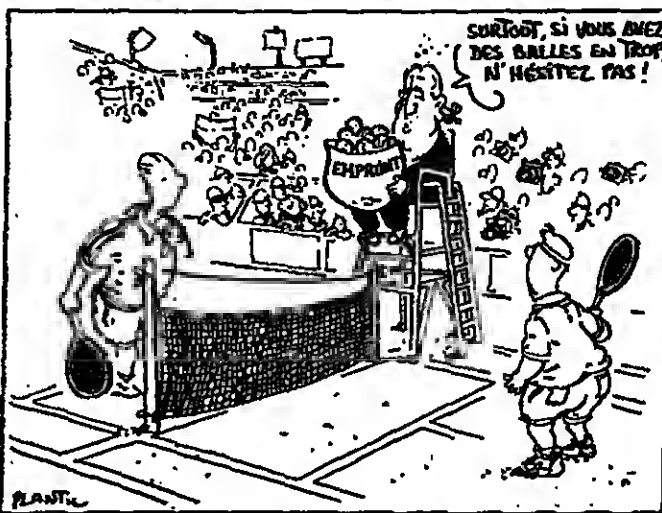
Les objectifs prioritaires consistent à arrêter les combats et à empêcher que la guerre en Bosnie ne s'étende à la Républi- que de Macédoine ou à la provin- ce du Kosovo (en Serbie). Le reste, c'est-à-dire punir et réfor- mer l'agresseur (serbe ou croate), ne vient qu'après. Le dispositif général décrit dans le document s'attache plus à geler la situation, avec le souci de protéger les populations civiles, qu'à forcer un règlement.

ALAIN FRACHON
Lire la suite page 4

Le collectif budgétaire et les perspectives de relance

M. Balladur prépare le lancement d'un emprunt

M. Balladur annoncera mardi 25 mai à l'Assemblée natio- nale, lors de la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1993 (dit « collectif budgétaire »), le lancement d'un emprunt auprès du public. Il servira à financer travaux publics et mesures sociales, notamment des contrats d'emploi-solidarité plus nombreux. D'autre part, des amendements - notamment fiscaux - proposés par les députés de la majorité seraient retenus par le gouvernement. Ils sont principalement destinés à favoriser le logement et la construction. (Lire page 20.)



Une nouvelle baisse des taux

La Banque de France a pro- cédé lundi 24 mai à une baisse d'un quart de point de ses deux taux directeurs. Le taux sur appel d'offres passe de 7,75 % à 7,50 % et celui des primes en pension de 8,75 % à 8,50 %. Alors qu'un mouvement de repli a été enregistré sur le marché monétaire, il s'agit de la cin- quième baisse des taux depuis le 13 avril. Après la détente sur les primes en pension, les taux directeurs avaient, entre le 19 et le 29 avril, reculé d'un quart de point à trois reprises.

L'ÉCONOMIE

La guerre des tabacs

Le 24 mai, le prix du tabac a augmenté de 15 %. Officiel- lement du moins puisque la guerre des prix continue, avec pour objectif un chan- gement de fiscalité.

Enquête de DOMINIQUE GALLOIS.

Lire aussi : La baisse des taux ; Les transports publics contre- attaquent ; Dossier : les bio-car- burants ; et l'opinion de François Legrand sur la relance par les travaux publics.

Pages 27 à 36

Les évêques, les beurs, les trafiquants...

Les incidents de Lille, liés à la drogue, surviennent en plein débat sur l'immigration

par Robert Solé

La « chasse aux dealers » dans le quartier des Biscottes, à Lille, est tombée à point... pour tout embrouiller et ouvrir tous les amalgames. On a vite fait de confondre toxicomanes et trafiquants, trafiquants et clandestins, clandestins et immigrés, immi- grés et étrangers...

Cette flambée de colère est intervenue au milieu d'une dis- cussion confuse sur trois ou- vrelles lois en préparation, sans rapport direct entre elles - code de la nationalité, contrôles

d'identité, entrée et séjour des étrangers - mais qui sont per- çues comme un tout par l'opi- nion. Les responsables des Eglises catholique et protestantes les commentent d'ailleurs ensemble, manifestant publiquement leur inquiétude sur la manière de tra- iter les immigrés ou leurs enfants.

Essayer de ne pas tout mélan- ger. La drogue, d'abord. Chacun sait quelle fait des ravages dans certains quartiers « chauds », au sol jonché de seringues. Ce déau pris de telles proportions que des solutions extrêmes ont été avancées. Bernard Tapie, ancien

ministre de la ville, en arrive à demander l'ouverture de centres locaux de santé qui fourniraient aux toxicomanes en manque « des produits de substitution ou le pro- duit lui-même », de manière à coopérer l'herbe sous le pied aux trafiquants. Une proposition bien discutable, qui n'a d'ailleurs aucune chance d'être retenue.

Ce n'est pas la première fois que les habitants d'un quartier « chaud », excédés par ce trafic de mort, décident de faire eux- mêmes la loi. Et ce n'est sans doute pas la dernière. Gageons que l'affaire des Biscottes et son

retentissement médiatique donne- ront des idées à d'autres, dans d'autres quartiers de France, si ce n'est pas déjà fait...

Il n'est évidemment pas nor- mal que les habitants d'un quar- tier assurent l'ordre, à coups de pierres et de balles de base-ball, devant des policiers au balcoo. Aucune portion de territoire national ne peut être une zone de « non-droit », sous peine des pires dérives.

Lire la suite page 10
et les articles
de JEAN-RENÉ LORE
et HENRI TINCO

Les caisses vides de la Guadeloupe

Pour son premier déplace- ment outre-mer, Dominique Parben, ministre des DOM- TOM, a passé quatre jours en Guadeloupe, du 19 au 22 mai, avant de se rendre en Guyane, puis en Marti- que. Il a constaté qu'avec un taux de chômage supérieur à 30 %, des collectivités et des entreprises pratiquant en état de cessation de pie- ment, tous les éléments sociaux au rouge, l'île connaît de lourdes difficultés économiques. Même s'il convient de tenir compte aussi des effets amortisseurs d'une économie parallèle en pleine expansion.

Lire page 9 l'article
de FRÉDÉRIC BOBIN

Le Monde des DEBATS

Le Monde

LES INFIRMIÈRES MALADES DE LEUR MÉTIER

Les infirmières souffrent d'exercer un métier mal connu, mal rémunéré. Trois d'entre elles nous apportent leur témoignage. Une responsable de l'Assistance publique et un oncologue chef de service leur répondent.

SUPPRIMER LE DÉPARTEMENT ?

Les points de vue de deux « adversaires » du département, Pierre Michel et Georges Frémont, d'un de ses « défenseurs », Jacques Baud.

LE CHILI DANS L'OMBRE DE PINOCHET

Le général dictateur, après dix-sept ans de règne sans partage, est toujours présent. Des entretiens exclusifs avec le général Pinochet et avec René Blum.

L'AVENIR DU DROIT EUROPÉEN

Le droit européen, un droit défilé, est menacé par la montée en Europe de droit anglo-saxon, un droit continentale ? Un débat contradictoire entre trois juristes : Jean Lauer, Denis Simon et Jacques-Henri Robert.

Numéro de mai 1993 - 30 F

L'art et l'Etat

I. - Du désert au désordre

Alors qu'on lui a longtemps reproché son indifférence pour l'art contemporain, l'Etat a mis depuis quelques années les bou- chées doubles. Avec discerne- ment ? Après la désert des décennies 50 à 70, la surabon- dance des œuvres achetées et exposées sur fonds publics crée une impression de désordre. Nous commençons la publication d'une série de quatre articles qui, après avoir montré cette évolu- tion, dressent le bilan de la triple mission que l'Etat et les collec- tivités locales se sont assignées : former les artistes, les loger et encourager l'art contemporain en leur achetant leurs œuvres.

par Philippe Dagen,
Michel Guerin
et Emmanuel de Roux

La France contemporaine aime- elle l'art contemporain ? A voir la multiplication des musées, des centres d'art, des fonds régionaux,

des galeries, des expositions, des colloques, des footings et des discours qui ont fleuri dans les années 80, la réponse n'est pas douteuse. La France n'est pas loin de tirer gloire de cet amour vive- ment déclaré, obstinément répété. De Jack Lang à Jacques Toubon, les ministres de la culture chan- gent, la déclaration d'amour ne varie guère - si peu même qu'on pourrait la croire devenue obliga- toire. Pourtant, les défenseurs de l'art contemporain murmurent, de Paris à Marseille, de Nantes à

Strasbourg, que le public est tou- jours, dans son immense majorité, aussi fermé, voire aussi réticent face à la création d'aujourd'hui. « Il y a dix ans, les gens décou- vraient, regardaient, mais réagi- saient très peu ; sans doute la crainte de passer pour des imbéciles ou des bobéens. Aujourd'hui, ils manifestent parfois leur enthou- siasme, souvent leur indignation », indiquent plusieurs directeurs de FRAC (fonds régionaux d'art contemporain).

Lire la suite page 17

Cannes 93

Les derniers feux d'artifice ont été tirés à Cannes pendant la week-end. Parmi les fusées les plus remarquables, le Maître de marionnettes, de Taiwanais Hou Hsiao-hsien, qui court pour la

Palme d'or, et Moi Ivan, toi Abraham, de la Française Yolande Zauberman, sélectionnée dans la Quinzaine des réalisateurs.

Lire pages 14 et 15 les articles
de MICHEL BRAUDEAU, JEAN-MICHEL FRODON,
DANIELE HEYMANN et THOMAS SOTINEL

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Corée du Sud, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 280 DR ; Hongrie, 1,20 H ; Italie, 2,400 L ; Luxembourg, 46 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 180 PTE ; Suède, 10 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Un entretien avec Mireille Delmas-Marty

«L'Europe devient un laboratoire du pluralisme juridique»

«La communauté internationale avance vers la création d'un tribunal international dans le cas de l'ex-Yougoslavie. Mais cette démarche n'est-elle pas l'aveu d'un échec : avant d'envisager de juger, on a laissé au criminel le temps de se constituer en crime ?»

C'est tout de même une avancée du droit. Pour la première fois, le Conseil de sécurité de l'ONU se reconnaît compétent pour créer un tribunal pénal international afin de «contribuer à la restauration et au maintien de la paix». Dans les conflits précédents, les mesures prises comprenaient seulement l'emploi de la force armée ou l'embargo économique. C'est la première fois aussi qu'un tel tribunal traduit pleinement, par sa composition, un souci d'indépendance et d'impartialité. On ne pourra parler cette fois, comme on l'avait fait pour le tribunal de Nuremberg, de «justice des vainqueurs», car les juges représenteront l'ensemble de la communauté internationale et non une partie au conflit. Mais le projet français donnait plus de garanties que celui qui vient d'être déposé par le secrétaire général de l'ONU : les juges auraient été choisis sur proposition d'organismes tels que la Cour internationale de justice de La Haye, la Commission africaine et la Cour américaine et européenne des droits de l'homme, et non directement par les Etats. Cela dit, il s'agit, comme à Nuremberg, de juger des crimes qu'on n'a pas su éviter et, en ce sens, c'est un échec.

Il aura fallu en effet des crimes particulièrement graves, massifs et systématiques, pour que la décision soit prise de créer, à défaut de la cour criminelle permanente en discussion à l'ONU depuis plus de quarante ans, un tribunal ad hoc, c'est-à-dire à compétence limitée aux crimes commis depuis janvier 1991 sur le territoire de l'ex-Yougoslavie. Mais ce processus, d'un recul de civilisation à une avancée du droit, n'est pas une nouveauté dans l'histoire.

Sans le choc de la seconde guerre mondiale, les droits de l'homme n'auraient sans doute pas pris la place qu'ils ont aujourd'hui, avec le développement des cours constitutionnelles et surtout l'apparition d'instances supranationales comme les Cours européenne et interaméricaine des droits de l'homme, le Comité des droits de l'homme des Nations unies ou, avec des pouvoirs plus limités, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. Grâce à ces mécanismes de contrôle, les droits de l'homme deviennent de véritables principes de droit sur lesquels fonder, le cas échéant, la condamnation d'un Etat.

C'est un changement considérable en soi que des Etats acceptent d'être mis en cause par des recours individuels. Ainsi, la première condamnation de la France a été déclenchée par la requête d'un étranger réfugié en France après avoir été condamné pour crime de droit commun dans son pays. Et l'effet n'est pas seulement symbolique, car des réparations sont versées aux victimes et parfois le droit interne est modifié : c'est après deux décisions de la Cour européenne des droits de l'homme que la France a fini par adopter la loi sur les écoutes téléphoniques qui était vainement réclamée depuis des années, et comme nécessaire.

Il y a certes une avancée sur

Professeur à l'université Paris-I, directeur de la section de science criminelle de l'Institut de droit comparé de Paris, membre de l'Institut universitaire de France, Mireille Delmas-Marty est une juriste pionnière. Elle mène de longue date une réflexion originale qui s'aventure hors des frontières disciplinaires et hexagonales. Refusant les cloisonnements et les compartiments, elle plaide pour un droit pluraliste devenu «l'affaire de tous», intégrant une démarche évolutive et acceptant «une vérité juridique relative». En d'autres termes, elle introduit les notions de complexité et d'incertitude dans un domaine trop souvent marqué par l'illusion d'énoncer des vérités absolues et immuables.

M^{me} Delmas-Marty est aussi une praticienne engagée dont les recherches inspirent la quête d'un droit, français et international, fidèle aux droits de l'homme. Membre du comité consultatif pour la révision de la Constitution, présidente de la commission Justice pénale et droits de l'homme, membre du comité de réflexion sur la création d'une juridiction pénale internationale, elle est experte auprès de la Communauté européenne, du Conseil de l'Europe et des Nations unies. Elle a publié et dirigé de nombreux ouvrages, dont notamment le Droit pénal des affaires (PUF, 1990), les Grands Systèmes de politique criminelle (PUF, 1992), Raisonner la raison d'Etat, vers une Europe des droits de l'homme (PUF, 1989), Procès pénal et droits de l'homme, vers une conscience européenne (PUF, 1992).



la sanction des crimes contre l'humanité, mais, en revanche, il y a une impuissance de plus en plus patente face au crime qui les provoque et les accompagne. Na-touche-t-on pas là aux limites du droit ?

«Il existe un véritable marché de la sécurité qui progresse de façon spectaculaire»

Punir de tels crimes est aussi le moyen de prévenir leur renouvellement. De plus, si de nouveaux Etats sont créés, il faudra bien qu'ils ratifient un jour la convention européenne des droits de l'homme et acceptent le contrôle de la Cour européenne. Il existe là un instrument efficace de démocratisation du droit. On peut déjà l'observer en Europe de l'Est. Parler d'impuissance me semble donc excessif. Mais il est vrai que le droit est loin d'être tout-puissant. Y compris en Europe, où la complexité des structures juridiques n'est dénuée ni d'ambiguïté ni même de contradictions.

L'ambiguïté tient à la coexistence de textes hautement protecteurs des libertés, comme la convention européenne, et d'autres beaucoup plus

pragmatiques, comme le droit communautaire, dont le «déficit démocratique» reste encore à combler, bien qu'il tienne moins à l'absence de pouvoir normatif du Parlement européen qu'à son caractère peu accessible (matériellement et intellectuellement) des normes, surabondantes et fort techniques. Quant aux contradictions entre les exigences du marché et celles des droits de l'homme, elles sont apparues dans des domaines aussi variés que les biotechnologies, le statut des étrangers, ou le droit des médias.

Sans être un modèle à suivre, l'Europe devient ainsi un véritable laboratoire du pluralisme juridique. C'est-à-dire d'un pluralisme ordonné qui ne serait pas simplement juxtaposition des «sphères de justice» (selon la formule du philosophe américain Walzer), mais combinaison, dans un espace à géométrie variable, de techniques juridiques de droit de subordination et d'unification dans certains secteurs, de coordination et d'harmonisation ailleurs.

Cette géométrie européenne des droits de l'homme ne crée-t-elle pas une situation de déséquilibre entre les pays européens ou occidentaux et le reste du monde ? Ces deux questions s'apparentent à d'autres questions sur la dimension universelle des droits de l'homme qui prennent en compte ce qu'apportent d'autres traditions juridiques ?

Il est vrai que l'on reproche à la Déclaration «universelle» des droits de l'homme son inspiration trop exclusivement occidentale. Il serait cependant regrettable d'en tirer argument pour renoncer à toute chance de voir le droit plus présent sur la scène internationale. Car au moment même où les phénomènes se mondialisent, qu'il s'agisse du marché, de l'environnement, ou même des droits de l'homme et de la réprobation quand ils sont bafoués.

Mais il faut reconnaître les limites de l'exceptionnalisme et réinscrire les droits de l'homme dans la durée. Autrement dit, consacrer les droits et les devoirs de l'individu par rapport à la lignée (ascendants et descendants), et plus largement par rapport à l'espèce humaine. Ce qui peut signifier, par exemple, pour l'enfant le droit de connaître ses parents et d'être élevé par eux (droit prévu «dans la mesure du possible» par la récente convention de l'ONU sur les droits de l'enfant et désormais mieux appliqué en France) ; ou encore le respect des droits des générations futures, notamment en ce qui concerne le patrimoine génétique de l'humanité ou l'environnement.

Cela dit, une démarche trop utilitaire serait probablement vouée à l'échec. Elle est d'ailleurs peu souhaitable car la recherche d'un ordre planétaire unique risquerait d'aboutir à un ordre totalitaire imposant l'hégémonie d'une culture ou d'un Etat sur tous les autres. Il faudrait bien, au plan mondial aussi, arriver à un pluralisme ordonné. Pour explorer cette voie, nous avons lancé un projet européen-chinois sur les conditions de possibilité de principes directeurs internationaux. Les obstacles sont immenses, dans les faits comme dans les mentalités. Ainsi l'idée même d'un «droit des droits de l'homme» limitant le pouvoir de l'Etat est inabordable en Chine. Le droit s'y rattache historiquement à la tradition des légistes, c'est-à-dire de fonctionnaires

au service de l'Etat ; et les autres traditions - plus libertaire comme le taoïsme ou plus ritualiste comme le confucianisme - ont en commun de ne pas attendre du droit la solution des conflits.

Les droits de l'homme ne se résument pas aux droits civils et politiques. Comment y intégrer les droits économiques et sociaux, trop souvent oubliés : droit au travail, droit au logement ?

Je voudrais d'abord rappeler que tous les droits ne bénéficient pas du même degré de protection. Certains d'entre eux ont une valeur absolue, excluant toute exception, restriction ou dérogation, même en cas de guerre. Tel est le cas, non pas du droit à la vie, mais de l'interdit de la torture et des traitements inhumains ou dégradants, donc du droit au respect de la dignité humaine au sens le plus fort. Or cette notion transcende l'opposition entre les droits civils et politiques et les droits économiques et sociaux, car elle implique à la fois le droit à l'existence et à des conditions d'existence dans un minimum de dignité.

C'est entre les autres droits, à valeur relative, que surgissent des conflits. La convention européenne des droits de l'homme l'admet quand elle légitime, à certaines conditions, des restrictions nécessaires dans une société démocratique, précisant que ces restrictions peuvent se fonder soit sur des impératifs d'ordre public - limiter une liberté pour préserver la sécurité, la santé ou la morale - soit le respect des droits d'autrui - restreindre par exemple la liberté d'expression pour protéger la vie privée. Il est impossible de résoudre ces conflits de droit de manière mécanistique en privilégiant l'un ou l'autre. Mais on peut protéger l'un et l'autre par un raisonnement combinatoire permettant de trouver le point de compatibilité.

De même, quand il s'agit des droits économiques et sociaux, les conflits aux droits civils et politiques. En Europe, en tout cas, l'interaction entre les deux catégories est plus forte qu'on ne le prétend parfois : la Cour de Strasbourg dit explicitement qu'il «n'y a pas de cloison étanche entre les droits civils et politiques et les droits économiques et sociaux». Ainsi, à partir du droit à un recours effectif à la justice, elle exige une aide judiciaire gratuite pour les plus démunis. Mais l'évolution est encore incertaine. Une requête soumise par une coupure d'électricité dans un logement social en plein hiver pouvait constituer un traitement inhumain ou dégradant, a été récemment rejetée, ce qui laisse sans réponse le défi de la grande pauvreté aux droits de l'homme. Défi essentiel pour lequel il serait dangereux de renoncer complètement au rôle de l'Etat. Le rapport de la commission consultative des droits de l'homme à propos de la grande pauvreté, comme le livre dirigé par Pierre Bourdieu, la Misère du monde, la petite misère «de position», soulignent les risques de la démission de l'Etat. Certes la société civile peut et doit intervenir, mais ses actions doivent être coordonnées par l'Etat, d'autant qu'elles relèvent de secteurs aussi différents que le logement, le travail, l'éducation, la santé, la vie familiale, l'accès à la justice.

L'Etat de droit est devenu un refrain des discours politiques. Mais ne sert-il pas parfois d'alibi au renforcement du droit de l'Etat ?

L'Etat de droit n'est pas un alibi.

C'est une réponse à la raison d'Etat, comme le montre le développement du contrôle de constitutionnalité. C'est aussi une réponse à la raison du plus fort, car le désengagement de l'Etat conduit au tout-libéral et à ses risques. Selon une étude du Conseil de l'Europe sur la «privatisation du contrôle de la criminalité», il existe dans la convention européenne des droits de l'homme, cette notion plus souple et plus ouverte comporte non seulement la légalité et la garantie judiciaire, les piliers de l'Etat de droit, mais aussi d'autres exigences, comme le respect de la proportionnalité, du pluralisme, de l'esprit de tolérance.

Il est vrai que, derrière le «droit de l'Etat», il y a un risque d'exaltation de la puissance étatique : l'Etat incarné et seule source du droit. Mais l'évolution actuelle contredit ce postulat. A côté des normes étatiques se développent des normes à la fois supra-étatiques (déontologie professionnelle, droit des collectivités territoriales, par exemple) et supra-étatiques (droit européen, ou des Nations unies...). On assiste ainsi à un élargissement de l'Etat de droit au profit de la «société démocratique». L'ascendant de la convention européenne des droits de l'homme, cette notion plus souple et plus ouverte comporte non seulement la légalité et la garantie judiciaire, les piliers de l'Etat de droit, mais aussi d'autres exigences, comme le respect de la proportionnalité, du pluralisme, de l'esprit de tolérance.

La difficulté est d'arriver à maîtriser cette transformation pour préserver les exigences d'un raisonnement qui évite l'arbitraire malgré la complexité. L'un des enjeux à venir sera de se donner des outils pour penser le multiple. Sans doute la cause la plus urgente est celle de la nation même d'ensemble. Par exemple, les logiques modales et intuitionnistes évoquent les mondes «possibles», et les ensembles flous introduisent une gradation dans les tables de vérité. On a même proposé une théorie des «vérités relatives» qui offre toute la rigueur d'un traitement mathématique.

Or, précisément, l'exigence de rigueur est souvent présentée comme un obstacle au pluralisme juridique. C'est au nom de la rigueur que le droit classique se fonde sur un principe de hiérarchie des normes, ce qui permet un raisonnement logique de type binaire aboutissant à une vérité donnée comme incontestable et absolue. Mais cet ordre «monologique» suppose un espace unifié et un temps immuable («La perpétuité est dans le ven des lois», selon la formule des rédacteurs du code civil).

En revanche, dans une perspective pluraliste, l'espace normatif se diversifie (normes infra et supra-étatiques) et le temps devient ouvertement évolutif (lois à l'essai et mesures révisables, notions acceptables).

Le pluralisme implique donc de combiner plusieurs logiques en un ordre devenu «dialogique» : certains secteurs sont suffisamment intégrés pour rester régis par le principe de hiérarchie des normes, avec son corollaire, l'obligation d'identité des pratiques d'un Etat à l'autre.

Le droit, précise et univoque, qui permet une décision de conformité/non-conformité ; en revanche, toute une

partie du droit, notamment les droits de l'homme, relèverait d'une autre logique où le principe de hiérarchie est remplacé par un principe d'«harmonie» imposant une obligation de proximité et non d'identité - technique des «principes directeurs» qui, même imprécis ou équivoques, conduisent à une décision en termes de compatibilité/incompatibilité, c'est-à-dire à une vérité juridique relative. C'est l'hypothèse sur laquelle nous travaillons, à partir d'une série d'arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme. Mais il s'agit d'un véritable changement de culture qui prendra du temps car il implique tout un apprentissage.

Comment ressentez-vous, à la lumière de vos recherches, le débat politique français autour de la justice et du droit, toujours tendu entre gauche et droite ?

Tendu, certes, mais surtout à courte vue. Comme une myopie généralisée qui empêche de voir les équilibres d'ensemble et incite à régler les comptes du passé plutôt qu'à anticiper sur l'avenir. Même la refonte du code pénal, pourtant préparée de longue date et votée à une large majorité, en est restée à un toilettage des textes déjà codifiés. Le travail reste à faire quant au contenu du droit pénal économique et social (épars dans divers codes et lois) et quant à la place des sanctions pénales par rapport aux autres sanctions punitives, administratives ou civiles.

«C'est tout l'équilibre d'ensemble du couple police-justice qu'il faudrait repenser»

En procédure pénale, le débat reste focalisé sur quelques points (l'avocat et la garde à vue, le juge d'instruction et le placement en détention) alors que c'est tout l'équilibre d'ensemble qu'il faudrait repenser à partir des couples police-justice, justice-barreau, siège-jury, parquet-gouvernement, justice-médias. Des couples où la tension est parfois si forte qu'ils se paralysent mutuellement au lieu de fonctionner de façon complémentaire, selon une dynamique de pouvoirs et de contre-pouvoirs.

Et quant aux projets de la nouvelle majorité qui, peu ou non, s'inscrivent en rupture avec ceux de la précédente ?

Le développement des normes constitutionnelles et européennes, que tout législateur doit désormais respecter, devrait limiter le jeu de balancier et assurer une certaine continuité. En ce sens, la complexité croissante du droit apparaît comme un progrès, car elle amène à des choix moins réducteurs. En revanche, cette complexité porte en elle un risque d'opacité, donc d'arbitraire. D'où la nécessité de nouvelles logiques afin de diversifier les modes de pensée juridiques, sans pour autant rejeter les modes traditionnels.

C'est pourquoi le recours aux «principes directeurs» du droit, déjà évoqués, pourrait être un moyen de penser le multiple sans le réduire. Ecartés en France lors de la réforme de la procédure pénale, ils ont été repris dans une proposition de règlement de la Communauté européenne. Si l'idée progresse, c'est que nous éprouvons le besoin d'un droit commun, dans tous les sens du terme. Commun à différents domaines du droit, pour assurer la cohérence de chaque système malgré la spécialisation croissante des règles ; commun à différents Etats, dans la perspective d'une harmonisation qui ne leur imposerait pas de renoncer à leur identité culturelle et juridique. Commun, enfin, au sens d'un droit accessible aux non-juristes pour éviter d'abandonner aux seuls juristes cette transformation du droit, qui devrait être l'affaire de tous.

Propos recueillis par ANNE CHEMIN et EDWY PLENEL

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lescaume, gérant directeur de la publication Bruno Frappat, directeur de la rédaction Jacques Guille, directeur de la gestion Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Thomas Forenzi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1959), Jacques Fauvet (1959-1982) André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-26 Télécopieur : 40-65-25-89

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-26 Télécopieur : 40-60-30-10

Le Monde En vente chez votre marchand de journaux

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES-MARS 93

ÉTRANGER

ESPAGNE : à deux semaines des législatives

Les socialistes et la droite sont au coude à coude dans les sondages

Alors que s'ouvre la campagne officielle de deux semaines pour les élections générales du 6 juin, c'est toujours la plus grande incertitude sur l'issue du scrutin. S'il ne fait guère de doute qu'aucun des deux principaux partis, ni le PP (Parti populaire) ni le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), n'est capable de l'emporter par une majorité absolue, le précampagne n'a pas permis de savoir comment une majorité stable pourrait s'établir. D'un côté comme de l'autre, les sondages continuent de donner les deux formations pratiquement au coude à coude.

MADRID

de notre correspondant

« Je n'ai rien à acheter et je n'ai rien à vendre », s'est exclamé, dimanche 23 mai, aux îles Canaries, le président du gouvernement, Felipe Gonzalez, en s'insurgeant contre les marchandages et le prix que devrait payer la nouvelle majorité à une force quelconque du pays pour assurer un gouvernement stable à la nation. Les socialistes croient pour l'instant qu'ils disposent d'un léger avantage sur leurs adversaires du Parti populaire (PP) et espèrent que, d'ici au 6 juin, ils croqueront l'écart pour disposer d'une majorité suffisante pour constituer un gouvernement d'ouverture, mais homogène.

Pour cela, le PSOE compte surtout sur la locomotive Gonzalez qui, dès le départ, s'est lancée dans la bataille et devait affronter son premier défi, lundi soir 24 mai, lors d'un débat télévisé avec José María Aznar, président du PP. Une première en Espagne.

de notre correspondant

« C'est tout l'équilibre de l'ensemble du couple social-justice qui se joue ».

La seule option possible reste donc le soutien, tant pour les socialistes que pour la droite, du parti du président de la Catalogne, Jordi Pujol, Convergència et Unió (CIU). Soutien modéré ou étouffé ? Il est trop tôt pour le dire. Que ce soit le PP ou le PSOE, les deux formations espèrent avoir pas à passer sous les fourches caudines de Jordi Pujol ou d'autres nationalistes. Tout va dépendre de l'évolution des esprits dans les deux semaines à venir et de la capacité de conviction de MM. Aznar et Gonzalez.

MICHEL BOLE-RICHARD

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

Cessez-le-feu à Kaboul

Un cessez-le-feu en partie contrôlé par les forces ouzbèques négatives pro-communistes est entré en vigueur dimanche 23 mai à Kaboul. Aucun tir n'a été échangé entre factions rivales pour la première fois en douze jours. Les forces du général Dostum, chef de la milice de l'ancien président Najibullah, ont pris position au sud-ouest de la capitale entre les gouvernements et leurs adversaires chiites de l'alliance Wahadat.

Au sud, les forces du chef intérimaire Gulbuddin Hekmatyar, récemment désigné premier ministre par les factions, sont face à face avec les soldats du ministre de la défense (démisionnaire) Massoud. La tension y reste vive. Le général Massoud, qui a accepté le 20 mai de céder son poste à une commission placée sous la tutelle du président Rabbani en attendant l'élection, dans les deux mois, d'un titulaire, continue à exercer ses fonctions.

Douze jours de combats entre factions ont fait 1 000 morts et 4 500 blessés, la plupart civils, selon la Croix-Rouge. Un porte-parole du gouvernement a indiqué que le trêve n'était pas un cessez-le-feu. Une délégation des factions islamistes est dans la capitale pour obtenir un arrêt permanent des combats, selon l'accord conclu le 19 mai à Jela-

labed. — (AFP.)

CUBA

Relance de la coopération avec la Russie

La Russie et Cuba ont signé à La Havane un accord sur l'accroissement de la coopération économique entre les deux pays, notamment dans les secteurs sucrier et pétrolier, a annoncé, dimanche 23 mai, l'agence officielle AIN. Cet accord, conclu à

avec une « revanche », le 31 mai, pour permettre aux indécis — de l'ordre de deux à trois millions selon les instituts de sondage, soit plus d'un dixième des inscrits — de se faire une religion définitive. La campagne est centrée autour des deux dirigeants.

Il est évident que Felipe Gonzalez dispose d'un avantage certain par rapport à son challenger José María Aznar, moins expérimenté, mais très accrocheur, et auquel manque cette reconnaissance internationale permettant de se situer au niveau des « grands ». C'est pour cette raison que le président du PP est allé saluer Jacques Chirac à Paris, puis John Major à Londres.

Le premier ministre britannique, John Major, a accueilli comme le futur chef du gouvernement espagnol, ce qui n'a guère plu à Madrid et où va pas faciliter la suite des négociations sur le rocher de Gibraltar en cas de victoire du PSOE.

Les nationalistes catalans en position d'arbitres

Après un long rodage, lequel a pratiquement débuté lors de l'annonce, le 12 avril, des élections anticipées, le combat des chefs va permettre d'entrer véritablement dans le vif du sujet : celui du « changement dans la continuité » pour les socialistes ou du « renouveau tranquille » pour la droite.

Pour l'instant, le Parti populaire s'est appliqué à démanteler les dix ans de gestion socialiste, à mettre le doigt sur les plaies du chômage et de la corruption plutôt qu'à démontrer véritablement qu'il offrait une solution alternative. Quant aux socialistes, ils ont présenté leur bilan, vanté leurs réalisations et accusé la droite d'« élitisme », d'« égoïsme » et de « dédain pour le peuple ».

Par ailleurs, la poétesse dissidente Maria Elena Cruz Varela, condamnée à deux ans de prison pour avoir réclamé des élections pluripartites, a été libérée dimanche, après avoir bénéficié d'une remise de peine de six mois, a-t-on appris de sources diplomatiques. — (AFP, Reuters.)

une œuvre inachevée. Seule véritable surprise de cette mise en train : l'entrée en lice dans les rangs socialistes, en deuxième position sur la liste madrilène du PSOE, du plus célèbre des magistrats du pays, Baltasar Garçon.

Ce juge n'avait pas hésité à s'attaquer aux terroristes anti-ETA du GAL (Groupe anti-terroriste de libération) ainsi qu'aux officiers de la lutte antidrogue de la Guardia civil qui avaient fourni des stupéfiants à des informateurs. Il n'en fait pas plus pour que ce magistrat ait brisé le coup à cependant porté ses fruits, si l'on en juge par la hargne du PP contre celui pour lequel il n'avait auparavant que des louanges.

Effet Garçon ou pas, le 7 juin au matin, les socialistes — s'ils arrivent en tête — devront former un gouvernement. Une alliance avec la troisième force, Izquierda Unida (gauche unie), dominée par les communistes et leur dirigeant Julio Anguita, est pratiquement exclue. Ce dernier et Felipe Gonzalez ont tout deux admis publiquement qu'une entente était impossible.

La seule option possible reste donc le soutien, tant pour les socialistes que pour la droite, du parti du président de la Catalogne, Jordi Pujol, Convergència et Unió (CIU). Soutien modéré ou étouffé ? Il est trop tôt pour le dire. Que ce soit le PP ou le PSOE, les deux formations espèrent avoir pas à passer sous les fourches caudines de Jordi Pujol ou d'autres nationalistes. Tout va dépendre de l'évolution des esprits dans les deux semaines à venir et de la capacité de conviction de MM. Aznar et Gonzalez.

MICHEL BOLE-RICHARD

ALLEMAGNE : recours contre le traité de Maastricht. — La Cour constitutionnelle allemande, qui doit se prononcer, fin juin, sur des recours déposés contre le traité de Maastricht, retenu en décembre 1992 par le Parlement, a soumis une liste de quinze questions au gouvernement, selon le magazine Der Spiegel. Selon l'hebdomadaire, certains de ces recours, qui ont trait essentiellement aux transferts de souveraineté et au « déficit démocratique » des institutions européennes, auraient de bonnes chances d'être jugés recevables. — (AFP.)

CHYPRE : reprise des négociations. — Les négociations intercommunautaires sur Chypre, suspendues en novembre dernier, devaient reprendre lundi 24 mai à New-York, sous l'égide de l'ONU. Elles se dérouleront entre le président de la République de Chypre, Glafcos Cléridis, et le chef de la communauté chypriote-turque, Rauf Denktash, et doivent porter notamment sur des mesures destinées à « rétablir la confiance ». — (AFP.)

IRLANDE DU NORD : espoir déçu à Londres

Les partis extrémistes maintiennent leurs positions après les élections locales

Contrairement à l'attente du gouvernement britannique, les formations politiques, catholiques et protestantes, les plus extrémistes, ont maintenu leurs positions lors des élections des conseils de district qui se sont déroulées la semaine dernière en Irlande du Nord.

LONDRES

de notre correspondant

Le gouvernement britannique avait placé beaucoup d'espoirs dans les élections locales qui se sont déroulées mercredi 19 mai en Irlande du Nord. Selon les scénarios ébauchés à Londres, les deux partis les plus modérés issus des communautés protestantes et catholiques, respectivement le Parti unioniste d'Ulster (UUP) de James Moynihan et le Parti travailliste et social-démocrate (SDLP) de John Hume, devaient sortir renforcés de ce scrutin, au détriment des formations extrémistes. De tels résultats auraient justifié les efforts de médiation, passés et futurs, conduits par le secrétaire d'Etat chargé de l'Irlande du Nord, Sir

Patrick Mayhew, et, au-delà, la politique constante de Londres : marginaliser, si possible, les formations les plus sectaires, pour arriver à un compromis entre modérés sur l'avenir politique de la province.

An bout du compte, cette stratégie est affaiblie par les résultats électoraux des vingt-six conseils de district, qui, dans l'ensemble, traduisent un maintien des positions de chaque parti, voire un tassement de celles des « modérés ». Avec 197 sièges (sur un total de 582), l'UUP, bien qu'en léger recul par rapport à 1989 (29,1 % des suffrages contre 31 %), demeure la formation locale la plus importante. Le Parti unioniste démocrate (DUP) du pasteur Ian Paisley, qui est la seconde formation représentant la communauté protestante, obtient 103 sièges (17,2 %).

Du côté « nationaliste » (catholique), le SDLP obtient 127 sièges (21,9 %) et assure son contrôle sur Londonderry, qui est la deuxième ville d'Ulster. Le Sinn Féin, considéré comme la branche politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), hérite de 51 sièges (8,5 %) et arrive en tête à Belfast avec 23,2 %. Il paraît renforcer son

implantation, puisqu'il avait obtenu 10 % des suffrages lors des élections parlementaires de 1992. Enfin le parti de l'Alliance (multi-confessionnel) de John Alderdice obtient 44 sièges (7,7 %). A Belfast, la coalition unioniste conserve une faible majorité sur les nationalistes.

Ces résultats font apparaître une évolution politique préoccupante pour Londres : en 1989, le Sinn Féin et le DUP avaient reculé, au profit des partis plus conciliants que sont l'UUP et le SDLP.

L'intransigence du pasteur Paisley, qui se refuse à reprendre les pourparlers communautaires tant que le gouvernement de Dublin ne s'engage pas à supprimer les articles 2 et 3 de sa Constitution (qui prévoient la réunification des comtés de l'Ulster avec la République d'Irlande), ne va donc pas faiblir. Sir Patrick Mayhew doit rencontrer le ministre des affaires étrangères irlandais, Dick Spring. Londres souhaitait faire des propositions devant servir de base à une nouvelle série de négociations.

LAURENT ZECCHINI

ITALIE : l'anniversaire de l'assassinat du juge Falcone

« Pour ne pas oublier... »

ROME

de notre correspondant

Manifestation à Rome, dédiée à Milan, l'Italie, « pour ne pas oublier », comme disent slogans et banderoles, est mobilisée, dimanche 23 mai, pour commémorer l'assassinat, il y a juste un an, du juge Giovanni Falcone, de sa femme Francesca et des trois agents de son escorte.

Une chaîne de solidarité de Capaci, lieu du drame, jusqu'à Palermo était destinée à montrer aux quelque cent mille Palermitains descendus dans la rue — une majorité de jeunes — que l'espoir chemine avec nous, comme le disait Giovanni Falcone, et qu'une brèche est toujours possible dans le mur de silence et d'omertà qui protège la Mafia. C'est dans un moment de changement radical que l'Etat a besoin de héros, dira Maria Falcone, sa sœur. « La mort de Giovanni », Francesca, Paolo (Borsellino), l'autre juge assassiné en juillet dernier, et des hommes d'escorte a servi à raviver l'Italie de la meilleure façon qui soit, dans le respect de la démocratie. » Enfin, à 17 h 55 — heure précise de l'explosion — les sirènes du port et les cloches de la ville se sont répondu, tandis qu'étaient lâchées des colombe.

Un an, un siècle. En un an, grâce au regain de mobilisation né de ces attentats, et sans doute, plus largement, à l'effondrement progressif des structures et des subtils alliances nées de la guerre

froide et tissées entre la criminalité et une certaine frange politico-affairiste, la lutte contre la Mafia a fait des progrès énormes. Il n'y a pas de jour sans qu'une cache d'armes soit trouvée, un truand arrêté, un téseau démantelé. Parmi les plus beaux coups de fil, impossibles justement il y a un an : la capture du boss des boss, Totò Riina, et celle, le samedi dernier, d'un des plus féroces chefs de Cosa Nostra, le Catanais Nino Santapao.

Victime de la Mafia et d'autres « forces occultes »

Signe de ces temps nouveaux encore : cinquante-sept communes ont vu leur conseil municipal dissous pour « activités liées à la mafia », tandis qu'un peu partout en Sicile les langues commencent à se délier : l'Etat peut désormais compter sur la collaboration de quatre cents « repenés ». Des « sources » qui ne sont pas sans risque, car leurs accusations portent de plus en plus haut et de plus en plus fort, on l'a vu avec le cas de Giulio Andreotti, l'ancien président du Conseil mis en cause par plusieurs « repenés » pour avoir été, disent-ils, « la référence romaine et politique de Cosa Nostra ».

Des sources qui ont été également très précieuses pour comprendre enfin les mécanismes de fonctionnement de la « piovra ». En ce sens, leur multiplication est un hommage très tardif au travail

de Giovanni Falcone et de son ancienne équipe du pool anti-Mafia. En effet, combien de magistrats, sans parler des fonctionnaires ou de la classe politique, ont critiqué cet usage à leurs yeux « excessif et inconsidéré des repenés », allant jusqu'à dire que le juge Falcone avait des méthodes par trop personnelles ? Aussi, dans ce mémorial du souvenir cimenté à coups de superlatifs, y avait-il à l'occasion une bonne dose d'hypocrisie : de la part de certains à célébrer ce juge, qui fut à bien des égards un des plus sages, des plus isolés de sa profession.

Ce « jeu trop grand », dans lequel le juge Falcone avait déclaré être entré « bien seul », le parquet de Caltanissetta, chargé de l'enquête, croit même en avoir trouvé les traces, même s'il s'agit encore d'une « hypothèse de travail », comme l'expliquent conjointement les magistrats locaux et le procureur anti-Mafia Bruno Sicari, reprenant en cela une idée avancée dès le lendemain de l'attentat. La Mafia ne serait en effet pas seule en cause, elle aurait opéré en accord avec d'autres « forces occultes », ou à leur demande — à savoir vraisemblablement une faction parallèle des services secrets, outre héritage « dégénéré » de la lutte contre le communisme.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

PIERRE BOURDIEU



«... la misère du monde...»

France parle.

Puissent seulement tous ceux qui ont en charge les affaires sociales du pays lire ce livre, et reprendre ainsi contact avec les souffrances de millions de Français, celles qu'une fois installés dans les allées du pouvoir on oublie.

Franoise Giroud / Journal du Dimanche

Il ne s'agit pas de savoir si les soixante témoignages qui composent ce recueil sont beaux, pathétiques, séduisants, gênants. Ils sont vrais. F. Grunon / Télérama

Ces histoires aident à comprendre pourquoi les gens sont ce qu'ils sont, et font ce qu'ils font. Chacune d'entre elles peut se lire comme une petite nouvelle. Georges Balandier / Le Monde

Dans ce livre, le plus bouleversant qui ait été donné à lire depuis longtemps, la France qui souffre parle. Enfin. Thierry Gaudillat / Le Nouvel Observateur

Ce livre est surtout un acte politique : celui de constituer un savoir « réflexif » qui permette à la société d'intervenir sur elle-même. R. Maggiori et J.-B. Marangiu / Libération

Un énorme « J'accuse ». Michel Grotet / Le Soir

Collection Libre examen

Editions du Seuil

EUROPE

L'adoption à Washington d'un « programme commun d'action » pour la Bosnie

Les mesures prévues par les alliés

Voici les « mesures spécifiques concrètes » que les alliés sont prêts à prendre en Bosnie, telles qu'elles ont été énumérées par le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher :

- Poursuite de l'aide humanitaire aux victimes de guerre.
- Application rigoureuse des sanctions prises contre la Serbie et le Monténégro, qui forment la nouvelle Yougoslavie.
- Action commune pour s'assurer que la promesse de Belgrade de fermer sa frontière avec la Bosnie « n'est pas superficielle ».
- Action conjointe aux Nations unies en faveur de l'adoption rapide de mesures qui établissent des zones sûres en Bosnie. « Les Etats-Unis n'ont pas l'intention de fournir des troupes au sol pour la Bosnie, mais (...) si les Nations unies en faisant la demande, nous contribuons à la protection des forces [de l'ONU] déployées en Bosnie », a déclaré pour sa part Warren Christopher.
- Poursuite de l'application de la zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Bosnie déjà mise en place.
- Soutien à la « mise en place rapide » d'un tribunal pour juger les crimes de guerre.
- Poursuite de la participation aux efforts pour un « règlement négocié durable » de la crise bosniaque.
- Avertissement à la Croatie que « l'aide aux forces croates de Bosnie (...) pourrait entraîner des sanctions internationales contre la Croatie ».
- Appui au renforcement de la présence internationale en Macédoine, la République la plus méridionale de l'ancienne Yougoslavie qui borde la Grèce, et aussi à l'envoi d'un escadron de la « surveillance internationale » au Kosovo, province de Serbie frontalière de l'Albanie et de la Macédoine. - (Reuters.)

La fin d'une polémique entre Américains et Européens

Si personne ne cédeait au triomphisme, Européens et Américains ne cacheraient pas, ce week-end, leur satisfaction d'avoir mis un terme à quelques semaines de polémique en réussissant à s'entendre sur un programme commun pour « refroidir » le conflit bosniaque.

WASHINGTON

de notre correspondant

Même si l'OTAN n'est pas, formellement, concernée, il en allait tout de même de la crédibilité de l'Alliance face au premier test de l'après-guerre froide. En visite dans le New-Hampshire, loin de Washington, le président Bill Clinton a soigneusement commenté : « au moins, nous travaillons à nouveau ensemble ». Le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, se félicitait que l'accord de Washington ait mis un terme à une « prétendue » querelle entre Européens et Américains : « Cela n'a pas pris le tour d'un affrontement ». Les Russes, pour leur part, n'étaient pas mécontents d'avoir saisi l'occasion - hésitation à Washington et différend américain-européen - pour prendre l'initiative et occuper le terrain en reprenant ce qui était essentiellement des propositions européennes.

Cette célébration d'unité n'empêche pas les arrière-pensées. Dans les propos de certains ministres européens, on discernait comme une discrète satisfaction pour avoir fait évoluer les Etats-Unis sur les positions défendues depuis longtemps à Londres et à Paris. De fait, le « programme commun d'action » adopté à Washington entre pratiquement l'option militaire que l'administration Clinton avait un moment envisagée et à laquelle les Européens sont opposés - sauf en ultime recours, « à titre de solution de désespoir », a dit M. Juppé.

Aux commentateurs de presse (en général européens) qui déclarent à une faible distance de l'exercice du leadership américain au sein de l'Alliance, les responsables européens opposent la remarque suivante : pour une fois que les Etats-Unis ont pris le soin de consulter les Européens et de tenir compte de leur point de vue sur un conflit qui, après tout, se déroule en Europe, nous n'allons pas nous en plaindre.

Parmi ceux qui ne s'en plaindraient pas non plus, on peut encore compter une bonne partie de la hiérarchie du Pentagone - et notamment le chef d'état-major le général Colin Powell - et peut-être aussi le secrétaire d'Etat, M. Warren Christopher, qui passent pour être très sceptiques quant aux possibilités offertes par l'option militaire. Si le chef de la minorité républicaine, Robert Dole, et un des poids lourds démocrates au Sénat, Patrick Moynihan, dénonçaient l'accord, comme entraînant les conquêtes serbes, on trouvait autant de membres du Congrès pour s'en féliciter.

Sagesse ou faiblesse de Bill Clinton ?

M. Clinton, qui avait un temps, sans grande conviction, défendu l'option militaire, et critiqué, assez ouvertement, le concept des « zones de sécurité », a été philosophe. Il remarque que les « zones » ne sont pas conçues, dans le programme, comme devant être des « camps permanents » mais qu'elles doivent exister dans un dispositif qui a toujours pour objet d'aboutir « à un règlement territorial raisonnable ». Au service de cet objectif, a-t-il encore observé, l'op-

tion militaire n'a pas été « spécifiquement » exclue. Aussi estime-t-il pouvoir qualifier le programme de « pas dans la bonne direction » qui devrait mettre « un terme à l'épuration ethnique ».

Il reste que M. Clinton avait bel et bien émis des doutes sur les solutions suggérées par les Européens et brandi la menace de l'emploi de la force. Il a changé d'avis : certains y voient une manifestation de sagesse, d'autres de faiblesse. Les Européens ne le regretteront pas, ni les citoyens américains qui, sondage après sondage, ne signalaient aucun enthousiasme pour un engagement des Etats-Unis en Bosnie. Impossible, cependant, de ne pas s'interroger sur l'impact d'un nouveau revirement de la part d'un Bill Clinton qui passe déjà pour manquer de fermeté de convictions. Pour le chef du bureau washingtonien du New York Times, R. W. Apple, la cause est entendue : « M. Clinton n'a pas su tenir ses promesses ; il a parlé haut et fort mais a laissé son bâton sur son épaule. La prochaine fois qu'il profèrera des menaces, elles auront moins de crédibilité ».

A. Fr.

Le compromis a été rejeté par le président bosniaque

Suite de la première page

Les Serbes de Bosnie ont, de toutes façons, amplement montré qu'ils ne voulaient pas d'un tel règlement. On prend acte de l'état des lieux - les victoires serbes - avec l'intention d'empêcher une plus grande dégradation de la situation sur le terrain. Une acceptation de fait, au moins provisoire, du statu quo territorial créé par les Serbes ?

Même si le texte mentionne expressément la nécessité d'obtenir le retrait des troupes des Serbes de Bosnie hors des territoires occupés par la force, il consacre l'option européenne quant aux moyens à mettre en œuvre pour atteindre cet objectif. Cela veut dire que la pression militaire, un moment souhaitée par les Etats-Unis, est écartée ; les auteurs du document s'en remettent, presque exclusivement, aux sanctions économiques pour amener les protagonistes à conclure un accord de paix selon les principes du plan dit Vance-Owen. Les Serbes l'ont bien compris, qui se sont immédiatement félicités, en Bosnie comme à Belgrade, de la teneur du programme de Washington.

Ambiguïté des « zones de sécurité »

Il n'a fallu quelques heures de travail en séance commune, samedi, au département d'Etat, pour que les responsables des affaires étrangères des Etats-Unis, de la Russie, de la Grande-Bretagne et de la France (représentant quatre des membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU), aient pu s'entendre sur leur collègue espagnol (dont le pays doit assurer la prochaine présidence du Conseil), mentionnant une touche finale à un document qui s'avait longtemps préparé les jours précédents. Des cette semaine, les principaux points du programme devaient prendre la forme de résolutions du Conseil de sécurité sur la création de « zones de sécurité », la surveillance de la frontière entre la Bosnie et la Serbie et l'embellissement d'un tribunal international pour juger les auteurs de crimes contre l'humanité.

Le programme établi par Warren Christopher (Etat-Unis), Andrei Kozirev (Russie), Douglas Hurd (Grande-Bretagne), Javier Solana (Espagne) et Alain Juppé (France) comprend trois axes :

1. - Arrêter les combats. D'origine française, l'idée principale (le point 4) est la création d'endroits de sécurité destinés à mettre la population civile musulmane à l'abri de nouvelles agressions serbes. Couvrant une population d'un million deux cent mille personnes, les « zones de sécurité » doivent être établies dans six villes : Bihac, Gorazde, Sarajevo, Srebrenica, Tuzla et Zepa. M. Juppé estime qu'il faudra trois mille ou quatre mille hommes de plus au sein de la FORPRONU, qui en comprend déjà plus de neuf mille. Des Russes et des Scandinaves pourraient rejoindre Britanniques, Français et Canadiens, qui forment l'essentiel de la force des Nations unies.

Les Etats-Unis restent réservés. Ils craignent que ces « zones » ne se transforment en ghettos ou grands camps de réfugiés pour les populations musulmanes. Ils n'envisagent toujours pas de dépecher des soldats au sein de la FORPRONU. Afin de manifester leurs doutes quant à l'efficacité des « zones de sécurité », ils n'y participent qu'indirectement : leur aviation pourra être appelée à intervenir pour assurer la protection non pas des enclaves elles-mêmes mais des hommes de la FORPRONU qui s'y trouveraient « dans le cas où ils seraient attaqués et où ils demanderaient une telle assistance ».

M. Juppé, qui a souligné que la France était au bout de ses possibilités de déploiement, a fait part de son désaccord avec cette « répartition des tâches, les uns au sol, les autres en l'air ». Il a dit « ne pas désespérer » que les Américains finissent par se joindre à la FORPRONU.

Le texte du programme de Washington ne semble lever aucune ambiguïté quant au concept exact de « zone de sécurité ». Selon un mémorandum et un projet de résolution français au Conseil de sécurité, il y a au moins trois options possibles : la formule « lourde », dans laquelle les « casques bleus » ont pour mandat de « s'opposer à toute agression » contre les zones, et des modèles plus « légers » où les hommes de la FORPRONU « observent » ou « contrôlent » le cessez-le-feu, leur seule présence étant supposée dissuader d'éventuels agresseurs. M. Juppé a précisé que la résolution qui doit être votée au Conseil de sécurité changera le mandat de la FORPRONU. Le texte du programme de Washington ne donne, lui, aucune indication. A aucun moment il ne dispose que les hommes de la FORPRONU devront bel et bien « défendre » lesdites zones.

Toujours au chapitre de l'apaisement sur le terrain, Etats-Unis, Européens et Russes entendent prendre le régime de Belgrade au mot et s'assurer qu'il respecte bien sa promesse de fermer la frontière, autrement dit de couper les approvisionnements des milices serbes de Bosnie en armes, munitions et carburant venus de Serbie. « Bien que la responsabilité première de la mise en œuvre de cette mesure incombe à Belgrade, nous pouvons y contribuer », dit le document de Washington, en mettant en place des observateurs aux frontières ou en assurant une surveillance aérienne. Il pourrait s'agir de quelques centaines d'hommes, dont le gouvernement du président Slobodan Milosevic a déjà dit qu'il ne voulait pas.

2. - Empêcher l'extension de la guerre. Il s'agit de « contenir le conflit

et de l'empêcher de gagner les pays voisins », développement qui serait « d'une extrême gravité ». A cette fin, les signataires envisagent « un renforcement de la présence internationale » en Macédoine où « toute agression aurait de graves conséquences ». Les Etats-Unis devraient envoyer des observateurs en Macédoine. Le Kosovo, province sud de la République de Serbie, peuplée d'une écrasante majorité d'Albanais de souche, est aussi sous la surveillance des auteurs du programme, qui observent : « Les droits de l'homme doivent être strictement respectés dans la région actuellement autonome du Kosovo, mais nous n'y soutenons pas de déclaration d'indépendance ».

3. - Recherche de la paix. Tout en maintenant « l'option de nouvelles mesures plus dures sans en préjuger ni en exclure aucune », les signataires comptent aussi exclusivement sur le blocus économique de la Serbie pour amener le régime de M. Milosevic à faire entendre raison aux milices serbes de Bosnie, c'est-à-dire les convaincre de renoncer à leur projet de nouvelle guerre pour la survie de notre peuple et la liberté de notre pays : c'est avec cette et amertume que le président bosniaque, Alija Izetbegovic, a réagi, dimanche 23 mai, au « programme de Washington » élaboré par les Etats-Unis, l'Europe et la Russie.

C'est, en revanche, avec une satisfaction non dissimulée que le dirigeant serbe bosniaque, Radovan Karadzic, a accueilli ce « programme », qui, a-t-il souligné, signifie « l'abandon de l'option du recours à la force » contre les Serbes de Bosnie. M. Karadzic a estimé que le président américain, Bill Clinton, était « un homme sage qui n'a pas cédé aux conseils des faucons voulant l'entraîner dans une guerre civile balkanique ». Et le leader serbe d'inviter le président izetbegovic et le responsable croate bosniaque Miro Boban à « s'asseoir à la table des négociations et permettre aux musulmans d'arrondir leur territoire en Bosnie centrale » (région où le plan Vance-Owen fait la part belle aux Croates, leur accordant de vastes zones à population mixte croato-musulmane).

M. Karadzic, qui serait prêt à accepter la formation d'une Bosnie composée de trois Etats constitutifs, a appelé les Croates et les Serbes à faire des concessions territoriales aux musulmans pour leur permettre de disposer d'une « région viable ». Selon certaines sources serbes bos-

niaques, ces derniers seraient notamment prêts à rendre laice et Donji Valuk. « Si Izetbegovic rejette cette proposition, il est clair qu'il mène son peuple sur la voie de la dispersion totale », a averti le leader serbe.

Le « programme de Washington », a, quant à lui, estimé le président izetbegovic dans une déclaration adressée à ses concitoyens, semble signifier que « l'agresseur ne se retirera pas des territoires occupés, que les gens chassés de leurs maisons ne pourront pas revenir chez eux et qu'une partie de notre peuple se verra attribuer les prétendues zones de sécurité, autrement dit des réserves ». « S'il doit en être ainsi, ce nouveau plan est absolument inacceptable pour nous », a-t-il affirmé. Une « paix juste », a poursuivi le président izetbegovic, « implique la restitution des territoires occupés et le retour des populations dans leurs maisons ». « En signant le plan Vance-Owen, nous avons dit notre dernier mot, fixé notre minimum, en dépit duquel nous ne pouvons descendre et nous ne descendrons pas », a encore dit le chef de l'Etat.

ALAIN FRACHON

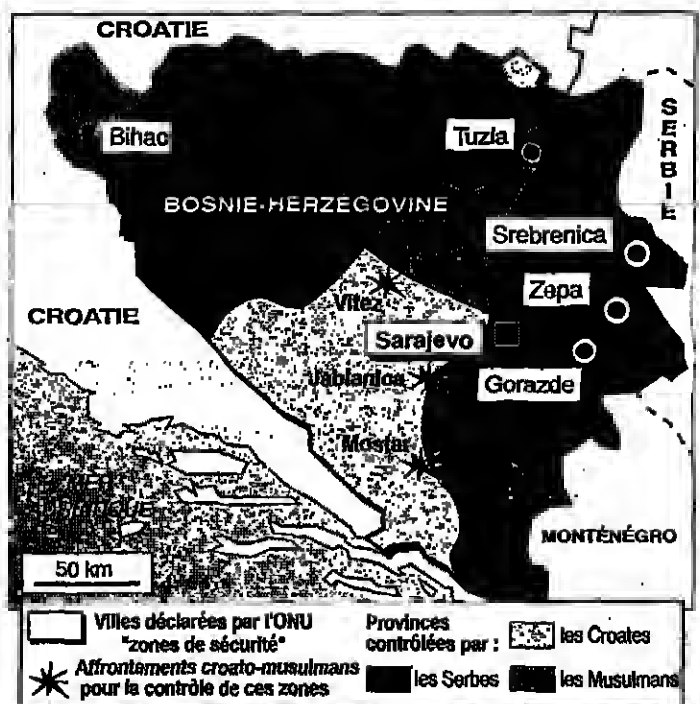
Tandis que les Serbes affichent leur satisfaction

Alija Izetbegovic accuse la communauté internationale de récompenser l'agresseur

« Nous devons nous battre pour la survie de notre peuple. Si la communauté internationale n'est pas prête à respecter et à appliquer le plan Vance-Owen, alors ce plan est mort, mais nous en sommes pas responsables. Et, dans ce cas, nous devons avoir la possibilité de choisir de nous battre pour la survie de notre peuple et la liberté de notre pays : c'est avec cette et amertume que le président bosniaque, Alija Izetbegovic, a réagi, dimanche 23 mai, au « programme de Washington » élaboré par les Etats-Unis, l'Europe et la Russie.

C'est, en revanche, avec une satisfaction non dissimulée que le dirigeant serbe bosniaque, Radovan Karadzic, a accueilli ce « programme », qui, a-t-il souligné, signifie « l'abandon de l'option du recours à la force » contre les Serbes de Bosnie. M. Karadzic a estimé que le président américain, Bill Clinton, était « un homme sage qui n'a pas cédé aux conseils des faucons voulant l'entraîner dans une guerre civile balkanique ». Et le leader serbe d'inviter le président izetbegovic et le responsable croate bosniaque Miro Boban à « s'asseoir à la table des négociations et permettre aux musulmans d'arrondir leur territoire en Bosnie centrale » (région où le plan Vance-Owen fait la part belle aux Croates, leur accordant de vastes zones à population mixte croato-musulmane).

M. Karadzic, qui serait prêt à accepter la formation d'une Bosnie composée de trois Etats constitutifs, a appelé les Croates et les Serbes à faire des concessions territoriales aux musulmans pour leur permettre de disposer d'une « région viable ». Selon certaines sources serbes bos-



ALAIN FRACHON

Bombardements sur Sarajevo

« Nous ne perdons plus de temps en négociations fautes. En revanche, nous appelons notre peuple à s'unir et à recourir à tous les moyens disponibles pour défendre l'indépendance et la souveraineté de la patrie », a déclaré M. Izetbegovic, qui a violemment critiqué la communauté internationale, qu'il a accusée d'avoir abandonné la Charte des Nations unies et d'être « prête à accepter la loi de la force dans les relations internationales », voire à

« récompenser l'agresseur et le génocide ». « Le monde ne nous a pas laissé beaucoup de choix », a-t-il conclu, invitant les Bosniaques à « accepter le risque de combattre pour la liberté et la dignité ». « N'ayez pas peur et ne doutez pas, le peuple qui combat pour son existence et sa liberté ne saurait perdre ».

Côté serbe bosniaque, l'heure est, aujourd'hui, à la conciliation, à en croire Radovan Karadzic, qui a affirmé qu'il « respecterait » le programme de Washington, « à condition que la souveraineté des Serbes de Bosnie soit respectée ». Interrogé par la BBC, M. Karadzic a estimé que les Occidentaux avaient adopté une approche « plus réaliste » de la situation en Bosnie, et a pressé la communauté internationale « d'aider à la création de trois territoires dotés de trois autorités » (croate, serbe et musulmane) en Bosnie-Herzégovine.

Les Serbes de Bosnie « ne se sentent pas victorieux » après l'adoption du programme d'action commun, a assuré leur leader. « Nous ne voulons pas la victoire, mais juste nous protéger de la domination musulmane ou croate et il me semble que nous nous rapprochons d'une solution plus juste pour former trois Etats constitutifs, comme proposé par lord Carrington », l'ex-président de la Conférence de la CEE sur la Yougoslavie, a-t-il conclu.

L'adhésion de M. Karadzic au principe des « zones de sécurité » (englobant notamment Sarajevo) n'a pas empêché ses troupes de faire une nouvelle démonstration de force, samedi, dans la capitale bos-

niaque où leurs tirs redoublés ont fait 9 morts et 103 blessés, dont 27 enfants, selon un bilan fourni par le président izetbegovic dans une lettre adressée à M. Ioulia Vorontsov, président du Conseil de sécurité de l'ONU. Durant les trois derniers jours, les bombardements de Sarajevo ont fait 16 morts et 129 blessés, dont 36 enfants, précise le chef de l'Etat, qui rappelle : « Aujourd'hui, c'est un jour anniversaire : il y a un an, la Bosnie-Herzégovine est devenue membre des Nations unies » - (AFP, AP, Reuters.)

A la suite d'une embuscade

Deux policiers serbes tués au Kosovo

Deux policiers serbes ont été tués et cinq autres blessés, samedi soir 22 mai, dans une « attaque terroriste » dans les environs de Glogovac, dans le nord du Kosovo, province de Serbie à majorité albanaise, a affirmé, dimanche, Radio Belgrade. Sept policiers sont tombés dans une embuscade dressée à l'entrée de la ville par « trois terroristes » cachés dans un busseau qui ont tiré des rafales d'armes automatiques sur une camionnette de la police. Les enquêteurs dépêchés sur les lieux ont estimé, selon la radio, qu'il s'agissait d'une « action bien préparée ».

A Pristina, le Comité des droits de l'homme a indiqué que Glogovac est pratiquement encerclé par d'importantes forces de police qui en contrôlent tous les accès. - (AFP.)

OISE

Les écoles de langue en Angleterre et en Allemagne pour adultes, étudiants et jeunes

La qualité et l'efficacité pour maîtriser une langue.

Informations et conseils : 21, rue Théophraste Renaudot 75015 Paris - tél (1) 45 33 13 02

AFRIQUE

ÉRYTHRÉE : la proclamation de l'indépendance

« Un pays à reconstruire »

L'Érythrée a officiellement accédé à l'indépendance, lundi 24 mai, soit deux ans exactement après la libération d'Asmara. Fin avril, l'ancienne province éthiopienne a été proclamée à plus de 99 % pour l'indépendance, par référendum.

ASMARA

de notre envoyé spécial

Le lever des couleurs érythréennes, à 0 heure précise, lundi 24 mai, a déclenché une ovation qui a couvert un moment les crépitements du feu d'artifice. Dans les rues d'Asmara, alors commença le plus grand bel populaire que la ville ait jamais connu. A ce moment-là, l'émotion se lit sur tous les visages. « Je ne peux décrire ce que je ressens », murmure Hagos Tekassa, contrôleur des postes, « j'ai révisé si souvent de cet instant... ». Hana, qui s'est engagée à seize ans dans les rangs du Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLE), pense à ses deux frères tués au combat et à tous les martyrs : cinquante mille maquisards morts en trente ans de guerre.

La veille, les cérémonies d'indépendance ont d'abord rendu hommage aux chélieas, les combattants. Place du 1^{er} septembre 1961 (date du début de la résistance), les boulevards de guerre ont ouvert le petit défilé dans leurs chaises roulantes, suivis de quelques dizaines de maquisards. Derrière les militaires, pour illustrer la volonté de cohésion nationale : les musiciens et les danseurs des neuf ethnies d'Érythrée. Sur les hauteurs du stade, construit il y a

bien longtemps pour l'ex-président éthiopien Mengistu, près d'une cinquantaine de délégations étrangères (de la Chine à l'Argentine) assistent aux festivités.

Après les présidents d'honneur et soudanais, c'est Meles Zenawi, chef de l'État éthiopien, arrivé dans la même voiture que son homologue érythréen Isayas Afewerki, qui a parlé à la foule, en amharique (la langue officielle de l'Érythrée) : « Il est temps d'oublier les mauvais souvenirs du passé. Soyons amis et voisins et non plus dominés et dominés ». Un discours qui semblait adressé à ceux de ses compatriotes qui n'acceptent pas ce « découpage de l'Éthiopie historique ».

Premier mouvement de contestation

L'aidé étranger défectueux

Le président érythréen, Isayas Afewerki, a insisté, une fois de plus, sur l'indépendance de la communauté internationale à l'égard des Érythréens. « Aujourd'hui, notre pays est à reconstruire et je souhaite l'assistance de la communauté internationale », a-t-il affirmé. Depuis deux ans, l'Érythrée n'est arrivée qu'au compte-gouttes. Nombre d'investisseurs bien disposés envers l'Érythrée indépendante ont reparté rapidement, après avoir appris que, selon le code des investissements, toute société doit être contrôlée à au moins 51 % par les Érythréens ; ou encore, après la disparition en douane de leur matériel importé. La manifestation de protestation du 20 mai (le Monde du 22 mai) a désagréablement sur-

pris le président Isayas, selon un de ses proches. La version officielle, qui évoque « un accès de colère déraisonnable de quelques jeunes maquisards », est mise en doute. En quelques instants, on a vu les chélieas en armes sortir de leurs campements et parader la ville, obligeant les autorités à parlementer.

JEAN HÉLÈNE

ASIE

CAMBODGE : la désignation d'une Assemblée constituante

Plus de 40 % des électeurs ont voté dès le premier jour de scrutin

Souvent considérée comme un test du déroulement des élections cambodgiennes, la première journée de scrutin (qui s'étale sur six jours) pour la désignation d'une Assemblée constituante de 120 membres a eu lieu dimanche 23 mai avec un minimum d'incidents. Selon des chiffres publiés lundi en milieu de journée, 42 % des électeurs ont voté dès le premier jour.

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Le premier des six jours de scrutin au Cambodge, dimanche 23 mai, a été un franc succès. Plus de 2 millions d'électeurs (42 %), sur les 4,7 millions enregistrés, se sont rendus aux urnes, et la journée n'a été marquée que par trois « incidents mineurs », selon le porte-parole de l'APRONUC, l'autorité provisoire des Nations unies pour le Cambodge. Les Cambodgiens « veulent voter et veulent choisir », a-t-il résumé.

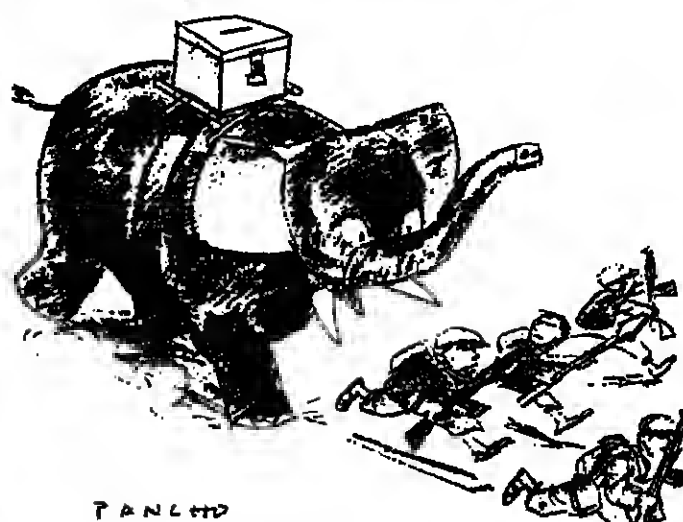
Bien qu'elle n'ait pu appliquer intégralement son mandat – avant tout, désigner les Cambodgiens, l'APRONUC est en droit d'attacher un « prudent optimisme » à ces élections, dénoncées par les Khmers rouges. Dans toutes les villes du pays – y compris à Siem Reap, un chef-lieu sous la menace du Kampuchéa démocratique – les gens se sont précipités sur les urnes dimanche, et le vote a eu lieu dans la bonne humeur. Du tiers (35 %) des électeurs avaient déjà rempli leur devoir civique à Phnom-Penh dimanche soir. Lundi matin, les centres de vote étaient de nouveau assaillis. Dans l'une des provinces les plus disputées, Kompong-Thom, le taux de participation aurait même été de 40 % le premier jour.

La prudence reste de rigueur

Les trois incidents rapportés par l'APRONUC ont peu affecté les opérations. A Kampong, une centaine de Khmers rouges sont repartis en quittant un véhicule de l'ONU qui portait des armes vides. Sur la frontière thaïlandaise, l'explosion de deux obus près d'un centre de vote a fait deux blessés légers. Un tir identique a eu lieu dans l'ouest, sans faire de victimes.

Mais, au pen partout, en dépit de la pluie, les gens se sont précipités pour déposer leur bulletin dans ce que quelques 1 500 bureaux placés sous le contrôle et la protection de l'ONU. A Tak-Mau, banlieue industrielle de Phnom-Penh, on s'y est rendu en famille, et dimanche, dès 7 heures du matin et, deux heures après, il a fallu commander de nouveaux bulletins, la réserve étant épuisée. « C'est la fête », disaient les gens, tout en refusant d'indiquer pour quel parti ils allaient voter.

L'engagement pour le scrutin était encore plus évident dans le principal centre de vote, le Stade olympique de la capitale, où le général de Gaulle avait prononcé en 1966 un discours d'ouverture. En début de matinée, le fils de Norodom Sihanouk, le prince Ranariddh, président du mouvement, le parti royaliste, y a été applaudi par plusieurs cen-



P. ANCHUT

tales d'électeurs. En revanche, Chea Sim, président du PPC (Parti du peuple, au pouvoir) et, à ce titre, homme fort du régime de Phnom-Penh, y a voté dans l'indifférence générale. « Les Cambodgiens prennent le scrutin au sérieux », a estimé, pour sa part, un observateur égyptien dans un bureau de vote à la périphérie de la capitale. Ils ont le sentiment que quelque chose peut changer. Quel que soit leur choix – on ne le connaît que début juin –, les Cambodgiens ont manifestement saisi l'occasion de voter pour la paix. C'est ce qu'a encore souligné une manifestation qui a réuni, lundi matin, devant le palais royal, en présence du prince Sihanouk revenu la veille de Pékin, quelque 2 000 bonzes, bonzesses et curieux à l'issue d'une longue « marche pour la paix » à travers le pays.

Selon l'APRONUC, le bilan des violences liées à l'ensemble de la campagne électorale est de 200 morts, dont 131 victimes des Khmers rouges. Un sérieux incident avait eu lieu peu avant l'ouverture du scrutin : l'attaque menée par un commando khmer rouge contre un poste tenu par des

JEAN-CLAUDE POMONTI

L'ONU condamne l'attaque khmère rouge contre des « casques bleus » chinois

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Réuni d'urgence à la demande des autorités chinoises, le conseil de sécurité de l'ONU a, le samedi 22 mai, condamné l'attaque à la roquette menée la veille par des Khmers rouges contre le poste de police de Skun, à 60 km de Phnom-Penh. Cette attaque, survenue la veille des élections, avait fait deux morts et quatre blessés parmi les « casques bleus » chinois de l'APRONUC qui contrôlaient ce poste. C'était la première victime de cette nationalité depuis que l'ONU est déployée au Cambodge. En 1993, seize « casques bleus » ont trouvé la mort à la suite d'attaques attribuées aux Khmers rouges.

Bien qu'à l'origine de la saisie, Pékin a voulu éviter que les Khmers rouges soient désignés comme

outreurs de l'attaque. A l'issue de marchandages, la Chine a obtenu que le texte adopté n'impute qu'indirectement la responsabilité de l'attaque à ceux qui furent ses alliés : la condamnation se réfère « au rapport préliminaire du secrétaire général selon lequel cette attaque a été menée par l'armée nationale du Kampuchéa démocratique ». Le représentant chinois n'a dit qu'il fallait une « enquête approfondie » avant que la responsabilité des Khmers rouges soit établie avec certitude.

Le document ne fait pas référence à un autre incident survenu samedi dans la province de Kampong, dans le sud-est du pays, où des combattants, sans doute des Khmers rouges selon l'ONU, ont attaqué un train, tuant trois civils et en blessant trois autres, tandis que des passagers étaient dévalisés.

S. M.

Américains et Européens

Le président américain Bill Clinton a déclaré lundi 24 mai que l'Érythrée avait obtenu son indépendance. Il a également souligné que le processus de paix en Érythrée était un exemple pour le monde. Clinton a déclaré que l'Érythrée était un pays à reconstruire et que les États-Unis étaient prêts à fournir une aide humanitaire et technique. Il a également souligné que le processus de paix en Érythrée était un exemple pour le monde.



ute internationale

Le président américain Bill Clinton a déclaré lundi 24 mai que l'Érythrée avait obtenu son indépendance. Il a également souligné que le processus de paix en Érythrée était un exemple pour le monde. Clinton a déclaré que l'Érythrée était un pays à reconstruire et que les États-Unis étaient prêts à fournir une aide humanitaire et technique. Il a également souligné que le processus de paix en Érythrée était un exemple pour le monde.

Deux policiers serbes tués au Kosovo

Deux policiers serbes ont été tués lors d'une attaque à l'arme lourde dans le sud du Kosovo, samedi 23 mai. Les deux policiers étaient membres de la police serbe. L'attaque a été menée par des combattants de l'Armée populaire du Kosovo. Les deux policiers ont été tués par une roquette. Les autorités serbes ont déclaré que les deux policiers étaient des héros. Elles ont également déclaré que les combattants de l'Armée populaire du Kosovo étaient des terroristes.

Le Monde

En vente chez votre marchand de journaux

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES-MARS 93

TOKYO :
7 JOURS 7.700 F

VOYAGEURS
42 86 16 16

VOYAGER PLUS VRAI

LANGUES & AFFAIRES

FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES
AFFAIRES - GESTION - COMMUNICATION

Chambres de commerce étrangères - Certificats européens de langues - TOEFL - Université de Cambridge...

Enseignements à distance toute l'année, tous niveaux.
Documentation et tests gratuits à

Langues & Affaires - Service 5381, 35, rue Collange
92303 Paris-Levallois Tél: (1) 42 70 81 83
Fax: (1) 47 31 80 96 Minitel: 36 16 LANGAF

Avec Kuoni, AOM et Sofitel

La Polynésie à ce prix-là, c'est beaucoup moins loin qu'avant

Vous rêvez de legons bleus, de famille tout et de sport à fond. Ne rêvez plus : partez. Pour ce prix exceptionnel, Kuoni s'occupe de tout. Val aller/retour avec la qualité du service AOM. Chambre disponible dès l'arrivée officielle à Papeete. Sélection d'hôtels Sofitel 3 et 4 étoiles. A vous le paradis ! Retrouvez cette offre exclusive dans la brochure Kuoni "Les Sables" disponible chez votre agent de voyages.

TAHITI-MOOREA
Séjour 10 jours/7 nuits
à partir de
9 590 F

Tahiti Kuoni AOM Hotel Sofitel

ASIE

Bhoutan : un « nettoyage ethnique » silencieux

Près de 100 000 Népalais, installés parfois depuis le dix-neuvième siècle ont été renvoyés vers le pays de leurs origines

BHADRAPUR
(sud-est du Népal)

de notre envoyé spécial

« Savez-vous que la plus grande ville du Bhoutan est à une heure d'ici ? nous demande Jock Baker, un jeune Américain qui est le chef opérationnel du Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) au sud-est du Népal, en nous recevant à son QG de Bhadrapur. C'est le camp de Beldangi, qui abrite la moitié des 85 000 Bhoutanais du Sud d'origine népalaise ayant à ce jour cherché asile au Népal. » Thimphu, capitale du petit royaume himalayen - située à 200 kilomètres au nord-est, au bas mot à dix heures de route - compte 30 000 habitants (1).

Beldangi est à 40 kilomètres à l'ouest de Bhadrapur. Le camp est situé dans le Terai, longue et étroite plaine qui borde le Népal tout le long de sa frontière méridionale avec l'Inde, en lisière de ce qui fut naguère une jungle célèbre pour ses animaux sauvages... dont les moustiques porteurs de malaria. La région a déjà été déboisée par des colons venus des collines pour y faire pousser le riz et autres denrées de survie pour une population en expansion. Sur le ministère des forêts népalais disposait d'espaces pour édifier les camps accueillant les Bhoutanais dans ce lointain Sud-Est.

Beldangi est un ensemble de trois camps contigus. Ses huttes sont faites de tiges tressées, appuyées sur un bâti de bambous. Les toits de chaume sont renforcés par des baches de plastique bleu, pour protéger ces abris des pluies de mousson. Le sol, de terre battue, est propre. Le mobilier est constitué de chaises, sur lesquelles, le jour, les réfugiés entassent leurs maigres biens : peillasses, couvertures, ustensiles ménagers. Des latrines sont installées partout. Depuis des réservoirs, des tuyaux distribuent l'eau dans le camp. Des échoppes proposent des légumes, de l'épicerie. On trouve même de la viande à l'étalage, en dépit de l'absence de chaux.



Malgré la sensation d'oisiveté, l'impression est plus de dénuement que de misère. Les conditions de vie des Népalais de Damak, la ville voisine, sont meilleures, mais pas tellement. « On nous a reproché d'avoir attiré ces gens, se défend, à Katmandou, M. Tahir Ali, un Pakistanais qui dirige le HCR pour le Népal. Mieux lorsque nous sommes arrivés, en 1991, ils étaient déjà des milliers installés dans des conditions « sommaires » - dans le lit asséchée d'une rivière. Nous n'avons donc fait que constater qu'il y avait un problème. Nous avons alors édifié les camps et distribué des rations de subsistance. On a dit, au Bhoutan, que nous versions 3 dollars par jour à chacun ; c'est absolument faux. »

Harka Bahadur Tiwari est arrivé à Beldangi le 26 février 1992 - sa mémoire n'hésite pas sur la date. Il est né il y a trente-sept ans à Mena, un hameau proche de Putha, district de Samchi, au sud-ouest du Bhoutan. Sa femme, ses trois fils, sa fille et son père - né, il y a trente-sept ans, également au Bhoutan - sont arrivés ici en même temps que lui. Tous ont des cartes d'identité plastifiées couleur prune, ressemblant aux passeports de la CEE. Comme les chefs de famille interrogés, au hasard, à Beldangi, H. B. Tiwari est un paysan. Son histoire ressemble à celle de beaucoup de ses compatriotes d'origine : « Un jour, ils sont venus. Ils étaient une demi-douzaine, des policiers. Ils nous ont dit :

« Partez sans faire d'histoires, le gouvernement s'en charge. » Je leur ai demandé s'ils avaient un ordre écrit, alors ils se sont égarés. Ils se sont mis à crier : « Vous êtes Népalais, rentrez chez vous ; là-bas ils vous donneront tout. » Alors on est parti, la nuit suivante. »

H. B. Tiwari n'a pas reçu de compensations des autorités de Thimphu. En général, selon les témoignages recueillis, elles versent au chef de famille, en échange d'une renonciation formelle à la citoyenneté bhoutanaise, environ 1 500 francs par hectare, dans les deux mois de leur « visite domiciliaire » - un délai ainsi laissé aux intéressés pour déguerpir. Les terres vacantes sont, dit-on, proposées à des Bhoutanais de l'Est.

L'exemple du Sikkim

A la frontière, les Bhoutanais du Sud ont repéré, par leur lodiens, qui les conduisent à des camionneurs en apparence spécialisés dans ce type de transport. Ils paient 10 francs par personne pour être conduits dans un des camps du HCR. Cent nouveaux venus, en moyenne, viennent ainsi grossir chaque jour les rangs des réfugiés. Des réfugiés bhoutanais, dus à un sau-

ment d'impudence devant la situation, se multiplient aussi depuis 1992 - allant parfois au-delà des anticipations de Thimphu. Le Népal, d'abord, accueille tout le monde sans restriction. Depuis le 12 mai, pourtant, il pratique un contrôle d'identité à son poste-frontière de Kakarvitta. Peu font état de graves violences de la part des autorités du Bhoutan : une menace de prison à l'arrêt, le plus souvent. Espèrent-ils revenir au pays ? Tous répondent, à l'instar de H. B. Tiwari : « J'y suis né, mes enfants y sont nés. C'est chez moi. » Croient-ils que leur éviction est approuvée par les « Bhotes » - ils désignent ainsi les Drukpas, habitants du nord du Bhoutan, de langue tibétaine et de religion bouddhique (ceux du Sud sont hindous) ? « Je ne sais pas », est la réponse des adultes. Les adolescents, plus durs, disent : « Oui, ils sont d'accord. » En veulent-ils au souverain Jigme S. Wangchuk ? « Ce sont ses conseillers qui le poussent », estime H. B. Tiwari. « Le roi, je ne l'ai jamais vu, je ne l'ai pas élu, ce n'est pas mon roi », lance un jeune. Mais H. B. Chahi, qui porte à l'épaule, en ultime affirmation de dignité, la corbeille des « deux fois nés » (haute caste), répond : « Ils nous a rejoints ; mais s'ils nous rappellent il redeviendra notre roi. »

A New-Delhi, à l'ambassade du Bhoutan, on conte une autre histoire. Selon Rabgye nous explique : « Lorsque, en 1983, nous avons lancé un recensement, nous avons trouvé le Sud plein d'illégaux. Beaucoup de Népalais sont arrivés chez nous après 1961, car, avec notre premier plan, on a alors construit des hôpitaux, des routes, et l'éducation a été gratuite pour tous. Vers 1985, nous avons vu que notre population originale serait minoritaire avant l'an 2000. Le diplomate ajoute : « Nous avions en mémoire le Sikkim, qui avait laissé sa population népalaise devenir majoritaire, puis impuissante, sous couvert de démocratie, une politique qui a permis à Delhi, en 1975, de renverser le chogyal (maharajah) et de faire de ce royaume le vingt-troisième Etat de l'Inde. » Selon

M. Rabgye, un tiers des 600 000 Bhoutanais sont d'origine népalaise. Ce chiffre ne prend pas en compte ceux que les autorités tiennent pour des « illégaux » : selon les « lois sur la citoyenneté », les personnes arrivées après 1958. Pourtant, les camps du Népal sont remplis de gens nés au Bhoutan avant 1958 - ce dont attestent des pièces d'identité fort convaincantes... mais que Thimphu assure contrefaîtes. Pourquoi, demandons-nous, le pays a-t-il vingt années durant, annoncé 1,2 million d'habitants avant que, soudain, en 1990, le roi ne donne un chiffre deux fois moindre ? « Quand nous avons voulu entrer à l'ONU, en 1971, on disait dans les milieux internationaux qu'il y avait au moins 1 million d'habitants. Nous avons donc choisi un chiffre supérieur. Le recensement de 1988 nous a permis de rétablir les faits. »

Une politique de la terre brûlée ?

Si cette méthode augure mal de l'objectivité des autorités de Thimphu en matière démographique, on doit, en revanche, constater qu'un esprit cartésien préside à la solution des questions de citoyenneté. Un recensement en cours, district par district (le pays en compte dix-huit), classe quiconque vit au Bhoutan de « F1 » à « F7 » - de « citoyen » à « immigré illégal ». R. B. Basnet - un ex-haut fonctionnaire d'origine népalaise aujourd'hui réfugié à Katmandou, où il préside le BNDP (Parti démocratique national, une des trois formations d'opposition nées de la crise) - nous déclare : « Être bhoutanais est devenu un fait précaire, et soumis à l'arbitraire. »

Une « campagne culturelle », par ailleurs, est lancée. Elle impose à tout Bhoutanais le drapeau national - un code de conduite dérivé des coutumes de la population bouddhiste, et propre à incarner le slogan officiel : « Une nation, un peuple » :

port obligatoire du costume du Nord, le *kha* pour les hommes, la *kira* pour les femmes ; usage également obligatoire de la langue drupka dans les lieux publics. « Le tout constitue à nos yeux une forme de « nettoyage ethnique », martèle M. Basnet.

Selon M. Rabgye, en revanche, ce sont des Népalais qui ont lancé l'épreuve de force, en une marche sur les *dzongkhags* (« préfectures ») des six districts du Sud, fin 1990. La police a tiré, faisant au moins un mort. Les violences, depuis, versent le fait de « frustres » d'un Parti populaire bhoutanais (BPP), organisation terroriste aidée par des gens qui ont guerroyé, de 1984 à 1986, pour un « Gorkhaland » autonome à Darjeeling, et qui, par une politique de la terre brûlée, pousseraient leurs compatriotes vers Beldangi et autres camps, afin de revenir un jour, en force au Bhoutan. Comment trancher ? Thimphu garde le pays fermé tant au HCR qu'aux journalistes non répertoriés sur une liste « amie ».

Le roi Wangchuk estime que son pays n'a plus rien à voir avec les « personnes déplacées » au Terai. Il l'a redit, en avril, au premier ministre népalais lors d'une réunion à Dacca. G. P. Koirala proposait, lui, qu'une commission mixte déterminât, cas par cas, qui est bhoutanais parmi les réfugiés. Le Népal a aussi, mais en vain, tenté d'impliquer l'Inde. Tuteur de fait du Bhoutan, ce pays ne veut pourtant voir là qu'un « problème bilatéral ». Katmandou, dès lors, décide d'internationaliser le problème. La situation, en effet, devient critique, alors que, selon le mot de Jock Baker, l'afflux des réfugiés dans le sud-est du Népal « augmente la compétition pour ces maigres ressources que sont l'eau, le bois, et l'emploi ».

JEAN-PIERRE CLERC

(1) Et seulement 15 000 selon le guide Bhoutan, forteresse de l'Himalaya, par François Pommerehne (Ed. Odéon).



Il sait tout, Il voit tout. Il peut tout vous dire
sur toutes les entreprises, seulement
Il est moins facile à consulter qu'Euridile.

LE NOUVEAU 3617 EURIDILE, C'EST TOUT LE REGISTRE NATIONAL DU COMMERCE

Identification des entreprises. N° de registre du commerce, adresse, siège, forme juridique, activité, dirigeants, ancienneté, capital social, établissements secondaires. Informations financières. Grandes masses du bilan, soldes intermédiaires de gestion, les ratios d'analyse financière comparés aux ratios médians du secteur d'activité de l'entreprise. Possibilité de surveillance. Sur votre demande, une information suivie sur les entreprises de votre choix. Plusieurs portes d'accès. Recherche d'une entreprise par son activité, son volume d'affaire, son secteur ou même par le nom de ses dirigeants. Minitel 3617 Euridile.



PROCHE-ORIENT

IRAQ : en butte à des difficultés croissantes

Les dirigeants kurdes cherchent à éviter un désengagement de la communauté internationale

Les deux principaux dirigeants du Kurdistan irakien, Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), et Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), devaient achever, dimanche 23 mai, une visite de quatre jours à Paris, où ils ont été reçus par le président François Mitterrand.

Cherchant à se convaincre que les choses ne vont pas aussi mal qu'il y paraît, MM. Talabani et Barzani veulent croire que les difficultés que connaît actuellement le « Kurdistan » kurde en Irak, un an après l'organisation des premières élections libres sous la protection des alliés occidentaux, peuvent être aplanies.

L'administration démocrate américaine a « dépersonnalisé » le problème avec l'Irak, affirmant que son objectif est l'application par Bagdad – sous-entendu, quel que soit le régime en place – de toutes les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. « Cette dépersonnalisation du conflit ne prépare pas une réconciliation avec le régime de Saddam Hussein. Elle vise au contraire à faire comprendre à qui-conque lui succéderait éventuellement qu'il doit respecter ses résolutions et qu'il lui est interdit de réprimer et d'opprimer le peuple irakien », nous a déclaré M. Barzani. Il affirme avoir entendu cela de la bouche du vice-président Al Gore et du secrétaire d'Etat Warren Christopher, lors de la visite, fin avril, à Washington, par une délégation du Congrès national irakien (CNI), qui regroupe l'ensemble de l'opposition au gouvernement de Bagdad.

L'Irak a récemment bombardé ce qu'il affirme être des positions de combattants kurdes irakiens dans le nord de l'Irak, sans susciter d'autre réaction qu'une condamnation du département d'Etat et du Quai d'Orsay. « Les États-Unis et leurs alliés occidentaux ont tenu une monnaie à peine voilée aux irakiens, les avertissant que s'ils reprenaient leurs raids aériens, ils seraient punis », traduit M. Talabani.

Les Nations unies viennent d'annoncer le retrait d'une partie des « gardes bleus », chargés d'assurer la sécurité des personnels humanitaires dans le Kurdistan irakien. « De toutes les façons, ces « gardes bleus » ne protégeaient pas grand monde et faisaient plutôt office d'observateurs. Leur financement.

coûte des sommes colossales à la communauté internationale. Nous ne sommes donc pas hostiles au départ du plus grand nombre d'entre eux. Nous souhaiterions que l'assistance au Kurdistan change de forme. Plutôt que de servir à financer des activités bureaucratiques et de routine, nous voudrions qu'elle soit consacrée à des projets de développement et à la reconstruction de l'infrastructure du Kurdistan », répond M. Talabani. Mais ce sont précisément des raisons financières qui ont entraîné le retrait partiel des « gardes bleus ».

Besoins d'assistance économique

C'est, en grande partie, de l'assistance économique au Kurdistan que les deux responsables se sont entretenus avec M. Mitterrand. Un entretien « utile », au cours duquel le chef d'Etat français a affirmé, selon M. Barzani, que « les Kurdes peuvent compter sur la France qui ne les abandonnera pas et où ils ont de nombreux amis ». Si, au sein de la nouvelle majorité, ils ne comptent pas d'amis personnels – comme c'était notamment le cas de l'ex-ministre de la santé et de l'action humanitaire, Bernard Kouchner – MM. Talabani et Barzani sont convaincus que le gouvernement de M. Balladur soutient « la cause » kurde. « Le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, nous a récemment adressé une lettre en ce sens », précise M. Talabani. Et s'il est vrai que Jacques Chirac a été le principal artisan de l'amitié entre la France et le régime de Saddam Hussein dans les années 70, « ce régime est, depuis, devenu sanguinaire » et chacun en France, y compris le maire de Paris, le sait, indique-t-il.

L'optimisme chevillé au corps, il est tout aussi convaincu que l'organisation humanitaire, Médecins sans frontières (MSF), qui a récemment annoncé son retrait du Kurdistan pour des raisons de sécurité, « reviendra ». « Nous sommes disposés à assurer leur sécurité », promet-il. Et dans son entreprise de persuasion – d'« anticipation » pour être – il indique que la communauté internationale et les gouvernements ne peuvent plus faire marche arrière, concernant le Kurdistan, dans la mesure où « c'est désormais une cause connue de l'opinion publique, des médias et des Parlements ».

Pour autant, tout ne va pas pour le mieux au Kurdistan. La récente décision de l'Irak de retirer les billets de 25 dinars a compliqué la situation économique. « Les experts évaluent à 1 milliard de dinars la masse monétaire en circulation dans le Kurdistan, dont la moitié en billets de 25 dinars », explique M. Barzani, qui évoque plusieurs solutions possibles : « Recourir à une monnaie étrangère ; lever une monnaie, demander au Conseil de sécurité de libérer une partie des avoirs irakiens bloqués depuis la crise du Golfe, ou lire la monnaie irakienne à la livre turque ». En attendant, victimes d'une part, de l'embargo imposé par l'ONU à l'Irak et, d'autre part, de l'embargo que Bagdad impose lui-même aux Kurdes, le Kurdistan pioche sous les difficultés quotidiennes.

M. Barzani déplore aussi que des pays limitrophes de l'Irak, qui ne soutiennent pas le régime en place, ne fassent pas non plus confiance à l'opposition, se comportant en spectateurs et n'apportant aucune aide. C'est à ce propos qu'une délégation du CNI doit se rendre prochainement en Arabie saoudite et éventuellement dans d'autres pays du Golfe.

MOUNA NAÏM

□ Démission du président du parlement palestinien en exil. – Cheikh Abdel Hamid El Saeb, président du Conseil national palestinien (CNP, parlement en exil), a annoncé, samedi 22 mai, qu'il démissionnait de ses fonctions, pour protester contre les « contradictions dans les décisions palestiniennes » relatives au processus de paix israélo-arabe. Il a précisé à Amman (Jordanie) que sa démission devait être en principe présentée à une session du CNP, mais que entre-temps il avait décidé de se placer en « vacance de ses fonctions ». Cheikh Saeb, quatre-vingt-trois ans, présidait le CNP depuis 1984. (AFP)

ARABIE SAOUDITE Pressions sur les sympathisants d'un comité islamiste

Dans un communiqué publié, dimanche 23 mai, l'association Liberty, qui se présente comme un groupe de défense des droits de l'homme dans le monde musulman, a affirmé que des pressions étaient exercées par les autorités saoudiennes sur des sympathisants d'un « comité contre l'oppression », d'inspiration islamiste, récemment interdit (le Monde du 18 mai). Les responsables saoudiens ont ainsi récemment convoqué pour interrogatoire Cheikh Salmane Al Awda et Cheikh Sir Al Hawati. Le premier a vu ses comptes bancaires gelés et la maison d'édition et de traduction du second a été fermée.

Par ailleurs, toujours selon Liberty, l'un des sept membres fondateurs du comité, Cheikh Abdallah Ben Jebren, a décidé de renoncer à son appartenance à cet organisme « pour des raisons relevant de l'intérêt général ». (AFP)

□ Treize morts en mars dans un camp de réfugiés irakiens. – Un porte-parole officiel saoudien a révélé samedi 22 mai que neuf irakiens et quatre enseignants saoudiens avaient été tués le 9 mars, lors d'affrontements dans un camp de réfugiés à Rafha, dans le nord-est de l'Arabie saoudite, où sont accueillis quelque 27.000 irakiens. Les heurts se sont produits lorsque des réfugiés se sont rassemblés devant le centre universitaire du camp pour exiger des autorités saoudiennes l'admission de nouveaux venus d'Irak. (AFP)

AMÉRIQUES

VENEZUELA : après la suspension de M. Perez

Polémique sur la durée de l'intérim du président « provisoire »

Deux jours après la suspension, votée vendredi 21 mai par le Sénat, du président Carlos Andres Perez, pour malversations, les esprits s'échauffent. Octavio Lepage, nommé président « provisoire », prétend, avec le soutien du parti gouvernemental, Action démocratique, rester en place jusqu'en 1994, ce qui permettrait à ses amis de contrôler l'élection présidentielle prévue en décembre 1993. Une opération dénoncée avec virulence par l'opposition et très mal vue par les militaires. De son côté, M. Perez, qui reste président en titre pendant la durée de son procès, a fait samedi une première tournée en province, où il a été accueilli par des milliers de personnes.

CARACAS

de notre envoyé spécial

Improvisation, confusion, menaces et accusations : la transmission des pouvoirs, le vendredi 21 mai, du président « suspendu », Carlos Andres Perez au président

« provisoire » Octavio Lepage, désigné comme prévu par le Sénat, a été un spectacle médiocre et déconcertant. Pris de court par cet événement qu'ils qualifient d'« historique » et qui ne s'était, il est vrai, jamais produit au Venezuela, les parlementaires ne savaient manifestement pas à quel protocole se vouer ni comment interpréter les articles d'une Constitution assez confuse sur le sujet.

C'est tout juste si les adversaires n'en sont pas venus aux mains dans le huis clos étouffant du Sénat. En février 1989, Octavio Lepage, leader historique du parti Action démocratique (AD) et président du Congrès (comme aujourd'hui), avait, aux côtés du président sortant Luisini, intronisé un Carlos Andres Perez triomphant. Mais de fort mauvaise grâce, comme on avait pu le constater. Il avait été battu, en 1988, pour la candidature officielle à la présidence. Depuis, Octavio Lepage est devenu un adversaire déclaré de M. Perez.

Il n'y a pas eu de vraie discussion, vendredi, au Sénat pour suspendre le chef de l'Etat. Toutes les formations politiques en étaient d'accord, et même la principale victime, qui demandait depuis deux jours « qu'on fasse vite ». Les

choses se sont glissées avec la prétention apparente d'Octavio Lepage de rester non pas un mois maximum (comme le précise un article de la Constitution) mais trois (comme le laisse entendre, selon lui, un autre article) au poste de président « chargé de la République ». Et même, ajoutait-il, « trois mois renouvelables ». Hurllements de l'assemblée, qui criait déjà à la dictature. M. Lepage fit marche arrière et la question de la durée de son mandat n'a pas été tranchée vendredi.

Spectacle surréaliste

Le succès est allé à l'ancien président démocrate-chrétien et sénateur à vie, Rafael Caldera (1969-1974), aujourd'hui en tête dans les sondages comme candidat « indépendant » à la présidence de la République en décembre prochain. M. Caldera est revenu au premier plan en justifiant, dans un discours retentissant, les propos des putschistes du colonel Hugo Chavez, dénonçant sa tentative manquée de coup d'Etat militaire en février 1992. Il a perdu l'appui de son parti démocrate-chrétien, gagné celui du MAS socialiste et de tous ceux qui veulent « un vrai changement ». M. Caldera a vertement réprimandé Octavio Lepage, le menaçant de la Cour suprême et le traitant d'« usurpateur ». Partisan d'une démission immédiate de M. Perez, il a cependant, grand seigneur, pris la défense de ce dernier, précisant qu'il était seulement « suspendu » et non pas « destitué » et demandant qu'on respecte tous ses droits. « On ne frappe pas un homme à terre », a-t-il dit.

Classiquement « parlementaire » à l'intérieur, comme le confiait avec un sourire blasé l'ancien président Herrera Campins, le spectacle était surréaliste et agité à l'extérieur : plusieurs centaines de jeunes gens, très excités et enthousiastes, brandissaient des portraits du colonel Chavez coiffé de son béret rouge de « para ». Ils chantaient l'hymne national, dansaient la « hola » comme dans un stade et hurlaient : « Chavez, ami, le peuple est avec toi ! », « Chavez, président ! » et « Chavez, attends, le peuple se libérera ! ». Un grand gaillard au visage peint aux trois couleurs nationales offrait de faire entendre sur une cassette l'allocution – recueillie la veille dans son cachot – de l'homme qui avait fait trembler M. Perez en février 1992.

MARCEL NIEDERGANG



Décentralisation : le Choix de l'Efficacité

On y vient pour réussir, on y reste pour le plaisir.

Le temps d'étudier un dossier confortablement installé à plus de 300 km/heure, et le TGV vous dépose au pied du nouveau centre international d'affaires. Irez-vous visiter un client, rencontrer un fournisseur du rejoindre votre bureau ? Dans tous les cas, c'est l'efficacité qui est au rendez-vous. Mais au bout du compte, à quoi servirait l'efficacité si elle ne favorisait un certain art de vivre ? De Vauban à Tshumi, de Guimard à Kaalhas, l'architecture et l'urbanisme, tout ici exprime une créa-

tivité, un goût de vivre et d'entreprendre qui sont dans la tradition même des Flandres. Et c'est aussi pour cette richesse que la métropole lilloise constitue aujourd'hui un tel atout pour prendre, en France et en Europe, une véritable position. Mais plutôt que des mots, vous attendez des preuves. Alors, appelez-nous !

Contact : Agence pour la promotion économique de la métropole.

Tél : 20 74 97 74

Communauté Urbaine de Lille

Métropole Lilloise

La Métropole Position

ancieux

le pays de leurs origines

Le retour du costume de la région de la langue d'oïl, le lieu public. « Le costume de nos pays a une forme ethnique », dit M. Barzani.

Nelson M. Rabge, en revanche, ne trouve de force, en une seule fois, les deux mots « costume » et « région » dans le dictionnaire de la langue d'oïl. Il a donc écrit, dans le dictionnaire de la langue d'oïl, le mot « costume » et non pas « costume ».

Wangchuk estime que le costume n'est pas un simple « accessoire » au Tibet. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Lors d'une réunion à Paris, le 15 mai, Wangchuk a déclaré que le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

JEAN-PIERRE CURE

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

Le costume tibétain est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine. Il est une partie intégrante de la culture tibétaine.

POLITIQUE

La révision de la Constitution

La commission des lois du Sénat modifie le projet de réforme de la Haute Cour

Le Sénat examine, mardi 25 mai, le projet de révision de la Constitution déposé par Pierre Bérégovoy sous la précédente législature et repris par le gouvernement d'Edouard Balladur. Ce texte comporte la réforme de la Haute Cour de justice et celle du Conseil supérieur de la magistrature, ainsi que l'extension aux justiciables de la saisine du Conseil constitutionnel. Ce dernier point n'a pas été retenu par la commission des lois du Sénat qui, en revanche, a modifié les conditions de saisine de la future Haute Cour de justice de la République prévue pour juger les ministres.

« S'il reste deux réformes sur trois, ce sera mieux que rien », avait estimé François Mitterrand, le 22 avril, à propos du projet de révision constitutionnelle déposé sur le bureau du Sénat après son adoption au conseil des ministres du 10 mars. Le président de la République se attendait pas, en effet, à ce que le Sénat adopte sans barguigner l'extension aux citoyens de la saisine du Conseil constitutionnel, lui qui avait justement fait obstacle à cette même réforme en 1990. De fait, la commission du Sénat ne s'est pas déjuguée puisqu'elle n'a pas estimé « opportun », contrairement au souhait du rapporteur de cette partie du texte, Etienne Dailly (RDE, Seine-et-

Marne), de « rouvrir le débat sur les pouvoirs du Conseil constitutionnel ».

La commission des lois du Sénat n'a pas manqué, par ailleurs, d'ajouter sa touche personnelle à ce projet largement inspiré des travaux du comité consultatif présidé par Georges Vedel. A propos du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), elle a décidé que la garde des sceaux en resterait le vice-président de droit, alors que le projet stipulait que le vice-président était désigné par le président de la République.

Selon les vœux du rapporteur de cette partie du texte, Hubert Hamel (RPR, Haut-Rhin), le CSM comprendrait deux formations où les magistrats seraient majoritaires. La première serait compétente à l'égard des magistrats du siège. Elle serait composée de onze membres : le président de la République, la garde des sceaux, cinq magistrats du siège, un du parquet, un conseiller d'Etat, et deux personnalités appartenant ni à l'ordre judiciaire ni au Parlement, désignées par les présidents des deux assemblées. Une composition au demeurant peu éloignée de celle du projet constitutionnel qui prévoyait la parité entre magistrats et non-magistrats. La seconde serait compétente à l'égard des magistrats du parquet. Elle serait composée des mêmes membres que la précédente, exception faite des magistrats (cinq du parquet, un du siège).

L'extension des compétences du CSM à l'égard des magistrats du parquet, également souhaitée par Pierre Mignier (RDE, Seine-et-

Création d'une Cour de justice de la République

Les modifications apportées par la commission des lois du Sénat sont plus notables en ce qui concerne la Haute Cour de justice. En ce domaine, les sénateurs se sont prononcés en faveur d'une « *judicialisation partielle* ». Conformément au projet de loi, cette instance d'exception serait réservée au président de la République pour les cas de haute trahison. Pour les membres du gouvernement dont la responsabilité pénale est mise en cause, une Haute Cour de justice de la République serait créée. Elle serait composée de dix parlementaires (cinq députés et cinq sénateurs) et de deux magistrats du siège à la Cour de cassation, et présidée par un parlementaire, alors que le projet de loi prévoyait qu'elle serait parité magistrats et non-magistrats. Elle serait présidée par le premier président de la Cour de cassation.

Le changement le plus net concerne le mode de saisine, qui est double. Le premier, prévu par le projet de loi, survient après dépôt d'une plainte émanant d'une personne physique. Il dépend du procureur général près la Cour de cassation. La décision de classement ou

de transmission de la plainte à la commission d'instruction qui compose, comme aujourd'hui, les magistrats du siège à la Cour de cassation, est prise par le procureur général après avis conforme d'une commission juridictionnelle des poursuites composée de magistrats. Cet avis ne sera pas seulement technique. La portée de ce filtre créé par les sénateurs sera précisée par une loi organique.

Contrairement au texte déposé, les sénateurs ont décidé en outre d'une seconde possibilité de saisine en maintenant pour le Parlement la possibilité de saisir la Cour de justice de la République à l'initiative d'une plainte n'est déposée. Les deux assemblées devront alors statuer par un vote identique. Le Sénat prévoit également une possibilité de pourvoi en cassation à l'encontre des décisions de la commission des poursuites comme des arrêts de condamnation. Les sénateurs ont enfin précisé que les procédures actuellement engagées devant la Haute Cour restent valables et que les nouvelles dispositions seront applicables aux faits commis avant l'entrée en vigueur du nouveau texte : c'est donc le cas de l'affaire du sang contaminé.

Les modifications apportées par le Sénat au chantier institutionnel cher au président de la République ne sont donc pas de pure forme.

GILLES PARIS

Projectant des « alliances avec des forces modérées » Les Nouveaux Ecologistes veulent être présents dans les prochaines consultations électorales

En procédant, vendredi 21 mai à Paris, à l'installation officielle du mouvement des Nouveaux Ecologistes « *du rassemblement nature et animaux* », Bernard Manuvell, conseiller général (non-inscrit) de Marseille, a annoncé son intention d'animer, d'ici un an, « *la sixième force politique du pays* », derrière le RPR, l'UDF, le PS, le FN, le PC, mais devant les Verts et Génération Ecologie. Dans un local (il) décoré de posters de chiens et de chats — pékins, persans golden ou chinchillas — puisés dans les collections du magazine 30 millions d'amis ou dans des publicités d'entreprises d'aliments pour animaux domestiques, l'avocat marseillais a indiqué que les Nouveaux Ecologistes seraient présents lors des cantonales partielles qui doivent avoir lieu prochainement dans les Bouches-du-Rhône, le Nord et le Val-d'Oise. Pour les élections européennes, régionales ou municipales, M. Manuvell envisage des « *alliances avec des forces modérées* », c'est-à-dire distinctes de l'extrême-droite et des « *partis marxistes* » — au nombre desquels il inclut le PC, le PS et les gauchistes.

L'argent gagné par son mouvement à la faveur du résultat des Nouveaux Ecologistes aux législatives (2,56 % selon les chiffres du Monde, 3,2 % selon M. Manuvell), évalué à 10 millions de francs par an, sera employé, selon l'avocat marseillais, à « *des actions humanitaires pour la défense des animaux* ». Le nouveau

M. Monory presse le gouvernement d'« aller plus loin » sur le terrain de l'emploi

Dans un entretien au Journal du dimanche du 23 mai, René Monory estime que le plan de redressement du gouvernement ne suffira pas, à lui seul, à résoudre le problème de l'emploi. « Il faut aller plus loin », a-t-il déclaré. Ce que M. Balladur a fait mais il faut maintenant aller plus loin. Il faut mobiliser l'opinion publique qui n'attend que ça et mettre autour de la table tous les acteurs, les entreprises, les collectivités locales pour l'emploi. Le premier ministre s'en inspire, qu'il fait. Edouard Balladur sur les bords de la mer est bien mais ça ne remet pas les jeunes au travail. Je prends le risque d'aller plus loin : « Il faut aller plus loin », mais c'est mon devoir. »

Le président du Sénat considère « qu'on ne pourra pas supporter longtemps une société dans laquelle, une partie — 80 % de la population — bénéficie d'autant de pouvoir d'achat que dans les années faibles tandis que l'autre se retrouve sans emploi ou démunie. » Concrètement, M. Monory estime que 400 000 jeunes pourraient être rapidement mis au travail, en alléguant sous certaines conditions les charges familiales des entreprises.

Sur le plan politique, M. Monory pense qu'il y aura naturellement deux candidatures à la présidence de la République. « Il ne faut pas expliquer, il faut aller contre la nature des choses », a-t-il déclaré. « Les deux candidats ne seront pas forcément dirigés l'un contre l'autre. Il faut d'autant plus deux candidatures que le PS est bloqué en forme de union pour l'instant ne veut rien dire. Quand c'est un plus, ça ne sert à rien. L'union, oui, mais il faut savoir pourquoi. »

Décidé personnellement « à faire bouger les choses » et à user « de sa liberté de parole », M. Monory souhaite que ses amis centristes « soient porteurs d'une véritable humanisme », leur message européen étant plus selon lui, « insuffisant pour susciter l'adhésion ». « C'est à nous, centristes, d'expliquer de faire (...) une philosophie qui l'emporte sur la course à l'argent. Ma chance à moi, c'est d'avoir toujours eu mes idées au-dessous de mes moyens (...) On verra dans deux ans, lequel est le meilleur porteur de cette société à laquelle j'aspire. »

GILLES PARIS

EN BREF

■ Simone Veil se dit « tout à fait à l'aise » au sein du gouvernement. — Simone Veil, ministre de la Santé, 23 mai à l'heure de vérité, sur France 2, qu'elle se sentait « tout à fait à l'aise » sur ce qui est fait au sein du gouvernement d'Edouard Balladur, où « l'on assume de façon très pragmatique » les problèmes de l'Europe. « Il est assez extraordinaire, a-t-elle jugé, de voir qu'après le débat sur Maastricht, on avance, on assume de façon très pragmatique les problèmes qui se posent, notamment le GATT, la politique agricole commune, les problèmes mêmes de Schengen (...). Je pense qu'en plus, on progresse dans notre conception de défense, qui me paraît une priorité, dans nos relations avec les Etats-Unis et l'OTAN. » Interrogée sur les prochaines élections européennes, la ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, a refusé de prendre partie pour une ou deux listes de la majorité, estimant qu'il était « prématuré d'en parler ».

■ Philippe Vasseur (PR) ne rejette pas le principe d'une liste unique aux élections européennes. — Philippe Vasseur, secrétaire général du Parti républicain, n'a pas rejeté, dimanche 23 mai sur Radio J, l'hypothèse d'une liste unique de la majorité aux prochaines élections européennes. « On peut très bien, a-t-il dit, constituer une liste unique qui représente à peu près la totalité des tendances de la majorité (...). Il vaudrait mieux éviter de transformer l'élection européenne en débat interne à la majorité (...). On peut penser que l'an

s'épargnerait peut-être un certain nombre de discussions en disant au premier ministre : pour le moment, c'est vous qui êtes en premier ligne, par conséquent il vous revient en tant que tel de conduire cette liste européenne. Je ne serais pas outrageusement choqué si M. Balladur acceptait de faire don de sa personne à la liste européenne. »

■ Bernard Tapie annonce l'engagement d'une liste MRG aux élections européennes. — Bernard Tapie a annoncé, dimanche 23 mai, à 7 sur 7 sur TF 1, que le MRG — « le parti le plus dans le vent d'aujourd'hui », selon lui — présenterait sa propre liste pour les élections européennes de 1994, mais il a refusé de dire s'il en prendrait la tête. « Qui la conduira ? » a-t-il répondu. Celui qui sera désigné comme étant le plus capable de séduire le plus grand nombre (...). Je dois être un bon soldat, point à la ligne. Si, à un moment, on me demande de conduire une bataille, je la conduirai avec force. » M. Tapie n'a en revanche pas exclu de se lancer à la conquête de la mairie de Marseille. « Si, dans deux ans, les conditions qui existent me laissent penser que j'ai, avec le groupe que je représente, assez de poids, assez de capacités, assez de talent pour relever un défi difficile, a-t-il dit, je n'hésiterai pas une demi-seconde. »

■ M. Raffarin (UDF) réclame une nouvelle dynamique européenne. — Jean-Pierre Raffarin, porte-parole de l'UDF, a estimé, dimanche 23 mai, que le gouvernement de M. Balladur « avait besoin, pour son propre succès, d'une nouvelle dynamique européenne ». En attendant, M. Raffarin se refuse à indiquer l'attitude de l'UDF dans la prochaine campagne européenne, jugeant qu'il est trop tôt, pour une donne européenne et nationale, de définir actuellement une stratégie européenne. M. Raffarin a également précisé que « le choix présidentiel pour l'UDF se posera courant 1994, après les élections européennes ».

■ M. Lalonde estime que le plan Balladur « répond seulement à une exigence immédiate ». — Bric Lalonde a déclaré, vendredi 21 mai, au cours de l'émission « Objections », sur France-Inter, que le plan d'assainissement présenté par Edouard Balladur « ne répondait pas à la question du chômage » et qu'il « répondait seulement à une exigence immédiate, un peu comme un pompier cherche à éteindre un incendie ». Le président de Génération Ecologie s'est félicité, cependant, de décisions telles que l'arrêt des fermetures de services publics en milieu rural et du fait que sa crainte de mesures de relance favorisant « le béton contre l'environnement » s'est révélée « infondée ».

■ La BERD dément que M. Attali ait demandé à disposer d'un appartement à Paris. — La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a démenti, samedi 22 mai, que son président, Jacques Attali, ait demandé au gouvernement français le déblocage d'une somme de 5 millions de francs pour un appartement de fonction à Paris, comme l'affirme l'hebdomadaire Le Point (édité 22-28 mai). « Aucun fonds n'a jamais été sollicité à aucun moment et par personne en vue de disposer d'une résidence de fonction à Paris », écrit la BERD.

Selon le Point, « Roland Dumas, dernier des ministres socialistes des affaires étrangères, avait accepté, par une note signée de sa main, que 5 millions de francs soient prêtés sur la contrainte de la France au fonctionnement des Nations unies », mais les services financiers du Quai d'Orsay avaient fait en sorte que le dossier de financement ne soit pas débloqué avant les élections législatives.

Au service de presse du Quai d'Orsay, on dément également l'information du Point. On indique qu'une somme de 5 millions de francs a bien été attribuée à la BERD, en 1991, pour aider à son installation, mais qu'elle n'était nullement destinée à financer un appartement à Paris.

Cinq élections cantonales partielles

ALPES-MARITIMES : canton de Roquefort (2^e tour).
1. 3 176 ; 2. 2 235 ; A., 29,62 % ; E., 2 150 ; Pierre-Guy Morcel, div. d., m. de Gilette, 1 224 (56,93 %) ... ELU.
André Roumagnac, RPR, m. de Roquefort, 926 (43,06 %).

(Pierre-Guy Morcel succède à son père, René Morcel (div. d.), décédé le 18 février dernier, qui était conseiller général depuis 1964, vice-président de l'Assemblée départementale depuis 1988 et maire de Gilette depuis 1983.)

Cécile au soutien actif de président du conseil général, le sénateur (RPR) Charles Cléry, M. Morcel propose d'arrêter, d'un tour à l'autre, que M. Roumagnac, tant en voix qu'en pourcentage. Comme au premier tour, il arrive en tête dans deux des trois cantons du canton. Le maire de Roquefort obtient 82,26 % des suffrages exprimés dans sa commune.

En 1988, René Morcel avait été réélu au premier tour. Les résultats étaient les suivants : 1. 3 176 ; 2. 2 122 ; A., 33,19 % ; E., 2 690 ; Pierre-Guy Morcel, 976 (31,84 %) ; André Roumagnac, 717 (24,31 %) ; Michèle Delorme, PC, 292 (13,97 %) ; Henri Castard, MRG, 86 (4,12 %) ; Elise Blum, NE, 21 (1 %).

En 1988, René Morcel avait été réélu au premier tour. Les résultats étaient les suivants : 1. 3 017 ; 2. 2 086 ; A., 30,85 % ; E., 2 633 ; René Morcel, div. d., 1 196 (58,82 %) ; Virginie Pasquet, PC, 443 (21,79 %) ; Paul Vazart, PS, 292 (14,56 %) ; Yves Carato, FN, 102 (5,01 %).

ESSONNE : canton de Savigny-sur-Orge (2^e tour).
1. 16 088 ; 2. 5 091 ; A., 63,35 % ; E., 4 889.
Simone Dussart, UDF-rad., adj. m. de Savigny, 2 903 (59,37 %) ... ELU. Elisabeth Rozé des Ordon, PS, 1 986 (40,62 %).

L'UDF conserve ce siège électoral vacant par la démission, pour cause de cumul des mandats, de Jean-Marcelon, maire RPR de Savigny-sur-Orge, élu député au mars dernier. Simone Dussart, qui comptait 1 108 voix d'avance au premier tour, en obtient, au second, 917 de plus que sa concurrente socialiste. Elle fait pratiquement le double des voix remportées au premier tour par le représentant du Front national, Elisabeth Rozé des Ordon, en revanche, fait un pas moins bien que le total des voix qui s'étaient portées au premier tour sur les trois candidats se réclamant de la gauche : le manque à gagner par rapport au premier tour est de 58 voix.

En 1988, les résultats étaient les suivants : 1. 16 895 ; 2. 5 401 ; A., 64,5 % ; E., 5 317 ; Simone Dussart, 2 324 (44,21 %) ; Elisabeth Rozé des Ordon, 1 218 (22,27 %) ; Daniel Candolle, FN, 600 (11,28 %) ; Michel Bockelmann, 576 (10,65 %) ; Jean-Etienne Lefebvre, 362 (6,63 %) ; Philippe Le Fort, Verts, 198 (3,72 %) ; Gérard Lecoq, div., 101 (1,90 %) ; Catherine Duval, NE, 30 (0,54 %).

Jean-Marcelon avait été réélu au second tour en 1988 avec 4 144 voix (57,16 %) contre 3 186 (42,84 %) à Jean-Etienne Lefebvre, alors candidat du PS, dont il a été exclu au 1^{er} tour, sur 7 250 suffrages exprimés, 7 437 voix (soit 51,28 % d'abstentions) et 15 265 inscrits.

ORNE : canton de Montreuil-en-Perche (2^e tour).
1. 6 694 ; 2. 2 231 ; A., 66,67 % ; E., 1 703 ; Roland Caillaud, div. d., 1 703 (100 %) ... ELU.

(Agt de vint-neuf ans, Roland Caillaud (div. d.), chef d'entreprise, succède à Jean-Claude Lenoir (UDF), élu député au mars dernier, maire de Montreuil-en-Perche, 1 089, conseiller régional depuis 1984, qui avait choisi de quitter le conseil général pour se mettre en conformité avec la loi limitant le cumul des mandats, édictée.)

Roland Caillaud restait seul en lice au second tour après le renoncement de Paul Chaudron, arrêté en dernière position au premier tour. Au lendemain du premier tour, M. Chaudron, div. d., soutenu par M. Lenoir, s'était retiré pour « préserver l'unité du canton ». M. Caillaud a été élu avec 186 voix de plus qu'au premier tour. Candidature unique obligée, un électeur sur trois seulement s'est rendu aux urnes.

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : 1. 6 694 ; 2. 3 514 ; A., 47,50 % ; E., 3 438 ; Roland Caillaud, 1 517 (44,12 %) ; Paul Chaudron, div. d., 1^{er} adj. m. de Montreuil-en-Perche, 1 086 (31,58 %) ; Pierre Gaudier, div., 557 (16,20 %) ; Jean Gervais, PC, 133 (3,86 %) ; André Cayrol, FN, 104 (3,02 %) ; René Trépo, NE, 41 (1,19 %).

M. Lenoir avait été réélu au premier tour en septembre 1988 et les résultats avaient été les suivants : 1. 6 571 ; 2. 3 463 ; A., 47 % ; E., 3 423 ; Jean-Claude Lenoir, 2 456 (71,74 %) ; Jean-François PS, 601 (19,39 %) ; Jean Cayrol, PC, 149 (4,35 %) ; André Cayrol, FN, 137 (4 %).

SEINE-ET-MARNE : canton de Thorigny-en-Marne (2^e tour).
1. 15 898 ; 2. 4 209 ; A., 68,49 % ; E., 3 695.

Olivier Bourjot, RPR, m. de Chassy, 2 465 (66,71 %) ... ELU. François Beniz, div. d. sout. UDF, m. de Coupvray, 1 230 (33,28 %).

(Né le 6 octobre 1961 à Paris, chef d'entreprise, maire de Chassy (l'une des communes sur lesquelles est implanté le parc d'activités Eurovalley) depuis 1988, Olivier Bourjot, RPR, qui avait largement distancé tous ses adversaires au premier tour, emporte ce nouveau canton, issu du redécoupage des cantons de Crécy-la-Chapelle et de Lagny-sur-Marne. Le nombre de sièges au conseil de Seine-et-Marne est désormais de quarante-trois (17 RPR, 14 UDF et div. droite, 9 PS, 1 div. gauche, et 2 PC).

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : 1. 15 898 ; 2. 5 595 ; A., 65,43 % ; E., 5 516 ; Olivier Bourjot, 1 728 (31,84 %) ; François Beniz, 943 (18,14 %) ; Christine Truffaut, sup. PS, 942 (17,39 %) ; Yves Varenne, FN, 652 (12,03 %) ; Marie-Fernandez, PC, 413 (7,62 %) ; Bernard Durt, div. d., c. n. de Thorigny, 380 (7,04 %) ; Gérard Gillet, GE, 238 (4,24 %) ; Yves Le Boucq, div. d., 88 (1,62 %).

YONNE : canton de Villeneuve-sur-Yonne (2^e tour).
1. 5 970 ; 2. 2 537 ; A., 57,50 % ; E., 2 421.

Jean-Luc Dauphinais, UDF, adj. m. de Villeneuve-sur-Yonne, 1 326 (54,71 %) ... ELU.

(Jean-Luc Dauphinais, né le 21 août 1945 à Bordeaux, 1 095 (54,71 %) ; Jean-Luc Dauphinais, UDF, adj. m. de Villeneuve-sur-Yonne, 1 326 (54,71 %) ; Jean-Luc Dauphinais, UDF, adj. m. de Villeneuve-sur-Yonne, 1 326 (54,71 %) ; Jean-Luc Dauphinais, UDF, adj. m. de Villeneuve-sur-Yonne, 1 326 (54,71 %).

Les résultats du premier tour étaient les suivants : 1. 5 970 ; 2. 2 537 ; A., 56,63 % ; E., 2 540 ; Jean-Luc Dauphinais, 1 090 (42,51 %) ; Marc Ferry, 625 (24,60 %) ; Claude Marché, PC, c. n. de Villeneuve-sur-Yonne, 387 (11,29 %) ; Gérard Besson, PS, c. n. de Villeneuve-sur-Yonne, 272 (10,70 %) ; Michel Platon, FN, 282 (7,35 %) ; Alain Pélissier, div. d., 64 (2,51 %).

Conseiller général depuis 1967, Jean-Luc Dauphinais avait été élu au premier tour en mars 1992. Les résultats avaient été les suivants : 1. 5 760 ; 2. 3 307 ; A., 33,47 % ; E., 3 380 ; Roland Bouteiller, 3 489 (50,80 %) ; Gérard Besson, 624 (17,63 %) ; Nicole Tharras, FN, 606 (16,63 %) ; Claude Marché, 388 (10,84 %).

La liste de maire sortant, dirigée à Tancrois (Yonne) par Jacques Chabaud, maire démissionnaire de Tancrois (Yonne), a été éliminée en entier, au premier tour de l'élection municipale, rendue nécessaire par la démission du maire sortant et de ses adjoints. Ceux-ci entendaient ainsi s'opposer à la décision de la cour d'appel d'Amiens-Provence, qui avait refusé d'ordonner la « démolition » de l'Arche du Futur, construite sur un terrain non constructible appartenant à l'écritain et homme d'affaires Martin Gray, qui veut en faire un centre international de formation de la jeunesse. Sur 884 inscrits, 514 votants (soit 36,53 % d'abstentions) et 514 suffrages exprimés, M. Chabaud a obtenu 363 voix et Jean Rappoux, qui conduisait une autre liste, a recueilli 139 suffrages.

MEDECINE PHARMACIE

Stage de pré-entrée
Enseignement scientifique annuel complet ou par matière

ipesup

18, rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris - 43.25.63.50

La visite du ministre des DOM-TOM aux Antilles et en Guyane

Mort d'Alain Mayoud député UDF du Rhône

Alain Mayoud, député (UDF-PR) du Rhône, vice-président du conseil régional de Rhône-Alpes, a été découvert mort, dimanche 23 mai, à son domicile de Saint-Romain-de-Popey (Rhône), victime d'un arrêt cardiaque. Le parquet de Villefranche-sur-Saône a ordonné une autopsie, « conformément à la procédure habituellement mise en œuvre dans de telles circonstances », a précisé la préfecture du Rhône. Alain Mayoud était âgé de cinquante ans.

Engagé derrière Raymond Barre pour l'élection présidentielle de 1981, Mayoud assaiail, lors des législatives de la même année, que c'était « une erreur de ne pas discuter avec les gens raisonnables du Front national ». Il avait sensiblement changé d'avis depuis à la lumière du enlèvement du groupe d'extrême droite au conseil régional de Rhône-Alpes. Girondin convaincu, Alain Mayoud, deuxième vice-président du conseil régional, était chargé de l'agriculture, de la pêche et de l'action nautique, de la Fédération nationale de la pêche et de l'association nautique.

LYON

de notre bureau régional

Elu pour la première fois à l'Assemblée nationale en 1973, Alain Mayoud ne craignait pas d'afficher ses divergences avec sa famille politique, le Parti républicain : au nom des relations avec les pays arabes — il était alors vice-président de l'Association des Amis de France.

irakiennes - il avait été l'un des quarante-trois députés qui, en janvier 1991, avaient voté contre l'engagement de la France dans la guerre du Golfe.

Lors du référendum sur l'adoption du traité de Maastricht, il avait milité pour le « non », démissionnant « par cohérence » de ses fonctions de président du PR du Rhône, et diffusant auprès des électeurs de sa circonscription un

document où il expliquait que cet accord européen permettrait « d'un nombre important d'immigrés de s'implanter sur notre sol ». Il y a quelques jours, il avait signé, avec dix-huit autres députés UDF, dont Philippe de Villiers, un texte

□ Décès de l'ancien député socialiste René Cazanave. — René Cazanave, premier adjoint au maire de Pau, ancien député socialiste des Pyrénées-Atlantiques, qui ne s'était pas représenté aux dernières élections en raison de l'aggravation de son état de santé, est décédé dans la nuit du vendredi, 21 mai, au

Samédi 22 mai, à l'âge de cinquante-huit ans, des suites d'un cancer. Né le 2 juillet 1934 à Pau, ancien technicien de l'aéronautique à Turboméca et militant Force Ouvrière, René Cazenave avait été élu conseiller municipal de Pau en 1971, conseiller général en 1982, député en 1988. (Correspondant)

Dominique Perben est arrivé samedi 22 mai à Cayenne, en Guyane, après une visite de quatre jours en Guadeloupe, où il a pu prendre la mesure des difficultés d'un département dont les collectivités locales et les entreprises sont toutes quasiment en état de cessation de paiement.

un climat de type «club public».

L'annuaire à l'apparence nombre et sournoise d'un chiffre, ne sent chiffrer, qui cristallise l'énigme générale : les 800 millions de francs de déficit du conseil régional, perçus jusqu'en 1989 par le secteur privé, puis par l'Etat, après le cyclone Hito de 1989, en fut la «cyclope Prota». Avec leur ardoise d'environ 500 millions de francs, les communes ne sont pas en retard. Seul le conseil général, perché sur un autre socialisme, Dominique de Villepin, a été obligé de se débarrasser des grands dévots. Anticipation des grands travaux sur la période 1989-1990 (hôtel de région, lycées, vélodromes...), dépenses scripturaires, dépenses dérivatives, emprunts fœils : les cinq cents de cette tornade financière ont été et doivent être les consignes de la chambre régionale des comptes.

liard de francs de créances douteuses, pourrais-je encore prendre le moindre risque? D'où cette paralysie générale digne d'un scénario d'économie fiction, où l'on voit les banques ne plus prêter et les entreprises ne plus payer ni charges sociales ni impôts, soit un manque à gagner d'en moins 4 milliards de francs pour la Sécurité sociale et le fisc. La Guadeloupe tout entière est en état de cessation de paiement.

Souffrière : le calme d'aujourd'hui annonce l'explosion de demain » Cette vision en terme de catastrophe ignore le jeu des régulations souterraines. » On fera donc preuve cette fois de prudence.

Le danger est en tout cas suffisamment aigu pour que la classe politique ait cherché à mettre fin aux guerres périclinales. La période de M^{me} Michaux-Cherry, présidente du conseil régional, n'a pas d'autre origine. Après avoir réussi à instaurer un équilibre entre les forces politiques, elle a été renversée en 1993, les socialistes, les habitants de Dominique Larilla et les anciens communistes d'Ernest Moutoussamy, « Lucette » ont plébiscité en mars dernier par 80 % des électeurs de sa circonscription. Teigneux, fantasque et farouchement ambitieux, le nouveau ministre délégué à l'action humanitaire et aux droits de l'homme n'est pas japonais comme on le dit, mais il a si bien géré les problèmes de son département que les problèmes n'avaient été aussi chaotiques. Elle incarne aujourd'hui le salut et applaudit de leurs vœux les Guadeloupéens désempantés.

Mais pour combien de temps? Car la gauche est ici historiquement majoritaire. Tant il donc prêt une oreille attentive à tous ces frémissements de renouveau perceptibles du côté des "dissidents" qui fuient la gauche officielle, à ces "dissidents" encaqués? Quelque chose est en effet en train de mûrir autour de MM. Laruffa et Moutoussau et ces indépendanciers sur le retour, qui, tel Rosen Monnier, figure historique du syndicalisme, veulent transformer de "réflexe" le "mouvement national" en "mouvement national" et "général", en mouvement de nouvelle gauche, inciteront plus tard à son tour le "mexu guadeloupéen"? Tout dépendra, à vrai dire, de la capacité de "Léonette" à remplir les cases. Car, dans l'immédiat, le problème de la "gauche" n'est pas une triviale question de trépassé.

FRÉDÉRIC BOBIN

POINTE-A-PITRE

de notre envoyé spécial

L'affaire est-elle sérieuse? Quand Dominique Perben a posé le pied sur le macadam de l'aéroport du Raizet, dans la moiteur de la nuit de Pointe-à-Pitre, les «doudous» antillaises et sa majesté de Lucette Michaux-Bevry lui ont réservé un accueil princier. En d'autres temps, jouer les chat-jeu eût été inconvenant. Cette fois non plus, c'est le quotidien local

rance Antilles, propriété du groupe
versant, qui invite le ministre à
dépasser un doudoutisme ambiant
et sympathique mais qui n'est plus
adapté aux réalités quotidiennes».

Finie donc l'exubérance de commande. Les Guadeloupéens sont trop précieux, trop anciens même pour se jeter au jeu des clairons de salon honneur. Et s'il fallait un autre

symptôme de cette sobriété inquiète qui imprègne l'air du temps, on verra cette étonnante analyse de hebdomadaire *Sept Mag*, plutôt proche de M. Michaux-Chevry, qui hésite pas à reconnaître quelques érites aux *prédictions économiques* de l'ancienne Alliance révolutionnaire carliste (ARC), ce groupe dépendantiste clandestin qui s'était

«... dans le terrorisme dans les années 1983-1986, «Démonstration de la faute que le pourrississement de la situation économique de la Guadeloupe est dû à d'autres causes que la violence des bombes, écrit l'hédomadaire, même si cette dernière y a certainement contribué.»

**« Se débrouiller
n'est pas pécher »**

En revanche, tous les rapports officiels glissent pudiquement sur la pratique des pots-de-vin. Si tout le monde en parle, peu d'affaires éclatent au grand jour, à l'exception de celle d'Edouard Chammongon, le maire de Bois Mahault, récemment condamné pour corruption, et qui reçut un soutien chancelièrement militant de la part de ses administrés. C'est qu'on passe ici volontiers pour un Robin des Bois dès lors que l'on redistribue généreusement à sa clientèle. M. Perben pensait à tout cela lorsqu'il a appelé à « restaurer l'autorité de l'Etat dans son rôle et non seul rôle ».

En attendant, l'économie goudon-
néenne, qui vit principalement de la
commande publique, est condamnée
au régime des BT. Premier employeur de
la ville, le secteur des BT a connu en
1992 une chute de près de 60 % de
son activité, alors que l'augmentation
des factures impayées. « Nous avons servi
des chèques aux collectivités locales »,
insiste René Rullier, le président
de la Fédération des BT. Quatre
banques, les seuls établissements finan-
ciers à avoir des clients dans la ville,
ont accumulé en cinq ans 1,2 mil-

A première vue, le fond de l'air est donc électrique. L'île pourra-t-elle tenir encore longtemps avec un taux de chômage qui dépasse les 30 % ? Quelles rancœurs ferment dans les bidonvilles de Boissart et du carénage à Pointe-à-Pitre, où une jeunesse désœuvrée s'adonne au crack importé des îles voisines de la Caraïbe ? L'affaire, en vérité, est plus

sociaux sont au rouge, aucun indicateur de l'INSEE ne prend véritablement la mesure des effets amortisseurs des conjonctures possibles.

Le secteur privé emploie environ 70 % des emplois ne sont pas déclarés dans le BTP et 85 % dans le secteur de la banane. C'est le règne du *kosudmen* (coup de main) que résume ce proverbe créole : « *la Debouya pa péché* » (se débrouiller n'est pas pécher) et qui est à ce point admis que les juges calculent les pensions alimentaires en intégrant l'apport de ces « jobs » officieux.

Qui faut-il donc croire quand on voit cette Guadeloupe victor de bric et de broc? Ces professionnels du BTP qui, censés par l'implacable concurrence que leur infligent les grosses sociétés métropolitaines en cette période de marasme, donnent dans les catastrophes et les crues de béton, le retour probable des bombes? Ou ceux qui mettent en garde contre le miroir des apparences? « Les Antilles sont des praticiens du masque, avertit un jeune écrivain guadeloupéen. D'où l'importance du carnaval chez nous. Depuis que je suis en âge de lire les journaux, j'ai vu passer trop de masques. » L'essai se termine ironiquement par la même conclusion : la Guadeloupe est à l'image du volcan de la

du conseil régional, n'a pas d'autre origine. Après avoir réussi à intégrer officiellement dans sa «majorité de travail», entre 1992 et 1993, les socialistes dissidents de Dominique Larilla et les anciens communistes d'Ernest Moutoussamy, «Lucette» a été plébiscitée en mars dernier par 80 % des électeurs de sa circonscription. Teignense, fantasque et farou-

ministre délégué à l'action humanitaire et aux droits de l'homme n'aurait jamais connu une telle fortune.

Mais pour combien de temps? Car la gauche est ici historiquement majoritaire. Faut-il donc prêter une oreille attentive à tous ces frémissements de renouveau perceptibles du côté des dirigeants qui, depuis la

vous les "choufards",
généralistes, qui manient
l'analyse? Quelque chose
en train de mûrir autour de
MIM, Larifa et Montoussary et de
ces indépendantistes sur le retour
qui, tel Rosen Mounein, figure histo-
rique du syndicalisme, veulent tirer
pleinement les leçons de «l'échec du
mouvement national». Est-ce cet
embryon de nouvelle gauche qui
incarnera plus tard à son tour le
«sauf goudeloopend»? Tout dépend
de là, à vrai dire, de la capacité de
«Lucette» à remplir les cases. Car
dans l'immédiat, le problème de la
Goudeloopie se résume à une triviale
question de trésorerie.

FREDÉRIC BOBIN

Communication, énergie, transports : ces trois domaines ont toujours tracé la route du progrès.

Depuis que l'homme existe, sa recherche du progrès est constante dans la communication, l'énergie et les transports. Dans ces 3 domaines fondamentaux, nous répondons à cette aspiration en développant sans cesse des solutions adaptées aux besoins de chaque pays.

Notre présence est mondiale. Chaque jour, avec nos filiales Alcatel, GEC Alsthom, Cegelec, Soft et Sogelerg-Sogreah, nous contribuons à améliorer la vie des hommes.

Nous leur proposons des équipements et systèmes qui intègrent les technologies les plus

avancées comme le TGV, les réseaux numériques de radiotéléphonie mobile, les batteries de véhicules électriques ou les automatismes pour l'industrie. Ainsi, commencée avec l'histoire des hommes, la recherche du progrès continue avec Alcatel Alsthom.

ALCATEL
ALSTHOM

Alfred Akham 54, rue La Boétie 75008 Paris, France

**MEDECINE
PHARMACIE**

Stage de pré-rentrée
Encadrement
scientifique annuel
complet au par maître

ipesup

2, rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris 43.29.60.50

SOCIÉTÉ

FAITS DIVERS

La mobilisation d'un quartier de Lille contre les revendeurs de drogue

Scènes de chasse aux dealers

Quelques deux cents jeunes, Français issus de l'immigration pour le plus part, du sud de Lille s'en sont pris ce week-end aux dealers et clandestins qui, depuis plusieurs mois, se sont ébattus sur leur quartier. Exaspérés par la menace qu'ils font peser sur « les enfants, les petits frères et les petites sœurs » et aussi par l'image de délinquants qui rejallait sur eux tous, ils ont décidé de faire la police eux-mêmes. Deux voitures ont été détruites par le feu, deux « revendeurs » ont été blessés. La tension est demeurée vive tout le week-end.

LILLE

de notre correspondant

On l'appelle encore le quartier des Biscottes, du nom de ces deux longues barres de dix-neuf étages élevées au début des années 60 qui dominaient l'ensemble du quartier de Lille-Sud. Aujourd'hui, les « Biscottes » n'existent plus, mais le nom est resté. Et les problèmes aussi. Le chômage, bien sûr, plus de 20 % dans le secteur. La pauvreté, celle des RMistes, la malade dans ce quartier classé en DSO (développement social des quartiers) et zone d'éducation prioritaire (échec scolaire, difficile intégration dans la ville d'une population pour une bonne part d'origine immigrée). Et puis, depuis plusieurs mois, la drogue.

L'héroïne. La pression des dealers s'est soudainement accrue à la fin de l'année dernière. « Tous les jours les revendeurs viennent dans le quartier, ils arrivent en voiture, des grosses, et ils vendent de la drogue. Pensent-ils qu'on a peur », explique un père de famille. Le principal du collège

confirme, en ajoutant la difficulté à expliquer aux enfants la nécessité de bien apprendre pour trouver un travail par la suite quand ils voient sous leurs fenêtres l'argent facile et ruisseler.

La tension montait. Les gens en avaient assez. Français comme étrangers. A Lille-Sud, où beaucoup vivent depuis longtemps, on se connaît, et nul n'a été surpris de la colère des jeunes qui a explosé samedi 22 mai après-midi, quand des gamins de douze-treize ans et des adolescents ou jeunes gens de dix-sept à vingt-deux ans s'en sont pris aux dealers.

Tout avait commencé la veille par une bagarre entre quelques jeunes et quelques revendeurs. Le lendemain, on comptait deux voitures détruites et incendiées et deux blessés en fin de soirée. Dimanche midi, sous les yeux d'un adjoint au maire, M. Bernard Roman (PS), venant disputer sur place, le scénario se renouvelait. Une voiture arrive, dont des jeunes « reconnaissent » le conducteur comme étant un consommateur et un revendeur de drogue. Ils stoppent le véhicule, font descendre le chauffeur. Un pavé part et les coups de bâton et de gourdin s'abattent sur la voiture : les vitres volent en miettes. En quelques minutes, l'atmosphère a viré au drame. L'auto-mobiliste, après avoir reçu quelques coups de pied ou de poing, réussit à reprendre le volant et à partir.

La police n'est pas là

L'atmosphère est électrique et la police n'est pas là. La colère des jeunes est une colère qui se cherche, dirigée contre les dealers et les clandestins — bien souvent les mêmes, disent-ils — mais prête à se déchaîner aussi contre la police, « qui les laisse faire. Nous, bien souvent on appelle les keufs

« filous » en verlan et on leur dit qu'ils peuvent cueiller les clandestins ; mais ils ne viennent pas ou ils les relâchent quelques heures après ».

Colère aussi contre la mairie et la SLE (société HLM privée) de Lille, propriétaire des immeubles. « On en a marre : les charges on les paie ; ça fait dix-sept ans que l'habitat ici, proteste un Algérien, et je paie mes charges et mon loyer. Mais regardez ce sac-poubelle là-bas et ces gravats ici. Pourquoi on les laisse ? Moi, quand je ne paie pas mon loyer, ils ne m'oublient pas : dans les quinze jours j'ai un rappel. » Et toujours ce sentiment d'être les laissés-pour-compte, les exclus de la ville, de l'éducation, du travail, de la sécurité aussi, pour eux, pour leurs enfants, leurs petits frères et sœurs. « Cela fait dix-sept ans que l'habitat ici, proteste l'Algérien. Regardez, je les ai tous vus naître et grandir. Je ne veux pas les voir détruits par la drogue. Imaginez votre fille de quinze ou seize ans se vendre à des garçons pour une dose... »

Bernard Roman confirme l'apparition récente du problème de la drogue sur le secteur : « Il y a trois ans, Lille était à l'abri de l'héroïne, mais plus maintenant. Ce n'est d'ailleurs pas sur les Biscottes

que le phénomène s'est d'abord manifesté, mais sur le quartier voisin. On a monté une grosse opération. L'adjoint au maire explique aussi que le quartier est en pleine reconstruction : les Biscottes abattues en 1989, le refus de la mairie opposé à la demande de la SLE de reconstruire des logements sociaux, l'échec dans le transfert de l'université, la reconstruction du quartier dont il sait qu'elle prendra dix ou quinze ans. Mais il sait aussi l'urgence à donner des signes tangibles, tout de suite.

Car les Beurs et tous les jeunes et les habitants du quartier ne veulent pas entendre les explications. « Oui, disent-ils, vous contrôlez l'identité et à l'expulsion des clandestins, oui à Pasqua. » Exaspérés d'être toujours en situation d'assistance et de dépendance vis-à-vis de tout pouvoir qu'il soit, ils laissent exploser leur colère, qui peut mener à tous les débordements. Une façon en tout cas de dire « ici et maintenant », mais en étant loin, bien loin, de ceux qui portaient, voici quelques dix ans, ce slogan.

JEAN-RENÉ LORE

M^{re} Veil et M. Tapie soulignent le sens de la « responsabilité » des jeunes des Biscottes

Les jeunes des quartiers sud de Lille qui prétendent « chasser » les dealers et les clandestins ont fourni, à quelques jours de l'examen en conseil des ministres du projet de loi Pasqua sur l'immigration, le thème des principaux commentaires politiques de la fin du « pont » de l'Assemblée.

Ministre de la ville, Simone Veil a estimé, dimanche 23 mai à « L'heure de Vérité », sur France 2, que les événements de Lille revêtaient « à la fois un aspect inquiétant et un aspect positif, celui de la responsabilité que l'on voit se développer de plus en plus ». Mais M^{re} Veil préférerait que ce soit la police, « qui fasse des contrôles d'identité », sans la responsabilité de la justice. Elle a d'ailleurs réaffirmé son accord avec le gouvernement sur le projet de loi concernant les contrôles d'identité.

M^{re} Veil, qui juge « insupportable » de voir des mineurs délinquants libérés « parce qu'on ne sait pas où les mettre », souhaite rechercher, « en liaison avec les élus et le ministre de la justice », une forme de détention spécifique pour les mineurs. Le ministre de

la ville s'est déclaré, d'autre part, « non choqué » que les Eglises s'expriment, comme l'ont fait les catholiques et les réformés à propos des projets gouvernementaux sur l'immigration, même si elle ne partage pas leur point de vue.

Quant à François Bayron, ministre de l'éducation nationale, il n'a qualifié de « réflexe très sain » l'initiative des jeunes de Lille, même s'il a déploré « les incidents ». « On doit tout faire pour que la mission de l'Etat, qui est d'assurer la sécurité des plus faibles, soit remplie », a précisé M. Bayron au « Grand jury RTL-Le Monde ».

« Aimons-les et faisons-leur confiance »

Ancien ministre de la ville, Bernard Tapie, invité de « Sept sur sept » sur TF1 a vu dans l'action des jeunes Beurs lillois « chasser » la drogue, « une belle démonstration » d'intégration. « Voilà des enfants qui sont des immigrés (...) et qui sont en train de virer des immigrés clandestins qui apportent de la drogue », a déclaré le député des Bouches-du-Rhône. Il ont envie de nous dire : « Aimons-les, faites-leur confiance et vous ne serez pas déçus. » Le seul message à faire passer, c'est : « Aimons-les et faisons-leur confiance » (...). Tout en disant à ceux qui en ont peur : « Vous avez raison d'avoir peur, mais la délinquance n'est pas le fait d'une race, n'est pas le fait d'une couleur, n'est pas le fait d'une religion, c'est le fait d'un état social ».

Sur RMC, Jean Poperen (PS), ancien ministre, a fourni le même type de commentaire. Il entend alerter l'opinion « sur les conséquences de l'absence de l'Etat dans certains quartiers, où on ne supporte plus la permanence de troubles de haine, de violence ou de menaces de violence et le sentiment, soit de l'insécurité soit d'une insécurité de la violence des forces de sécurité ». Et M. Poperen de s'interroger : « Y a-t-il une politique possible, puisque nous n'avons pas su la mettre en œuvre quand nous étions au pouvoir ? Je ne crois pas, et pour cause : que la majorité actuelle ait les moyens de la mettre en œuvre ni d'ailleurs la volonté ».

Le projet ambitieux des Hauts-de-Seine

Charles Pasqua, ministre de l'intérieur et de l'immigration du territoire, est aussi président du conseil général des Hauts-de-Seine. C'est à ce titre qu'il devait présenter, lundi 24 mai, aux élus de son département l'avant-projet du plan destiné à « lutter contre la ségrégation urbaine dans les Hauts-de-Seine ».

Conçu par une équipe, où figure l'architecte Roland Castro, cofondateur de Banlieues 89, ce projet est intitulé « Faire, ou refaire de la ville un lieu harmonieux, une cité ». Il devrait être l'objet, tout au long du mois de juin, d'une vaste concertation auprès des élus des trente-neuf communes du département, des responsables socioprofessionnels, des associations et des représentants de quartier.

Dans chaque commune, un plan d'action plurianuel établi sur le base d'un plan d'urbanisme

devrait permettre de trouver des « solutions en faveur d'une réelle mixité des populations ». D'après les responsables du projet, ces mesures devront concerner à la fois l'habitat, les infrastructures, l'architecture, les espaces verts, l'éducation, le social, l'emploi, le sport et la culture. « Mixité ethnique et mixité socio-économique doivent être préservées et développées », précise le rapport.

La « cohabitation d'appartenance » nécessite des centres et des lieux de rencontre, d'expression et d'échanges. L'urbanisme des communes des Hauts-de-Seine devrait mettre en valeur des zones centrales, pôles d'activités, de vie et d'échanges. Le projet présenté par M. Pasqua consiste que « certains quartiers sortent de la zone de la commune urbaine et risquent, à terme, de

devenir des ghettos ». Le département se propose de créer un maillage urbain qui favorise les échanges.

Dès l'automne prochain, un programme d'actions concrètes sera présenté au conseil général des Hauts-de-Seine afin qu'il puisse engager une « première d'orientation de ses crédits ». On parle d'une somme globale de 2 milliards de francs pour un budget annuel de 7 milliards de francs. Ces actions porteront d'abord sur l'urbanisme.

Le conseil général se propose de travailler avec les services de l'Etat sur l'action scolaire et éducative, l'action sociale. Le département soutiendra les initiatives locales « afin de transformer en profondeur les grandes assemblées, de favoriser l'insertion sociale, de lutter contre l'échec scolaire, de permettre l'installation des entreprises dans les quartiers sensibles ».

La situation des étrangers et la réforme du code de la nationalité

Un entretien avec le pasteur Stewart

« La précipitation du gouvernement inquiète profondément les Eglises » nous déclare le coprésident du Conseil des Eglises chrétiennes

Par soixante-trois voix contre quatre, le synode national de l'Eglise réformée de France, réuni du jeudi 20 au dimanche 23 mai au Havre (lire page 28 l'article de notre envoyé spécial Henri Tincq), a adopté, samedi soir 22 mai, un « vœux » demandant au gouvernement, par l'intermédiaire du pasteur Michel Bertrand, président de l'ECF,

d'« abandonner dans leur état actuel les dispositions contenues dans le projet de loi de réforme du code de la nationalité et celles envisagées au sujet des conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ».

Cette position doit être rapprochée de celle prise par Mgr Pierre Jost, président de la Commission épiscopale migrations (la

Monde daté des 23-24 mai). Dans un entretien au Monde, le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France et coprésident du Conseil des Eglises chrétiennes, explique cette mobilisation des Eglises contre les projets gouvernementaux en matière d'immigration.

des Eglises « Accueillir l'étranger » vient de nous faire découvrir que l'opinion publique n'est pas habitée par autant de fantasmes que certains veulent bien le faire croire et qu'elle est même capable d'une analyse parfaitement lucide et objective ».

Propos recueillis par HENRI TINCQ

« C'est-ce que vous inquiète le plus dans les récentes mesures visant la population étrangère ? »

— La précipitation du gouvernement inquiète profondément les Eglises. J'entends bien que ce tir groupé de dispositions — remise en cause du droit du sol, renforcement des contrôles d'identité préventifs, restrictions au séjour et à l'entrée des immigrés — est le résultat de processus engagés depuis longtemps. Mais nous sommes inquiets de voir une nouvelle Assemblée nationale à peine constituée, un gouvernement à peine nommé, montrer qu'ils n'ont rien de plus urgent ni de plus essentiel à traiter que tout ce qui touche à la situation des étrangers dans notre pays.

« Cette mobilisation d'Eglises qui pendant huit mois viennent de mener une campagne communautaire sur le thème de l'accueil de l'étranger ne devrait pas surprendre. Depuis longtemps, et d'une seule voix, elles ont souligné le risque qu'il y a à considérer l'étranger comme porteur d'une menace et à définir son statut en fonction de soupçons permanents d'irrégularité et de fraude.

« N'est-ce pas rare que les Eglises interviennent ainsi directement dans le débat politique ? »

— Nous ne réagissons pas pour des raisons politiques, mais, j'insiste, pour des raisons éthiques et théologiques. La présence de l'étranger soulève sans doute de nombreuses questions, mais nous le croyons aussi riche de promesses. L'étranger occupe même une place fondatrice dans l'éthique chrétienne. En raison de leur histoire, les protestants en particulier sont sensibles à la situation des étrangers minoritaires, à leur liberté d'aller et de venir, et résistent à toute restriction pesant sur eux.

— A « l'heure de vérité », dimanche 23 mai, sur France 2, Simone Veil s'est étonnée de ces prises de position des Eglises. Elle maintient qu'il ne s'agit pas de mesures d'exclusion.

— Je n'en suis pas convaincu. S'agissant de la réforme du code de la nationalité, qu'advient-il des jeunes étrangers qui, par réaction contre une mesure jugée discriminatoire ou par indifférence, ne

font pas la démarche volontaire, désormais exigée l'ex, de demander la nationalité française ? Sous prétexte d'intégration, on va fabriquer un peu plus encore d'étrangers, un peu plus de jeunes marginalisés... A propos du renforcement des contrôles d'identité, je crains également qu'on ne vienne assez vite à des contrôles sur le physique, sur la couleur de la peau, et à des interpellations de rue. Quant aux conditions d'entrée et de séjour, les dispositions en vigueur sont déjà tellement restrictives que je me demande vraiment ce qu'on peut inventer de plus.

— Par quelle approche faut-il alors aborder les problèmes posés par la situation des étrangers ?

— L'opinion publique n'est pas inquiète, ni bloquée, ni point qu'on ne puisse envisager un débat sur ce sujet, à différents niveaux et associant toutes les communautés de pensée. Certes, le rapport de la commission Marceau Long, en 1986, avait été précédé d'une large consultation, mais à propos du droit d'asile et des flux migratoires, à ma connaissance, il n'y a jamais eu de concertation. Or la campagne

Les évêques, les beurs, les trafiquants

Suite de la première page

La réaction des jeunes des Biscottes — ce qu'on en sait, en tout cas, pour le moment — est étonnante. Un signe de santé, dit le fait que la plupart d'entre eux soient des beurs n'est pas étrangère aux commentaires qui ont été faits aussitôt, ici ou là. Chacun y puise des arguments à l'appui de ses thèses. Pour les uns, c'est la preuve qu'il faut absolument donner les mains libres à la police, certains jeunes des Biscottes réclament eux-mêmes des contrôles d'identité. Pour d'autres, c'est la preuve éclatante que les familles immigrées sont les premières victimes de la délinquance.

Ces jeunes ont exprimé leur colère. Très bien, mais il faudrait que cela s'arrête là. Beurs ou pas, les jeunes des Biscottes et d'ailleurs ne sont chargés ni de combattre le trafic de drogue ni de faire la chasse à des clandestins. Leur tâche, pour le moment, est de réussir à l'école, leur espoir et leur droit — est de trouver un emploi.

L'affaire des Biscottes illustre bien la double demande des habitants des quartiers défavorisés : une demande sociale et une demande de sécurité. Elles sont réclamées avec la même insistance, en même temps, et par les mêmes personnes, Françaises « de souche » ou d'origine étrangère. Cette double demande n'avait pas échappé à Edouard Balladur. La composition de son gouvernement l'illustre de manière éclatante, avec la présence de deux ministres d'Etat qui se ressemblent comme l'eau et le feu. Charles Pasqua et Simone Veil se partagent tous les sujets qui tourmentent les banlieues : l'un, comme ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ; l'autre, comme ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville. Normalement, ils devaient s'équilibrer. Mais, depuis la mise en place du nouveau gouvernement, c'est Charles Pasqua qui a largement occupé le devant de la scène. Les Français ont assisté à l'annonce d'une politique répressive très claire, alors que le volet social semblait oublié.

De ce point de vue, la réforme du code de la nationalité est exemplaire. En se précipitant pour traiter cette question, qui n'avait aucun caractère d'urgence, puis en durcissant le projet initial pour offrir des gages à l'aile droite de la majorité, M. Balladur a réussi l'exploit de donner une image répressive à une réforme qui se présentait comme un

facteur d'intégration. Cette réforme, essentiellement symbolique, qui devrait avoir peu d'effet sur le nombre des jeunes devenant français chaque année, provoque ainsi des effets psychologiques désastreux, sans satisfaire personne. L'aile dure de la majorité se complait pas que l'on dépense tant d'argent pour réclamer à des jeunes une vague démarche administrative. La gauche se demande pourquoi on exige de certains jeunes — et pas d'autres — une démarche d'intégration, alors que, nés et scolarisés en France, ils sont déjà parfaitement assimilés.

Les Eglises ont cru devoir intervenir publiquement. Y voir une « entrée en politique », comme le font certains commentateurs, est ridicule. Depuis de longues années, les responsables religieux vont au secours des immigrés et de leurs enfants chaque fois que ceux-ci leur paraissent, à tort ou à raison, menacés. Ce faisant, ils ne sortent pas de leur rôle. Du côté du pouvoir, le temps n'est d'ailleurs plus où l'on invitait les évêques à « se mêler de leurs oignons ». Deux membres du gouvernement, Pierre Méhaignerie et Simone Veil, se sont empressés, au contraire, de proposer une rencontre aux autorités catholiques et protestantes, pour les rassurer sur les intentions du gouvernement.

M. Balladur ne peut rassurer que par des actes. Sans doute en revoyant certains aspects du volet répressif, mais aussi et surtout en prenant des mesures réelles, et même spectaculaires, sur le volet social. Le grand débat sur la ville, organisé à l'Assemblée nationale, a été d'une excellente tenue, mais a accouché d'une souris, alors que certains députés, comme M. de Robien, le maire d'Amiens, réclamaient « un plan Marshall » pour les banlieues sur dix ans, financé par un grand emprunt national. Le premier ministre ne peut pas, d'une part, affirmer que l'avenir des banlieues est « essentiel pour l'avenir de la société française » et ne pas prendre des dispositions exceptionnelles. Paradoxalement, c'est Charles Pasqua qui vient de donner l'exemple dans ce domaine, en annonçant une sorte de « plan Orsec » de 2 milliards de francs, investis en trois ans, dans les Hauts-de-Seine, le département dont il préside le conseil général. Le « premier fils de France », qui soigne aussi son image, a tiré les leçons de la première cohabitation...

ROBERT SOLÉ

Jean Stewart

la Commission de l'Immigration et des Contrôles



SOCIÉTÉ

Huitième congrès de SOS Amitié-France

Le fil tenu de la vie

SOS Amitié-France a tenu son huitième congrès national, les 22 et 23 mai à Strasbourg, sur le thème « Écouter la vie, écouter la mort ». Les 2000 bénévoles répartis dans les 50 « postes d'écoute » de l'association, fondée en 1980 dans le but d'améliorer la prévention du suicide, ont reçu 600 000 appels téléphoniques l'année dernière.

STRASBOURG

de notre correspondant régional

Il y avait 400 « écouteurs » dans un amphithéâtre de la faculté de droit de Strasbourg à s'interroger sur leur capacité à accueillir des paroles, douloureuses, à repérer la détresse d'un discours apparemment anodin, mais aussi à identifier les signes d'espoir insufflés par un désir de vivre malgré tout. Aucun des participants ne s'en cachait : « Il n'est jamais aisé de recevoir les confidences d'une personne faisant face à sa mort imminente ou plus lointaine, réelle ou imaginée, subie ou provoquée, parce que l'angoisse est contagieuse. » Le danger de contamination psychique qui les guette en permanence risque de les rendre indisponibles à l'écoute du désir profond des appelants.

« Notre objectif est de renforcer notre capacité d'écoute, à

expliqué le psychanalyste Alain Méry, mais également de témoigner, de lancer un cri, un appel à réhabiliter la solidarité dans nos sociétés occidentales en crise où le suicide touche de plus en plus de jeunes. » Pour le sociologue Edgar Morin, venu « écouter les écouteurs », il faut « régénérer les solidarités concrètes en revenant au point de départ, c'est-à-dire aux initiatives locales. Et de rappeler son projet de création de « maisons de solidarité » qui devront être « sanctuaires ». « Certes, c'est un mythe, a-t-il conclu sur ce point, mais nous devons établir de nouvelles relations avec nos mythes parce que nous ne savons jamais à l'avance ce qu'ils deviendront. »

Souci de l'efficacité

Puis est venue la sempiternelle question sur la communication et l'incompréhension. Edgar Morin est formel : « On nous donne fausement la parole, alors qu'elle est le moment de vérité. » Tout aussi catégorique, il a expliqué à un auditoire ravi et convaincu que « l'écoute est un art car les explications ne suffisent pas, il faut en plus cet élément indispensable qu'est l'intuition ». Dans l'affaire de la maternelle de Neuilly, a-t-il expliqué, on s'est borné à se référer, par souci de « sécurité morale », à des « schémas explicatifs » alors qu'il y avait un individu en perdition qui disait : « Je crève. »

MARCEL SCOTTO

DÉFENSE

POINT DE VUE

La fin de l'exception française

par le général Jean Salvan

La guerre était pour Clemenceau une « chasse trop sévère pour être confiée aux militaires. Lui, au moins, possédait un sens stratégique certain et savait choisir ses généraux et ses conseillers militaires. Il eût évité de nommer amiral un capitaine de vaisseau qui n'a jamais fait de vagues, ou un général parce que le frère d'un colonel était le secrétaire d'un ministre. Disons que, depuis de Gaulle, nous sommes les responsables politiques français qui n'ont pas écrit ou proféré des inepties en matière de défense.

Souvenons-nous du « Bien entendu, nous ne ferons rien », de Claude Cheysson lors de la déclaration de l'état de siège en Pologne. Dans les Balkans, pour Edith Cresson, en 1991, « la situation en Yougoslavie ne présente pas de risque stratégique », ce qui constituait un superbe feu vert pour les Serbes, assurés, jusqu'à la fin de 1992, de pouvoir impunément mener leurs conquêtes, avec de multiples déclarations sur « l'unité d'ajouter la guerre internationale à la guerre civile ». A droite, les deux tomes des Mémoires de Valéry Giscard d'Estaing ne sont pas plus réjouissants.

Mais le problème n'est pas là, et une polémique sur les capacités et les faiblesses des uns ou des autres serait stérile. Mieux vaudrait écouter ce que veulent dire nos cadres avant de les pousser à expédier des lettres anonymes, à publier sous des pseudonymes ou à démissionner plus qu'ils ne le font déjà. Je me sens tenu de rédiger ces réflexions, car, bien entendu, mes camarades d'active ne seront pas autorisés à parler.

Est-il admissible que les soldats français soient les seuls, dans les démocraties occidentales, à ne pouvoir s'exprimer sur les pro-

blèmes militaires, de défense ou de stratégie, avant de prendre leur retraite ou de se faire élire ? Serait-il pensable que les militaires français acceptassent sans hésiter de se voir proposer comme modèle l'armée canadienne (le Monde du 28 avril), armée d'un pays sous un protectorat de fait américain ?

Si l'on ose se féliciter de voir le bataillon canadien composé de 25 % de réservistes, qu'attend-on pour proposer à notre gouvernement de revenir à ce qui était possible lors de notre guerre d'Indochine : à savoir que tout appelé, que tout réserviste puissent demander l'honneur de servir sur un théâtre d'opérations extérieures.

Et, puisque l'exemple canadien intéresse tellement, pourrait-on suggérer de porter les crédits destinés aux réservistes français au niveau de ceux des Canadiens ? Nous dépensons en France 325 francs par an et par réserviste. Les Canadiens en sont à plus de 4 000 francs. Les militaires français ne demandent pas la lune : les Israéliens dépensent 10 000 francs par an et par réserviste. Les Suisses, 8 000.

C'est bien dans les budgets militaires qu'apparaissent les véritables choix stratégiques. Lorsqu'on se donne pour modèle l'Italie ou les Pays-Bas, et l'entretien de François Léotard dans le Monde du 13 mai est fort clair, c'est la fin de l'exception française. Nos dirigeants, depuis 1974, ont choisi, pour reprendre une formule d'Alain Minc, « Hongkong pour servir ». Quelque chose de petit, de riche et qui n'annule personne. Cela durera-t-il plus longtemps que Hongkong ?

► Jean Salvan est général de corps d'armée (cadre de réserve).

EN BREF

o Exercice interrarmées conjoint France-Qatar. - Un millier de militaires français participent, durant toute cette semaine, à un exercice commun au Qatar, avec les forces de cet émirat dans le Golfe. La marine française a détaché, pour l'occasion, la frégate *Manicou* de lutte anti-sous-marine, l'escorte *Commandant Bory* et le transport de chalands de débarquement *Orage*. La plupart des militaires français engagés dans cet exercice viennent de participer à une manœuvre au Koweït.

o Un forcé de Versailles assisté par les policiers du RAID. - Les policiers du RAID (Recherche, Assistance, Intervention, Dissuasion) sont intervenus, lundi 24 mai vers 1 heure, pour maîtriser un homme retransché depuis dimanche 23, à 22 heures, dans un immeuble du quartier de Jussieu à Versailles (Yvelines). Sylvain Lebrun, âgé de quarante-quatre ans, seul dans son appartement, menaçait, selon des voisins, de faire sauter l'immeuble et de tuer sur quiconque tenterait de pénétrer dans son appartement. Les pompiers avaient fait évacuer les habitants de l'immeuble. Après avoir fait sauter la serrure de la porte de son appartement, les policiers du RAID sont parvenus à passer les menottes à ce chômeur, handicapé, qui était en possession d'un pistolet, de plusieurs cartouches réelles, ainsi que d'armes factices et de faux bâtons de dynamite.

o Le corps d'un homme découvert dans un restaurant abandonné à Amiens. - Le corps d'un homme âgé d'une quarantaine d'années a été retrouvé, attaché par les bras aux poutres d'un restaurant abandonné, samedi 22 mai, à Amiens (Somme). La victime avait été totalement déshabillée avant d'être liée aux poutres de soutènement à l'aide de fils électriques, à 2 mètres du sol. Lundi matin 24 mai, les enquêteurs ne pouvaient préciser si le décès avait précédé la macabre mise en scène ou si la strangulation était due à la ficelle qui lui soutenait le cou. Le restaurant-grill, fermé depuis plusieurs années, est souvent occupé par des sans-abri. La victime, domiciliée à Amiens, fréquentait, semble-t-il, les « sans domicile fixe » de la région.

Le M. Tapie soulignent le sens créatif des jeunes des Biscuits

« L'été s'est déclaré, d'une part, « choqué » que les lycéens, comme l'ont été les projets gouvernementaux, l'immigration, même si elle n'est pas leur point de vue. Quant à François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, il a qualifié de « réflexe réflexe » des jeunes de 12 ans, « il a déploré le fait que les lycéens de l'Élim, qui ont fait la sécurité des plus de 100 000 appels téléphoniques, à Paris, Bayrou a dit : « Grand p... » »

« Aimons-les et faisons-les connaître »

« L'été s'est déclaré, d'une part, « choqué » que les lycéens, comme l'ont été les projets gouvernementaux, l'immigration, même si elle n'est pas leur point de vue. Quant à François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, il a qualifié de « réflexe réflexe » des jeunes de 12 ans, « il a déploré le fait que les lycéens de l'Élim, qui ont fait la sécurité des plus de 100 000 appels téléphoniques, à Paris, Bayrou a dit : « Grand p... » »

« L'été s'est déclaré, d'une part, « choqué » que les lycéens, comme l'ont été les projets gouvernementaux, l'immigration, même si elle n'est pas leur point de vue. Quant à François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, il a qualifié de « réflexe réflexe » des jeunes de 12 ans, « il a déploré le fait que les lycéens de l'Élim, qui ont fait la sécurité des plus de 100 000 appels téléphoniques, à Paris, Bayrou a dit : « Grand p... » »

« L'été s'est déclaré, d'une part, « choqué » que les lycéens, comme l'ont été les projets gouvernementaux, l'immigration, même si elle n'est pas leur point de vue. Quant à François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, il a qualifié de « réflexe réflexe » des jeunes de 12 ans, « il a déploré le fait que les lycéens de l'Élim, qui ont fait la sécurité des plus de 100 000 appels téléphoniques, à Paris, Bayrou a dit : « Grand p... » »

« L'été s'est déclaré, d'une part, « choqué » que les lycéens, comme l'ont été les projets gouvernementaux, l'immigration, même si elle n'est pas leur point de vue. Quant à François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, il a qualifié de « réflexe réflexe » des jeunes de 12 ans, « il a déploré le fait que les lycéens de l'Élim, qui ont fait la sécurité des plus de 100 000 appels téléphoniques, à Paris, Bayrou a dit : « Grand p... » »

« L'été s'est déclaré, d'une part, « choqué » que les lycéens, comme l'ont été les projets gouvernementaux, l'immigration, même si elle n'est pas leur point de vue. Quant à François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, il a qualifié de « réflexe réflexe » des jeunes de 12 ans, « il a déploré le fait que les lycéens de l'Élim, qui ont fait la sécurité des plus de 100 000 appels téléphoniques, à Paris, Bayrou a dit : « Grand p... » »

« L'été s'est déclaré, d'une part, « choqué » que les lycéens, comme l'ont été les projets gouvernementaux, l'immigration, même si elle n'est pas leur point de vue. Quant à François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, il a qualifié de « réflexe réflexe » des jeunes de 12 ans, « il a déploré le fait que les lycéens de l'Élim, qui ont fait la sécurité des plus de 100 000 appels téléphoniques, à Paris, Bayrou a dit : « Grand p... » »

« L'été s'est déclaré, d'une part, « choqué » que les lycéens, comme l'ont été les projets gouvernementaux, l'immigration, même si elle n'est pas leur point de vue. Quant à François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, il a qualifié de « réflexe réflexe » des jeunes de 12 ans, « il a déploré le fait que les lycéens de l'Élim, qui ont fait la sécurité des plus de 100 000 appels téléphoniques, à Paris, Bayrou a dit : « Grand p... » »

« L'été s'est déclaré, d'une part, « choqué » que les lycéens, comme l'ont été les projets gouvernementaux, l'immigration, même si elle n'est pas leur point de vue. Quant à François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, il a qualifié de « réflexe réflexe » des jeunes de 12 ans, « il a déploré le fait que les lycéens de l'Élim, qui ont fait la sécurité des plus de 100 000 appels téléphoniques, à Paris, Bayrou a dit : « Grand p... » »

« L'été s'est déclaré, d'une part, « choqué » que les lycéens, comme l'ont été les projets gouvernementaux, l'immigration, même si elle n'est pas leur point de vue. Quant à François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, il a qualifié de « réflexe réflexe » des jeunes de 12 ans, « il a déploré le fait que les lycéens de l'Élim, qui ont fait la sécurité des plus de 100 000 appels téléphoniques, à Paris, Bayrou a dit : « Grand p... » »

« L'été s'est déclaré, d'une part, « choqué » que les lycéens, comme l'ont été les projets gouvernementaux, l'immigration, même si elle n'est pas leur point de vue. Quant à François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, il a qualifié de « réflexe réflexe » des jeunes de 12 ans, « il a déploré le fait que les lycéens de l'Élim, qui ont fait la sécurité des plus de 100 000 appels téléphoniques, à Paris, Bayrou a dit : « Grand p... » »

« L'été s'est déclaré, d'une part, « choqué » que les lycéens, comme l'ont été les projets gouvernementaux, l'immigration, même si elle n'est pas leur point de vue. Quant à François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, il a qualifié de « réflexe réflexe » des jeunes de 12 ans, « il a déploré le fait que les lycéens de l'Élim, qui ont fait la sécurité des plus de 100 000 appels téléphoniques, à Paris, Bayrou a dit : « Grand p... » »

« L'été s'est déclaré, d'une part, « choqué » que les lycéens, comme l'ont été les projets gouvernementaux, l'immigration, même si elle n'est pas leur point de vue. Quant à François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, il a qualifié de « réflexe réflexe » des jeunes de 12 ans, « il a déploré le fait que les lycéens de l'Élim, qui ont fait la sécurité des plus de 100 000 appels téléphoniques, à Paris, Bayrou a dit : « Grand p... » »

« L'été s'est déclaré, d'une part, « choqué » que les lycéens, comme l'ont été les projets gouvernementaux, l'immigration, même si elle n'est pas leur point de vue. Quant à François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, il a qualifié de « réflexe réflexe » des jeunes de 12 ans, « il a déploré le fait que les lycéens de l'Élim, qui ont fait la sécurité des plus de 100 000 appels téléphoniques, à Paris, Bayrou a dit : « Grand p... » »

« L'été s'est déclaré, d'une part, « choqué » que les lycéens, comme l'ont été les projets gouvernementaux, l'immigration, même si elle n'est pas leur point de vue. Quant à François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, il a qualifié de « réflexe réflexe » des jeunes de 12 ans, « il a déploré le fait que les lycéens de l'Élim, qui ont fait la sécurité des plus de 100 000 appels téléphoniques, à Paris, Bayrou a dit : « Grand p... » »

« L'été s'est déclaré, d'une part, « choqué » que les lycéens, comme l'ont été les projets gouvernementaux, l'immigration, même si elle n'est pas leur point de vue. Quant à François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, il a qualifié de « réflexe réflexe » des jeunes de 12 ans, « il a déploré le fait que les lycéens de l'Élim, qui ont fait la sécurité des plus de 100 000 appels téléphoniques, à Paris, Bayrou a dit : « Grand p... » »

« L'été s'est déclaré, d'une part, « choqué » que les lycéens, comme l'ont été les projets gouvernementaux, l'immigration, même si elle n'est pas leur point de vue. Quant à François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, il a qualifié de « réflexe réflexe » des jeunes de 12 ans, « il a déploré le fait que les lycéens de l'Élim, qui ont fait la sécurité des plus de 100 000 appels téléphoniques, à Paris, Bayrou a dit : « Grand p... » »

« L'été s'est déclaré, d'une part, « choqué » que les lycéens, comme l'ont été les projets gouvernementaux, l'immigration, même si elle n'est pas leur point de vue. Quant à François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, il a qualifié de « réflexe réflexe » des jeunes de 12 ans, « il a déploré le fait que les lycéens de l'Élim, qui ont fait la sécurité des plus de 100 000 appels téléphoniques, à Paris, Bayrou a dit : « Grand p... » »

« L'été s'est déclaré, d'une part, « choqué » que les lycéens, comme l'ont été les projets gouvernementaux, l'immigration, même si elle n'est pas leur point de vue. Quant à François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, il a qualifié de « réflexe réflexe » des jeunes de 12 ans, « il a déploré le fait que les lycéens de l'Élim, qui ont fait la sécurité des plus de 100 000 appels téléphoniques, à Paris, Bayrou a dit : « Grand p... » »

« L'été s'est déclaré, d'une part, « choqué » que les lycéens, comme l'ont été les projets gouvernementaux, l'immigration, même si elle n'est pas leur point de vue. Quant à François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, il a qualifié de « réflexe réflexe » des jeunes de 12 ans, « il a déploré le fait que les lycéens de l'Élim, qui ont fait la sécurité des plus de 100 000 appels téléphoniques, à Paris, Bayrou a dit : « Grand p... » »

« L'été s'est déclaré, d'une part, « choqué » que les lycéens, comme l'ont été les projets gouvernementaux, l'immigration, même si elle n'est pas leur point de vue. Quant à François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, il a qualifié de « réflexe réflexe » des jeunes de 12 ans, « il a déploré le fait que les lycéens de l'Élim, qui ont fait la sécurité des plus de 100 000 appels téléphoniques, à Paris, Bayrou a dit : « Grand p... » »

« L'été s'est déclaré, d'une part, « choqué » que les lycéens, comme l'ont été les projets gouvernementaux, l'immigration, même si elle n'est pas leur point de vue. Quant à François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, il a qualifié de « réflexe réflexe » des jeunes de 12 ans, « il a déploré le fait que les lycéens de l'Élim, qui ont fait la sécurité des plus de 100 000 appels téléphoniques, à Paris, Bayrou a dit : « Grand p... » »

« L'été s'est déclaré, d'une part, « choqué » que les lycéens, comme l'ont été les projets gouvernementaux, l'immigration, même si elle n'est pas leur point de vue. Quant à François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, il a qualifié de « réflexe réflexe » des jeunes de 12 ans, « il a déploré le fait que les lycéens de l'Élim, qui ont fait la sécurité des plus de 100 000 appels téléphoniques, à Paris, Bayrou a dit : « Grand p... » »

« L'été s'est déclaré, d'une part, « choqué » que les lycéens, comme l'ont été les projets gouvernementaux, l'immigration, même si elle n'est pas leur point de vue. Quant à François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, il a qualifié de « réflexe réflexe » des jeunes de 12 ans, « il a déploré le fait que les lycéens de l'Élim, qui ont fait la sécurité des plus de 100 000 appels téléphoniques, à Paris, Bayrou a dit : « Grand p... » »

« L'été s'est déclaré, d'une part, « choqué » que les lycéens, comme l'ont été les projets gouvernementaux, l'immigration, même si elle n'est pas leur point de vue. Quant à François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, il a qualifié de « réflexe réflexe » des jeunes de 12 ans, « il a déploré le fait que les lycéens de l'Élim, qui ont fait la sécurité des plus de 100 000 appels téléphoniques, à Paris, Bayrou a dit : « Grand p... » »

« L'été s'est déclaré, d'une part, « choqué » que les lycéens, comme l'ont été les projets gouvernementaux, l'immigration, même si elle n'est pas leur point de vue. Quant à François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, il a qualifié de « réflexe réflexe » des jeunes de 12 ans, « il a déploré le fait que les lycéens de l'Élim, qui ont fait la sécurité des plus de 100 000 appels téléphoniques, à Paris, Bayrou a dit : « Grand p... » »

« L'été s'est déclaré, d'une part, « choqué » que les lycéens, comme l'ont été les projets gouvernementaux, l'immigration, même si elle n'est pas leur point de vue. Quant à François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, il a qualifié de « réflexe réflexe » des jeunes de 12 ans, « il a déploré le fait que les lycéens de l'Élim, qui ont fait la sécurité des plus de 100 000 appels téléphoniques, à Paris, Bayrou a dit : « Grand p... » »

ENVIRONNEMENT

o Des chasseurs manifestent en Girone. - Répondant à l'appel de l'Union nationale de défense des chasses traditionnelles et du mouvement Chasse, pêche, nature et traditions, plus d'un millier de chasseurs se sont rassemblés, samedi 22 mai, à Soule-sur-mer (Gironde).

Ils entendaient protester contre la maintenance de l'interdiction de la chasse de printemps, et notamment contre les mesures prises cette année dans le Médoc pour réprimer la chasse à la tourterelle des bois.

Les chasseurs craignent que cette interdiction ne soit le prélude à la suppression des autres chasses traditionnelles pratiquées en France.

Jean Bousquet, Cacharel :

« Dans le textile

la Commission de Bruxelles laisse l'Europe sans défense. Ni contrôles, ni sanctions : c'est le chaos. »



Malgré la récession, la Commission de Bruxelles continue à négocier des quotas d'importation textile en croissance rapide.

En plus elle ne veille pas au respect des quotas qu'elle accorde : la Chine a dépassé son quota de 291 % mais cela n'émeut personne à Bruxelles.

Par ailleurs les fraudes et les contrefaçons sont très rarement recherchées, poursuivies et condamnées.

En fait, il n'existe plus de contrôle efficace sur les importations textiles dans la CEE.

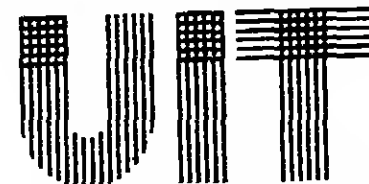
Tout est permis puisque rien n'est sanctionné.

En laissant ainsi le textile européen sans défense, on menace l'emploi des 5 millions de salariés qui y travaillent.

Les Gouvernements des Douze - et donc le Gouvernement français - doivent exiger un changement complet d'attitude de la Commission Européenne.

L'avenir d'une industrie leader est en jeu.

L'UNION DES INDUSTRIES TEXTILES



SE BAT POUR L'INDUSTRIE FRANÇAISE

Plus de 20 millions de chômeurs en Europe, c'est assez.

SOCIÉTÉ

Mémoire de la marine à voile

Le premier port-musée de France a été inauguré à Douarnenez

QUIMPER

de notre correspondant

Quatre jours durant, du 20 au 23 mai, Douarnenez a célébré dans la liesse l'inauguration du port-musée du Port-Rbu, une grande première en France qui, contrairement aux États-Unis, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, ne possédait aucune installation de ce genre. Comme il sied à un pays de pêcheurs, l'événement a été fêté en milieu des flots, des accordéons diatoniques, des chants de marins et de gigantesques « poissonnades » rassemblant des milliers de convives.

Vendredi 21 mai, des milliers d'amoureux des vieilles coques avaient assisté à l'arrivée de la goélette la Reconnaissance, reconstituée exacte d'un modèle de garde-côte du début du XIX^e siècle, réputé pour sa vitesse et sa maniabilité. D'une longueur de 25 mètres et hors tout de

45 mètres, ce magnifique bateau, qui vient de recevoir sa voilure, a été mis à l'eau l'été dernier lors du rassemblement nautique de Brest.

L'autre événement qui a passionné initiés et badauds fut l'assemblage, samedi 22 mai, de la quille du clipper que les responsables du Port-Rbu rêvent de construire sur place « pour la France ». Trois mille mètres cubes de bois, soit l'équivalent de mille arbres, seront nécessaires pour achever ce trois-mâts dont la longueur dépassera les 54 mètres. Un ambitieux projet qui exigera des années d'efforts, mais les Douarnenistes, instruits par l'exemple des Néerlandais de Hoekse, sont persuadés qu'un tel chantier constituera un extraordinaire pôle d'animation. Coût approximatif de l'opération : cinquante millions de francs.

Le patrimoine maritime intéressé de plus en plus les Français, et particulièrement les Bretons.

On ne compte plus les répliques des bateaux du siècle dernier qui ont vu le jour sur le littoral breton depuis six à sept ans. Le port-musée en abrégé a déjà une quarantaine, de la pinasse au bateau-phare en passant par un chalutier classique, un caboteur, un sloop ostréicole, un bateau-pompe et un remorqueur.

Les promoteurs, réunis au sein d'une société d'économie mixte, espèrent atteindre rapidement les 300 000 visiteurs par an. Pour y parvenir, ils ont voulu que le Port-Rbu soit un musée vivant. En acquittant le prix de l'entrée, les touristes sont assurés de voir au travail tout un petit monde sympathique et haut en couleurs qui appartient à l'histoire de la marine à voile : des cordiers, des charpentiers, des voiliers. Un centre de formation de charpentiers existe d'ailleurs sur le site.

JEAN LE NAOUR



CHEZ CITROËN DU 19 MAI AU 30 JUIN.
LA CLIMATISATION POUR SEULEMENT 1500 F* DE PLUS, C'EST CLIM.

SUR LES SÉRIES CITROËN "CLIM" AX, ZX, BX, XM** ET XANTIA

ou bénéficiez de :

- **6000 F DE REPRISE** minimum ou Argus + 6000 F*** pour tout achat d'une CITROËN neuve d'une cylindrée égale ou supérieure (hors séries spéciales).
- **90 % DE REMISE** sur les options CITROËN, à concurrence de 6000 F TTC maximum d'achat.



CITROËN

Offres non cumulables entre elles, réservées aux particuliers, pour toute commande avant le 30/06/93 et immatriculation avant le 30/07/93 d'un véhicule CITROËN AX 95, dans la limite des stocks disponibles et dans les points de vente agréés CITROËN. *Tarif spécial CITROËN CLIM du 19 mai 1993. Année Modèle 93. **Sauf sur séries CITROËN CLIM XM équipées d'un climatiseur à automatique intégral pour 3670 F TTC de plus. ***Valeur de reprise au cours moyen de l'Argus de jour en fonction du kilométrage, diminué des frais de remise à l'état standard et de 15 % de frais de charges professionnelles.

SPORTS

AUTOMOBILISME : le Grand Prix de Monaco de formule 1

Ayrton Senna le miraculé

Pour la sixième fois de sa carrière, Ayrton Senna (McLaren-Ford) s'est imposé, dimanche 23 mai, dans le Grand Prix de Monaco de formule 1. Perti en deuxième ligne, le Brésilien a bénéficié d'un rappel aux stands d'Alain Prost (Williams-Renault), pénalisé pour un départ anticipé, puis de l'abandon sur panne de suspension active de Michael Schumacher (Benetton-Ford) au trente-troisième des soixante-dix tours. Ce succès lui permet de repasser en tête au classement provisoire du championnat du monde, avec cinq points d'avance sur Prost, qui a terminé quatrième à Monaco.

MONACO

de notre envoyé spécial

« Le Grand Prix de Monaco est tellement spécial pour moi ! Depuis mon premier podium et jusqu'à ma sixième victoire, il continue d'être spécial. » Entouré de Jean Alesi (Ferrari) et de Damon Hill (Williams-Renault), fils du défunt Graham Hill, avec lequel il partageait jusqu'alors le record des victoires (cinq) en Principauté, Ayrton Senna savourait cette conclusion heureuse et presque inespérée d'un long week-end riche en émotions fortes. Pour le Brésilien, le grand prix aurait pu se terminer, dès le jeudi matin, pendant la première séance d'essais libres.

Lancé à quelque 250 km/h, le triple champion du monde venait de rattraper le meilleur tour lorsque les premières gouttes de pluie lui faisaient perdre le contrôle de sa McLaren en abordant le virage de Sainte-Devote. Rebondissant comme une boule de billard entre les glissières de sécurité, la monoplace encaissait trois chocs d'une extrême violence, mais la cellule de survie en carbone avait pleinement rempli sa fonction. Ayrton Senna s'en sortait, miraculeusement, avec quelques ecchymoses et une foulure au pouce de la main gauche.

Samedi, le Brésilien, qui portait seulement un pansement au pouce, appréciait encore mieux sa chance. Le soleil revenu rendait desormais les premiers temps enregistrés jeudi sous la pluie. La journée de repos accordée aux pilotes le vendredi — une exception à Monaco — lui avait procuré un suris pour se soigner et les nouvelles boîtes de vitesses semi-automatiques, actionnées en sélecteur les deux mains sur le volant, lui évitaient un forfait qui aurait été inéluctable avec une boîte classique sur un circuit aussi tourmenté.

Malgré une nouvelle sortie de piste sans dommage le matin, Ayrton Senna semblait prêt, dans la séance de qualification du samedi, pour se livrer avec Alain Prost au duel le plus attendu de l'année sur le circuit le plus anachronique des seize qui accueillent la formule 1. Depuis le premier Grand Prix organisé en 1929, l'épreuve monégasque reste rythmée par le virage de Sainte-Devote, la montée du Beau-Rivage, les virages Massena du Castellet et Mirabeau, l'épingle du Loews, le virage du Partier, puis la plongée vers le port par le tunnel, le « virage du bureau de tabac », le « S » de la piscine, le virage de la Rascasse et la ligne d'arrivée. La puissance des voitures est pourtant passée entre-temps de quelques dizaines à près de 800 chevaux et la meilleure moyenne sur un tour de 84 km/h pour la Bugatti de Williams en 1929 à 148 km/h pour la Williams-Renault d'Alain Prost.

Ce circuit qui serpente entre mer et rocher, mais surtout entre rails et trottoirs, réclame une grande minutie dans le réglage des monoplaces, mais aussi le plus d'audace et de virtuosité de la part des pilotes. Samedi après-midi, lancée à 268 km/h à la sortie du tunnel pour tenter de battre le meilleur temps réalisé par Prost, la voiture de Brésiliens a décollé sur une bosse mal absorbée par la suspension active. Partie en tête à queue, la monoplace a heureusement fini sa course dans une échappatoire après avoir frotté son aileron avant contre la glissière.

Un circuit de pilotes

Indemne, le Brésilien est longtemps resté prostré sur un banc. Méditait-il sur la chance qui ne l'avait pas abandonnée dans ses trois sorties de route à grande vitesse ou sur ses chances alors très réduites de s'imposer une sixième fois à Monaco en partant de la deuxième ligne ? Après avoir signé sa sixième pole position de la saison, Alain Prost n'ignorait pas que, plus que partout ailleurs, un démarrage en tête à Monaco pouvait lui assurer le victoire. Après ses trois départs, notés dans les grands prix d'Afrique du Sud, d'Italie et d'Espagne, le Français avait tout spécialement révisé cet exercice avec Denis Chevreton, son ingénieur moteur, et Patrick Head, le directeur technique de l'écurie Williams.

Avec la boîte de vitesses semi-automatique des Williams, la pédale d'embrayage n'est plus utilisée qu'au départ ou pour les arrêts aux stands. Après avoir monté et maintenu le régime moteur à quelque 14 000 tours/minute, le pilote

relâche la pédale d'embrayage au feu vert. La programmation de la boîte et le système antipatinage prennent aussitôt le relais pour assurer la meilleure motricité sans avoir à doser l'accélération. Depuis le début de saison, Alain Prost s'accommode moins bien de la sensibilité de l'embrayage des Williams que Damon Hill, qui a contribué à le mettre au point.

A Monaco, le Français a été le premier à s'élancer, mais en anticipant légèrement sur le passage du feu au vert. Après avoir revu le départ, la direction de course décidait de lui imposer une pénalité sous la forme d'un arrêt aux stands de 10 secondes. En fait, cet arrêt, effectué au onzième tour, faisait perdre près de deux minutes à Alain Prost, qui a, semble-t-il, calé deux fois au moment de repartir. Relégué à la vingt-deuxième place, il ne lui restait plus qu'à se lancer dans une folle course poursuite pour tenter d'assurer quelques points pour le championnat du monde.

Parti en première ligne, Michael Schumacher semblait s'envoler vers la victoire, lorsqu'il a été stoppé au trente-troisième tour par une panne du système de suspension active de sa Benetton. Comme l'an dernier, lorsque Nigel Mansell avait dû s'arrêter à son stand à sept tours de l'arrivée pour un écran de roue desserré, Ayrton Senna n'était encore de façon un peu inespérée de la première place. Tandis que les accrochages se multipliaient sur la piste à l'occasion de tentatives de dépassement, le Brésilien apportait une nouvelle preuve de sa virtuosité dans cet exercice en se faufilant dans le trafic pour creuser l'écart avec Damon Hill et Jean Alesi.

Si le Grand Prix de Monaco ne couronne pas toujours la meilleure voiture de l'année sur un circuit de moins en moins adapté aux performances des formules 1 modernes, ses contraintes ont au moins l'avantage de valoriser au maximum le pilotage. Au palmarès des dix dernières années, on ne trouve toujours que les deux triples champions du monde en activité : Alain Prost, qui s'est imposé quatre fois (1984, 1985, 1986 et 1988), et Ayrton Senna, vainqueur en 1987, puis de 1989 à 1993.

GÉRARD ALBOUY

FOOTBALL : les équipes professionnelles au Japon

Des ballons et des yens

Alors qu'à chaque printemps le Japon devient la terre d'élection du baseball, cette année l'attention du public sportif a été détournée vers un autre événement : la naissance d'un nouveau sport professionnel, le football.

TOKYO

de notre correspondant

L'énorme succès médiatique du premier tournoi, le 15 mai (80 000 spectateurs au Stade national de Tokyo et un taux d'écoute record de 32 % pour les retransmissions télévisées), de la J-League, qui regroupe dix équipes professionnelles payant des joueurs étrangers avec des cachets astronomiques témoigne de la concurrence que risque de rencontrer le baseball. Introduit sur l'archipel à la fin du siècle dernier, le football y devint en 1936 un sport professionnel si japonais qu'il est baptisé *yakyu* (« la balle dans la plaine »). Au cours de ce dernier week-end, avec les quatre matches qui ont eu lieu à travers l'archipel, l'intérêt pour le ballon rond n'a pas faibli.

Le football était loin d'être ignoré des Japonais. Mais il n'avait jamais connu un tel engouement depuis que, aux Jeux olympiques de Mexico, en 1968, le Japon remporta inopinément la médaille de bronze. En dix ans, le nombre des joueurs amateurs a doublé : 660 000 pratiquants inscrits dans 22 000 clubs (les 600 formations féminines rassem-

bient 15 000 joueuses). Au lycée, la football rivalise désormais sérieusement avec le baseball : une évolution qui, conjuguée à un accroissement du temps libre des Japonais, a influencé la décision des dirigeants sportifs d'en faire une compétition professionnelle, et a suscité l'ambition d'accueillir la Coupe du monde en 2002.

Entreprises et municipalités se sont lancées dans une opération dont elles espèrent des retombées, en termes de vente et d'image (des fast-food aux grands magasins, fleurissent les étioles aux emblèmes de la J-League). La naissance du football professionnel nippon se chiffre déjà par des dizaines de millions de yens. Ce qui n'est qu'un début : la Diète étudie l'introduction d'un système de pari comparable au célèbre *toro* italien.

Quarante-cinq joueurs étrangers

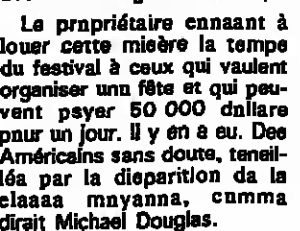
Certaines municipalités misent particulièrement sur l'essor de ce nouveau sport professionnel : c'est le cas de Kashima, mornie industrielle de la préfecture d'Ibaraki, au nord-est de Tokyo, qui a construit un stade de 15 000 places (coût : près de 400 millions de francs) destiné exclusivement au ballon rond. Derrière la municipalité, l'acierie Sumitomo Metal finance l'opération, avec une quarantaine d'entraîneurs, qui espèrent ainsi retenir les joueurs. Kashima Anders, l'équipe professionnelle de la région, s'est offert Zico, le plus célèbre joueur brésilien après Pelé,

qui s'était retiré du sport en 1990. Son contrat de trois ans se chiffre à 1,5 million de dollars (plus de 8 millions de francs).

Les quarante-cinq joueurs étrangers (dont vingt-six Brésiliens) sont la grande attraction du football professionnel nippon. La vedette est l'Anglais Gary Lineker, recruté par Grampus Eight, l'équipe de Nagoya (contrat de deux ans : 25 millions de francs). Parmi les autres étrangers figurent l'Argentin Manon Diaz (Yokohama Marinos), l'Allemand Pierre Littbarski (Urawa Red Diamonds) et le Brésilien Ruy Ramos (Yomiuri Verd). L'Allemand Rudi Voller, qui joue actuellement à Marseille, pourrait rejoindre Yomiuri Verdi, vient d'annoncer son président.

Les promoteurs du football japonais ont décidé de partir fort, qu'ils aient leur camp dans le rouge pendant quelques années. Même parmi les joueurs vedettes du baseball professionnel, rares sont ceux qui touchent des cachets supérieurs à 100 millions de yens (5 millions de francs), et les dix équipes de la J-League s'attendent à perdre chacune 1 milliard de yens au cours de l'année 1993. Malgré l'intérêt actuel, leur pari est loin d'être gagné, estiment certains commentateurs sportifs. Ils rappellent l'expérience américaine dans les années 70. En dépit des sommes investies et des campagnes de publicité, les Américains n'ont jamais accablé à la passion du ballon rond.

PHILIPPE PONS



Le Monde
DIPLOMES

Bronislaw Geremek	Philippines
Stobdan Mifosevic	Cambodge
Ferdinand Marcos	Pologne
Han Sen	Roumanie
Arif Shalom	Yugoslavie
Petre Roman	Israël

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR
Index alphabétique et chronologique

Miracle à Manchester

Accueillir le monde
sur l'écran

nouveau 10%

?

Philippe Comtois

Le jour le jour

Roman de la vie

J.B. Laffont

Mon avenir,
à ma mémoire

Des acteurs beaux,
si beaux

Ivan et Abraham se lancent sur les routes, les paysages qu'ils traversent n'ont pas de consistance, pas d'identité : la plaine comme

**En deux phrases
toute la diaspora**

DANIELE HEYMANN

► Le film sort sur les écrans mercredi 26 mai.

(1) Nom donné aux communautés juives villageoises d'Europe centrale, anciennement aux confins occidentaux de l'ancien empire austro-hongrois.

dral du débat concernant ce film suisse bien que du vote... »
Au théâtre, au cinéma, à la télévision, Micheline Presta a connu plusieurs carrières : première rencontrant des idées incalculables ou de grande cinéastes [le Diable au corps, de Claude Autant-Lara, American Gigolo, dans le "chipsillon" de Fritz Lang], une comédienne grand public, type, grand rôle folle copiste (Les Châliés), puis, vivant en couple, mariée, épouse, artiste chérie des premiers films, de Jacques Davila à Gérard Philouze, en passant par celui de Jérôme Savary...
Depuis, avec Jeanne Moreau, Micheline Presta est peut-être l'actrice française « établie » qui a la plus donnée de son talent aux cinéastes débutants. La mieux placée, donc, pour percevoir les frémissements, puis les tendances. « Il me semble qu'on se désengage enfin de la description du quotidien cliché banal, qu'on s'échappe vers le surréel... J'ai tendance à refuser de faire partie de jury : j'ai du mal à juger, du mal à donner des notes. En revanche, avais-je dit, j'aime beaucoup, j'agis vite de juge, car si un film, quand même, le film choqué sans cesse formidement le meilleur, c'est celui dont l'heure sera sonnée. Et il s'agit, surtout, de donner : 300 000 F, pour un réalisateur débutant, c'est important (ça lui permet de préparer le prochain), mais modestes par rapport aux 650 000 F d'affichage et de promotion : il y a tant de prémisses filmées, épatantes, dont le public ne sait même pas qu'ils sortent, ou même qu'ils existent... »

HENRI BÉHAR

Manœuvres européennes

A l'heure du GATT, l'Europe du cinéma précise ses stratégies

Pour ses cinq premières années d'existence, Média avait été doté d'un budget global de 20 millions d'écus (un écu étant environ 6,60 francs), somme modeste si on compare, par exemple, que quatre jours de dépenses de la politique agricole commune (PAC). Et somme qui, pour les diverses aides, avances ou financements de recherche, semble avoir été judicieusement utilisée, explique l'audit estime que chaque écu investi par Média a attiré 27 autres écus dans les divers projets auxquels le programme s'est inscrit. Lundi 24 mars, à 14 heures, à Bruxelles, la réunion du Comité d'audit a consacré les directions de

De fait, dans ses principaux secteurs, et en particulier ceux de l'écriture de scénario (Euro Script Fund), de la distribution (EFD) et surtout de l'exploitation (Odéon Europe Cinéma, qui ont tous deux annoncé à Cannes de nouvelles initiatives pour soutenir les salles et la diffusion de films européens sur leurs écrans), plus personnellement, il a déclaré vouloir s'arrêter. D'autant que son unité est loin de se limiter à ses interventions financières. Même si l'audir prône un esprit plus « entreprenarial ». (*Business Oriented*, comme ils disent), et même si 22 % des avances qu'il a versées aux magazines de Média ne seront jamais économiquement autonomes.

**Priorité
à l'autonomie artistique**

Mais Média fait aussi office de carrefour entre les professionnels des divers pays de la Communauté (et parfois au-delà, puisque l'Autriche, la Finlande, l'Islande, la Suède et la Norvège se sont associées à certains programmes, et que nul ne fait mystère de visées vers l'Europe de l'Est). Cette mise en réseau (« *all existe aujourd'hui une « Média connection »* », affirme M. Munoz Gomez), facilitée par la multiplication des colloques, sémi-

« ACE fonctionnera comme un cabinet de conseil, explique Colin Young. Nous sommes partis de l'idée que beaucoup d'erreurs pourraient être évitées, dans chaque pays, si les producteurs se concentraient, et que la difficulté des films à s'exporter ne venait pas d'un problème de langue, comme on le dit souvent, mais de la nature des films. Quinze producteurs appartenant aux différents pays vont donc

A un niveau plus institutionnel, une réunion de haut niveau s'est tenue à Buenos Aires le 17 mai : Dominique Wallon, directeur général du Centre national du cinéma (français), recevait pour la première fois ses homologues de dix-sept pays européens. L'enjeu est ici surtout d'améliorer la collaboration entre les dirigeants nationaux, sur les dossiers concernant le cinéma et l'audiovisuel. Si, jusqu'à présent, les membres de la Communauté, loin d'être toujours d'accord entre eux, se targuent de présenter un front uni dans les négociations du GATT, les représentants d'autres pays, d'Europe de l'Est notamment, ont fait par des pressions exercées par les Américains sur leurs gouvernements, pour qu'ils acceptent la dérogation lorsque l'Uruguay Round devra trancher sur le dossier audiovisuel. L'un des buts de cette réunion était donc de poser les jalons d'une rencontre entre politiques de tous ces pays, pour stimuler la défense du cinéma là où elle est défailante, et fédérer ses stratégies, encore fort dispersées.

J.-M. F.

THÉÂTRE

Féerie noire

*La Trinité selon Jarry dans « Ubu » :
un père géant, une mère minuscule, un fils étranger*

RENNES
de notre envoi spéciale

Pour lui, l'adulte qui le fait souffrir, qui lui fait à chaque instant ressentir son impuissance, le prof. le

DANSE

Les belles envolées de l'Ascension

LA COMPAGNIE
PAUL LES OISEAUX
au Théâtre de la Cité internationale

La manifestation «Aquitaine à Paris» présentait ce week-end la compagnie Paul les Oiseaux, animée par Valérie Rivière et Olivier Klementz. Deux jeunes talents, de la catégorie des élégants, inspirés par la peinture, le portrait posé, amateurs de situations oniriques et codées. La Semaine des quatre Jeudis, leur deuxième pièce, faisait ouvertement référence au peintre Balthus.

Leur dernière création, *Ainsi soit-il pour Paul les Oiseaux*, est signée par Valérie Rivière, Olivier Klementz ayant préféré, cette fois-ci, créer la musique. Point fort, la chorégraphie se compose et se décompose en de longues séquences, semées d'incidents minuscules qui ont pourtant le pouvoir de bousculer la mécanique du rêve : les gestes, lents ou rapides.

Ce qui manque, c'est un surpiésoir. On ne peut pas faire d'Ubu et un vilain poète en plus qu'un odieux prére fouettard. L'effervescence Lalardouze s'est prise de tendresse pour ses fanaboies, c'est un bon pour son fils. Mais surtout un poète de tendresse pour le poète, c'est un poète de tendresse, de la couleur. Un metteur en scène dont on avait découvert les lieux, les qualités il y a deux ans à Rennes, déjà, au Festival Emergences, quand il était à la tête de la troupe de la rue, la température extérieure Dr. Il vient au théâtre de rue, aménage des lieux, imprévisible, travaille les masques, s'enroule d'artistes raffinés pour les peintures peintes (Emmanuel Goren, Alain Burkhart). Son Ubu (créé en 1992 dans une première version) n'est peut-être pas assez drôle, mais il est formidablement beau et par conséquent à surprendre : un tour de

COLETTE GODARD
 ► *Ubu*, d'Alfred Jarry, Théâtre national de Bretagne, salle Jean-Mari-Serreau, 1, rue Saint-Hélène, Rennes. Les jeudis, vendredis et mardis (et le samedi 5 juin) à 20 h 30, mercredi à 19 heures. Jusqu'au 11 juin. Tél. : (18) 99-30-88-88. 50 F à 100 F.

Cette danse de petits dandies, avec des bras et des mains qui, soudain, font surgir l'idée de la danse indienne, des jambes et des pieds qui sifflent avec un possible flamenco, est étonnante, avec des airs d'enfants de chœur, par un quatuor de danseurs experts, qui se frolent, jouent aux sphinx et manient la perversité du bout des doigts, les yeux ailleurs, tannés vers le ciel. Le Bon Dieu sans confession.

Mais le décor – quatre vitrines de musée d'histoire naturelle, aux quatre coins de la scène, garnies de grands animaux blancs – et un peu trop d'« éloquence » du côté des éclairages et de la musique, alourdissent le propos d'une chorégraphie dont la beauté et l'étrangeté se suffit à elle-même.

DOMINIQUE FRÉTARD

Japon exotique et ennuyeux

SANKAY JUKU
ou Théâtre de la Ville

Tandis que le public gagne ses places, deux lapins blancs sont déjà blottis dans deux compelles très hautes, sur tiges (au moins 4 mètres), genre lampadaires halogènes géants posés à deux angles du plateau. On les croit en peluche. Horreur! Leurs oreilles bougent, ils sont vivants. Ames sensibles s'abstenir; ou prévenir la SPA.

MUSIQUES

Il Dérivé du pianiste antichien Mieczyslaw Horszowski. - Le pianiste antichien d'origine polonaise Mieczyslaw Horszowski est mort samedi 22 mai à l'âge de cent ans à Philadelphie (Pennsylvanie) Elève de Theodor Leschetzky, il donne son premier concert à Varsovie à neuf ans, en jouant le Concerto en ut majeur de Beethoven. A seize ans, il s'élance des tournées en Europe et aux Etats-Unis. Entre les deux guerres, il mène une brillante carrière de concertiste et, en 1941, s'installe à New-York où il se fait connaître comme interprète de musique de chambre, notamment en duo avec le violoncelliste Pablo Casals. Interprète, soliste sous la baguette de Toscanini, Ansermet, Bernstein, il joue aux côtés du Quatuor à cordes Budapest, du New York Quartet, du violoniste Josef Szigeti, Horszowski travaille aussi avec Rubinstein, Fauré et Ravel. A partir de 1952, il enseigne au Curtis Institute de Philadelphie. Il y donne son dernier concert en 1991.

Mais quelle «SPS» (Société protectrice des spectateurs) nous épargnera des spectacles comme ce *Yuragi* du groupe japonais Sankai Juku? Certes, il y a, comme toujours, des images bien fichées : l'esthétisme n'est pas le dernier souci des Sankai Juku.

Treize disques transparents, suspendus par leur centre, oscillent doucement au ras du plateau couvert de sable fin, s'élèvent dans les airs, redescendent. Et les cinq interprètes, comme toujours poudrés de blanc de leur crâne rasé au bout de leurs oreilles, leurs reins ceints d'étoffe blanche drapée, ont parfois le charme de statues antiques au fond d'un parc crépusculaire.

Mais les plus belles images, au théâtre, passent très vite si elles paraissent vides de sens, si le spectateur n'a rien compris et se sent en proie à l'indigence, le borborygme, les vagues ondulations des bruits, des torsions et contorsions d'une exaspérante lenteur. L'atroce et vulgaire musique qui les accompagne (jouée, de surcroît, trop fort) confirme le soupçon qu'il s'agit d'un spectacle de variétés « exotiques », sans rapport avec la spiritualité japonnaise dont nous avons ressenti la puissance dans tant d'autres spectacles.

On s'ennuie féroce-ment. Mais la majeure partie du public, comme toujours hypnotisé, applaudit longuement, et les Sanhai-Juku dansent à bureaux fermés jusqu'à leur dernier soir.

SYLVIE DE NUSSAC

► **Yuragi**, jusqu'au 28 mai : **Graine de kumquat**, du 1^{er} au 5 juin. Théâtre de la Ville. 2, place du Châtelet, 75004 Paris 20 h 30. Tél : 42-74-22-77.

مركز من الامم

Depuis le 23 mai, vitesse autorisée: 300 km/h



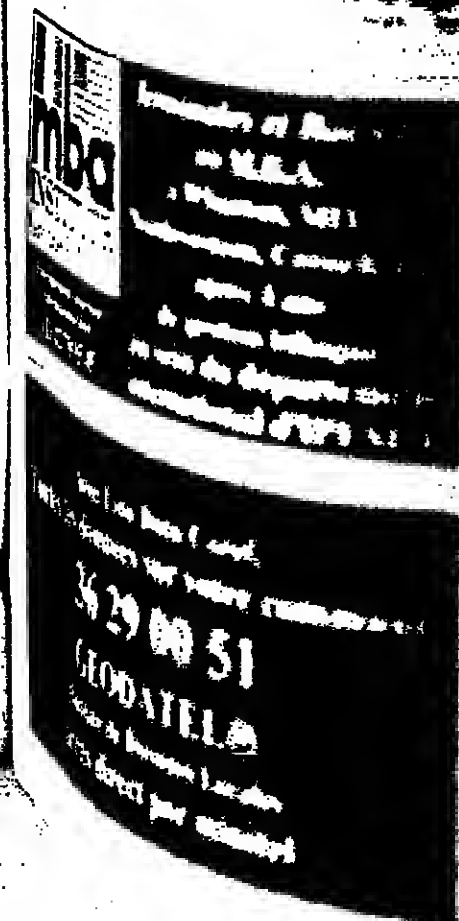
Le 23 mai 1993, la SNCF lance les TGV Nord Europe.

Renseignements et réservations dans les gares, agences de voyages et par Minitel 3615 SNCF.
(300 km/h est la vitesse commerciale maximale en France sur Ligne à Grande Vitesse).



SNCF, le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous.

L'art et l'Etat



CULTURE

L'art et l'Etat

Suite de la première page

Sur un Tapis des collections du FRAC de Picardie, un « vandale » anonyme a écrit : « 2 sur 10. Peut mieux faire... » Et si les files d'attente à l'entrée des rétrospectives Matisse ou Gauguin battent des records de longueur, l'art contemporain cherche toujours son public.

Dix ans d'actions tous azimuts n'ont pas suffi à effacer des décennies d'indifférence. Dominique Bozo le présentait dans un rapport rédigé en 1988 (jamais publié) sur la commande publique. « Devant certains échecs politiques, économiques et sociaux, la culture est un recours, écrit-il. Les régions, qui n'ont pas une véritable identité face aux départements ou aux villes, s'emparent souvent avec enthousiasme des FRAC pour en faire leur emblème (...). C'est pourtant un terrain difficile, car l'art contemporain demeure très peu accessible et dérange toujours. »

Il suffit d'ailleurs de regarder en arrière pour constater que la France et l'art contemporain n'ont jamais fait très bon ménage. L'histoire des relations entre le pays et ses artistes compte plus de malentendus et d'incompréhensions que d'époques d'harmonie. Histoire bien connue du reste, si l'on se borne au dix-neuvième siècle. Elle commence sous la monarchie de Juillet ou le Second Empire, quand le Salon - il n'y en a qu'un alors - refuse d'exposer les tableaux de ceux qui prennent quelque liberté avec les préceptes de l'enseignement officiel. Ne pas exposer au Salon, cela signifie ne pas voir ses œuvres achetées par l'Etat et envoyées dans des musées et des bâtiments publics - ni achetées par les collectionneurs qui font confiance au goût officiel. Cela veut dire encore être privé de tout espoir de commande, et donc exister à peine, de façon presque clandestine.

Dès le début des années 1860, la broûle tourne au divorce, sinon à la guerre de positions. Le Salon des

refusés accueille les damnés du jury - dont Manet et Whistler. Pour eux, pour ceux qui se réclament du réalisme et ne se contentent pas encore d'impressionnistes, il ne saurait être question de la moindre mesure de clémence. En 1874, si Monet, Degas, Pissarro et leurs camarades décident de louer l'atelier de Nader pour montrer leurs toiles, ce n'est pas pour le plaisir de la provocation ou de la publicité, mais parce qu'ils ne peuvent tout simplement pas faire autrement - les galeries n'existent pas, parce qu'il n'y a pas d'autre solution que cette entreprise privée - et déficiente naturellement.

L'indifférence absolue des musées français

De cet épisode symbolique jusqu'aux années 40 et 50 de notre siècle, la chronique abonde en querelles, erreurs monumentales et aveuglements obstinés. Il y a eu l'entêtement du Louvre, qui refusait d'accrocher l'*Olympia* de Manet, qu'une souscription avait achetée à la veuve du peintre, pour éviter qu'elle ne soit acquise par un étranger. Il y a eu la misérable affaire du legs Caillebotte, collection d'impressionnistes reçue avec dédain par une administration qui tolérât à peine Renoir et méprisait Cézanne. Il y a eu l'indifférence absolue des musées français, qui n'ont acheté ni Matisse ni Picasso jusqu'à la seconde guerre mondiale. Sans la générosité de quelques donateurs, tel Marcel Sembat à Grenoble, et quelques dons des artistes, il n'y aurait pas, en un fauve ni un cubiste dans les collections nationales en 1939.

L'augmentation pourrait être infinie, rappel douloureux des occasions manquées et des jugements rendus à la hâte. Elle composerait une chronique du conformisme artistique officiel, qui préférait les bronzes de Landowski à ceux de Picasso et demandait des tableaux à Warhol plutôt qu'à Braque ou à Masson. Autant d'échecs et de ces-

sent d'alimenter une mauvaise conscience très tenace et une angosse que les conservateurs d'aujourd'hui avouent quelquefois : plutôt que de commettre les mêmes erreurs que leurs prédécesseurs, ils préfèrent abdiquer toute préférence. « Il existe un traumatisme entre la création et l'Etat, qui a successivement raté tous ses rendez-vous avec les pour-gardes, constate François Barré, délégué aux arts plastiques au ministère de la culture. L'Etat assignait une vocation à l'art. Les artistes étaient considérés comme des gens au service d'un certain nombre de valeurs. »

Plus d'asservis, plus de refusés, plus d'exclus ! Il faut donc que l'Etat et ses institutions aiment l'art contemporain pour se faire pardonner de l'avoir méconnu, bafoué, pendant plus d'un siècle. Les musées avaient mal acheté ? Désormais, ils achèteraient généreusement. Les commandes étaient rares et mal choisies ? Elles seraient ombrageuses et occasionnelles. Les artistes étaient délaissés ? Ils seraient honorés, enfin. « La commande publique était faible avant 1980, explique François Barré. Il n'existait guère que neuf musées qui s'occupaient de l'art contemporain, trois petits centres d'art et 3 millions de francs de commandes publiques par an en dépit des quelques « coups » de Malraux. Aujourd'hui, nous sommes passés à 25 millions de francs. »

L'Etat a été relâché, dans ce domaine, par nombre de collectivités locales. Marseille par exemple, dont le budget d'acquisitions est passé de 150 000 francs à 6 millions de francs. Bordeaux, Nice, Nîmes, Villeneuve-d'Ascq, Villeurbanne, ont leur musée d'art contemporain. Lyon, Toulouse, Strasbourg, projettent le leur. Grenoble a son « Magasin ». Dijon son Consortium, Rochedouart, co Haute-Vienne (3 200 habitants), son château-centre d'art, Lyon sa biennale. Même les musées des beaux-Arts les plus véhémente des avant-gardes ont une aile à l'art vivant. « Pour les municipalités, il était de bon ton, dans les années 80, de présenter son exposition d'art contemporain, explique

Yves Lecunre, directeur du FRAC Picardie. Les FRAC ont alors joué leur rôle de prestataire de service auprès d'elles. Mais tout cela est resté superficiel. »

Pour François Barré, « le changement a été quantitatif. Il a permis de repositionner Paris par rapport au marché de l'art international (l'Etat injecte de l'argent sur le marché) et d'avoir une politique d'accompagnement culturel du territoire, parfois très loin des circuits « branchés » : l'assivère et Meymac dans le Limousin, Kerguelennec en Bretagne. Enfin, la création des fonds régionaux d'art contemporain a permis à chaque région d'acquiescer ses œuvres et de les diffuser largement. »

Nul ne saurait douter de l'existence de ces intentions. Ont-elles cependant produit les résultats



espérés ? « Sur le plan qualitatif, le paysage est plus difficile à braver, reconnaît François Barré. On a d'abord tenté de relancer la statuette traditionnelle (Blum, Sartre, Bernanos, Mauriac... Bref, « aux grands hommes la patrie reconnaissante »), qui a tourné court en dépit du maintien de quelques commandes sur le domaine de la peinture ou de la photo (Fellini par Balhaus, Lanzman par Larry Rivers ou Resnais par Tom Phillips). On est passé ensuite aux « hommages à » : Champollion par Kossuth, Figeac, Max Jacob par Garoute et Bonetti à Quimper. On a également demandé à des artistes d'intervenir sur des éléments du patrimoine ancien (ainsi, les vitraux des cathédrales). Puis la palette s'est encore élargie. »

C'est ainsi que les Parisiens - et avec eux beaucoup de provinciaux - ont découvert un « art nouveau » et l'implication de l'Etat lors de la mise en place des colonnes de Buren, en 1986, dans le cœur d'honneur du Palais-Royal.

Banalisation ou uniformité

Pour la première fois, le public s'est massivement déplacé pour juger, commenter, défendre ou condamner. Aujourd'hui, ces commandes se sont multipliées, avec les concours de plus en plus fréquents des collectivités territoriales, désormais conseillées par des gens issus des « milieux d'art ». Ainsi le parking de Rennes aménagé par Gottfried Haasberger ou la place Saint-Pierre de Lyon revue par Mörrel et Buren, Clara-Claire, la sculpture monumentale de Richard Serra, dans le treizième arrondissement de Paris, l'arc de Bernard Venet à Nice, le *Bicyclette extensible* de Claes Oldenburg et Coosje Van Bruggen au parc de La Villette à Paris, la fontaine de Martial Rayssé à Nîmes et celles de Marta

Pain à Brest, ou le rideau de scène de Garouste pour le Théâtre du Châtelet, dans la capitale. « La commande publique est en train de couper le cordon ombilical d'avec l'Etat : 90 % des commandes sont désormais le fait des municipalités », affirme François Barré. La Ville de Paris consacre entre 4 et 5 millions de francs à la commande artistique : Bourgeois, Pagès, Arman, Mörrel, Garouste ont ainsi travaillé pour la capitale.

Mieux vaut une dose massive et désordonnée d'art contemporain que le désert des années 50 à 80, soutiendra l'amateur d'art contemporain. Mais le danger est évident : celui de la banalisation ou de l'uniformité. Qui s'arrête devant la fontaine de Charles Daudelin du carrefour Saint-Germain-des-Près à Paris ? Quel usager du métro

collections publiques s'ouvrent largement à elles. La production artistique se ressent de cet appel d'air : les œuvres qui entrent au musée ont été conçues pour lui à la dimension de ses salles et non plus pour l'espace privé de collectionneur. Aujourd'hui, en France, les achats des collectivités publiques représenteraient près de 60 % du volume total des ventes de l'art contemporain. Si le chiffre est difficile à vérifier, il alimente les accusations portées par certains de Marc Fumaroli à Michel Schneider en passant par Jean-Philippe Domecq ou Jean-François Held, qui stigmatisent l'« académisation » et l'émergence d'un nouvel « art officiel ».

Faudrait-il pour éviter cette dérive que l'Etat se désengage à nouveau, renonce à sa politique en matière d'art contemporain et en revienne à l'indifférence qu'on lui a tant reproché naguère ? Cela semble difficile. Pour donner plus de cohérence à son action, pour qu'elle imprègne mieux le tissu local, le ministère de la culture a donc appelé de ses vœux la création de « réseaux » qui regroupent l'ensemble des lieux de l'art contemporain : écoles, musées, centres d'art, universités, galeries, FRAC, ateliers, etc. Car c'est là que l'Etat et ses relais locaux peuvent mener une action en profondeur. Trois missions sont déterminantes : enseigner, loger, acheter. Elles suscitent plusieurs questions : à quoi servent les écoles des beaux-arts ? Comment trouver un atelier, par exemple à Paris ? Quel est le bilan des vingt-quatre FRAC, dix ans après leur création ? La situation de l'art contemporain en France dépend largement du résultat de cette triple action publique.

PHILIPPE DAGEN
MICHEL GUERRIN
et EMMANUEL DE ROUX

Prochain article :
Le maître et le pédagogue

L'envolée des années 80

L'évolution du budget du Fonds national d'art contemporain (FNAC), depuis 1981, indique bien l'effort fourni par l'Etat depuis le début de la dernière décennie.

En 1981, le budget de cette vieille institution, créée dans les premières années de la III^e République, avec pour objet d'enrichir les collections de l'Etat d'œuvres contemporaines, est de 2,8 millions de francs.

L'année suivante, il décuple, avec 13,1 millions de francs pour retomber à 8,6 millions de francs en 1985 et 5,5 millions de francs en 1986. Il redouble en 1987 (13,4 millions de francs) et un budget « cohésionniste », - grimpant régulièrement jusqu'en 1990 (18,8 millions de francs), s'envole en 1991 (23,5 millions de francs), pour reculer en 1992 (18,5 millions de francs).

En revanche, le nombre des œuvres acquises par le FNAC, pendant cette même période, n'a pas suivi la même courbe : 530 pièces achetées en 1981, 886 en 1982, 717 en 1985, 225 en 1986, 449 en 1989, 574 en 1991 et 483 en 1992. La constance de ces chiffres s'explique de deux manières. La poli-

que d'acquisition du FNAC, qui dans les décennies 60 et 70 faisait un certain nombre d'achats dits de « compassion », de qualité plus que moyenne, a beaucoup évolué. Le FNAC achète désormais des pièces importantes, signées de noms souvent illustres - donc plus chères. Enfin, le marché de l'art connaît, dans les années 80, une croissance importante.

Plus de 8 000 œuvres

Le budget du Fonds de la commande publique, qui contribue à l'enrichissement des collections de l'Etat par des commandes à des artistes vivants, sur un thème précis et sur un lieu déterminé (vitraux de Soulages, à l'abbaye de Conques, vitraux de Vallat, Albirola, Rouan et Lüpertz dans la cathédrale de Nevers, bronzes de Penone dans les jardins de l'ancienne Ecole polytechnique, céramiques de Bazzani à la station de métro Cluny à Paris), était de 4,8 millions de francs en 1983.

Il est passé à 30 millions de francs en 1988. Après un léger infléchissement, il était de

33,5 millions de francs en 1990 pour retomber à 28,2 millions de francs en 1991 et à 26,2 millions de francs en 1992.

Les vingt-trois FRAC (fonds régionaux d'art contemporain) métropolitains ont acquis, depuis leur création en 1982, plus de 8 000 œuvres. Soutien à la création et à la diffusion de l'art contemporain en région, le budget des FRAC s'élevait à 32,4 millions de francs en 1983 (Etat : 16,5 millions de francs; régions, 15,8 millions de francs). Le chiffre devait croître lentement jusqu'en 1989 (38 millions de francs), faire un bond en 1990 (43,7 millions de francs) pour atteindre 50,2 millions de francs en 1992. A noter que l'investissement des régions est de plus en plus lourd : en 1990, l'Etat déboursait 19,3 millions de francs et les régions 24,4 millions de francs; en 1992, l'Etat dépensait 22 millions de francs et les régions 28,2 millions de francs.

E. de R.

Sources : Direction études et perspectives de la délégation aux arts plastiques.

L'athlète dans Les étoiles

La première grande exposition-spectacle du sport

du mardi au dimanche de 12 h à 19 h, nocturne le samedi jusqu'à 22 h, fermeture le lundi

renseignements 40 03 75 75

la Villette

SOCIÉTÉ DES AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES

Société civile à capital variable

Siège social : 11 bis, rue Ballu 75442 PARIS CEDEX 09

R.C.S. PARIS D 784 406 936

Le président de la S.A.C.D. rappelle aux membres de la Société que l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle se tiendra le : **MERCREDI 26 MAI 1993**, à 14 heures précises, **SALLE GAVEAU, 45, rue La Boétie 75008 PARIS.**

- L'ordre du jour sera le suivant :
- 1) Rapport général.
 - 2) Rapport financier.
 - 3) Rapport du commissaire aux comptes (articles L 321-4, L 321-5 et L 321-9 du C.P.L.).
 - 4) Rapport de la commission de contrôle du budget.
 - 5) Election de 6 membres de la commission :
 - a) Deux auteurs dramatiques,
 - b) Un compositeur dramatique,
 - c) Un auteur d'œuvres télévisuelles,
 - d) Un auteur d'œuvres radiophoniques,
 - e) Un auteur d'œuvres cinématographiques.

La durée du mandat de ces commissaires est statutairement de trois ans.

- 6) Election de trois membres de la Commission de Contrôle du Budget pour trois ans :
 - Deux auteurs d'œuvres dramatiques ou d'œuvres chorégraphiques ou compositeurs dramatiques.
 - Un auteur d'œuvres audiovisuelles.

Les commissaires sortants ne sont pas rééligibles par cette Assemblée.

Le président Claude Brulé vous remercie d'assister nombreux à cette Assemblée et de prendre ainsi part active à la vie même de la Société.

mba INSTITUTE

Groupes IPESUP

Enseignement supérieur international libre

(1) 42 78 95 45

Terminales et Bac+1 : un M.B.A. à Wharton, MIT, Northwestern, Cornell, etc. après 4 ans de gestion bilingue au sein du département international d'IPESUP

Avec Line Data Coref, Toutes les données sur votre commune

36 29 00 51

GEODATEL®

Banque de Données Locales accès direct par minitel

D'après les Maîtres

Cou 4 concerts, organisés en liaison avec l'exposition Copier-Créer, traitent de la variation et de la transcription sous toutes leurs formes.

26 mai à 20 h 30 : M. Ruyter, piano
J.S. Bach-Brahms, Schubert-Brahms...

2 juin à 20 h 30 : V. Afanassiev,
A. Sachanov : piano
Debussy-Granger, Schubert-Liszt...

9 juin à 20 h 30 : G. Plüdemacher,
J. F. Heiser : piano
Wagner-Debussy, Schumann-Debussy...

16 juin à 20 h 30 : P. Nagy, F. Chin : piano
Mozart-Busoni, Schoenberg-Webern...

Tarifs : de 55 F à 150 F

Abonnements : 250 F, 260 F (carte Fidélite)

A l'Auditorium du Louvre, accès par la pyramide

Informations : 36 15 Louvre

Europe.
13615 SNCF.
le Vitesse 1.

SNIEF

ÉCONOMIE

La discussion du collectif budgétaire à l'Assemblée nationale

M. Balladur va accentuer les mesures de relance de son « programme de redressement »

La situation économique étant mauvaise et continuant à se dégrader, avec toutes les conséquences d'une perle d'emploi, Edouard Balladur annoncera diverses mesures et modifications de son programme économique - dont le lancement proba- blement d'un emprunt - lors de la discussion du collectif budgétaire qui s'ouvrira mardi 25 mai à l'Assemblée nationale.

Parmi les mesures annoncées par le premier ministre figurent une demi-douzaine d'amendements aux dispositions présentées le 10 mai par M. Balladur dans son « programme de redressement économique et social », amendements dont la plupart concernent la fiscalité. Il annoncera aussi, comme s'en fait l'écho la Tribune des Fédérations du 24 mai, le lancement d'un emprunt auprès du public, qui servirait à financer des travaux publics, mais aussi des mesures sociales (augmentation du nombre des contrats emploi-solidarité et remplacement des mesures « exco-joues » qui disparaissent).

Il semble en fait que l'idée d'un emprunt destiné à mobiliser une épargne des ménages qui, sans être très abondante en France, n'en existe pas moins et pourrait être

utilisée de façon plus productive qu'en placements dormants, type livrets d'épargne, avait été plus ou moins retenue début mai. Mais M. Balladur n'en avait soufflé mot lors de la présentation de son plan le 10 mai, attendant que la baisse des taux d'intérêt soit amorcée. Cela est fait maintenant.

Une autre donnée essentielle à la réussite d'un emprunt de ce genre, pas trop ruineux pour le Trésor public, est la croyance à la stabilité des prix. Condition satisfaisante elle aussi. L'Etat, s'il lance cet emprunt et ne l'indexe pas, pourrait proposer un taux d'environ 7 %.

La réalité de la crise

Mais le fait important, déterminant, est la réalité de la crise économique, l'une des plus dures que l'économie française ait connue depuis très longtemps, comparable à celle qu'avait déclenchée le premier choc pétrolier de 1973-1974. Devant la quasi-certitude d'une aggravation du chômage, une critique de fond avait été faite au plan Balladur du 10 mai, qui privilégiait l'aspect assainissement des comptes publics (budget et système de protection sociale) au détriment de la relance. Il semble que le premier ministre, fortement encouragé en cela par le patronat, ait voulu corriger cet aspect de son plan.

Une autre preuve de l'urgence qu'il y a de soutenir l'activité est la baisse volente du gouvernement, qui s'apprête à accepter un certain nombre d'amendements - fiscaux notamment - au projet de collectif budgétaire. C'est ainsi que les dispositions concernant la déduction des revenus fonciers pourraient être plus généreuse (12 % au lieu de 10 % comme prévu). D'autres amendements seraient acceptés concernant l'exonération dans certaines conditions des droits de succession (la mesure qu'elle avait été prévue pour juillet), les intérêts d'emprunts (pour les personnes accordant pour la première fois à la propriété), pour les plus-values foncières à long terme mais aussi pour le calcul du plafonnement de la taxe professionnelle. Les mesures de déflationnisme dans les DOM-TOM seraient à nouveau élargies après avoir été réduites l'année dernière. Enfin l'utilisation des prêts pour l'accès à la propriété serait facilitée par le relèvement des plafonds y donnant droit.

Le coût de ces amendements serait faible en 1993 : 800 millions environ, l'essentiel concernant la modification du calcul de la taxe professionnelle. Pour 1994, le coût pourrait atteindre 1,5 milliard de francs.

ALAIN VERNHOLLES

Les professionnels des travaux publics demandent le lancement d'un emprunt

En présentant le 15 avril son point de conjoncture et les « 100 projets d'infrastructure » recensés dans toutes les régions - qui pourraient faire l'objet d'une ouverture rapide de chantiers - Philippe Levaux, président de la Fédération nationale des travaux publics (FNTTP) avait mis en avant une revendication majeure de cette profession : le lancement d'un grand emprunt de 12 milliards de francs sur deux ans pour relancer un secteur qui a perdu 10 000 emplois l'an dernier et qui s'attend en 1993 à une baisse d'activité de 6 %.

Plus récemment, le 12 mai, quelques jours après la publication du collectif budgétaire, Philippe Levaux avait, à l'occasion de l'Assemblée générale de la FNTTP, réitéré sa proposition devant le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, Bernard Bosson. Les chefs d'entreprise du secteur avaient été vivement déçus par les mesures du collectif qui concernent, estimant que la « mini-relance du gouvernement ne représenterait que 2 % environ de leur chiffre d'affaires ».

Une nouvelle fois Philippe Levaux, exhortant le ministre « à davantage

d'ambition », avait parlé de la nécessité d'un appel à l'emprunt, dans des conditions toutefois beaucoup plus modestes. « Nous proposons la mise en place dès cet été d'un emprunt à long terme de 6 milliards de francs assorti d'avantages fiscaux d'un côté budgétaire nul. En effet, les crédits d'impôts qui inciteraient nos concitoyens à souscrire seraient largement compensés par des recettes de TVA sur les travaux réalisés et une réduction des indemnités de chômage dues aux emplois créés ou maintenus », avait-il déclaré. Le président de la FNTTP avait aussi en outre - ce qui n'est pas sans importance - que, pour amorcer la pompe, les caisses professionnelles du secteur du bâtiment et des travaux publics étaient prêtes à souscrire 1 milliard de francs sur les 6 réclamés.

Selon les professionnels du secteur, un tel emprunt pourrait être levé région par région et être géré sur les recettes futures payées par les usagers pour l'entretien et l'investissement de l'eau, les autoroutes, certains ouvrages comme des ponts ou des tunnels.

F. G.

Le Crédit agricole et Sofinco étudient un accord de coopération

Après avoir essayé à la fin des années 80 un échec cuisant avec sa filiale Unibanc, le Crédit agricole n'a pas renoncé pour autant à prendre pied sur le marché des cartes de crédit privées. Mais sa stratégie sera cette fois très différente. Le Crédit agricole devrait annoncer dans les prochains mois une alliance avec un spécialiste du crédit à la consommation. Il devrait s'agir de Sofinco (du groupe Suez). L'accord commercial pourrait se doubler d'une entrée de la banque verte dans le capital de la filiale de Suez.

Opération « coup de poing » des professionnels des cartes de crédit à Lorient. - Un groupe de quatre-vingts pêcheurs de Lorient et de Guilvinec ont forcé lundi matin 24 mai la porte d'un entrepôt frigorifique sur le port de Lorient et renversé plusieurs caisses d'encornets américains. Ils entendaient rappeler leurs revendications avant la réunion du conseil des ministres de la pêche le 8 juin à Bruxelles : préférence communautaire pour les produits frais et limitation des importations des pays tiers pour certaines espèces, alors que les cours sous cote restent très bas.

ÉTRANGER

Après les très mauvais résultats des entreprises en 1992

Le nouveau président de Nomura Securities croit à une reprise de l'activité au Japon

En marge de la troisième conférence Aspen Japon-Europe, qui s'est déroulée à Kyoto du 19 au 22 mai, Yukio Aida, nouveau président de la principale maison de titres japonaise, Nomura Securities, commente, pour le Monde, les résultats de son groupe et fait part de son appréciation quant à la reprise attendue de l'économie japonaise.

KYOTO

de notre envoyé spécial

« Mon nom est Aida, comme l'opéra ». L'homme qui se présente ainsi, le sourcil levé, est le président de Nomura Securities, la première maison de titres japonaise, en fait l'une des institutions financières les plus puissantes du monde, gérant plus de 90 milliards de dollars (500 milliards de francs). Propulsé à la tête de Nomura l'an dernier, à la suite des multiples scandales qui ont concerné la direction précédente, Yukio Aida, soixante-neuf ans, n'est certes pas un « bleu » dans la société. Il y est entré en 1947 comme simple vendeur d'actions.

Aujourd'hui, c'est lui qui accueille les hôtes de la compagnie dans la superbe villa de la famille Nomura, à Kyoto, devenue maintenant par la société. Vendredi 21 mai, il y reçoit avec faste les participants à la troisième conférence Aspen Japon-Europe (1), des hauts responsables économiques et politiques nippons et européens. Il commente ensuite pour le Monde l'actualité économique japonaise et celle de son groupe.

Derrière ses grandes lunettes d'écaïlle, Yukio Aida n'a ni la suffisance de certains grands financiers parisiens ni l'assurance de leurs confrères américains, encore moins l'arrogance de son prédécesseur immédiat à la tête de Nomura, le flamboyant Yoshihisa Tabuchi. Modeste et confiant, ainsi apparaît le nouveau patron de Nomura. « Nos résultats de l'année fiscale 1992 sont médiocres »,

avoue-t-il. Pour la première fois depuis 1960, Nomura a perdu son rang de numéro un en termes de profits parmi les maisons de titres japonaises, coiffées sur le poteau par Nikko.

M. Aida escompte de meilleures performances pour 1993. « La politique de réduction des coûts sera poursuivie », explique-t-il. Très dense, le réseau de distribution va être allégé. « Trois agences et six bureaux de représentation ont déjà été fermés », indique M. Aida. Les effectifs seront encore réduits. « Sur de nombreux points, ce n'est pas possible chez nous », rappelle-t-il, ajoutant : « Mais nous ne remplissons pas les partants et nous avons mis en place un programme d'incitation au départ pour nos salariés âgés de plus de cinquante ans. »

Surtout très affecté par les différents scandales qui ont été révélés à la fin des années 80, après l'explosion de « la bulle financière », Nomura doit retrouver la confiance de ses clients. Elle a dû abandonner les garanties de gains qu'elle assurait à ses gros clients institutionnels et réformer son système de rémunération de ses vendeurs. « Il nous faut regagner la crédibilité perdue, notamment auprès des petits épargnants, c'est la condition de notre survie », explique Yukio Aida.

La Bourse anticipe

Listes à la libéralisation financière en cours à Tokyo, les sociétés comme Nomura vont aussi avoir à faire face à une nouvelle concurrence : les banques commerciales vont être autorisées à créer des filiales intervenant dans les mêmes activités que les actuelles maisons de titres. Une concurrence nouvelle qui inquiète M. Aida.

Pour faire revenir à la Bourse les petits porteurs, Nomura vient ainsi de lancer un « nouveau produit », une sorte de compte d'épargne en actions, grâce auquel l'investisseur peut acquérir des actions en très petite quantité (le versement mensuel minimum n'est que de

10 000 yens, environ 500 francs). La confirmation, enfin, de la reprise de la Bourse devrait faciliter les choses. Yukio Aida est assez confiant à cet égard. Depuis le 1^{er} janvier, la Bourse de Tokyo a déjà gagné plus de 20 %. Le marché est en outre plus actif et les commissions, alimentaires de Nomura, plus nombreuses. « La Bourse anticipe une reprise de l'économie », commente M. Aida, qui approuve cette anticipation. Pour lui, les résultats des entreprises industrielles, très mauvais en 1992, devraient commencer à s'améliorer dans les mois à venir, ceux des banques continuant encore à souffrir des conséquences de la crise pendant un ou deux ans au moins.

L'appréciation actuelle du yen (par rapport au dollar il a gagné plus de 10 % depuis le début de l'année) ne risque-t-elle pas de remettre en cause ce bel optimisme ? C'est la crainte des officiels japonais. « La réévaluation brutale du yen mine le moral de nos exportateurs », expliquent-ils à l'envi. M. Aida est d'un avis contraire : « Globalement, elle est positive pour notre économie, car elle allège le coût de nos importations et oblige nos industriels à de nouveaux efforts de productivité. »

Un yen fort permettra-t-il une réduction du gigantesque excédent commercial japonais ? M. Aida ne se prononce pas. Il retourne à sa tâche : prendre ses hôtes au photo les uns après les autres. Il est très ennuyé. La boutique la plus proche ne vend que des pellicules de l'américain Kodak. Il préfère la qualité de celles... du japonais Fuji. Le surplus commercial nippon a encore de beaux jours.

ERIK IZRAELEWICZ

Lourdes pertes pour les maisons de titres nippones

TOKYO

de notre correspondant

Les maisons de titres japonaises ont enregistré à la fin de l'année fiscale 1992 (qui s'est achevée le 31 mars) des pertes cumulées avant impôt d'élevé à 482,7 milliards de yens (1), soit 180 milliards de plus que l'année précédente. Seule parmi les quatre « grandes », Nomura (+2,4 milliards de yens) et Nikko (+2,5 milliards) ont réalisés des bénéfices alors que Daiwa enregistré des pertes de 7,3 milliards et Yamachi de 37,4 milliards.

La marasme boursier (entre 1989 et 1992, l'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo a perdu la moitié de sa valeur), qui s'est traduit par une chute des investissements et matériels informatiques au cours de la période de « bulle financière » sont à l'origine d'une situation dont les analystes estiment

pendant qu'elle devrait se redresser.

L'augmentation du volume des transactions depuis le début de mars, conjuguée aux efforts consentis par les maisons de titres pour réduire de manière drastique les coûts (en deux ans le nombre des employés a été diminué de 18 % et celui des représentations de 9 %), devrait permettre à celles-ci de retrouver des bénéfices au cours de l'exercice 1993. Un redressement qui ne signifie cependant pas que toutes les maisons de titres soient sorties de la peine : les pertes, qui ont été maintes fois la tête hors de l'eau en raison de l'overshooting traditionnel du monde financier nippon pour les faillites, restent dans une situation précaire, avec d'innombrables pertes du marché.

Bien que la commission de surveillance de la Bourse mise en place en juillet ait décidé à la fin de la semaine dernière de pour-

suivre la direction d'une société financière accusée de manipulation des cours, un certain scepticisme demeure quant à l'efficacité d'un organisme relevant du ministère des finances et difficilement comparable à son homologue américain indépendant et puissant.

Quelques jours auparavant, le tribunal de Tokyo avait condamné l'un des plus notables spéculateurs à «sauvages» de la fin des années 80, Mitsuharu Kotani, symbole des excès de la période de « bulle financière ». Reconnu coupable de manipulation des cours, M. Kotani a été condamné à dix-huit mois de prison avec sursis. Peine exemplaire pour certains, légère pour d'autres. Il est en outre poursuivi pour extorsion de fonds (30 milliards de yens).

PHILIPPE PONS

(1) 100 yens = 492 francs

Après trois semaines de grève

Vers un compromis salarial dans la sidérurgie de l'ex-RDA

Le conflit dans la sidérurgie en Allemagne de l'Est touche peut-être à son terme, après l'accord conclu dans la nuit du samedi 22 au dimanche 23 mai entre le syndicat IG Metall et le patronat. Le compromis satisfait la principale exigence du syndicat - une hausse immédiate des salaires - mais le patronat a réussi à arracher une clause dérogatoire pour les entreprises les plus faibles. Après trois semaines de grève, les sidérurgistes ont obtenu de rattraper les salaires de l'Ouest, plus rapidement que leurs collègues de la métallurgie, parvenus, il y a une semaine, à un compromis.

Dès le 1^{er} juin 1993, les sidérurgistes toucheront 80 % des appointements perçus à l'Ouest, 90 % au 1^{er} octobre 1994 et 100 % au 1^{er} avril 1996, trois ans avant la métallurgie. La commission tarifaire d'IG Metall, le plus fort syndicat de branche d'Europe avec 3,4 millions d'adhérents, a approuvé le compromis à une large majorité, dimanche matin. L'accord doit encore être entériné par un minimum 25 % des adhérents d'IG Metall dans les régions concernées, celle de Berlin-Brandebourg notamment, où sont situés la plupart des douze complexes sidérurgiques d'ex-RDA.

Le conflit dans la sidérurgie en Allemagne de l'Est touche peut-être à son terme, après l'accord conclu dans la nuit du samedi 22 au dimanche 23 mai entre le syndicat IG Metall et le patronat. Le compromis satisfait la principale exigence du syndicat - une hausse immédiate des salaires - mais le patronat a réussi à arracher une clause dérogatoire pour les entreprises les plus faibles. Après trois semaines de grève, les sidérurgistes ont obtenu de rattraper les salaires de l'Ouest, plus rapidement que leurs collègues de la métallurgie, parvenus, il y a une semaine, à un compromis.

Le premier ministre nigérien, Mahamadou Issoufou, a annoncé samedi 22 mai à Niamey, sa volonté de mettre en œuvre au plus tôt un plan de redressement économique visant à «sauver» le pays «de la mendicité et du naufrage». Dans une déclaration de politique générale faite devant l'Assemblée nationale, le chef du gouvernement, en fonction depuis le 23 avril, a précisé que ce plan, qui entrera «dans les prochains jours» dans sa phase d'élaboration, comprendra des «mesures contraignantes», notamment pour réduire le déficit budgétaire, et supposera des «sacrifices». Sans faire d'allusion directe au «programme d'ajustement structurel» (PAS) recommandé depuis près de deux ans par les institutions financières internationales et les bailleurs de fonds occidentaux, M. Issoufou a annoncé que des «discussions responsables» seraient engagées «Incessamment» avec le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes 8^e arrdt MARIGNY 170 m² 1 ^{er} et 2 ^e étages, 4 pièces, 4 bacs, 100 000 F, 42-60-30-19	appartements achats 11^e arrdt RUE SAINT-MAUR Immeuble récent, Standing 2 P, 67 m ² , petit rend. Grande terrasse, Parking. 1 080 000 F. Immo Marcadet, 42-51-51-51	bureaux Locations VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS et tous services, 42-55-17-50	locations non meublées offertes Région parisienne NEUILLY-ST-JAMES 5 P, indép. Lux. décoré, 5/jard. Verrière, Sotél, Balcon + park. Tél. dom. : 42-52-02-34 Tél. bur. : 42-52-97-30
17^e arrdt GUY-MOQUET Immeuble récent standing Studio, Balcon, 800 000 F Immo Marcadet, 42-51-51-51	18^e arrdt MAIRIE 18^e 2 P Tout confort, 3 ^e étage avec ascenseur, 850 000 F Immo Marcadet, 42-51-51-51	Ventes VIS GRANIT SALON DE COFFRURE NOÛVE Agencement récent, Dans le 91, Tél. 69-24-78-74, sp. 20 h.	locations non meublées demandées Paris EMBASSY SERVICE 43, av. Marceau - 75116 Paris APPARTEMENTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLES GESTION POSSIBLE (1) 47-20-30-05
20^e arrdt MÉNILMONTANT Récent, 3 P, 70 m ² , Balcon, Parking, 1 050 000 F Immo Marcadet, 42-51-51-51	hôtels particuliers ST-TROPEZ/RAMATUÈLE Très bel hôtel, à 1 800 m de la plage des Lacs, dans propriété à flanc de colline, Superf. 21 500 m ² , 12 chambres, 2 salles, 1 pool, 8 terrasses, club house, très agréable. Parquet de chêne, 25 M ² , Tél. 17-90-37-18	pavillons 25 km Cas d'Agde-Pézenas (34) Pav. plain-pied, neuf 133 m ² , Terr. 500 m ² , Pac., 45 m ² , 18 m ² , 3 chambres, 2 bacs, w.c., 850 000 F. Dom. : 47-90-05-03 bur. : 47-90-72-02, poste 596.	locations meublées offertes Paris APPTS 30/300 M² de grande qualité. PARIS-75008 Paris 42-55-25-60, Fax 45-41-10-20

Le Monde AGENTS IMMOBILIERS
 Renseignements
 Tél. : 46-62-75-13

La modernisation de l'Europe orientale

LJUBLJANA
de notre envoyé

Evoquer devant des Slovénes le conflit qui ravage la Croatie suscite une réaction légèrement agacée. Devenue république indépendante en juin 1991, au terme d'une guerre éclair, ce petit Etat de deux millions d'habitants biotti contre les Alpes, entre la Croatie, l'Italie et l'Autriche, déploie des efforts obstinés pour faire oublier au reste de l'Europe que la Yougoslavie a existé.

Sur tous les dépliant touristiques, l'indication *Jugoslavija* a été soigneusement recouverte par une étiquette adhésive portant fièrement l'inscription *Slovenija*. Ici, un anachronisme est pire qu'un manque de tact. C'est une injure. « *Le gulfé Relais et le Relais de la mer* », deux hôtels de « *ex-Yugoslavie* ». Quand comprendrils que tout cela n'existe plus ? », s'indigne Jenifer Fajfar, responsable de l'Hôtel Vila Bled, une ancienne résidence de *Tito* transformée en établissement huppé. Malgré le calme qui règne dans la région, la menace d'une mootagne de Bled doit faire fuir depuis deux saisons à une forte défection des touristes étrangers, italiens et autrichiens pour la plupart. « Les gens assimilent encore *Slovenie* et *ex-Yugoslavie* », soupire-M. Fajfar qui, toutefois, tient à préciser qu'il ne regrette pas le nom de touristes mais le surnom que devraient être les cars de *Tour-Yours*.

Il n'est guère qu'une seule et unique référence au passé qui trouve grâce aux yeux des responsables économiques et politiques : le niveau de vie de l'indianat avant la Seconde Guerre mondiale. Plus que celui-ci, le haut niveau de la production agricole américaine, de la population fédérale. Avec 8 % de la population, elle totalisait 15 % du revenu national, fournissant le reste du pays en produits manufacturés transformés par ses soins. Plus riche et d'ayant jamais vu s'installer de minorités nationales sur son territoire, l'Indianna a, depuis, accru son avance sur Zurich ou Berne.

« Avec 6 000 dollars par habitant, selon les statistiques officielles, mais 10 000 dollars si l'on tient compte de

l'économie souterraine, nous disposons du pouvoir d'achat par habitant le plus élevé de l'ancien bloc de l'Est », rappelle non sans fierté Davorin Kracun, le jeune ministre du développement économique. Dotée d'infrastructures de bonnes qualité et disposant d'un excédent commercial de 3 milliards de francs en 1992, la Slovénie regarde de très haut ses voisins de l'Est et commence à rêver d'un autre modèle. « Si nous devions choisir une référence, ce serait la Suisse », avoue M. Kracun sans l'ombre d'une hésitation.

Avec l'usine Renault de Novosmeste, située près de la frontière croate, le pays dispose d'une exemplaire "implantation industrielle réussie". Ce développement de 3 500 salariés et d'une capacité de production de 100 000 véhicules par an est le fruit d'une coopération entre le constructeur français et la société slovène BMV au sein de Revuz, leur filiale commune. Or Renault est, depuis l'an passé, majoritaire à hauteur de 54 %. Au total, près de 1 milliard de francs ont été investis dans cette usine qui, depuis avril, assure la fabrication de la Clio, ainsi que celle de la Supercin, depuis 1990, mais qui vient d'abandonner celle de la Renault 4.

Les performances de Novo-Mesto satisfont pleinement Renault. Le niveau de qualité des véhicules est largement équivalent à celui des installations françaises. Beaucoup plus jeunes, les salariés slovaques de la marque su se lasanga (dont la moyenne d'âge ne dépasse pas vingt-cinq ans). Ils ont été recrutés par la France, sont payés en moyenne 2 000 francs par mois, quatre fois moins que dans l'Hexagone, et, assure un responsable de Renault, « leur niveau de culture générale plus élevé les rend plus sensibles aux impératifs de qualité ». Toutefois, Renault 4 : dont 54 % de la valeur ajoutée est d'origine slovaque – et le lancement de la Clio (15 % seulement) ont entraîné un plan de 180 suppressions d'emploi, auxquelles s'ajoutent 300 autres l'an prochain.

Les embauches sont bloquées depuis deux ans et les quelque 300 citoyens croates employés dans l'usine risquent d'être les premiers licenciés, car leur

permis de travail ne devrait pas être renouvelé par les autorités.

Bien que située à 200 kilomètres des zones de combat, Novo-Mestovo paraît bien loin du drame yugoslave. Est-ce si sûr? La guerre «à ses seules fins» a entraîné la mort de 150 000 habitants. Elle a également limité les débouchés, même si les 21 000 Clio prévues pour 1993 sont d'abord destinées à l'exportation (République tchèque et Slovaquie, Allemagne orientale, Pologne, Hongrie, Autriche, mais aussi Espagne, Italie, Belgique, etc.). En 1991, l'usine alimentait l'ensemble de la Yougoslavie. Résultat: avoir conquis 7,5 % d'un marché prometteur (292 000 immatriculations en 1990). Or, depuis deux ans, ce marché local est presque totalement limité à la seule ville de Novi Sad, qui ne compte que 120 000 habitants en 1991 et 100 300 en 1992, année au cours de laquelle la production industrielle du pays a enregistré un recul de 13 %.

L'avantage de Fiat

Le rétrécissement des perspectives commerciales n'est pas le seul motif d'inquiétude des responsables français. Si l'Allemagne entend « voir de nombreux véhicules neufs importés d'Italie franchir les frontières avec une étonnante facilité alors que les Renault sont soumises à des droits de douane à l'exportation. En outre, l'ébauche d'un espace de libre-échange entre la France, l'Allemagne, la Belgique, la Hongrie ainsi que la Pologne auquel la Slovaquie souhaite s'associer risque de faire l'affaire de Fiat, installée en Pologne, ou de Skoda. Ces marques, dont le « taux de dégradation », c'est-à-dire le pourcentage de la valeur ajoutée réalisée par le fabricant, est le plus important, que celui de leur concurrente française, bénéficieront de droits de douane préférentiels. « Alors que Renault est, par l'importance, le second industriel implanté dans ce pays, nous n'avons bénéficié d'aucun avantage », se plaint-il. « Nous sommes à l'initiative. Le temps est venu de sauter le pas et d'aider davantage les entreprises étrangères », plaide Ber-

nard Coursat, directeur général de
Revoz. Les autorités slovénes, pour

Après deux ans d'existence autonome, nous sommes parvenus à réduire la hausse des prix (1) et, en douze mois, nos réserves en devises sont passées de 500 millions à 1,2 milliard de dollars », rappelle M. Kracem. Après avoir longuement hésité, le gouvernement a élaboré une série de privatisations à partir du mois de juin.

Outre que la formule yougoslave de la « propriété sociale des moyens de production » rend l'opération très complexe (en principe, ce sont les salariés et non l'État qui possèdent les entreprises...), ce programme est accueilli avec réserve par les investisseurs européens. En l'espace d'un an, il ambitionne de céder au secteur privé, y compris aux acheteurs étrangers, des sociétés dont le total des actifs dépasserait de beaucoup celui du pays socialiste lui-même. En outre, les « privatisables » (les secteurs des banques et de l'énergie, comme les services publics, sont exclus) devront inévitablement subir des restructurations alors que le chômage touche déjà 13 % de la population active.

Pourtant, la petite Slovaquie ne désespère pas de devenir, un jour, la Suisse des Balkans. Si elle fait tout pour oublier que la guerre est à ses portes, elle pense sans trop l'avouer à l'après-guerre qui lui restituerait ses anciens marchés yougoslaves. Pour l'heure, les habitants de la capitale se pressent dans les allées du modeste Salon de l'automobile de Ljubljana. A en juger par les efforts de promotion déployés par les exposants - la quasi-totalité des constructeurs européens et japonais -, les modèles exposés ont-ils pour destination le faire rêver des consommateurs sans le leur.

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) L'inflation a atteint 7,9 % au cours des quatre premiers mois de 1993 contre 36,6 % pendant la même période de 1992.

PRAGUE

de notre correspondant

Les investisseurs et actionnaires slovaques peuvent, depuis lundi 3 mai, acheter et vendre par le biais du RM-Système Slovakia, un marché extraboursier informatisé, les actions de près de 500 entreprises slovaques privatisées en 1992 par la méthode des coupons. Le RM-Système tchèque (*le Monde* du 8 avril), conçu par les auteurs de la privatisation par coupons, est quant à lui bloqué par la décision du gouvernement tchèque de geler la remise des actions d'entreprises tchèques à leurs propriétaires.

Ainsi les quelque 2,6 millions de Slovaques qui ont acquis des actions de ces sociétés et les investisseurs individuels ou institutionnels, slovaques ou étrangers, désireux d'acquérir des titres pourront passer, jusqu'au 11 juin, des ordres de ventes ou d'achats pour la première enchère. Après cette date, les ordres qui auront été remis dans l'un des 197 bureaux RM-S ouverts à travers le pays, seront traités et l'annonce des résultats des transactions et des cotations devrait tomber à la fin du mois de juin.

Afin d'orienter le marché de manière à favoriser le maximum d'échanges, les auteurs du RM-Système ont défini une fourchette de prix bas et forts

autour d'un cours pivot pour chaque titre négociable. D'autre part, les cours pivots des actions à la valeur nominale de 1 000 couronnes (200 francs) ont été corrigés en fonction de la demande lors de l'échange contre des coupons.

Attirer les investisseurs

Ainsi, les cours varient de 70 couronnes pour le titre d'une entreprise de bâtiment à 3 500 couronnes pour celui de l'ex-compagnie d'assurances d'Etat Union Poistovacia. Le prix moyen des actions a baissé pour dissuader les vendeurs et attirer les investisseurs. Il se situe autour de 400 couronnes.

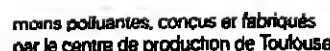
Six titres d'entreprises privatisées par coupons ne sont toutefois pas échangeables par le biais du RM-S, sur «*recommendation*» du ministère des finances, car ils sont déjà cotés à la Bourse des valeurs de Bratislava, ouverte début avril. Le gouvernement slovaque a ainsi tranché la question de la coexistence ou de la concurrence des deux marchés, à la différence de Pologne qui permettrait à la Bourse et au RM-S de coter les mêmes titres, les investisseurs étant appelés à terme à décider de la survie d'un seul système, le plus efficace et le moins coûteux.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

46-62-72-67

**Chaque jour, Siemens innove
pour préserver le fragile équilibre
entre l'homme et la nature.**



Enfin, en investissant largement pour rendre ses usines encore plus propres avec, par exemple, la mise au point d'un substitut aux CFC, à base d'agrumes, pour le nettoyage industriel des circuits imprimés.

Pour Siemens, seule une réelle volonté d'entreprise permet d'aller plus loin dans la protection de l'environnement.

Siemens France.
Direction de la Communication
39-45, boulevard Orlano
93527 Saint-Denis Cedex 2

Siemens.
La volonté d'aller plus loin.

[illegible]

PHILIPPE

NIGER, annonce d'un
soutien économique. — Le
gouvernement nigérien Mal
l'Assemblée nationale, a annoncé sa
décision de demander au
gouvernement français de valoir
pour le Niger au plus tôt
un prêt de 100 millions de francs
pour l'investissement écono
mique et social. Le pays a
souffert de la sécheresse.
L'Assemblée nationale a
décidé de demander à l'Assemblée
française de voter une loi
pour l'octroi de 100 millions de francs
pour le Niger. Le gouvernement
français a accepté de verser
au Niger 100 millions de francs
pour l'investissement écono
mique et social. Le Niger a
souffert de la sécheresse.
L'Assemblée nationale a
décidé de demander à l'Assemblée
française de voter une loi
pour l'octroi de 100 millions de francs
pour le Niger. Le gouvernement
français a accepté de verser
au Niger 100 millions de francs
pour l'investissement écono
mique et social. Le Niger a
souffert de la sécheresse.

VIE DES ENTREPRISES

Après avoir perdu
1,26 milliard de francs l'an dernier**Le Groupement foncier français
présente à ses actionnaires
un plan de restructuration**

Le Groupement foncier français (GFF) a perdu 1,26 milliard de francs en 1992, a-t-on appris à la lecture de l'avis convoquant les actionnaires à une assemblée générale extraordinaire chargée d'entériner le plan de restructuration du promoteur. Cet avis est publié au Bulletin des annonces légales obligatoires (BALO) daté de lundi 24 mai.

Après avoir été déficitaire de 243 millions de francs en 1991, le groupe - souvent présenté comme le « bras armé » des compagnies d'assurances dans l'immobilier - avait perdu 663 millions sur le seul premier semestre 1992. Le résultat final du groupe est moins mauvais que certaines estimations le laissent craindre puisqu'il avait pu faire état de pertes estimées pouvant aller jusqu'à 1,6 milliard de francs pour le promoteur, qui, comme ombre d'autres entreprises de l'immobilier, a sombré, victime du grave marasme dans ce secteur.

Il y a deux semaines, le groupe avait indiqué qu'il avait bouclé un plan de refinancement de 750 millions, mais sans en donner les détails. Il avait simplement alors indiqué que, sur ce total, 550 millions seraient réinjectés dans l'entreprise sous forme de capital social.

L'avis au BALO donne les détails de l'opération : après avoir couvert une partie de la perte en prélevant sur ses réserves, le groupe se retrouve avec un report à nouveau négatif de 693 millions. Le capital social (285 millions) va être entièrement consommé pour apurer en partie cette dette, ainsi ramenée à 408 millions de francs. Les 3 713 115 actions de 50 francs de valeur nominale composent le capital social du GFF sont alors purement et simplement annulées. Les actionnaires du GFF vont ensuite souscrire à une augmentation de capital de 562 millions, réservée de priorité aux anciens actionnaires. Les actions, de 50 francs de valeur nominale, seront émises au pair.

Pour violation du secret de l'entreprise

**General Motors intente un procès
à sept de ses cadres passés chez Volkswagen**

Le constructeur automobile américain General Motors (GM) a intenté un procès à son ancien responsable mondial des achats, José Ignacio Lopez de Arriortua, ainsi qu'à six de ses proches collaborateurs passés en mars chez le constructeur allemand Volkswagen (le Monde du 26 mars). Débauchés à prix d'or, M. Lopez de Arriortua et les six cadres sont accusés d'espionnage industriel au profit de leur nouvel employeur.

La filiale allemande de GM, Adam Opel AG, reproche à M. Lopez de Arriortua d'avoir rassemblé systématiquement des documents confidentiels avant sa démission, le 16 mars, pour se faire bénéficier Volkswagen, a-t-il été indiqué, samedi 22 mai, un porte-parole d'Opel à Rüsselsheim, confirmant des informations données par l'hebdomadaire Spiegel, qui chiffrait à plusieurs millions de dollars le préjudice subi. Le groupe américain et sa filiale ont porté plainte pour violation du secret de l'entre-

prise auprès du parquet de Darmstadt, dans le centre de l'Allemagne. Selon le magazine allemand, Adam Opel AG est convaincu que le passage de M. Lopez de Arriortua chez Volkswagen avait été conclu dès le début de l'année avec le PDG du groupe allemand, Ferdinand Piech, et que le directeur des achats a été présenté au conseil de surveillance de VW en février.

GM et sa filiale estiment que M. Lopez de Arriortua et ses collaborateurs avaient communiqué, dès novembre 1992, à faire des photocopies de documents secrets et à stocker des données sur des ordinateurs, remplissant au total 10 000 feuilles de format standard. Ils auraient ainsi collecté des documents sur différents projets secrets, des descriptions de moteurs, la liste des achats pour 60 000 pièces utilisées dans la gamme Opel, les prix pratiqués par les équipementiers ainsi que la politique de développement des modèles jusqu'en 2003.

Samedi soir, un porte-parole de Volkswagen a rejeté ces accusations, déclarant que M. Lopez de Arriortua « n'avait apporté aucune documentation secrète sous une forme quelconque ». L'ancien responsable mondial des achats de General Motors et ses collaborateurs ont porté plainte pour diffamation devant le tribunal de Braunschweig, dont dépend le siège de Volkswagen, situé à Wolfsburg, a ajouté le porte-parole de VW, en précisant que les cadres « s'estimaient atteints dans leur réputation ».

Ce n'est pas la première fois que des procès opposent GM à Volkswagen. Le 2 avril, déjà, Adam Opel AG avait, dans une démarche inédite, fait condamner le groupe allemand pour l'empêcher de continuer à débaucher ses cadres et ceux de sa maison-mère américaine. Volkswagen et M. Lopez de Arriortua risquent une amende allant jusqu'à 500 000 deutschemarks en cas de nouvelle tentative de « débauchage ».

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RACHAT

Les Glaceries Saint-Roch (Saint-Gobain) reprennent Koninklijke Vermeulen aux Pays-Bas. - Les Glaceries de Saint-Roch, filiale belge de Saint-Gobain, reprendront, d'ici au 26 juin, 100 % du capital de Koninklijke Vermeulen, la plus importante société de transformation et de distribution de vitrage, des Pays-Bas. Grâce à cette opération, la firme belge va doubler le chiffre d'affaires qu'elle réalise aux Pays-Bas. La société néerlandaise a enregistré un chiffre d'affaires de 400 millions de francs en 1992 et occupe 400 personnes dans quatorze sites. Le chiffre d'affaires consolidé de Saint-Roch s'est élevé en 1992 à 3,3 milliards de francs avec un effectif de 5 000 per-

sonnes (2 400 au Benelux et 2 600 en Grande-Bretagne).

AIDE

Le chimiste EMC réclamerait le soutien de l'Etat. - Le groupe public Entrepreneurs miniers et chimiques (EMC) devrait obtenir une aide de 438 millions de francs en 1992 contre une perte de 249 millions en 1991 et s'approprier à demander l'aide de l'Etat, selon le quotidien Les Echos. La direction et les syndicats de ce groupe, qui exploite notamment des mines de potasse d'Alsace (MDPA), réclameraient l'intervention rapide de l'Etat-actionnaire. Le président d'EMC, Rodolphe Greff, aurait rencontré récemment le ministre de l'Industrie, Gérard Longuet, et demandé que l'Etat prenne à sa charge le coût des retraites des mineurs, comme c'est fait dans d'autres bassins. Les syndicats CFDT et CGT demandent, de leur côté, une dotation en capital de 250 à 300 millions de francs par an pendant au moins cinq ans. Le groupe est durement affecté par la crise du marché de la potasse, qui représente un quart de son chiffre d'affaires.

SUPPRESSION D'EMPLOIS

Tissot Bouscassat : suppression de 73 emplois à la filature de Nemancey (Vosges). - Le dernier unité de l'entreprise Bouscassat dans les Vosges, la filature de Nemancey, va supprimer 73 de ses 214 emplois. Cette mesure a été décidée par la direction après que les salariés ont refusé d'accepter une modulation de leur temps de travail accompagnée d'une diminution de salaire. La direction a, en effet, décidé d'abaisser de 4 à 3 millions de mètres par an la production annuelle de la filature, qui, avec l'unité d'ennoblissement de Wesseling (Bas-Rhin), fait partie du groupe Tissot Bouscassat, dirigé par Richard Delorme. En 1983, la filature de Nemancey employait encore plus de 700 salariés.

NOMINATION

Laura Ashley Holdings (cofection). - Sir Bernard Ashley quitte la présidence. - Le président du groupe britannique de confection et de décoration intérieure Laura Ashley Holdings, Sir Bernard Ashley, a quitté ses fonctions, vendredi 21 mai. Veuf de Laura Ashley, qui a donné son nom au groupe, Sir Bernard est l'associé le plus important de la société avec près de 24 % du capital. Il sera remplacé par l'actuel vice-président, Hugh Blakeley Webb, mais restera membre du conseil d'administration à titre indépendant. Sir Bernard, âgé de soixante-six ans, avait abandonné la direction au jour le jour de la firme en 1991, lors de la nomination de Jim Maxam à la direction générale. La société a été introduite en Bourse en 1983, peu après la mort de Laura Ashley.

RÉSULTATS

Jeux vidéo : légère hausse des résultats de Nintendo, forte progression de Sega. - Le fabricant japonais de jeux vidéo Nintendo a annoncé, le 21 mai, une légère hausse (+2,8 %) de son bénéfice imposable pour l'exercice fiscal 1992, à 166,2 milliards de yens (8 milliards de francs). Son chiffre d'affaires a progressé de 13 % à 634,7 milliards de yens. Pour l'année en cours, le numéro un mondial du jeu vidéo table sur 173 milliards de yens de chiffre d'affaires et 670 milliards de chiffre d'affaires. Son concurrent Sega a vu son bénéfice progresser de 59 % à 57,4 milliards de yens (2,7 milliards de francs) pendant que ses ventes ont progressé de 68 % à 416,2 milliards de yens. Pour l'exercice en

cours, le numéro deux nippon des jeux électroniques prévoit un bénéfice imposable de 63,5 milliards de yens et 480 milliards de chiffre d'affaires.

Wella (cosmétiques) : hausse du bénéfice net de 11 % en 1992. - Le groupe allemand Wella de produits capillaires et cosmétiques a enregistré en 1992 un bénéfice net en hausse de 11 % à 91 millions de deutschemarks (300 millions de francs). Le chiffre d'affaires (2,75 milliards de deutschemarks) a progressé de 1,5 % à 2,8 milliards de francs et de 7 % à 2,9 milliards de francs. Pour 1993, la firme prévoit une croissance de ses ventes de 4 % à 4,5 % grâce au développement des activités de Wella aux Etats-Unis et en Asie.

British Midland reste bénéficiaire en 1992. - British Midland Airways, deuxième compagnie aérienne britannique derrière British Airways, a vu fondre ses bénéfices de 67 % en 1992, mais conserve un résultat positif de 6,9 millions de francs contre 17,5 millions de francs en 1991. Ce résultat a été réalisé avec un chiffre d'affaires de 2,6 milliards de francs en hausse de 17 % par rapport à 1991 (2,2 milliards de francs). La compagnie a transporté 3,8 millions de passagers en 1992, soit une augmentation de 12 %. Sir Michael Bishop, PDG et propriétaire à 51 % de la compagnie, est confiant pour l'avenir. Il prévoit une augmentation de ses bénéfices en 1993, car le nombre de passagers sur les lignes internationales a doublé au premier trimestre 1993 par rapport au premier trimestre 1992.

Jefferson Smurfit Group : baisse de 39 % de bénéfice net. - Jefferson Smurfit Group, la multinationale irlandaise du papier et de l'emballage, a enregistré, lors de son exercice clos au 31 janvier 1993, une chute de 39 % de son bénéfice imposable, tombé à 95,5 millions de livres irlandaises (783 millions de francs). Le chiffre d'affaires a progressé de 3 % à 1,26 milliard de francs. Les investisseurs ont été réduits à 73 millions de livres irlandaises pendant l'exercice contre 121 millions un an plus tôt et la filiale espagnole EPIC a été fermée. Jefferson Smurfit, qui justifie ces reculs par la mauvaise conjoncture, estime que « l'amélioration des économies américaines et britanniques produira de meilleurs résultats le moment venu », bien que les perspectives pour le continent européen soient « loin d'être brillantes ». L'Amérique latine continue à donner de bons résultats, « justifiant des investissements supplémentaires dans la région ».

CRISE

Condany (four à céramique) dépose son bilan. - L'entreprise Condany de Limoges, leader français de la construction de fours à céramique, vient de déposer son bilan. En situation difficile depuis deux ans du fait de la chute de son carnet de commandes, elle a, en outre, été handicappée par le retard apporté à la signature d'un contrat avec la Chine portant sur deux tranches de 12 millions de francs et actuellement bloqué pour des raisons diplomatiques. La société, qui comptait, voici deux ans, 120 salariés, a procédé à plusieurs dégraissages successifs : elle en emploie actuellement 58. L'activité industrielle se poursuit dans l'attente de plusieurs solutions de reprise.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 24 mai ↑

Progression
dans le calme

La séance de lundi, la première du terme boursier de juin, a débuté dans un marché amorphe qui cherche à valoir en attendant la présentation mardi, au Parlement, de nouvelles mesures contenues dans la loi de budget 1993.

En hausse de 0,24 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 a fait par la suite de brèves incursions dans le rouge, avant d'afficher en début d'après-midi un gain de 0,73 %, à 1 851,20 points. Le foyer de l'argent s'est encore légèrement détendu lundi, à 8 %.

En raison de problèmes techniques, l'ouverture des cotations du groupe B a été retardée à 10 heures, le marché a ouvert à 10 heures, le CAC 40 a débuté d'après-midi, et pour les 100 valeurs qui font l'objet de deux heures quotidiennes de trading devait être arrêté ce lundi.

Le groupe diversifié Dynacore a annoncé un changement radical de sa stratégie, en lançant des offres publiques d'achat (OPA) simplifiées sur ses deux principales filiales cotées, Mecadyne (construction mécanique) et Dynacore (construction électrique). Ce holding, qui est coté sur le marché à règlement mensuel (RM), va augmenter son capital dans des proportions non précisées pour rémunérer les actionnaires de ses filiales : il leur proposera 5 à 6 nouvelles actions pour 4 actions Dynacore et 1 de ses actions pour 1 action Mecadyne.

Un projet de loi est à l'étude en Allemagne
contre les délits d'initiés

Un projet de loi visant à sanctionner le délit d'initié, élaboré actuellement au ministère allemand des Finances, qui devrait pour la première fois en Allemagne sanctionner les opérations d'initiés, puisse être soumise au vote parlementaire à la rentrée et mise en œuvre au premier semestre 1994.

Contrairement à ce qui se passe aux Etats-Unis, en France ou en Grande-Bretagne, les transactions documentées sur les marchés financiers ne sont pas du ressort des tribunaux en Allemagne mais des autorités boursières. La commission spécialisée sur les opérations d'initiés peut obliger les sociétés concernées à ces actes à prendre des sanctions contre leurs auteurs, mais elle ne le fait pas systématiquement.

TOKYO, 24 mai ↓ Attentisme

La Bourse de Tokyo hérite toujours à l'après-midi de la baisse de l'indice Nikkei à l'ouverture, et l'indice Nikkei a encore perdu un peu de terrain lundi 24 mai. Le Nikkei a terminé la séance à 20 478,18 points, en baisse de 81,31 points (0,4 %). Le volume d'affaires a atteint quelque 400 millions de titres échangés contre 435,33 millions vendredi.

Les investisseurs à la vente sont restés importants, notamment de la part des investisseurs étrangers, alors que les investisseurs institutionnels se sont montrés prudents. Des achats ont été opérés, mais surtout que le plus grand des écarts ont pu être réduits, mais ils n'ont pas pu

CHANGES

Dollar : 5,5250 ↑

Le dollar s'envolait lundi matin 24 mai après un long week-end de quatre jours, cotant dans les premiers échanges entre banques 5,5250 F, contre 5,4875 F vendredi à Londres. 5,4720 F mercredi à Paris, selon le cours de la Banque de France. Face au franc, le deutschemark est en léger recul à 3,3667 F, contre 3,365 F vendredi à Londres et 3,3722 F mercredi à Paris.

FRANCOFORT 19 mai 24 mai
Dollar (en DM) 1,6235 1,6408
Tokyo 19 mai 24 mai
Dollar (en yen) 113,56 118,58

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (24 mai) 7 15/16 - 8 1/16 %
New York (23 mai) 3 %

LES INDICES HEBDOMADAIRES
DE LA BOURSE DE PARIS(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ÉCONOMIQUES)Indices principaux de base 100 :
31 décembre 1992

	14-5-93	21-5-93
Valeur franc, à rev. variable	105,1	104,2
Valeur industrielle	100,8	99,5
Valeur énergétique	100,6	100,9
Chiffre	81,7	81,5
Métallurgie, mécanique	103	102,5
Électronique, électronique	104,8	104,4
Ind. de conseil, non adm.	104,6	103,4
Agriculture	97,6	97,6
Services	111	110,4
Transport, loisir, services	112,2	108,8
Assurances	113,6	112,1
Crédit bancaire	109	108,4
Stock	128,4	128,4
Immobilier et financier	117,1	118,3
Investissement et portefeuille	114,3	114

Base 100 en 1949

Valeur franc, à rev. variable	4 157,84	122,15
Valeur industrielle	4 221,74	241,8

Base 100 en 1972

Valeur franc, à rev. variable	600	594,8
Valeur industrielle	570,7	573,5

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1987

	14-5-93	21-5-93
Indice général	512,8	508,5
Indice de base	463,7	459,5
Construction	469,1	462,6
Ind. d'équipement	279,2	275,7
Services de conseil, services	471,1	471,1
Services de conseil, non adm.	877,2	876,8
Services de conseil, adm.	851,2	850,8
Services	528,3	528
Société financière	428	430,4
Société de la zone franc républicain	515,8	508,5

CHALLENGES

économiques

CADRES :
QUELS SALAIRES SONT
MENACÉS ?

Les cadres seront-ils les grands perdants
après le « sacrifice » collectif imposé
par le gouvernement ?

Comment va évoluer leur pouvoir d'achat ?

Secteur par secteur CHALLENGES vous informe.

Trois cents chefs d'entreprise
répondent à un sondage exclusif
sur leur politique des salaires.

Dans CHALLENGES, ce mois-ci,
un dossier à lire absolument.

Au sommaire de ce numéro également

EUROPE :
un étonnant voyage dans l'industrie du sexe.
Comment une ancienne pilote de la Luftwaffe
surprend tous les experts du cash-flow
et s'attaque aux marchés de l'Est.

GRANDS CRUS :
c'est la baisse, voire la chute !
Comment en profiter et se constituer une cave.

DÈS MAINTENANT
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 18 F

Le Monde
ÉDITIONS

NIPPON

LE JAPON DEPUIS 1945

William Horsley, Roger Buckley

EN VENTE EN LIBRAIRIE

COMMUNICATION

De la baisse de fréquentation des salles aux rediffusions massives

La crise du cinéma atteint la télévision

La télévision finance le cinéma sans rechigner. Mais le cinéma est en crise — la baisse de fréquentation des salles en témoigne, — et les chaînes en subissent le contre-coup. Les films sont devenus pour elles des programmes à risque, un risque qu'elles tentent de compenser en recourant de plus en plus souvent à des rediffusions.

Ils l'adorent. Patrick Lot, directeur général adjoint de la filiale cinéma de France 3, est inégalement le chouchou des jeunes producteurs de films français. « Il parle cinéma et pas audience télé », dit Philippe Martin (France 3), « Nous avons, avec France 3, un réel partenariat », affirme Alain Rocca (Lazenne), producteur de la Discreète. « Même ses refus sont intéressants », reconnaît Pascal Verroust (Frouma Films), qui présente cette année l'Homme sur les quais en Sélection officielle au Festival de Cannes, un film coproduit avec Blue Films, Canal Plus et la chaîne publique allemande ZDF.

Patrick Lot serait-il une exception au sein d'un monde télévisuel généralement perçu comme le grand méchant loup qui a dévoré le cinéma ? Nullement. L'obligation légale faite aux chaînes de télévision françaises d'investir 3 % de leur chiffre d'affaires sous forme de production et de pré-achats de droits de diffusion de films est la clé de voûte d'un système original destiné à assurer la survie de l'industrie du cinéma en France. Sans les chaînes de télévision en général (1,3 milliard de francs environ en 1992) et sans Canal Plus en particulier (700 millions de francs en 1992) — les producteurs le savent bien — il n'y aurait plus d'industrie cinématographique en France. « Le système de financement du cinéma avait une origine volontariste, mais c'est devenu un partenariat », résume Alain Rocca.

Le mot partenariat implique-t-il une coopération jusqu'à la fin du tournage ? Certainement pas. Tout d'abord parce que les moyens humains manquent. Les filiales cinéma des chaînes sont à faible effectif et doivent le demeurer. Ensuite, parce que toute la culture du cinéma s'y oppose. Sur un tournage, le réalisateur est roi et perçoit tout producteur (à plus forte raison un coproducteur de télévision) comme un intrus. « Les pots de l'amitié face au producteur sur un tournage ont tout le monde d'accord », font partie de la tradition, explique Daniel Toscani du Plantier.

Le partenariat se limite donc au plan de financement. Guillaume de Verges, qui, en six ans, pour le compte de TF1, a coproduit quatre-vingt-cinq films et investit 650 millions de francs, définit clairement son rôle. « Je ne me mêle jamais de la partie artistique. Un producteur est libre de se battre pour un scénario, un réalisateur, un casting et un plan de financement. Moi, je demande qu'on me laisse libre de juger et de programmer au style de programmation de TF1. »

Le nouveau Piccoli publié par les Éditions Milan paraîtra en juillet. Piccoli, un mensuel destiné aux enfants de la cour d'appel de Paris avait interdit l'exploitation sous sa forme actuelle pour avoir fait acte de « concurrence déloyale » envers Bayard-Presses et son mensuel Popi (le Monde du 8 mai), paraîtra selon une nouvelle formule au mois de juillet. Les Éditions Milan (Toulouse), qui publient Piccoli, annoncent qu'il sera « encore plus beau, pédagogique, agréable (...), toujours fidèle aux idées de laïcité qui nous ont animés depuis treize ans ». « La situation monopolistique de Bayard-Presses sur la presse éducative pour jeunes a cessé avec notre arrivée », soulignent-elles. « Cette nouvelle configuration, il ne l'ont jamais acceptée », ajoutent les Éditions Milan, qui envisagent de se pourvoir en cassation.

LOTTO SAMEDI 23 MAI 1993											
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48
49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60
61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72
73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84
85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96
97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108
109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120

Car, si les chaînes subventionnent le cinéma, elles n'ont ni intérêt ni à saupoudrer l'argent de manière aveugle ni à le réserver aux ensembles simplement parce qu'ils sont des copains. Car, chaque fois qu'une chaîne fait un cheveu, elle paie deux choses : une part de coproduction (la partie la plus faible) et un pré-achat en droits de diffusion. Son intérêt est donc double : financer des films qui, en cas de succès, peuvent rémunérer l'apport à la production mais aussi et surtout prendre une option sur la première diffusion à la télévision. Chaque mauvais choix pénalise l'audience et les recettes publicitaires qui l'accompagnent. Ces rôles une fois définis, Guillaume de Verges avoue néanmoins sa fidélité à certains producteurs comme Jean-Louis Livi : « Ses scénarios sont tirés au cordeau et le produit final correspond au projet d'origine. »

Patrick Lot, à France 3, a une démarche strictement inverse. « Avec Dominique Alday, directeur général, nous avons décidé de sélectionner notre filiale cinéma des problèmes de grille. » Autrement dit, France 3 cinéma n'a pas voulu savoir si la Discreète, Tous les matins du monde ou les Visiteurs correspondaient au public de 20 h 45 ou de 23 h 15, à celui du vendredi ou du samedi. « Notre seul souci : faire de bons films qui marchent en salles », explique Patrick Lot. Une thèse qui a un corollaire : si les films marchent sur grand écran, ils feront un tabac sur le petit. Ce n'est donc pas la grille de programmation qui importe à Patrick Lot mais la compétence du producteur et la conviction du réalisateur. « C'est dit, il faut se méfier, certains sont de vrais charmeurs, et le film n'est pas toujours à la hauteur de ce qu'il a été promis », explique Patrick Lot.

Un programme à risque

C'est la rigueur avec laquelle France 3 a mené cette politique qui a poussé les producteurs de cinéma à réagir vivement quand Hervé Bourges a voulu, en 1992, fusionner les filiales cinéma des deux chaînes publiques. Pour le PDG de France Télévision, une centrale d'achats commune aux deux antennes aurait mieux géré les droits de diffusion des films. Mais les producteurs ont surtout compris que là où il y avait deux guichets, leurs projets n'en trouveraient qu'un seul. Ils ont donc refusé la fusion. Jack Lang, alors ministre de l'Éducation nationale et de la culture, pour venir à bout de la détermination du PDG de France Télévision.

Jouer les financiers du cinéma n'a cependant rien d'une sinécure. Car la raison des chiffres, bute inévitablement sur la violence inhérente à tout projet créatif. Qu'un se le dise, les producteurs de films et de téléfilms ne sont pas des hommes d'affaires. Ils sont des hommes de lettres. Et les réalisateurs ne sont pas des hommes d'affaires. Ils sont des hommes de lettres. Et les réalisateurs ne sont pas des hommes d'affaires. Ils sont des hommes de lettres.

Qu'une chaîne dise non à un projet, et elle se verra opposer deux critiques immédiates. La première est facile : « Vous n'avez pas étudié le scénario. » La seconde est plus perverse : « Vous ne financez que le prime time. » Une « éternelle » contre laquelle s'insurge René Bonnell : « Si Canal Plus ne finance que des films au format télévision, nous n'aurions plus qu'à mettre la clé sous la porte. » Tous les patrons des filiales cinéma de la télévision s'affirment haut et clair : le souci de la réussite en salle est leur préoccupation première. De Thierry de Navacelle, directeur de M6 films, à Guillaume de Verges, de TF1, en passant par Marc Bonduel, de France 2, l'antenne est la même : seule la salle donne à un film l'aura du cinéma, et seul le succès en

LOTTO SAMEDI 23 MAI 1993											
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48
49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60
61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72
73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84
85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96
97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108
109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120

salles fabrique l'audience à la télévision. « Si on n'apportait tous les matins les Visiteurs, je serais moins dépendant du cinéma américain », plaide René Bonnell.

Les analyses manquent encore, mais il est clair que la chute régulière, ces dernières années, des entrées en salles sur les films français a commencé de faire sentir ses effets à la télévision. Depuis ce jour fameux (le 6 octobre 1992) où l'audience d'un succès mondial américain (l'Armée fatale 2 sur TF1), a littéralement tué l'audience d'un succès mondial français (Cyano de Bergère) ont compris que le film devenait un programme à risque. Certes, les chiffres qui permettraient d'apprécier la situation manquent. Canal Plus, seul propriétaire des résultats d'audience comparés des films français et américains diffusés en crypté, ne garde bien de les communiquer. Ces données, qui n'intéressaient personne voici quelques mois, commencent en tout cas à passionner les patrons de chaînes généralistes, publiques et privées. Pour une raison simple : si les abonnés de Canal Plus se mettent à bondir parce qu'ils sont français, la tendance se fera sentir inexorablement sur les autres chaînes.

Autre symptôme d'un malaise inavoué entre la télévision et le cinéma : le rapport Cluzel (le Monde du 17 décembre 1992). Cette étude commandée par Jack Lang sur la crise du cinéma français avait provoqué un tollé chez les producteurs, accusés de gonfler les devis et de se désintéresser du destin de leurs films en salles à partir du moment où ils étaient préfinancés. Au sein de chaînes, au contraire, ce rapport officiel est devenu une référence. Quelqu'un en a osé dire ce qu'on n'osait pas dire tout bas depuis longtemps.

Dernier symptôme du malaise enfin : les rediffusions massives. Une étude récente menée conjointement par le Conseil supérieur de l'audiovisuel et le Centre national du cinéma, montre que les chaînes préfèrent diffuser des films qui ont fait au moins une fois la part de leur capacité d'audience, plutôt que de « produire » des films avec des films plus récents.

Thierry de Navacelle, tempère néanmoins les choses. « Les jeunes producteurs sont moins assis que certains de leurs aînés. Ils semblent davantage prêts à prendre des risques. » Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la plupart des chaînes financent aujourd'hui plus qu'hier les premiers films. Des succès comme la Discreète ou les Nuits jaunes montrent que le jackpot surgit plus sûrement du film d'un réalisateur inconnu à 5 ou 6 millions de francs que d'un film à budget moyen (15 à 20 millions de francs).

Un seul problème demeure : les nombreux mécontentements il est vrai qu'on n'industrialise pas l'« inconnu ».

YVES MAMOU

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6048

1	2	3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31	32	33	34	35	36
37	38	39	40	41	42	43	44	45
46	47	48	49	50	51	52	53	54
55	56	57	58	59	60	61	62	63
64	65	66	67	68	69	70	71	72
73	74	75	76	77	78	79	80	81
82	83	84	85	86	87	88	89	90
91	92	93	94	95	96	97	98	99
100	101	102	103	104	105	106	107	108
109	110	111	112	113	114	115	116	117
118	119	120	121	122	123	124	125	126
127	128	129	130	131	132	133	134	135
136	137	138	139	140	141	142	143	144
145	146	147	148	149	150	151	152	153
154	155	156	157	158	159	160	161	162
163	164	165	166	167	168	169	170	171
172	173	174	175	176	177	178	179	180
181	182	183	184	185	186	187	188	189
190	191	192	193	194	195	196	197	198
199	200	201	202	203	204	205	206	207
208	209	210	211	212	213	214	215	216
217	218	219	220	221	222	223	224	225
226	227	228	229	230	231	232	233	234
235	236	237	238	239	240	241	242	243
244	245	246	247	248	249	250	251	252
253	254	255	256	257	258	259	260	261
262	263	264	265	266	267	268	269	270
271	272	273	274	275	276	277	278	279
280	281	282	283	284	285	286	287	288
289	290	291	292	293	294	295	296	297
298	299	300	301	302	303	304	305	306
307	308	309	310	311	312	313	314	315
316	317	318	319	320	321	322	323	324
325	326	327	328	329	330	331	332	333
334	335	336	337	338	339	340	341	342
343	344	345	346	347	348	349	350	351
352	353	354	355	356	357	358	359	360
361	362	363	364	365	366	367	368	369
370	371	372	373	374	375	376	377	378
379	380	381	382	383	384	385	386	387
388	389	390	391	392	393	394	395	396
397	398	399	400	401	402	403	404	405
406	407	408	409	410	411	412	413	414
415	416	417	418	419	420	421	422	423
424	425	426	427	428	429	430	431	432
433	434	435	436	437	438	439	440	441
442	443	444	445	446	447	448	449	450
451	452	453	454	455	456	457	458	459
460	461	462	463	464	465	466	467	468
469	470	471	472	473	474	475	476	477
478	479	480	481	482	483	484	485	486
487	488	489	490	491	492	493	494	495
496	497	498	499	500	501	502	503	504
505	506	507	508	509	510	511	512	513
514	515	516	517	518	519	520	521	522
523	524	525	526	527	528	529	530	531
532	533	534	535	536	537	538	539	540
541	542	543	544	545	546	547	548	549
550	551	552	553	554	555	556	557	558
559	560	561	562	563	564	565	566	567
568	569	570	571	572	573	574	575	576
577	578	579	580	581	582	583	584	585
586	587	588	589	590	591	592	593	594
595	596	597	598	599	600	601	602	603
604	605	606	607	608	609	610	611	612
613	614	615	616	617	618	619	620	621
622	623	624	625	626	627	628	629	630
631	632	633	634	635	636	637	638	639
640	641	642	643	644	645	646	647	648
649	650	651	652	653	654	655	656	657
658	659	660	661	662	663	664	665	666
667	668	669	670	671	672	673	674	675
676	677	678	679	680	681	682	683	684
685	686	687	688	689	690	691	692	693
694	695	696	697	698	699	700	701	702
703	704	705	706	707	708	709	710	711
712	713	714	715	716	717	718	719	720
721	722	723	724	725	726	727	728	729
730	731	732	733	734	735	736	737	738
739	740	741	742	743	744	745	746	747
748	749	750	751	752	753	754	755	756
757	758	759	760	761	762	763	764	765
766	767	768	769	770	771	772	773	774
775	776	777	778	779	780	781	782	783
784	785	786	787	788	789	790	791	792
793	794	795	796	797	798	799	800	801
802	803	804	805	806	807	808	809	810

Lors d'une manifestation organisée par l'ANC près de Johannesburg

Treize personnes ont été tuées dans un ghetto noir en Afrique du Sud

Au cours d'affrontements qui ont opposé, samedi 22 mai, dans le cité noir de Thokozu, au sud de Johannesburg, des manifestants du Congrès national africain (ANC) aux partisans du mouvement zoulou (inkatha), treize personnes ont été tuées et une soixantaine d'autres blessées.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Pour appuyer ses revendications politiques — fixation d'une date pour les prochaines élections et formation d'un conseil exécutif transitoire — et demander la libération des prisonniers, l'ANC avait organisé, samedi, une marche qui, après avoir suivi les principales artères de Thokozu, devait aboutir devant le commissariat voisin d'Alberton, où une pétition devait être déposée.

Les premiers coups de feu ont été tirés lorsque les manifestants ont passé devant l'hôtel de Thokozu, qui abrite des travailleurs zoulous partisans de l'inkatha. Selon l'ANC, ils auraient été tirés par des résidents du foyer que la police aurait négligé de tenir à distance.

Les forces de l'ordre accusées

Selon plusieurs témoins, dont des journalistes, les forces de l'ordre ont alors intervenu, tirant à leur tour sur la foule. La fusillade a duré une vingtaine de minutes, faisant treize morts et plus de soixante blessés, souvent touchés dans la tête.

En se montrant évasif sur l'origine des premiers coups de feu, un responsable de l'inkatha a, le lendemain, au cours d'une conférence de presse, reproché aux

manifestants d'avoir tenu des « propos provocateurs et insultants » à l'égard de son parti, et de n'avoir pas respecté les protocoles qui auraient évité à la manifestation de passer devant l'hôtel. Il a aussi accusé certains des manifestants d'avoir été armés.

Le président de l'ANC, Nelson Mandela, a, de son côté, accusé les forces de l'ordre d'organiser la violence afin de faire échouer le processus de négociations. « Chaque fois que les discussions progressent, la violence éclate », a-t-il déclaré.

« Ce que le gouvernement a fait exigerait que nous rampions de nouveau les négociations, mais nous ne le ferons pas », a averti M. Mandela, dont l'organisation, en juin 1992, s'était momentanément retirée des négociations pour protester contre le massacre de Boipateng, où 45 personnes avaient été tuées par des résidents zoulous d'un hôtel voisin (le Monde du 20 juin 1992).

GEORGES MARION

o GEORGIE : cessez-le-feu en Abkhazie. — Edward Brunner, représentant personnel du secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, arrivé samedi 22 mai à Soukhoumi puis à Goudaouta, a déclaré que des représentants de l'ONU « pourraient » participer au contrôle du cessez-le-feu relatif qui s'est instauré depuis jeudi entre forces géorgiennes et forces abkhazes, à la suite d'une rencontre entre MM. Chevardnadze et Eltsine. Après avoir perdu un avion, abattu par les Géorgiens au-dessus de Soukhoumi, l'armée russe avait dû admettre sa participation aux combats, en défense de ses « intérêts stratégiques » sur les bords de la mer Noire. — (AFP, Fax)

Moscou s'engageant sur le respect d'objectifs monétaires précis

Le FMI est sur le point d'accorder un crédit à la Russie

Un mois après la tenue du sommet international de Tokyo, consacré à l'aide à la Russie, Moscou est sur le point d'obtenir un important crédit (allant jusqu'à 3 milliards de dollars, soit plus de 16,25 milliards de francs) du Fonds monétaire international (FMI). Les responsables de l'institution internationale sont en effet parvenus à élaborer avec le gouvernement et la banque centrale russe un projet de réformes monétaires.

La Russie s'engage à ramener son taux d'inflation à 10 % par mois, contre 20 % environ depuis le début de l'année. Pour cela, les autorités monétaires devront limiter l'émission monétaire, réduire les crédits octroyés aux entreprises et relever le taux d'intérêt. A l'heure actuelle, les taux d'intérêt annuels dépassent rarement 100 %, alors que la hausse des prix a atteint 2 500 % l'an dernier. Le gouvernement s'engage également à augmenter les recettes fiscales, notamment par le relèvement des taxes sur l'énergie. Un texte commun de la banque centrale et du gouvernement doit être prochainement adopté.

Les crédits doivent être octroyés dans le cadre d'une nouvelle facilité de crédit créée en avril et destinée aux Etats en transition vers l'économie de marché.

Au « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Bayrou prendra début juin des décisions sur l'avenir du baccalauréat

Le ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, est revenu, dimanche 23 mai, devant « Le grand jury RTL-Le Monde », sur les principaux chantiers qu'il entend ouvrir. Le dossier du baccalauréat, qui prolonge les décisions déjà adoptées pour la classe de première, devrait être tranché au début du mois de juin, a-t-il précisé. Pour le collège, en revanche, dont « tout le monde sait depuis dix ou quinze ans qu'il ne marche pas mais auquel personne n'ose toucher », M. Bayrou se donne le temps de réfléchir et se livre à des expérimentations que dans un an, pour le rentrée 1994.

Même prudence sur le dossier délicat de la liberté de choix de l'établissement scolaire par les familles, qui « soulève des débats nombreux, y compris parmi les élus de la majorité, dont certains craignent que des établissements ne se trouvent, par là-même, encore plus défavorisés ».

Pour tenter de réhabiliter les établissements considérés comme les plus difficiles, le ministre de l'éducation a confirmé sa volonté de nommer « les meilleurs chefs d'établissement dans les établissements les plus difficiles ». C'est la raison pour laquelle il a retardé le mouvement des chefs d'établissement et décidé de réattribuer la catégorie de cent vingt-neuf lycées et collèges et les primes de fonction de leur proviseur ou principal.

Enfin, François Bayrou a vigoureusement dénoncé cette « idée fautive » selon laquelle « la protection des élèves à l'intérieur des établissements pourrait les couper de la vie ». « L'école doit être un sanctuaire. Les enfants, et singulièrement les plus faibles, doivent être protégés contre des tentations ou des pressions de toute nature : je songe au racket et à la drogue. Pré-tendre que, en protégeant les enfants contre le racket et la drogue, on les coupe du monde, c'est du verbiage idéologique, c'est une vaste blague ! », s'est exclamé le ministre.

(Publicité)

550 F, offre spéciale : blouson soie

Pour homme, ce modèle 100 % soie, idéal sur les gradins de Roland-GARROS, coloria fantaisie. Nombreux autres modèles de blousons dans ce magasin où, à deux pas de l'Opéra, on trouve aussi un choix magnifique de chemises en soie véritable à partir de 239 F.

LA VOGUE, 38, boulevard des Italiens (9^e). Egalement à leur magasin du centre commercial Vélizy 2.

Réunie en synode national au Havre

L'Eglise réformée de France entend relancer son action missionnaire à l'étranger

Le synode national de l'Eglise réformée de France, réuni du jeudi 20 au dimanche 23 mai au Havre, a clos une réflexion de deux ans, menée dans toutes les Eglises protestantes, sur le relance jugée nécessaire de l'action missionnaire à l'étranger.

LE HAVRE

de notre envoyé spécial

A compter du « réveil » du dix-neuvième siècle, les Eglises protestantes d'Europe ont connu une sorte d'âge d'or missionnaire. En Afrique occidentale et australe, dans l'océan Indien, en Océanie, dans une moindre mesure en Amérique latine et en Asie, elles ont contribué, sans sans romantisme, à l'œuvre « évangélique » de la colonisation. Une bible en main, la Déclaration des droits de l'homme dans l'autre, elles ont été à la pointe de la lutte contre l'esclavage et, depuis les années 60, associées à presque tous les efforts de développement et de démocratisation de pays nouvellement indépendants (1).

Les temps ont changé. Tous les responsables — catholiques aussi bien que protestants — se plaignent désormais du reflux de cet élan missionnaire, enraciné pourtant dans la plus lointaine tradition du christianisme. Les explications ne manquent pas. A l'argument connu du repli individualiste ou national s'ajoute un scepticisme croissant sur l'efficacité des aides, en hommes et en moyens, aux pays et aux Eglises pauvres. Et si, autrefois, le « missionnaire » avait un visage, les structures qui animaient le développement extérieur des Eglises sont devenues aujourd'hui plus opaques.

Depuis deux ans, les Eglises protestantes françaises, réformées et luthériennes, s'interrogent sur tous les niveaux (paroisses, synodes régionaux, synodes nationaux) sur cette désaffection. Les enjeux et les priorités de l'action missionnaire s'apparentent plus clairement. Des régions entières de France, déchristianisées, deviennent à leur tour des terres de mission : faut-il alors « évangéliser » la Corée ou le Zambie ? Les Eglises autochtones des pays latins ne sont-elles pas lassées d'être assistées ?

Ce reflux a des conséquences budgétaires et humaines immédiates. Pour succéder à la Société des missions évangéliques de Paris, les Eglises réformées et luthériennes ont créé, en 1971, un service extérieur commun, appelé le Département évangélique français d'action apostolique

(DEFAP), dont la vocation est d'organiser la solidarité entre les Eglises d'Europe et du tiers-monde (2), auquel il consacre l'essentiel de son budget. Le DEFAP délègue régulièrement des « envoyés » et des volontaires du service national (VSN) travaillant dans la formation, l'enseignement, la santé ou l'agriculture. Or les paroisses protestantes se montrent aujourd'hui plus réticentes à financer un tel service, comparé à une ONG un peu distante et lointaine.

La concurrence des sectes

Les débats sur l'action extérieure du protestantisme en Afrique du Sud, en Nouvelle-Calédonie, en Amérique centrale, dans les pays méditerranéens, ont toujours été, hier, à des empougnades sur le plus ou moins grand engagement des Eglises dans les luttes de libération. C'est un autre signe des temps : les discussions du synode national de l'ERF au Havre s'ont pas du tout portées sur les risques de dérapage politique des aides des Eglises.

En revanche se sont opposées deux sensibilités sur une conception moderne de la mission. En simplifiant les choses, la première est typiquement « évangélique » : elle veut ramper avec la ligne actuelle du DEFAP, instaurer des circuits plus courts entre les communautés chrétiennes en France et dans le tiers-monde, mener des actions directes de « témoignage » pour faire pièce notamment aux sectes fondamentalistes.

« Si nous ne le faisons pas, des officines vont se donner des réponses toutes faites, pour livrer du prêt-à-penser religieux », dit Serge Oberkamp, président de l'Alliance biblique. L'autre tendance insiste sur le caractère « global » de la mission : le « témoignage » doit être vécu, venir de sa réponse à des enjeux sociaux, éducatifs et humanitaires, dit Alain Rey, secrétaire général du DEFAP.

Dans la bonne tradition protestante, les partisans des thèses en présence ont mis au point une résolution qui a tous les avantages du consensus, mais aussi tous les inconvénients du compromis. « Témoignage et service, évangile et développement, paroles et action sont indissolublement liés, même si chacun ne place pas l'accent sur le même côté », reconnaît le document final, qui invite les paroisses protestantes à retrouver leur élan missionnaire d'antan.

Un « constat d'échec » est dressé, s'agissant de l'action du DEFAP, accusé de « mal passer dans les Eglises locales ». Mais,

comme l'avait fait l'Eglise luthérienne de France réunie aussi, une semaine plus tôt, en synode général, l'Eglise réformée maintient globalement sa confiance au DEFAP, tout en réorientant certaines de ses missions.

Ce résultat devait satisfaire les délégués réformés au Havre, qui, face aux multiples formes du « repli » confessionnel et national, entendent maintenir intacte la vocation de la mission comme lieu de coopération œcuménique et internationale, car de tels espaces se font de plus en plus rares aujourd'hui.

HENRI TINCO

A Rome

Des personnalités du Vatican ont été décorées de la Légion d'honneur

M. René Ala, ambassadeur de France auprès du Saint-Siège, a remis au cours d'une réception, jeudi 20 mai à Rome, les insignes de la Légion d'honneur à des personnalités de la secrétairerie d'Etat du Vatican. Le cardinal Sodana, secrétaire d'Etat et principal collaborateur du pape, avait été élevé à la dignité de grand officier le 12 mai 1992. Mgr Giovanni Battista Re, substitut-chef de la première section de la secrétairerie d'Etat (dite des affaires générales), et Mgr Jean-Louis Tauran, chef de la deuxième section des relations avec les Etats (ministère des affaires étrangères) du pape, avaient été promus commandeurs de la Légion d'honneur le 24 février 1993.

Mgr Luigi Cavalliere, collaborateur de Mgr Tauran, a été fait chevalier de l'Ordre national du Mérite. Président du conseil pontifical Justice et Paix, le cardinal Roger Etchegaray, également promu commandeur le 24 février dernier, avait été décoré par M. Ala le lundi 17 mai.

Des royalistes commémorent l'insurrection vendéenne de 1793

Plusieurs milliers de personnes ont participé, samedi 22 mai sur le mont des Aloettes (Vendée), à la célébration du bicentenaire des guerres de Vendée de 1793. Organisée par une association royaliste créée en 1991, cette « fête royale » avait pour but de rappeler le souvenir de l'insurrection aoyée dans le sang des habitants des Mauges et du Pays de Retz qui protestèrent contre la décision de la Convention de lever trois cent mille d'entre eux pour défendre la République. Après la célébration d'une messe en latin selon le rite de saint Pie V, une stèle à la mémoire de Louis XVI a été inaugurée. En l'absence du prince Louis, duc d'Angoulême, allié des Bourbons et représentant de la branche légitimiste (le Monde du 28 avril 1992), les cérémonies ont été placées sous la présidence de la duchesse d'Angoulême et de Ségovie, sa grand-mère. Dans son numéro du 20 mai, l'Action française hebdomadaire ce « rassemblement pseudo-légitimiste ».

Le Monde
PUBLICITE LITTÉRAIRE
Renseignements :
46-62-74-43

D'UNE VIVE ACTUALITÉ

Cette édition, entièrement rénovée dans son fond et dans sa forme, est enrichie de nouvelles annotations de jurisprudence et de bibliographie intégralement réécrites et redistribuées par Pierre Ortschneider.

Mise à jour législative au 23 mars 1993.



DALLOZ

SOMMAIRE

DÉBATS

Un entretien avec Mireille Delmas-Marty..... 2

ÉTRANGER

Elections espagnoles : les socialistes et la droite sont au coude à coude dans les sondages..... 3
Les mesures prévues par les alliés pour la Bosnie..... 4
Bhoutan : un « nettoyage ethnique » silencieux..... 6
Polémique au Venezuela après la suspension du président Pérez..... 7

POLITIQUE

Cinq élections cantonales partielles..... 8
La commission des lois du Sénat modifie le projet de réforme de la Haute Cour..... 8
La visite de Dominique Perben aux Antilles et en Guyane..... 9

SOCIÉTÉ

La mobilisation d'un quartier de Lille contre les revendeurs de drogue..... 10
La situation des étrangers et la réforme du code de la nationalité : un entretien avec le pasteur Star..... 10

SPORTS

Automobile : Ayrton Senna le miracle ; Tennis : Jim Courier aux deux visages ; Tennis de table : Jean-Philippe Gatien champion du monde..... 12-13

CULTURE

Le Festival de Cannes : le Maître de marionnettes, de Hou Hsiao-hsien ; Flaming Stances, de Ken Loach ; Chute libre, de Joel Schumacher ; Moi Ivan, toi Abraham, de Yolande Zauberman ; Les manuscrits du cinéma européen à l'heure du GATT..... 14-15

ÉCONOMIE

Les Douze cherchent à dédramatiser les discussions lors de la réunion informelle des ministres des finances au Danemark..... 19
Etats-Unis : la taxe sur l'énergie du président Clinton menacée..... 19
La discussion du collectif budgétaire à l'Assemblée nationale : M. Balladur ve renforce les mesures de relance..... 20
La nouvelle président de Nomura Securities croit à une reprise de l'activité économique au Japon..... 20
La Slovénie rêve de devenir la Suisse des Balkans..... 21
Vie des entreprises..... 22

L'ÉCONOMIE

• La baisse des taux : enfin !
• Coups fourrés dans le tabac
• Les transports publics contre-attaquent
• Dossier : les hlocarbures
• Relancer par les travaux publics..... 27 à 36

Services

Abonnements..... 31
Annonces classées..... 20
Cartes..... 24
Loto, Loto sportif..... 24
Marchés financiers..... 22-23
Météorologie..... 25
Mots croisés..... 24
Radio-Télévision..... 25
Spectacles..... 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

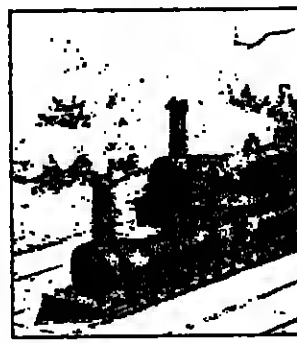
Ce numéro comporte un cahier « Le Monde-Économie » folioté 27 à 36
Le numéro du « Monde » daté 23-24 mai 1993 a été tiré à 498 315 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Initiatives » Emploi : la famille d'abord
Avec le chômage, les salariés essaient d'aider leurs enfants pour que ceux-ci obtiennent un emploi. Officiellement ou non, ils réclament ou obtiennent une priorité à l'embauche dans leurs entreprises. De leur côté, certaines sociétés pratiquent la cooptation.

« Sciences-Médecine » : la dépendance derrière les barreaux
Le débat autour de la dépendance de l'usage de drogue conduit à s'interroger sur la santé des toxicomanes incarcérés.

Relancer par les travaux publics



Comment faire repartir l'économie sans inflation ? Pour François Lagrangs, il faut faire prendre en charge par le privé les projets d'infrastructures en attente que l'Etat, manquant de ressources, ne peut financer.

FINANCE

La baisse des taux : enfin !

N'i raid éclair ni bataille de tranchées : la drôle de guerre qui se déroule actuellement dans le tabac semble, au premier regard, extrêmement confuse. On a l'impression que les combats, la présence sont nombreuses et les alliances nouées multiples. Quant au conflit, il est mené sur plusieurs fronts : français et européen, et armés par une clientèle moins nombreuse, moins fidèle et aux réactions inattendues.

« Tout faux, nous avons tout faux », reconnaissent la plupart des fabricants de tabacs. Certes, ils avaient prévu l'érosion du marché — il a encore baissé de 4,6 % au premier trimestre de cette année — mais non le comportement des fumeurs, qui recherchent désormais le plus bas prix, sans souci de la marque. Ce mouvement, apparu dans tous les secteurs de la consommation depuis la crise du Golfe, n'avait pas encore contaminé le tabac.

Les premiers signes sont apparus dans les derniers mois de 1992, avec le lancement, par des marques peu connues, de paquets de vingt-cinq cigarettes au prix de vingt. A l'époque, l'engouement provoqué n'était pas considéré comme alarmant. Le dédicé est venu en janvier, avec la hausse de 15 % du prix du tabac décidée par les pouvoirs publics dans les derniers jours de décembre.



Les taux d'intérêt diminuent. Cette détente, tant attendue, aura sans aucun doute pour effet de doper l'économie. Mais comment, avec quelle ampleur et dans quels délais ? Les taux d'intérêt mettent en jeu des phénomènes complexes et leurs mouvements n'ont pas le même impact selon les économies. En France, la décuve devrait provoquer un transfert de 15 à 20 milliards de francs des ménages vers les entreprises, mais celles-ci n'en bénéficieront pas toutes également, ni tout de suite.

Lire pages 30 et 31 les articles de Sophie Gherardi, Serge Marti, François Renard et Thibault Romain

Le bois dans tous ses états

***Des scieurs aux papetiers, tous les métiers
sont durement frappés par les désordres monétaires***

C'ÉTAIT, paraît-il, la première fois depuis un siècle. Mercredi 12 mai, exploitants forestiers, patrons de scierie, bûcherons et transporteurs défilèrent dans les rues de Nantes pour crier leur colère, contraignant le gouvernement à adopter, en catastrophe, quelques mesures d'urgence : déblocage de 30 millions de francs pour renflouer la trésorerie des scieries; report, jusqu'en décembre, du paiement de la taxe sur les rendus forestiers.

Il y allait, en effet, de la survie du nombre de ces petites entreprises de la France rurale, victimes depuis trois ans d'une crise désastreuse. Une crise qui démarra, début 1990, par un événement fortuit, une énorme tempête qui abattit 110 millions de mètres cubes de bois. Des «chablis», dans la langue du métier, qu'il a bien fallu résorber. « Cette surabondance forcée a entraîné une chute des cours de sciage, une diminution de la rentabilité et une fragilisation des entreprises », explique ainsi la Fédération nationale du bois.

Mais, depuis septembre 1992, ce sont les dévaluations monétaires qui ont pris le relais. Celles des monnaies italienne, espagnole, portugaise et britannique, qui tarissent toute exportation française vers ces pays. Celle des devises scandinaves qui donnent aux industriels finlandais et suédois la possibilité d'invaloir le marché communautaire : « Les bois résineux en prove-

nance de ces pays sont vendus à plus de 15 % au-dessous des prix de revient des scieries européennes, qui ne pourront résister longtemps à cette concurrence agressive », expliquaient, en mars et d'une même voix, Roger Leabats, Eugen Decker et Jean-Pierre Hontoir, présidents des organisations de scieurs français, allemands et belges.

CONTRACTION • Le marché national lui-même se dérobe sous les pieds des industriels, dont les débouchés se contractent un à un. En deux ans, celui de l'aménagement a reculé de 17 % en volume, celui du bâtiment de 15 % et celui des travaux publics de 20 %. L'an dernier, 277 000 logements seulement ont été mis en chantier, le total le plus faible depuis quarante ans. Autant de moins pour les fabricants de portes, de fenêtres, de parquets... En attendant les éventuelles retombées du plan de relance présenté par le gouvernement le 5 mai, les métiers du bois doivent affronter ce que Robert Braun, président de l'Organisation européenne des scieries, qualifie de « situation la plus dramatique depuis quarante ans ».

Car, en réalité, c'est bien l'ensemble de la filière du bois, de la petite entreprise de sciage au plus grand des groupes papetiers, qui est aujourd'hui frappée de plein fouet par les dés-

ordres monétaires et la baisse des prix de vente l'an dernier (évaluée entre 10 % et 15 % pour les industries du sciage et de 20 % en moyenne pour les produits papetiers). L'année dernière, les membres de la Confédération française de l'industrie des papiers, cartons et celluloses (Copa-cell) ont perdu plus de 2 milliards de francs.

Une situation exceptionnelle qui conduit de plus en plus de professionnels à demander l'adoption de clauses de sauvegarde à l'encontre des importations scandinaves. C'est le cas, bien sûr, des scieurs de bois. Mais c'est aussi celui, désormais, d'un groupe de la taille de Gascogne, avec ses 3,2 milliards de francs de chiffre d'affaires, ses 30 millions de résultats nets et ses 2 500 salariés. Gascogne a engagé des discussions avec des producteurs allemands, pour dégager une position commune et obtenir de la Communauté européenne l'adoption d'une clause de sauvegarde sur tout le papier kraft d'emballage, sa spécialité. Des demandes appuyées par le nouveau gouvernement.

Le bras de fer avec les industriels scandinaves a débuté.

Pierre-Angel Gay

Lire page 33 notre enquête
en France et en Scandinavie

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

Université à San Francisco,
spécialisée en management international, habilitée à délivrer les :

MBA *Master of Business Administration
for International Management*

■ **Filière d'admission 3^e cycle :** Ingénieurs, Pharmaciens, Médecins, DEA, DESS, IEP - Grandes Écoles - Magistères, Maîtrises.

■ Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans l'histoire interactive liée à l'expérience du projet

professionnel - conduisant au MBA en Management International.

DOCTORATE of Business Administration

DOCTORATE

■ Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco, au plus haut niveau du management international couronné par une thèse-

- Éliminées aux diplômés de l'enseignement supérieur en

- Filière réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur
management : DEA - DESS - MBA...

Informations et sélections pour l'Europe :

17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris
Tél. (1) 42 72 11 71

Tél. : (1) 40 70 11 71
Communiqué par International University of America - San Francisco - CA

Programme associé en Asie, AMA HONG KONG

1. *Journal of Management Studies*, 1990, 27, 1, 1-14.

CONSUMMATION

Contrôles à géométrie variable

Prix variant du simple au double, résultats incertains : la fiabilité des contrôles techniques obligatoires pour les véhicules anciens n'est pas encore assurée

OBLIGATOIRE depuis le 1^{er} janvier 1992, le contrôle technique sur les véhicules particuliers de plus de cinq ans (même si, cette année encore, l'obligation ne s'applique qu'aux véhicules de plus de sept ans d'âge) connaît des fluctuations de tarifs spectaculaires. En province, le prix moyen s'établit à 284 francs, mais s'inscrit dans une fourchette de 195 à 323 francs (deux extrêmes relevés dans le Nord). En région parisienne, les tarifs avoisinent les 400 francs. Telles sont quelques-unes des disparités les plus flagrantes relevées par l'enquête réalisée au 1^{er} mai par les centres locaux d'information sur les prix (CLIP) dans dix-sept départements de province (1). Au total, 543 centres de contrôle (sur un total de 2 691 en France) ont répondu aux enquêteurs, soit presque un sur cinq.

Agacés par les préfectures, ces centres sont chargés d'opérer les fameux contrôles techniques (à renouveler tous les trois ans), qui consistent en un examen sans démontage de 52 points du véhicule : châssis, suspension, essieux, direction, freinage, transmission, roues, pneus, éclairage, signalisation, carrosserie, équipements. A l'issue de la visite, un rapport de contrôle, véritable « bilan de santé » de la voiture, doit être remis à l'automobiliste. L'expérience prouve que sur quatre véhicules contrôlés, trois sont en mauvais état, mais seuls les défauts du système de freinage, y compris les fuites de stop, doivent obligatoirement être réparés et donnent lieu à une contre-visite dans les deux mois (passé ce délai, un nouveau contrôle complet est imposé).

ÉCARTS • C'est un véritable état des lieux que dresse l'enquête des CLIP : installés presque tous en ville (à 93 %), les centres de contrôle sont dans 78,5 % des cas des centres spécialisés, indépendants des garagistes et des constructeurs, le reste étant formé de « centres auxiliaires » installés dans des garages ruraux. Actuellement, six grands réseaux se

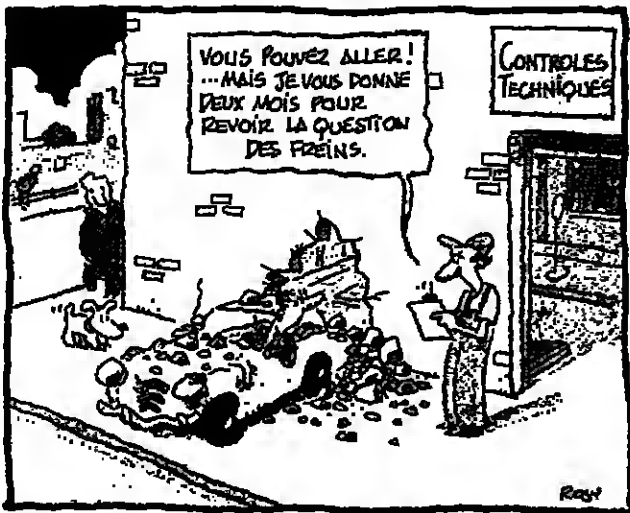
partagent les contrôles techniques : Autostar, Autovision, Centre Auto Sécurité, Dekra, Sécuritétest détiennent chacun entre 14 % et 16 % du marché, mais le plus représenté est Veritas (avec 23,47 %), aussi le mieux implanté dans les centres auxiliaires (71 % des installations auxiliaires sont des Veritas). La tarification de la contre-visite est encore plus variable que celle de la visite : de 0 à 150 francs

Sécuritétest et Autovision affichent les plus bas prix (de 14 % inférieurs en moyenne à ceux de Veritas). Fort instructive sur cette fluctuation des prix, dont on ne voit guère les raisons, l'enquête des CLIP avait cependant gagné à faire le point sur la qualité technique des contrôles, dont la fiabilité est pour le moins sujette à caution sans qu'il y ait nécessairement relation avec le prix.

Pour preuve, l'enquête de l'hebdomadaire *Auto Plus*, qui a eu la bonne idée l'été dernier de soumettre la même voiture, une Renault 9 présentant les mêmes défauts, à douze centres de contrôle (deux dans chacun des six réseaux) de la région lyonnaise et du Midi. Résultat édifiant : aucun contrôle ne donne les mêmes indications. Dans cinq centres, la voiture a été « recatée », alors que sept autres n'ont décelé aucune anomalie ! Pis encore, le diagnostic diffère d'un centre à l'autre au sein du même réseau. Seul Autovision a émis le même jugement (véhicule conforme) dans les deux cas. Même le poids de la voiture, critère pourtant décisif quant à l'efficacité des freins, varie de 738 à 946 kilos d'un contrôle à l'autre ! Ces différences jettent un doute tant sur la compétence des contrôleurs que sur la fiabilité des mesures. « Le contrôle technique est un jeu de hasard », conclut *Auto Plus*. D'autant plus insupportable qu'il est imposé par la loi : l'automobiliste qui ne s'y soumettrait pas est passible d'une amende de 900 francs. Pourtant, jusqu'à présent, les insuffisances, pour ne pas dire la légèreté de ces contrôles, n'ont pas ému outre mesure les pouvoirs publics. Il est vrai qu'à chaque contrôle, l'Etat encaisse 18,6 % de TVA.

Philippe Baverel

(1) En Bretagne, Alsace, Franche-Comté, quelques départements du Centre, Calvados, Moselle et Nord.



puisque sur les 543 centres testés par les CLIP, 44 l'ont fait généralement quand la visite a été effectuée chez eux. Quant au coût global « visite-contre-visite », les écarts vont du simple au double : le prix le plus bas a été relevé en Haute-Garonne (200 francs), le plus élevé en Moselle (456 francs), la moyenne s'établissant à 365 francs. Si les disparités géographiques ne sont pas négligeables, il apparaît globalement que les visites dans les centres auxiliaires coûtent plus cher que celles passées dans des établissements spécialisés. En toute logique, Veritas, dont près des deux tiers des installations sont auxiliaires, pratique les tarifs les plus élevés, tandis que

HUMEUR • par Josée Doyère

Quand l'Europe existera...

ÇA y est, c'est reparti. On va encore nous rebattre les oreilles avec le GATT et ses discussions de marchands de tapis sur la sidérurgie, les oléagineux, les télécoms, que sais-je ! Des négociations internationales, ça s'apparente à un jeu de piste pour diplomates avertis ; c'est forcément éphémère, torse nu, chaque rencontre nourrissant des axiomes de plusieurs semaines, des interprétations contradictoires de la position des uns et des autres. De plus, l'interminable négociation du GATT est lourde de sous-entendus protectionnistes sous un discours libéral et vertueux de concurrence mondiale pure et dure.

Cela n'arrange rien, mais c'est le jeu, chaque pays cherchant à protéger les productions de ses ressortissants sans vouloir jamais affirmer haut et fort la primauté de ses soucis nationaux sur toute considération universelle.

Cela du moins est transparent : les États-Unis, tout comme le Japon, veulent pouvoir vendre un maximum de choses aux autres, tout en empêchant les autres en question de vendre trop de leurs produits chez eux.

Avec la Communauté européenne, l'analyse est moins simple. Car l'ambiguïté du discours européen est largement due aux mécontentements divers et variés qui existent entre les Douze. La France est à peu près isolée sur le dossier agricole, et le colza des Länder orientaux ris-

que d'ajouter une tension de plus à un accord chèrement acquis sur les oléagineux. La restructuration de la sidérurgie européenne suppose qu'Allemagne, Espagne, Italie acceptent d'immoler leurs intérêts sur l'autel communautaire ; pas facile, pour la Commission, de les convaincre, en période de crise internationale. Tout ça avant d'affronter les Américains, et Clinton, pas plus que Bush, n'est prêt à laisser tomber ses grandes maitres de forge...

J'ai quand même l'impression que l'Europe est mal partie, avec le GATT, tant que les Douze continueront à se déchirer sous l'œil intéressé de nos partenaires (ou doit-on dire de nos adversaires ?). Moi, ça me plairait assez de voir une Europe protectionniste, soucieuse de ses frontières avec les pays tiers, soucieuse pour tout menagement aux règles strictes de réciprocité.

Comment les groupes socioprofessionnels de chacun des douze pays ne voient-ils pas qu'en défendant bec et ongles les intérêts des autres Européens, quel que soit le sujet abordé, ils rendraient plus crédible le CEE ? Dans un pays comme la France, les différentes régions, si leurs intérêts s'opposent parfois, ne s'efforcent pas entre elles, en une sorte de guerre civile économique. Quand nos douze pays se conduisent-ils vraiment comme douze régions de l'Europe ?

Quand l'Europe existera...

LA COTE DES MOTS

Décideur

Si le Petit Robert accueille *décideur* en tant que substantif synonyme exact de *décideur*, seul ce dernier mot figure dans le récent tome I du nouveau Dictionnaire de l'Académie (9^e édition) ainsi que dans le Petit Larousse illustré 1993, avec l'acception de « personne physique ou morale habilitée à prendre des décisions ».

Le Grand Robert (pour qui *décideur* n'est qu'un adjectif « rare » ayant le sens de « qui décide avec autorité ») déclare que le féminin *décideuse* est « virtuel », rejoint en cela par Joseph Hanne, qui, lui, note : « On peut dire la décideuse ». Les autres lexicographes sont muets en ce qui concerne cette féminisation.

Sans nul doute l'arrivée de *décideur* dans le domaine des affaires et de la finance découle-t-elle des anglo-américanisms *decision-maker* et *decider* (« décider », employé avec la même signification).

Cette origine d'outre-Manche et d'outre-Atlantique recoupant le vieux mot français *décideur* (du verbe *décider*), utilisé au sens de « qui décide, qui tranche les questions » - « *Décideur* impitoyable [...] tu cherches les bones de ton esprit ?... Elles sont au bout de ton nez ! » (Voltaire) - le terme a été largement ratifié, sans réserves.

L'indifférence portée à *décideur* est probablement due au fait que ce vocable est ressenti comme un terme « institutionnel » appartenant au langage empouillé de l'administration plutôt qu'à un vocabulaire tonique, moins compassé, du milieu des gestionnaires, des dirigeants d'entreprise, des organisateurs-conseils, des managers, quoi ! Un manager que nous... mépriseraons moins, nous y reviendrons, que ce *décideur* familier.

Jean-Pierre Colignon

LIVRES

La prospective incertaine

Les démographes ne peuvent dessiner précisément les contours de la société française vers 2025 : économie, sociologie et politique ont plus de pouvoir qu'on ne le croit sur notre avenir

LA FRANCE DANS DEUX GÉNÉRATIONS Population et société dans le premier tiers du XXI^e siècle sous la direction de Georges Tapinas, Fayard, 362 pages, 140 F.

« INCERTITUDE, ô mes délices ! Vous et moi nous nous en allons ! Comme s'en vont les écrivains ! A reculons », écrivait Apollinaire dans le *Cortège d'Orphée*. C'est à un exercice du même ordre, consistant à fouiller le passé pour reconstituer dans le présent les traces de l'avenir qu'invitent les douze chercheurs, démographes, économistes ou politiciens réunis autour de Georges Tapinas, professeur à Sciences-Po et spécialiste de démographie économique.

Un sujet bien français : « la question de la population » - la « dépopulation » ? - soulève des passions dans notre pays, alors qu'ailleurs en Europe la baisse du nombre d'enfants ou le vieillissement laissent l'opinion indifférente, voire consentante. Sujet alléchant pourtant : pouvons-nous prévoir l'évolution de notre société ? La démographie, cette science des « tendances lourdes » paraît toute désignée pour répondre. Disons-le tout de suite : l'exercice déçoit tous ceux qui attendent des perspectives apocalyptiques - la tendance actuelle : un pays vieillissant, asséché, - et même le lecteur sans prévisions en quête d'une description précise du paysage social français vers 2025.

En effet, les grandes lignes sont déjà connues : le nombre d'enfants par famille va rester relativement bas (une fécondité moyenne autour de 1,8 enfant par femme, un peu plus, ou peu moins) ; par conséquent, la population commencera à diminuer quel que soit vers le premier tiers du XXI^e siècle, malgré une baisse de la mortalité due à l'allongement de la durée de vie moyenne ; elle vieillira inéluctablement ; les entrées de jeunes sur le marché du travail

se réduiront à partir de 1995 ; les sorties de la vie active vont s'accroître à partir de 2005 (correspondant aux générations du baby-boom) ; on ne peut donc maintenir en l'état le système actuel de retraite. D'autre part des pressions fortes s'exerceront pour une reprise de l'immigration.

Mais, et c'est par là qu'il devient passionnant, le livre met en évidence la complexité des évolutions et la diversité des futurs possibles. Sur la famille et la fécondité, Louis Roussel distingue le *certain* (la baisse du nombre des naissances à partir de 1995, le passage de la famille « horizontale » à celle « en ligne » sur trois, voire quatre générations), le *probable* (la « désinstitutionnalisation » de la famille) des *possibles* très divers (étalement ou dissolution de la famille, régulation par l'Etat, etc.). Mais Jacques Vallin se dit incapable de discerner « le plus probable » dans l'évolution de la mortalité.

INTÉGRATION • Chaque analyse renvoie toujours ailleurs, tant les variables sont interdépendantes : ce que chacun des auteurs est tenté de prendre pour acquis est mis en question par le voisin. L'évolution de la famille reporte au salariat féminin et aux ressources des ménages les flux futurs d'immigration au vieillissement de la population active... mais la liaison entre âge et productivité n'est pas univoque, comme le montre Didier Blanchet : elle combine gains apportés par l'expérience et pertes dues à l'usure au travail. Encore celle-ci n'est-elle pas constante, et la formation peut-elle nourrir encore l'expérience.

Dans ce bonnet d'incertitudes, deux chapitres méritent une mention particulière. Pour la planification, celui sur la politique familiale. Olivia Eker-Jaffé montre son effet sur la fécondité et ses limites : son influence « ne s'exerce qu'à la marge et dans la mesure où la politique est adaptée à l'environnement et aux tendances profondes de la fécondité ». Avec quatre difficultés supplémentaires : la naissance du deuxième enfant est plus

sensible à la « *bonne volonté* » des parents, celle du troisième aux moyens déduits à la famille ; l'aide est efficace si elle est bien ciblée, mais elle doit se renouveler, sinon elle perd son impact.

Pour la politique et l'actualité, celui sur l'immigration. Michèle Tribalat, auteur d'*Etrangers d'hier, Français d'aujourd'hui*, y explore les mille sentiers de l'intégration, et notamment de ses formes les plus claires : mariages mixtes et évolution de la fécondité. Plus encore que le pays et la région d'origine, l'âge et la situation de famille à l'arrivée en France ainsi que la durée de séjour exercent une influence décisive sur le « *décalage* » de *bona fides* des étrangers. Ainsi la fréquence des mariages mixtes s'accroît-elle depuis les années 80 : de même les jeunes Algériens en France se marient-elles plus tard et ont-elles beaucoup moins d'enfants que leurs mères et que les Marocaines et Tunisiennes de leur âge, arrivées plus récemment.

Sur ce fond, les stratégies familiales et communautaires peuvent accélérer ou ralentir les évolutions : repli des Turcs sur les valeurs traditionnelles, recherche d'intégration des jeunes Portugais à travers les formations professionnelles et le travail ouvrier, alors que les jeunes Algériens qui prolongent davantage leur scolarité ont une insertion plus difficile. La présence d'une communauté en France aide beaucoup l'intégration, comme le montre l'exemple des Espagnols et des Italiens arrivés après-guerre, mais protégés par une première vague dans les années 30. Intégration que pourrait faciliter aussi, de manière paradoxale, le développement des entreprises « ethniques » (sommeurs chinois, d'érabiers ou marbriers)... Autant d'éléments absents des données officielles sur l'immigration et que devraient méditer les parlementaires préoccupés d'ériger des murailles autour de la nationalité.

Guy Herzlich

NOTES DE LECTURE

ÊTRE INGÉNIEUR AU XX^e SIÈCLE de Claudine Lange, préface de Henri Martre, éditions du Rocher, 352 pages, 135 F.

La France compte cinq cent mille ingénieurs. Dans les domaines les plus variés, dont certains n'ont plus rien à voir avec l'industrie et les techniques. Qu'ont-ils en commun ? C'est notamment ce que recherche Claudine Lange dans cet ouvrage très fouillé. Si l'on prend la question au plus haut, ce qui rapproche surtout ces professionnels, c'est « leur capacité à relier le plus abstrait au plus concret, et à débrouiller l'écheveau des systèmes complexes ». Mais que de cas particuliers, quelle mosaïque bien dessinée à travers de multiples témoignages, recueillis « sur le tas » ! Si la passion de la technique domine, les ingénieurs ne vivent pas hors du monde, comme on le croit souvent.

Va-t-on manquer d'ingénieurs ? Les sous-utilise-t-on ? Pourquoi leur efficacité batte-t-elle sur l'obstacle de la communication ? Pourquoi l'Europe n'est-elle pas leur champ d'action privilégié ? Comment dépasser la fausse opposition entre technique et management ? Autant de questions auxquelles Claudine Lange répond avec discernement, avant de demander que se réveille « la citoyenneté des ingénieurs », parce qu'ils sont « au carrefour de tous les changements ».

P. D.

L'ÉTAT ET LE CAPITALISME AU XX^e SIÈCLE de Frédéric Teulon, PUF, 375 pages, 198 F.

Cet ouvrage est le deuxième d'un vaste panorama de l'économie contemporaine entreprise par Frédéric Teulon, après *Croissance, crises et développement*. Il est organisé en deux parties indépendantes : « Le rôle économique et social de l'Etat » et « Les transformations du capitalisme ».

La première est une analyse complète et actualisée des politiques économiques. L'auteur, avant d'étudier classiquement les structures conjoncturelles et structurelles, envisage les critères économiques de l'intervention publique. Cette approche logique est néanmoins contestable, dans la mesure où elle fait du marché la référence

obligée de l'intervention publique. La deuxième partie, plus « sociologique », évoque la fin du taylorisme, la question du chômage et des syndicats, l'émergence des classes moyennes, etc. On peut regretter que les initiales de certains chapitres, parfois tonitruantes (« L'argent roi, l'argent fou »), ne correspondent pas en contenu extrêmement sérieux d'un livre à conseiller au public universitaire.

B. Ma.

ILL L'ESPIONNE de Pierre Barrot et Seydou Drame, Lieu Commun, 256 pages, 110 F.

Il s'agit d'un roman, plutôt mieux écrit que tant d'autres, avec de jolies esquisses de personnages. Mais là n'est pas l'essentiel. Ce livre si agréable à lire vous en apprend plus sur les problèmes - et les atouts - du développement en Afrique que ne le fait une collection de rapports. Christian Labrousse veut faire fabriquer et vendre - dans un pays qu'on devine être le Burkina-Faso de Thomas Sankara - des pompes à eau permettant l'arrosage des champs. Les difficultés seront innombrables, tant du côté européen (insurmontable galère de portraits de coopérants, du plus naïf au plus cynique) que du côté africain (du bureaucrate borné au forgeron tire-au-flanc). Mais, en quelques années, les pompes-calmans et les pompes-éléphants finiront par trouver à la fois des producteurs et des clients. Récit vivant, cocasse, à mille lieues de la phraséologie culpabilisante trop souvent employée pour parler de l'Afrique.

S. Gh.

AGENDA

MARDI 25 MAI. Paris. L'Assemblée nationale examine la loi de finances rectificative présentée le 10 mai par Edouard Balladur. Nouvelle réunion patronat/syndicats sur le financement de l'assurance-chômage.

MERCREDI 26 MAI. Paris. Au menu du conseil des ministres, les projets de loi sur les retraites, les privatisations, l'emploi. La Poste annonce des mesures de redressement.

P E R S P E C T I V E S

VILLES

Les transports publics contre-attaquent

Malgré l'avancée inexorable de la voiture individuelle, la montée de la délinquance, il y a de bonnes raisons de croire en l'avenir du transport collectif dans le monde

Du 3 au 7 mai, l'Union internationale des transports publics (UITP) a réuni, à Sydney (Australie), à l'occasion de son 50^e congrès, les exploitants de métros, de tramways, de trains de banlieue et de bus du monde entier.

transports publics. Quand on cherche à relancer sans trop de frais, on devrait laisser tomber les tunnels et les échangeurs autoroutiers et privilégier les transports collectifs qui règlent les problèmes de congestion et qui corrigent l'exclusion sociale des banlieues.»

VOIES RÉSERVÉES. — Les exploitants et les industriels ne sont pas restés les deux pieds dans le même sabot. On construit aujourd'hui et pour un coût de plus en plus raisonnable des bus et des tramways à plancher bas pour en faciliter l'accès aux personnes âgées ou à mobilité réduite. Le succès des villes allemandes ou de Grenoble et de Zurich est la preuve que la réduction de la fréquentation s'améliore sans cesse, plaidant pour la création de voies réservées, y compris aux bus. A Karlsruhe (Allemagne), les tramways qui peuvent désormais emprunter des voies de chemin de fer ont réduit de moitié le temps de traversée de l'agglomération et multiplié par quatre le nombre de leurs voyageurs. La coopération avec les autres modes de transport est à l'ordre du jour. Les tramways d'Allemagne, des chauffeurs de bus commandent pour un client un taxi au terminus par radio.

n'est pas sans espoir. Longtemps patron du réseau public et unique de bus de la région des Midlands, M. Isaac a dû se plier aux décrets de privatisations de M^{me} Thatcher qui ont supprimé, à partir de 1986, les pouvoirs régulateurs des autorités élues et les monopoles de transport.

Il a créé une compagnie privée, West Midlands Travels, rachetée par ses salariés. Il a rembauché les six mille employés et repris les deux mille trois cents bus

Un joli défi, avec la fin des subventions et la concurrence de quarante-sept sociétés de transport maritime, toutes « jolies, sûres, plus rentables ! » Nous ne pourrions pas rentabiliser le réseau d'origine, raconte-t-il. Nous avons abandonné des services de soirée ou très matinaux ; nous avons élargi le service du dimanche. Notre flotte s'est réduite à cinq huit cents bus et nos effectifs à mille mille cinq cents personnes. Au terme de cette révolution, nous sommes plus efficaces. Nos bus sont plus ponctuels. Nous réalisons un bénéfice de 10 millions de livres (83 millions de francs) pour un chiffre d'affaires de 150 millions

de livres (1,25 milliard de francs), soit un ratio de 6,6 %. Je suis contraint à ces performances pour pouvoir payer les dettes de l'entreprise. »

James Isnac n'est pas satisfait pour autant. « Nos tarifs ont augmenté depuis 1986 de 30 % en monnaie constante, dit-il. Nous transportons environ deux fois moins de voyageurs qu'il y a vingt-cinq ans. Nous ne pratiquons plus de tarifs sociaux. Oui, nous sommes performants, mais nous n'offrons pas le meilleur réseau et nous ne répondons pas aux besoins du public. Cette évolution pousse encore un peu plus nos concitoyens à faire eux-mêmes leur transport public, c'est-à-dire à prendre leur auto. La ville risque de devenir invivable ».

Le président de l'UITP veut donc convaincre les hommes politiques qu'il n'y aura pas de solution à la crise urbaine et au problème d'environnement tant qu'ils n'auront pas rendu aux bus, aux tramways et aux métros une place plus convenable dans la cité.

Alain Faujas

**La route tue
chaque année
500 000 personnes
dans le monde.**

Ce dynamisme s'exprime par une réelle agressivité commerciale, notamment chez les Français. Transcat exploite le tramway britannique de Croydon-Wimbledon. La CGEA, dont le chiffre d'affaires a progressé en 1992 de 28 % et le bénéfice de 25 %, rachète des transporteurs allemands, portugais, et suédois. Via Transport possède deux réseaux de bus en Espagne. Cariane, filiale de la SNCF, se

développe à toute vitesse. Quant à la RATP, elle est sortie de Paris pour participer à la gestion du réseau de Mulhouse.

Un certain nombre de signes démontrent que cette combativité porte ses fruits. Les constructeurs automobiles eux-mêmes ont compris que les embouteillages signifiaient à terme la mort de leur industrie. Volvo et Volkswagen proclament leur préférence pour les transports collectifs en zone urbaine. Nissan va plus loin : à Zurich, il offre un an de libre circu-

DISSUASION • Les cités découvrent les unes après les autres que leur cœur ne doit plus être librement accessible à l'automobile. Après Rome, Budapest ou Singapour, on voit les villes françaises se joindre au mouvement : Dijon, Strasbourg, Besançon, Grenoble,

Nancy ont mis au point des plans de circulation dissuasifs qui privilégient les transports publics. En 1992, on a vu pour la première fois en France les maires de très grandes villes comme Lyon, Marseille, Strasbourg, Lille, Grenoble, demander au président de la République d'une même voix la création d'une taxe destinée à alimenter un fonds consacré à la réalisation de

Les financiers aussi s'y mettent. Au congrès de FUITP, Issaï Serageïdine, vice-président de la Banque mondiale, a fait le panégyrique de modes de transport plus économiques, plus sains et plus sûrs que l'automobile.

La route tue chaque année cinq cent mille personnes dans le monde. Les moteurs à explosion dégagent 90 % des monoxydes de carbone présents dans les villes et leur bruit perturbe la vie de 40 % des citadins. Les autorités de Mexico conseillent aux pareots d'éloigner leurs enfants de la capitale où l'on respire de plus en plus mal. Au Saïre, les concentrations de plomb dans l'atmosphère excèdent de cinq à six fois les normes admises.

M. Scraggland propose de limiter l'usage de la voiture par une augmentation du prix des carbo-

rants. La Banque mondiale étudie le moyen de promouvoir les deux roues dans les pays en voie de développement... et ne s'oppose plus, bien au contraire, à l'intervention des Etats pour avantager les

transports en commun. Le nouveau président de l'Union internationale des transports publics, le Britannique James Isaac, voit dans ces événements l'indication que le combat mené dans sa ville de Birmingham

L'Homme,
une formidable pensée
et quatre membres,
vivant en totale harmonie.

Victor Hugo

Demandez donc au président d'El.Fi ce qu'il en pense. A l'image

de l'être humain, dans le dynamisme repose sur l'équilibre entre pensées et actions, la force de l'entreprise réside en bonne part dans sa capacité à développer des savoir-faire complémentaires de façon cohérente. Ainsi, en matière de financements de l'entreprise, il est fréquent de devoir associer plusieurs métiers pour construire un montage spécifique. C'est pour cela que le Groupe Crédit National est structuré en quatre métiers complémentaires de la finance, qui fonctionnent en synergie autour d'un interlocuteur unique : interventions en fonds propres, prêts à long terme, financements immobiliers, ou encore opérations de marchés de capitaux. Grâce à cette organisation nouvelle, le Crédit National a pu, non seulement concevoir le montage du rachat par El.Fi de Thomson-Electroménager, mais aussi participer à tous les besoins de financement de l'opération. Pour tout renseignement : Groupe Crédit National, 45 rue Saint-Dominique 75700 Paris.

GROUPE CRÉDIT NATIONAL

Accompagner une entreprise, c'est raisonner comme elle.

NOTES DE LECTURE

obligé de l'interrompre. La deuxième partie, jusqu'à, évoque bien sûr, la question des « syndicats, l'école, les classes moyennes, etc. », mais, tout ce qui est au-delà, les trois chapitres, portant sur le « grand roi, le courtisan, le roi, le courtisan », correspondent presque entièrement à ce que l'on peut appeler le public sans.

BILL L'ESPIÈGLE
de Henry Barot et Sébastien
Carrère. 236 pages.

[illegible]

AGENDA

RECEIVED 23 MAY 1964

26 MAY

PERSPECTIVES



L'ARGENT MOINS CHER

La baisse des taux : enfin !

Le reflux des taux d'intérêt va entraîner un transfert massif d'argent des ménages vers les entreprises. Mais ses effets sont incertains. Sera-t-il suffisant pour relancer l'activité ?

LES taux d'intérêt baissent en France. Nul ne songerait à s'en plaindre : on a assez dénoncé leur niveau « assassin », rendu responsable du déficit d'investissement, du poids des frais financiers et en bout de course du chômage. Mais les taux d'intérêt mettent en jeu des phénomènes complexes : leur décline ne signifie pas automatiquement la guérison des maux qu'on leur attribue. La baisse des taux aura des effets, c'est sûr ; savoir dans quels délais et selon quel « cocktail », ça l'est beaucoup moins.

Pour les différents agents économiques — ces catégories abstraites auxquelles nous nous rattacherons tous : ménages, Etat, entreprises, — la dégringolade des taux d'intérêt implique en tout cas des transferts financiers qui, pour être invisibles (on ne les clame pas sur les toits comme tel ou tel programme budgétaire), n'en sont pas moins massifs.

TRANSFERTS • « La baisse des taux d'intérêt peut s'analyser comme un transfert d'épargne des ménages vers les entreprises, pour un montant d'environ 15 à 20 milliards de francs par point de baisse de la première année », explique Patrick Artus, économiste de la Caisse des dépôts. En effet, les ménages sont collectivement plus « épargnants » que « débiteurs » et ils vont donc perdre davantage en rémunération qu'ils gagnent en allègement des intérêts de

leur dette. A l'inverse, les entreprises sont débiteuses nettes, à hauteur de 3 500 milliards de francs à peu près, et la moitié de leur dette vient à échéance dans l'année, ce qui les rend particulièrement sensibles à toute variation des taux d'intérêt.

« Un point de baisse (des taux) allège les charges des entreprises de 28 milliards de francs », indiquait le gouvernement dans la présentation générale du plan de « redressement » du lundi 10 mai. C'est sans doute vrai sur la distance, mais à court terme ça l'est moins : entre 13,5 milliards et 15 milliards de francs par point de baisse la première année selon les calculs de la Banque de France (ce qui n'est déjà pas mal, même si l'impôt sur les bénéfices amortit de 34 % cet avantage). L'incertitude porte sur la façon dont les banques répercutent auprès de leurs clients la baisse des taux.

Le taux de base bancaire (TBB) ne suit pas toujours intégralement la baisse (ou d'ailleurs la hausse) des taux directeurs auxquels les banques elles-mêmes se refinancent : le bas de la fourchette (13,5 milliards) correspond au cas où les banques ne répercuteraient que les trois quarts de la baisse des taux courts du marché monétaire sur leur TBB, le haut de la fourchette à celui où elles appliqueraient la baisse intégrale. En somme, 1,5 milliard ira soit au redressement des entreprises, soit à celui des banques.

Du côté de l'Etat, autre agent économique lourdement débiteur, la baisse des taux d'intérêt n'agit pas dans les mêmes proportions et surtout pas dans les mêmes délais. Ses 3 200 milliards de dette brute (la notion de dette nette n'est pas pertinente dans le cas de l'Etat, car la plupart de ses créances ne sont pas rémunérées au taux du marché) sont, pour les deux tiers environ, à long terme. La descente des taux courts peut donc économiser au mieux 10 milliards de francs par point de pourcentage la première année. De cette somme, environ 3 milliards représentent la réduction des intérêts versés à l'étranger, le reste est à déduire des revenus d'épargne des Français.

Ces transferts automatiques liés à la baisse des taux, quels effets vont-ils avoir sur l'économie ? On entre là dans le domaine des comportements, en grande partie aléatoires. Comment, par exemple, les ménages réagiront-ils à la perte de revenus d'intérêts ?

ÉPARGNE • Pour Patrick Artus, « les flux d'intérêts perçus par les ménages sont en général épargnés et non consommés. Avec la baisse des taux, on devrait donc assister à une réduction de l'épargne franc pour franc, sans effet restrictif sur la consommation ». En un mot, c'est l'épargne — et non la consommation — des ménages qui diminuera. Mais l'économiste de la Caisse des dépôts s'at-

tend à un effet sur la structure de l'épargne : « Si nous revenons à un taux de rémunération brut de 6 %, les flux monétaires, après paiement des commissions et des impôts, ne rapporteront guère plus que le livret A. Comme aux Etats-Unis, les gens reviendront à une épargne plus longue, aux produits bancaires, aux placements en Bourse. Il se félicite de ce qu'il appelle « un retour au monde des années 70, avant la hausse des taux monétaires lancée par Paul Volcker (1). Ce que tous les économistes réclamaient depuis longtemps, la baisse des taux le fait toute seule. C'est bon pour l'économie ».

Pour les PME, la bouffée d'oxygène mettra plus longtemps à se manifester.

Le repli des taux d'intérêt, s'ajoutant aux mesures gouvernementales en faveur des entreprises, contribuera certainement à améliorer le climat. Mais on est encore loin de l'euphorie. Le directeur financier de Saint-Gobain, Jean-François Phélizan, fait observer que seuls comptent les taux d'intérêt réels, qui restent très élevés : « On a l'habitude de soustraire des taux nominaux le taux d'inflation. Mais celui-ci

concerne les prix à la consommation des ménages, pas les prix industriels. Dans l'industrie, actuellement, c'est la déflation : avec 5 % de baisse des prix les taux d'intérêt réels sont supérieurs aux taux nominaux ! » Rien d'étonnant dans ces conditions à ce que l'investissement industriel piteux. En revanche, les sociétés de services, qui ont continué à voir augmenter leurs prix, bénéficient, elles, de taux d'intérêt réels qui commencent à devenir moins pénalisants : c'est peut-être par elles que redémarrera l'activité... à condition que la demande soit au rendez-vous.

SURSAUT • Le sursaut lié à la réduction des taux d'intérêt ne devrait pas venir des grandes entreprises — qui en sont pourtant les premiers bénéficiaires, — pour plusieurs raisons : ayant accès aux marchés internationaux des capitaux, elles se financent déjà depuis longtemps à des taux bien inférieurs à ceux pratiqués en France ; les taux d'intérêt à long terme sont à leur plancher historique (Saint-Gobain a emprunté récemment au taux de 7,6 % tout compris sur le marché international) et ne devraient plus beaucoup baisser ; enfin les frais financiers ne sont pas le critère décisif, ni pour les décisions concernant l'investissement ni pour celles concernant l'exploitation.

Pour les petites et moyennes entreprises, la bouffée d'oxygène venue des taux sera réelle, mais elle mettra plus longtemps à se manifester qu'on ne le croit (les PME sont surtout endettées à taux fixes). « La baisse des taux courts nous intéresse surtout par le bien qu'elle peut faire à nos clients », résume Jean-François Phélizan. Mais elle arrive bien tard, et elle est pour l'instant insuffisante pour relancer l'activité.

Le temps, on le sait, est un facteur important en économie. Quel délai faudra-t-il pour que la réduction du loyer de l'argent se traduise éventuellement par une reprise ?

Aux Etats-Unis, presque deux ans séparent le début de la baisse volontariste des taux et le redémarrage (lent) de l'économie.

L'Allemagne et la France, actuellement au fond du trou, espèrent évidemment faire plus vite : le cauchemar de la Bundesbank, c'est que la baisse des taux courts finisse par être interprétée par les marchés comme un affaiblissement de la lutte contre l'inflation, et donc entraîne une hausse des taux, dramatique pour l'économie allemande ; celui du gouvernement français, c'est que la hausse du chômage en France mène à nouveau la confiance des investisseurs, ce qui se traduirait tôt ou tard par une remontée des taux. Le compte à rebours a commencé, et il n'est pas exempt de menaces.

Sophie Gherardi

(1) Président de la Réserve fédérale américaine d'août 1979 à août 1987.

La tour de Babel des crédits

Les réalités nationales et les différents systèmes financiers font que les mouvements de taux d'intérêt n'ont pas le même impact selon les pays. Distorsions européennes

L'ACTUALITÉ monétaire chargée de ces derniers mois a familiarisé le public avec les taux d'intérêt. Mais à trop les considérer comme l'affaire des marchés internationaux, on perd de vue qu'ils reflètent des réalités nationales bien types. Pour s'en tenir à l'Europe, les taux d'intérêt ne signifient pas la même chose en France, en Allemagne qu'en Grande-Bretagne, ce qui n'est pas sans rapport avec les malheurs récents du SME (système monétaire européen).

Le financement des entreprises est en effet très différent dans ces trois pays. « En simplifiant, on peut dire que l'économie anglaise est indexée sur le marché au jour le jour, l'économie française sur les taux à trois mois et l'économie allemande sur les taux à 7-10 ans », résume Jean-Michel Charpin, directeur des études de la BNP. Autant dire que les variations de taux d'intérêt n'ont pas du tout les mêmes conséquences ici et là.

GRANDE-BRETAGNE • En Grande-Bretagne, le « court-termisme » est effectivement très ancré. « L'écroulement des prêts aux entreprises, environ 80 %, se font à taux variable, indexés sur le taux de base de la Banque d'Angleterre », explique John Moulding, de la Barclays. Nous avons beaucoup de mal à convaincre nos clients d'opter pour les taux fixes, ils préfèrent coller au marché. Cela va même plus loin : les PME s'endettent de préférence par découvert bancaire plutôt qu'avec des prêts à terme, parce qu'elles réagissent à charger leurs bilans de dette.

Dans ces conditions, l'élévation des taux d'intérêt à court terme, destinée à défendre le cours de la livre sterling au sein du SME, était tout bonnement insupportable pour un pays qui cherchait à se sortir d'une très grave récession.

De fait, depuis que la livre a quitté le SME en septembre dernier, le taux de base qui sert de référence est retombé de 12 % à 6 %, soulageant immédiatement l'ensemble des agents économiques endettés, ménages et entreprises. Et on ne voit pas bien le gouvernement proposer un retour dans le mécanisme de change du SME tant que les taux d'intérêt restent plus hauts qu'en Grande-Bretagne.

FRANCE • En France, la situation est plus avancée et même carrément embrouillée. Les crédits aux entreprises sont pour environ 39 % à court terme, et 61 % à moyen et long terme. Mais il serait tout à fait oiseux d'en conclure que « ce qui compte, ce sont les taux longs ». La baisse des taux d'intérêt à court terme concerne en fait une grande partie de ces crédits : ceux qui sont à renouveler et ceux qui sont à taux variables avec référence soit au taux monétaire, soit au taux de base bancaire. Selon les calculs de la Banque de France (sur la base de l'encours de crédit aux entreprises fin juin 1992), 89,5 % des crédits à court terme, soit 972 milliards de francs, sont sensibles dès la première année à une modification des taux d'intérêt à court terme ; plus surprenant, 69 % des crédits à moyen et long terme, soit 1 940 milliards, sont sensibles à la variation des taux à court terme !

Ces chiffres globaux cachent des réalités contrastées : les taux variables et les billets de trésorerie sont l'apanage des grandes entreprises, tandis que les PME sont globalement vouées au taux fixe (80 % des lignes de crédit moyen-long terme, inférieures à 2 milliards de francs). Les « petits » mettront donc plus de temps à profiter de l'argent moins cher.

ALLEMAGNE • En Allemagne, il n'y a pas de statistiques centralisées sur la nature des crédits (la Bundesbank est en train d'y travailler). Les estimations, selon Hans-Helmut Kotz, de la Deutsche Girozentrale, confirment l'orientation « long-termiste » de l'économie allemande, mais font tout de même apparaître que 40 % des crédits accordés aux entreprises sont soit à court terme, soit à taux variable. L'impact de la baisse des taux directeurs de la Bundesbank ne sera donc pas aussi négligeable qu'on le dit souvent sur les entreprises (sans compter les pouvoirs publics dont la dette depuis la réunification augmente très vivement).

Ces différences de financement des économies et de poids relatif des taux d'intérêt ont longtemps été masquées par la fluidité des taux de change ; elles « ne sont plus vivables dans le contexte de l'Europe de Maastricht et de la récession », avertit Hans-Helmut Kotz. Et Anton

Brenders, économiste de la CPR, renchérit : « On ne s'est occupé que de la convergence macroéconomique des pays, en oubliant la convergence microéconomique. L'Europe monétaire a pris pour référence le pays qui avait le système financier le plus sain (l'Allemagne), qui supporte des taux d'intérêt élevés, alors qu'il est le moins représentatif. Tous les autres pays, qu'il s'agisse des Etats-Unis, du Japon ou du reste de l'Europe, ont besoin de taux courts bas pour restructurer leur système bancaire ».

HISTOIRE • L'histoire des taux d'intérêt en Allemagne depuis les années 60 donne une autre clé pour comprendre pourquoi la Bundesbank a pendant de longs mois tardé à toucher à ses taux directeurs.

Dans le passé, elle n'a procédé à des baisses significatives des taux courts qu'en 1972, et de 1975 à 1977, et seulement pour contrer des crises monétaires : « Ce ne sont pas, en règle générale, les récessions qui ont effrayé la Bundesbank au point de lui faire accepter des taux à court terme exceptionnellement bas », écrit Gabriel François, conseiller économique de Finagest, ce sont les vagues d'achats spéculatifs sur le deutchmark par des résidents étrangers avec leurs conséquences fâcheuses sur les agrégats monétaires allemands. « La leçon, ajoute-t-il, vaut d'être retenue aujourd'hui où l'économie est déprimée mais sans que le mark subisse de pressions particulièrement fortes à l'égard des grandes monnaies mondiales que sont le dollar et le yen (1) ».

L'économiste, après avoir passé en revue les contraintes actuelles de la RFA, conclut que les taux courts allemands ne peuvent guère tomber au-dessous de 5-6 % (soit 2 ou 3 points de moins qu'en ce moment) et les taux longs au-dessous du niveau actuel... Et ce qu'il faut retenir, c'est que les pressions « amicales » exercées par les voisins de l'Allemagne. Ce qui veut dire qu'il ne reste pour toutes les monnaies rattachées au mark qu'une marge de manœuvre limitée, de 2 à 3 points au maximum.

S. Gh.

(1) « Jusqu'où les taux allemands peuvent-ils descendre ? », Lettre de Finagest, 4 mai 1993.

Etats-Unis : 100 milliards de dollars d'économies

Outre-Atlantique, le loyer de l'argent est tombé à son plus bas niveau depuis vingt ans. Mais la légère reprise de l'inflation fait craindre une remontée des taux

NEW-YORK

de notre correspondant

À la veille de la réunion, le 18 mai, de la commission fédérale de l'Open Market, l'organisme de la Réserve fédérale chargé de réguler le système monétaire aux Etats-Unis, plusieurs membres de l'administration Clinton — dont le secrétaire au Trésor, Lloyd Bentsen — ont exhorté la Fed à ne pas s'abandonner à la solution de facilité en faisant remonter les taux d'intérêt. Cela au prétexte que les prix (à la consommation et à la production) ont fortement augmenté en avril par rapport au mois précédent, signe que l'inflation redresse la tête de façon sporadique, le même signal d'alarme ayant été tiré en janvier dernier. Mais il faudra attendre cinq à six semaines pour savoir si le Federal Open Market Committee (FOMC) aura finalement décidé — en toute indépendance — de se ranger ou non à l'avis de la Maison Blanche.

Les premières indications provenant des Federal Funds, les taux des fonds fédéraux qui constituent la base du loyer de l'argent aux Etats-Unis, semblent toutefois indiquer qu'en attendant d'en savoir un peu plus au vu des statistiques du mois de mai, Alan Greenspan et son équipe de la Federal Reserve se sont cantonnés dans l'expectative.

VIGILANCE • « La Réserve fédérale continue à observer une vigilance extrême », assure cependant un « Fed-Watcher » washingtonien, un de ces spécialistes qui peinent régulièrement le pouls de la politique monétaire américaine. Celui-ci estime que la Fed fera tout son possible pour ne pas bander une reprise économique qui se confirme particulièrement atone. Mais, ajoute-t-il, la Banque centrale n'hésitera pas à recourir à l'arme des taux pour casser les reins à l'inflation s'il le faut, maintenant que les agents économiques ont engrangé l'essentiel du profit qu'ils pouvaient retirer de la détente des taux observée depuis la fin de l'année 1990 et qui s'est fortement amplifiée depuis l'élection de Bill Clinton.

En novembre 1990, les taux des fonds fédéraux étaient encore à plus de 7,6 %. Aujourd'hui, ils ne dépassent guère les 3,3 %. Dans le même

temps, les taux des bons du Trésor à trente ans — la principale référence du marché obligataire — sont revenus de 8,20 % en décembre 1990 à 6,76 % en mars dernier, avant d'effleurer une légère remontée le mois suivant, liée aux résultats décevants du premier trimestre 1993 en matière de production intérieure brute, et une poussée encore plus marquée à la mi-mai (à 7 %) en raison des mauvais résultats enregistrés sur le front de l'inflation.

Les banques ont été les grands gagnants de la politique de baisse des taux de la Réserve fédérale.

Il reste que, depuis novembre 1992, ces bons du Trésor à trente ans ont baissé de cent points de base, ce qui, d'après les calculs des économistes, équivaut à l'injection d'une centaine de milliards de dollars d'argent frais dans le circuit économique, sous forme de décaissement de particuliers, des entreprises et de l'Etat. Sans compter les banques qui ont été les grands gagnants de la politique de baisse des taux pratiquée par la Réserve fédérale.

C'est dans le secteur immobilier que les Américains ont senti le changement grâce au refinancement des prêts hypothécaires accordés par tous les établissements à leurs clients. Ainsi, ce particulier qui avait emprunté 200 000 dollars (1) pour s'acheter une maison dans la périphérie d'une petite ville, est-il en train d'économiser près de 400 dollars par mois (environ 2 200 francs) grâce à la modification des conditions de prêt accordées par sa banque. De même, cette entreprise qui affichait une dette avoisinant les 900 millions de dollars, aura-t-elle économisé près de quatre millions de dollars en quelques mois grâce à l'émission d'obligations à meilleur marché que les taux relatifs aux précédents emprunts.

Le mouvement de baisse des taux aux Etats-Unis a-t-il atteint un

palier ? Plusieurs spécialistes en sont convaincus. « Les taux d'intérêt vont être soumis à une forte pression au cours des prochaines semaines car le cas de l'inflation, hors les effets d'inertie, continue à refléter une hausse préoccupante », estime David Jones, l'économiste en chef de Aubrey G. Lanning & Co. Pour lui, après trois années de baisse consécutive des taux à long terme et quatre années de repli sur les taux à court terme, il ne faut pas s'attendre à une nouvelle déflation.

IMPRONONÇABLES • Tel n'est pas l'avis, pourtant, de Robert Solomon. « Pour l'instant, nous sommes confrontés à trop d'imprononçables pour en tirer des conclusions », fait valoir ce spécialiste de la politique monétaire à la Brookings Institution de Washington, par ailleurs ancien conseiller auprès de la Réserve fédérale. « Il est encore trop tôt pour savoir si la poussée inflationniste d'avril est temporaire ou non et pour déterminer si le ralentissement économique du premier trimestre est dû aussi à un phénomène passager ou durable. Pour l'instant, les marchés, après avoir réagi avec vivacité à ces informations, sont redevenus plus calmes », constate-t-il.

Sur le marché obligataire, qui a longtemps souri à Bill Clinton et à son programme de réduction du déficit budgétaire, la préoccupation aujourd'hui ne concerne pas les velléités inflationnistes de l'indice des prix ou la faiblesse de la croissance. Elle se focalise beaucoup plus sur l'assaut donné au Clinton's Plan par les membres du Congrès — y compris au sein du Parti démocrate — et par les « lobbyings », pour éviter les sacrifices susceptibles de frapper leurs administrés ou leurs clients. Faute de pouvoir augmenter les impôts comme il le souhaite et créer les taxes nouvelles, notamment sur l'énergie, qu'il espérait faire adopter sans trop de chausse-trappes, le président serait alors dans l'incapacité de respecter les engagements budgétaires pris pour la durée de son mandat. Et le marché obligataire risquerait bien, cette fois, de s'enflammer.

Serge Marti

(1) 1 dollar vaut environ 5,40 francs.

CIGARETTES

Coups fourrés dans le tabac

Suite de la page 27

Immédiatement, Philip Morris profita du court laps de temps, avant l'entrée en vigueur de la loi Evin, où la publicité pour les cigarettes était encore autorisée, pour lancer la Chesterfield International, à 10 francs. Reynolds réagissait en alignant le prix des Winston : la première baisse jamais enregistrée. Du coup, la Seita limitait à 11 % la hausse des Gauloises blondes pour être dans le club très prisé des moins chères. Au contraire, les autres marques augmentaient leurs prix, en proportions variables. D'un coup l'écart de prix entre les cigarettes de même catégorie auparavant très serré, éclatait. « Nous avons connu alors notre big bang », raconte Alain Fernandez, président de Philip Morris France. Avec des conséquences imprévisibles.

Le fumeur s'est alors tourné vers les produits les moins coûteux, quel que fût le paquet. Chesterfield International, inconnue du grand public, s'est d'un coup hissée au troisième rang des ventes de cigarettes blondes, la production passant de 60 millions à 550 millions de cigarettes par mois. En moins d'un semestre, sa part de marché a explosé, passant de 0,8 % à 6,5 %.

Même tendance pour Winston, aujourd'hui amarré quatre. Les Gauloises blondes confortaient leur deuxième place en augmentant leurs ventes de 10 %.

A l'inverse, les marques qui avaient répercuté en grande partie la majoration de 15 % ont vu leurs ventes s'effondrer malgré leur notoriété. Marlboro, le leader, a perdu 4 points de marché, tombant à 16 %, avec 1,1 milliard de cigarettes vendues par mois au lieu de 1,5 milliard. Si le cow-boy conserve la tête du classement français, Camel a été relégué de la troisième à la cinquième place.

TRANSFERTS • Devant ces transferts imprévus, les fabricants ont réagi sur deux fronts : la discussion avec les pouvoirs publics et les tarifs. Les fabricants étrangers ont pris contact avec la nouvelle équipe gouvernementale pour lui demander un aménagement de la fiscalité, sachant que les hausses décidées n'ont pas eu l'incidence attendue pour l'Etat, et surtout qu'elles favorisent les cigarettes à bas prix, essentiellement produites par la Seita.

La fiscalité du tabac en Europe repose sur un double calcul, une partie proportionnelle (*ad valorem*), calculée en pourcentage du prix de

détail de la cigarette et une partie fixe — ou « spécifique » — en monnaie du pays. Le minimum exigé par la Communauté européenne pour cette partie fixe est de 5 %. A chaque pays de le faire évoluer comme il l'entend. La plupart des contrées d'Europe du Nord ont adopté une « part fixe » importante alors que ceux d'Europe du Sud, dont la France, préfèrent la proportionnelle.

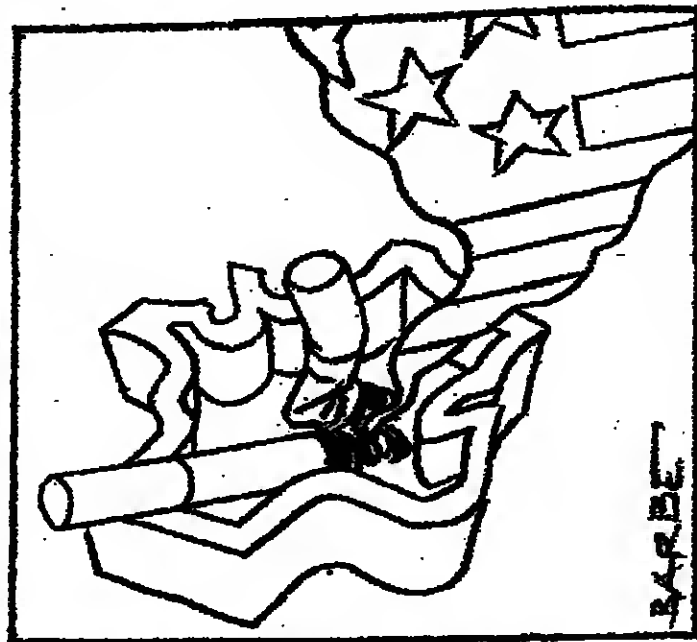
Les effets sont fort différents. Schématiquement, une « taxe spécifique » importante limite les baisses de prix des cigarettes en établissant un plancher (le montant de la taxe) sous lequel il est impossible de descendre. A l'industriel ensuite d'arrêter son tarif. Le système proportionnel, quant à lui, majore les écarts de prix entre les cigarettes les moins coûteuses et les plus chères. Indirectement, il favorise les producteurs nationaux qui, sur leurs marchés, mettent un point d'honneur à figurer avec les tarifs les plus bas.

Dépités par les deux trains de hausses décidées à la dernière minute par les pouvoirs publics, les fabricants étrangers se sont alors penchés sur les effets pervers de la fiscalité française qui ne comporte que 5 % de taxe fixe la masse des taxes étant proportionnelle. Selon leurs calculs, le transfert de consommation vers

les cigarettes les moins chères et la hausse de 15 % du tabac, qui n'a pas été entièrement répercutée, ont provoqué un manque à gagner pour l'Etat. Le ministère du budget tablait sur une recette mensuelle de 2,54 milliards de francs. Elle est de 2,36 milliards.

APOTRES • L'Etat, foot d'oeil, voit ces bons apôtres, a été le premier à pâtir de la baisse des prix, avant les industriels. Et de prendre l'exemple de la Winston. Si le prix de cette cigarette avait augmenté de 15 % comme convenu, le paquet serait passé à 13,70 francs. Mais le prix ayant été ramené à 10 francs, par le système de la proportionnelle, l'Etat a perdu 2,57 francs de recettes alors que le prix industriel n'a baissé que de 1,13 franc, le fabricant lui-même ne perdant que 83 centimes. Une taxation fixe plus importante aurait limité la perte du fisc et transféré sur le producteur l'essentiel du coût de la baisse.

Si les pouvoirs publics, partagés entre leurs intérêts fiscaux et leur intérêt de propriétaire, semblent sensibles à la démonstration de la piètre rentabilité des taxes, malgré un taux d'imposition de 75 %, la Seita, entreprise dont l'Etat est actionnaire, ne veut évidemment pas entendre parler de réforme de la fiscalité : « Une modification au profit des taxes fixes conduirait à bouleverser les habitudes de consommation et les



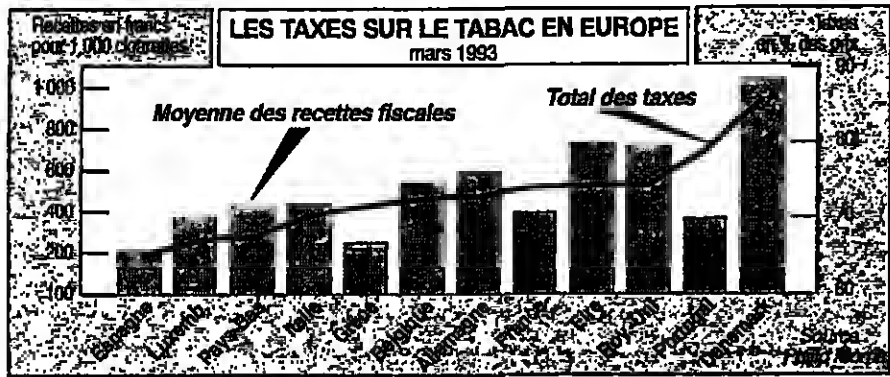
seuls bénéficiaires seraient les firmes multinationales », réplique-t-on chez le fabricant de Gauloises et de Gitanes. Pour se défendre, la firme française a rejoint l'Italie, le Portugal, la Grèce et l'Espagne dans le groupe des industries du tabac de l'Europe du Sud (GTES).

La deuxième vague de hausses, le 24 mai, illustre parfaitement les positions des belligérants : souci de conciliation avec les pouvoirs publics chez les fabricants étrangers, attentisme prudent et désir de rester avec les prix les plus bas, côté français. Les multinationales font « un geste », en relevant leurs tarifs, mais de façon sélective (plus fortement sur les cigarettes les moins chères), afin de tenter de réduire l'écart de prix apparu en janvier. Celui-ci, réduit de moitié, retrouve la fourchette antérieure, la Winston et la

Chesterfield, progressant de 20 %, passent ainsi à 12 francs, à la plus grande satisfaction de la Seita ; les Gauloises blondes, avec une hausse de 12 % seulement, « redeviennent le paquet de cigarettes blondes le moins cher du marché », à 11,20 francs.

A l'offensive des cinq derniers mois succède actuellement un armistice. Mais cette trêve est fragile tant les intérêts semblent difficiles à concilier. Pour nombre de spécialistes, les hostilités reprendront dès la rentrée. Le temps, pour les forces de promotion et les « commerciaux » de quadriller les points de vente. Signe qui ne trompe pas, et qui prouve l'importance de l'enjeu : le tabac est l'un des rares secteurs à avoir embauché depuis le début de l'année.

D. G.



L'électrochoc de janvier

Pour Jacques Leclerc, directeur général de Reynolds Tobacco France, les changements de prix de janvier 1993 et leurs effets sur les recettes fiscales ont révélé les failles du système

« Vous avez surpris tout le monde, vos concurrents, les pouvoirs publics et vos clients, en baissant les prix de certaines marques en janvier. Qu'est-ce qui vous a poussé ? »

— Très simple. Revenons à l'automne dernier. Les fabricants de cigarettes demandaient depuis longtemps des hausses de prix, refusées en raison de leurs effets néfastes sur l'indice des prix. En novembre, nous obtenons « au forceps » une hausse de 4 % pour le mois de janvier. Nous fixons alors nos nouveaux tarifs et les envoyons à la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF). Et soudain, le 22 décembre, nous apprenons que l'augmentation n'était plus de 4 % mais de 30 %.

Une hausse plus forte aurait dû vous satisfaire...

— Non, car s'appliquant de manière proportionnelle, elle désavantagerait les cigarettes américaines par rapport aux françaises, globalement moins chères. L'écart de prix — 2 à 2,50 francs — qui était dans le domaine de l'acceptable, allait passer à 4 ou 5 francs. Ce qui revenait, en clair, à nous bouter hors de France. Je pense que cela n'a jamais été le souhait des pouvoirs publics, mais c'était la conséquence imprévue de la décision.

— Qu'avez-vous fait ?

— Nous avons réussi à faire appliquer cette mesure en deux temps : 15 % le 18 janvier, et 15 % le 24 mai. J'étais alerté. Il a fallu réagir en quarante-huit heures : ou bien j'appliquais la hausse dans son intégralité, et je ne vendais plus de cigarettes, ou bien j'aménageais les tarifs. J'ai décidé d'augmenter de 9 % les Camel et de baisser de 16 % les Winston, ramenant leur prix à 10 francs.

— Comment vos concurrents ont-ils réagi à cette baisse ?

— Ils n'ont rien pu faire. Une fois arrêtés, tous les prix sont publiés au Journal officiel. Chacun découvre ce que fait l'autre sans pouvoir s'adapter. Ailleurs, les fabricants corrigent les écarts dans les quarante-huit heures. Nous avons connu le cas voilà une dizaine d'années en Allemagne lors d'une importante bataille de prix.

— Quel a été l'impact sur vos ventes ?

— Nous avons multiplié par six nos ventes de Winston : de 80 millions de cigarettes par mois nous sommes passés à 500 millions aujourd'hui. Pour l'ensemble de nos marques, nous avons gagné

cinq points de parts de marché, de 12,5 % fin décembre à 17,5 % aujourd'hui. Nous sommes désormais le troisième, derrière la Seita et Philip Morris, et nous avons doublé Rothmans.

— Cela a-t-il affecté votre distribution ?

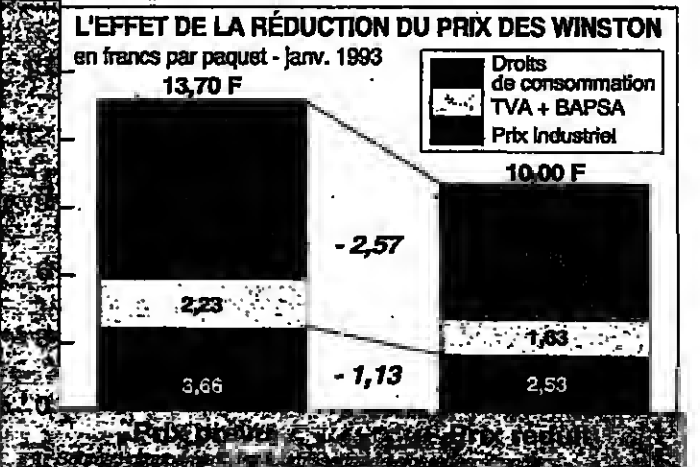
— L'ampleur du phénomène a provoqué pendant quinze jours des ruptures de stocks. Faute de temps, je n'ai pas pu planifier la fabrication, qui ne se fait pas en France puisqu'un fabricant étranger n'a pas le droit de s'y installer. Notre usine allemande de Trèves, à 40 kilomètres de la frontière, a produit nuit et jour des Winston. Il a fallu une dizaine de jours pour pouvoir faire face à la demande.

— Avez-vous rencontré les membres du nouveau gouvernement ?

— Nous avons été reçus par des représentants des ministères de l'économie et du budget. Nous leur avons exposé nos propositions. Nous devons nous revoir en juin.

— En attendant qu'avez-vous fait pour la nouvelle hausse de 15 % du 24 mai ?

— Le problème n'a pas changé de nature. Il provoque toujours des écarts de prix inacceptables. Comme les pouvoirs publics semblent résolus à trouver une solution, j'ai décidé d'ajuster les prix pour réduire les écarts entre les cigarettes chères et



— Et quel a été l'effet sur vos comptes ?

— La baisse de 16 % du tarif a été largement compensée par l'effet volume qui a été multiplié par six. Cela a même été bénéfique.

— Quelle a été la réaction des pouvoirs publics ?

— Cela a été pour eux un électrochoc. L'Etat, qui avait prévu des hausses de prix de 15 %, s'est retrouvé avec une progression moyenne de 9 % à 10 % et donc avec moins de rentrées fiscales. Nous avons eu une réunion au ministère de l'économie, où les conseillers nous ont fait part du profond désaccord du ministre. J'estime que le désagrément est plutôt pour nous, à cause de ce système pénalisant de taxation proportionnelle.

Nous leur avons demandé de modifier le système et d'instaurer comme pour l'essence ou les impôts une taxe spécifique en francs, qui ne pénaliserait ni l'Etat ni les fabricants. Mais ils ne pouvaient rien faire avant les élections.

celles à bas prix. Concrètement, le prix de la Camel, qui a perdu des parts de marché depuis la hausse de janvier, progresse moins que celui de la Winston : la première passe de 13 à 13,50 francs, la seconde de 10 à 12 francs.

— Ce n'est pas plutôt parce que vous ne pouvez plus baisser vos prix pour des questions de marge ?

— Non, je peux encore descendre au-dessous de 10 francs et gagner de l'argent. Mais ce relèvement de prix doit être interprété par les pouvoirs publics comme un geste de conciliation.

— Vous risquez de perdre des clients qui avaient été attirés par vos cigarettes à 10 francs...

— Je dirai plutôt que je ne risque plus d'en gagner. Le bond a été si important qu'une érosion, s'il y en a une, sera désagréable, mais pas inquiétante.

Propos recueillis par Dominique Gellio

Le Monde des DEBATS

Le Monde

LES INFIRMIÈRES MALADES DE LEUR MÉTIER

Les infirmières souffrent d'exercer un métier mal connu, mal reconnu. Trois d'entre elles nous apportent leur témoignage. Une responsable de l'Assistance publique et un cancérologue chef de service leur répondent.

SUPPRIMER LE DÉPARTEMENT

Les points de vue de deux « adversaires » du département. Pierre Mazeaud et Georges Frêche ; d'un de ses « défenseurs », Jacques Barrot.

LE CHILI DANS L'OMBRE DE PINOCHET

Le général dictateur, après dix-sept ans de règne sans partage, est toujours présent. Des entretiens exclusifs avec le général Pinochet et avec Isabel Allende.

L'AVENIR DU DROIT EUROPÉEN

Le droit français, un droit écrit, est-il menacé par la montée en Europe du droit anglo-saxon, un droit coutumier ? Un débat contradictoire entre trois juristes : Jean Foyer, Denys Simon et Jacques-Henri Robert.

NUMÉRO DE MAI 1993 - 30 F

L'ECONOMIE

PERSPECTIVES

CRISE DES INDUSTRIES FORESTIÈRES

Les envahisseurs scandinaves

En Suède et en Finlande, les industriels de bois, grands fournisseurs de devises, commencent juste à sortir d'une crise abyssale... aux dépens de la CEE

STOCKHOLM de notre correspondant

« **A**VEC 40 % de ses revenus à l'exportation provenant des industries forestières, la Finlande ne peut se permettre le luxe de graves perturbations dans ce secteur », explique Marjatta Malmipohja, directrice adjointe de la Fédération des industries forestières de Finlande, de retour de Bruxelles, où elle était allée « donner des faits » sur ce qui est considéré comme une concurrence déloyale, par certains pays de la CEE, surtout la France, qui accablent les forestiers scandinaves de dumping sur le marché, en difficulté, des bois scies.

Les économies de la Finlande et de la Suède sont depuis toujours largement dépendantes de leurs exportations de bois : 40 % des exportations pour la Finlande - environ 39 milliards de markka - et 20 % pour la Suède, avec 50 milliards de couronnes par an (1). Pour ces deux pays, cet « or vert » est d'une importance vitale, surtout aujourd'hui, dans la crise économique sans précédent qu'ils traversent. La Finlande, en particulier, avec un taux de chômage de 19 %, a besoin de toutes ses exportations pour se remettre à flot.

ACQUISITIONS • Les industriels scandinaves de la « filière bois » sont déjà fortement implantés dans les pays de la Communauté européenne : ils y ont fait de nombreuses acquisitions depuis les années 80. Les Suédois y possèdent ainsi cent soixante usines de papier et de cellulose employant 55 000 personnes en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne. Quant aux Finlandais, c'est maintenant un tiers de leur capacité de production qui se trouve dans l'espace communautaire, et cela va en augmentant. Mais la rentabilité de ces usines du continent n'est pas des meilleures. De plus, les intérêts à payer pour ces acquisitions grèvent les résultats des groupes, lourdement endettés, et rendent ainsi les investissements en Suède et en Finlande difficiles. Ces industries ont vu leur production et leur chiffre d'affaires chuter dramatiquement par suite d'un début de surcapacité internationale et d'une dévaluation des monnaies qui réduisaient les prix de leurs bois, de leur papier, de leur cellulose. Tous ces

groupes avaient alors entrepris leur restructuration en licenciant des salariés par milliers face à une conjonction de plus en plus déprimée. Cet assainissement n'est pas encore achevé : aujourd'hui en Finlande, un salarié forestier sur quatre est au chômage. Et 1992 a été une « année cauchemars », une « année perdue ». Les pertes se sont élevées à quelque 2 milliards de couronnes pour les plus grands

de 30 % au total - particulièrement saumâtre. Mais ils ont poussé un soupir de soulagement lorsque la couronne suédoise s'est mise, elle aussi, à flotter, en novembre 1992. Sa dépréciation de 20 % de leur rapporteur pour l'instant que 3 %, mais elle accroît la compétitivité des produits forestiers suédois et permet d'augmenter la capacité de production. Ainsi en Suède et en Finlande, les industries du bois

mais les Canadiens et les Russes se retirent actuellement du marché européen, il y a un manque et les prix augmentent », explique Lars-Göran Olsson, qui représente cette branche au sein des industries forestières suédoises.

RELEVEMENT • Les Scandinaves qui viennent vendre leur bois moins cher que leurs concurrents européens, notamment français, sont évidemment mal accueillis. Leurs représentants essaient plutôt de calmer le jeu. « Nous n'avons pas l'intention de tuer les scieries françaises. La France avait demandé un relèvement de 20 % de nos prix. Certains de nos producteurs ont déjà augmenté leurs prix. Je crois que le débat va se calmer », estime Ola Hildigsson, PDG de SCA-Timber, et surtout président de l'association des exportateurs de bois suédois.

« Les prochains pas que fera éventuellement la France seront canalisés par la Commission de la CEE. Les deux parties doivent suivre les procédures en vigueur en matière de politique commerciale », ajoute, d'Helsinki, Marjatta Malmipohja. Les Finlandais observent aussi, en confiance, qu'ils ont la conscience tranquille : ils n'ont rien caché à Bruxelles, alors que les Suédois se sont débarrassés de leurs stocks à bas prix.

Les problèmes des Scandinaves avec la CEE ne s'arrêteront pas là : la réglementation des transports du bois risque, cette fois, de leur coûter cher. Les producteurs refusent en effet les normes des semi-remorques dans l'espace communautaire, soit 18,35 mètres et 40 tonnes. Ils veulent, compte tenu des distances à couvrir dans leur pays, conserver leurs 24 mètres de 60 tonnes, si possible, disent-ils, ilsendraient près de 1,5 milliard de couronnes par an. Une autre difficulté, au moment où Suède et Finlande envisagent d'adhérer à la Communauté, même s'ils n'ont pas encore fait de demande formelle. Aux négociateurs de l'adhésion de se faire entendre maintenant à Bruxelles, face de quoi les forestiers menacent de ne pas soutenir la candidature de la Suède.

Françoise Niéto

(1) 1 mark finlandais vaut environ 1 franc, une couronne suédoise, 0,74 franc.



groupes suédois (après plus de 12 milliards de bénéfices en 1989...) et à plus de 4 milliards de markka pour les Finlandais. Dans les deux pays, il va sans dire que les industries forestières ont subi de lourds pertes après de leurs gouvernements respectifs pour éviter d'être écrasés par la crise économique et les tensions monétaires. C'est donc en grande partie sous la pression des forestiers que le gouvernement finlandais, en novembre 1991, allait procéder à une première dévaluation du markka de près de 12 %, puis, la crise s'aggravant, décidait moins d'un an plus tard de décrocher la monnaie nationale de l'écu.

DÉVALUATION • Les forestiers suédois, toujours covieux des Finlandais, « qui n'ont qu'à dévaluer pour que le gouvernement leur vienne en aide », trouvaient cette double dévaluation - plus

commencent à émerger des abysses où elles avaient sombré, et où se laisse aller à un optimisme... très prudent. « Le pire est passé. Mais ce qui nous inquiète, c'est la dépression qui s'est affirmée en Allemagne, l'un de nos principaux marchés d'exportation », indique Jari Köhler, président de la Fédération des industries forestières finlandaises, qui salue avec satisfaction la reprise qui apparaît en Grande-Bretagne, aux États-Unis, en Extrême-Orient et en Chine.

La recrudescence des industries forestières ne devrait cependant pas se faire avant 1995 et 1996, estime-t-on. Les grands producteurs scandinaves - et canadiens - devront aussi compter avec la concurrence accrue de pays bénéficiant d'une main-d'œuvre moins chère et de coûts salariaux moindres dans la production. Pour la matière première, la concurrence est à court terme tirée,

Nantes, quai des grumes

Premier centre français, la région nantaise essaie, difficilement, de mettre en valeur sa production

NANTES de notre correspondant

Il y avait deux mille professionnels du bois - patrons de scierie, exploitants forestiers, transporteurs - dans les rues de Nantes mercredi 12 mai : on n'avait pas vu ça depuis un siècle ! Mais ces manifestants, qui protestaient contre les importations de Scandinavie, n'avaient pas choisi par hasard la capitale des Pays de la Loire.

Avec 340 000 tonnes importées en 1992, Nantes-Cheviré reste le premier port à bois français, malgré un léger recul de 300 activités, provoqué par la récession dans le bâtiment et le développement de matériaux de substitution, comme l'aluminium ou le plastique. Vingt pour cent des bois importés y transitent, arrivent d'Europe du Nord, du Canada, du Brésil, d'Afrique occidentale ou de Malaisie.

Le terminal de Cheviré a permis le développement, dans un rayon de 150 kilomètres autour de Nantes, d'une industrie performante de « deuxième transformation » (ameublement, emballage, meublerie-charpente et fabrication de panneaux). Les Pays de la Loire ne sont pas seulement la première région de France pour l'industrie du meuble, mais aussi la première concentration européenne des médias du bois : on y trouve le quart des emplois nationaux du secteur charpente-meublerie, le tiers des emplois pour la production de panneaux et contreplaqués. Pas un canton de la région qui n'accueille une industrie du bois !

PARADOXE • Situation paradoxale : la région, avec ses 300 000 hectares de forêt seulement, compte parmi les moins boisées de France. Avec une récolte annuelle de 600 000 m³, les scieries épuisent pratiquement la capacité forestière de la région et se voient obligées de rechercher leur matière première de plus en plus loin, à un coût plus élevé (notamment de transport) que dans d'autres régions mieux pourvues. Et pourtant seulement un peu plus de la moitié de la production locale est traitée sur place, le reste est exporté en grumes (troncs d'arbres ébranchés).

La baisse considérable des chiffres d'affaires enregistrée cette année (de 20 % à 35 % selon les cas) va aggraver la situation ; elle laisse prévoir un fort mouvement de concentration et la disparition pure et simple de beaucoup d'entreprises. « Sur les 180 entreprises existantes, explique Pierre-Yves Legrand, délégué général de l'asso-

ciation professionnelle Atlanbois, on peut craindre qu'une poignée seulement parvienne à subsister. » Déjà 10 % des scieries produisent près de la moitié des sciages. D'ou les craintes exprimées par les manifestants le 12 mai : « Une scierie, c'est en moyenne dix à trente salariés, mais ce sont aussi des bûcherons, des déboucheurs, des transporteurs... bref, toute une activité rurale qui menace de disparaître en même temps que l'entreprise. »

QUALITÉ • Un risque dont les pouvoirs publics locaux ont conscience : depuis 1989, la région des Pays de la Loire a dépensé 30 millions de francs pour consolider la filière, essentiellement pour améliorer les ressources en bois, et son président, Olivier Guichard, a annoncé son intention d'accroître encore les aides au boisement.

De leur côté, de nombreux industriels ont compris qu'ils devaient d'abord s'écarter eux-mêmes en améliorant la qualité et en choisissant mieux leurs créanciers de développement : production de bois séché ou de bois traité imputrescible, par exemple.

Première place française pour le cégeco, la région doit maintenant motiver l'exemple aussi en matière d'industrie. « Nous aurons l'économie forestière du Gabon si nous n'y prenons garde », explique cécile Pierre-Yves Legrand, car nous exportons une matière première, en grumes, et nous achetons des produits finis. Il faut développer davantage nos industries de transformation. » Un souci auquel le port de Nantes s'associe sans hésiter, désireux lui aussi de bâtir une nouvelle dynamique d'exportation.

Nonvelle chance : Nantes a été choisie pour accueillir, dès la rentrée de septembre, l'École supérieure du bois, jusqu'ici installée à Paris, qui formera une cinquantaine d'ingénieurs par an. « Cent vingt-cinq entreprises du grand Ouest se sont mobilisées pour emporter le morceau », raconte Xavier Martin. Elles se sont portées candidates à l'emploi de stagiaires et à l'embauche d'ingénieurs, se disant prêtes également à confier à l'école des sujets de recherche : c'est une nouveauté et c'est un espoir ! Les collectivités locales, elles aussi, ont eu la bonne idée de collaborer : région, département de Loire-Atlantique et district de Nantes, financeront, à parts égales, 60 % du coût de l'installation.

De quoi espérer un bel avenir pour la filière bois dans la région. Si ce n'était la conjoncture...

Yves Decaens

Creuse Sciage fait le gros dos

LIMOGES de notre correspondant

Creuse Sciage, en Limousin, n'est pas une scierie tout à fait comme les autres : principale scierie du département, elle travaille pour l'exportation. Elle est installée voilà deux ans, dans le minibus industriel du sud de la Creuse, Aubusson-Felletin, par un fabricant de palettes italiens, Mellarini, de Savone, dans la région gènoise, les collectivités locales et le Fonds européen de développement économique régional (FEDER) ayant fourni 20 % de l'investissement. Elle l'alimente en planches d'un bois « moyen » : meilleur que les bois de trituration, qui ne servent qu'à la pâte à papier et à la fabrication d'agglomérés ; moins bon que les bois d'œuvre pour la charpente et les meubles.

Bernard Moulin, directeur de Creuse Sciage, voit la conjonction comme un état qui se resserre : prix de vente en baisse sur le marché italien où les livraisons sont toujours payées en lire, mais trop élevées sur des marchés traditionnels comme l'Espagne et le Portugal, face à la concurrence d'exportations scandinaves dopées par des dévaluations, et des bois d'Eu-

rope de l'Est qui, dans cette filière tout autant que dans la vigne ou la textile, viennent détruire de fragiles équilibres.

PROTÉGÉ • Propriété de Mellarini, Creuse Sciage échappe un peu à ces contraintes : « C'est une chance pour nous d'être intégrés à un groupe et d'avoir ainsi un marché protégé, souligne Bernard Moulin. Cela nous donne un minimum de garanties que les autres n'ont pas. »

A condition de savoir bien utiliser les ressources locales. La forêt limousine, jeune, peut tout à fait répondre à la demande italienne de bois « moyen » pour palettes. Mais transporter du bois en grumes, c'est transporter beaucoup de bois inutile puisque, entre le tronc brut et sa transformation en planches, il faut compter 50 % de déchets - l'écorce, la sciure, les « plaquettes » (ces chutes qui résultent de la transformation d'un volume cylindrique en un volume cubique). Le coût du transport peut atteindre 15 % à 20 % du prix départ du matériau brut.

D'où l'intérêt d'un traitement dans le gisement forestier lui-même, raison d'être de Creuse Sciage. Le Limousin a connu dans un passé récent quelques expériences ambli-

ieuses de maîtrise de la filière bois. Par exemple, la SICA du Thaurion à Bourgneuf (en Creuse également), qui contrôlait l'abattage, traitait le bois, le transformait en lamelles collées, pour les structures architecturales et allait jusqu'à utiliser les déchets pour le chauffage de serres de production de roses coupées. Mais ce beau projet fut un échec, peut-être à cause de la lourdeur de son fonctionnement.

Creuse Sciage a pris le parti inverse. L'entreprise n'emploie que dix-huit salariés. Elle sous-traite au maximum l'abattage, le débardage, le transport. Elle forme ainsi le centre stratégique d'une nébuleuse d'activités d'emont et d'aval, sans avoir pour autant à les gérer. « Dans un département comme la Creuse, qui souffre beaucoup, explique Bernard Moulin, ces activités sont déjà assurées par des artisans et des PME qui s'efforcent, faute de travail, d'écouler ce qui existe déjà. »

VALORISATION • La dévaluation italienne a pu être amortie par l'entreprise par une valorisation minutieuse des sous-produits. Les écorces et les chutes servent au chauffage de l'école

du bâtiment de Felletin, toute proche ; les sciures à fabriquer du compost pour le marécage ; les plaquettes sont livrées à l'usine voisine Isoroy (Jassé, Corrèze, qui a même eu auparavant un groupe Pinet et est devenue filiale du groupe allemand Glunz) qui fabrique des panneaux de particules. Et surtout à la nouvelle papeterie Aussédorff, à Sallat (Haute-Vienne) qui, reprise par le leader mondial de la pâte à papier IFC (International Paper Co), vient de doubler sa capacité de production. La nouvelle usine est actuellement en rodage, et la « filière bois » en espère une demande qui revitalise la donne régionale.

Mais ce n'est pas gagné. Aux dernières ventes de bois à Limoges, le 5 mai, 28 % des lots (48 % en volume) sont restés invendus. Et les distorsions de prix restent toujours menaçantes. « Il ne faut pas oublier, souligne Bernard Moulin, que le transport de bois Québécois ou Scandinave-Nantes ne coûte pas plus cher que le transport de Nantes à Limoges. » De toute façon, conclut-il, la crise sera longue. Le mal est profond et il faudra des solutions profondes.

Georges Chatain

orientations SERVICE

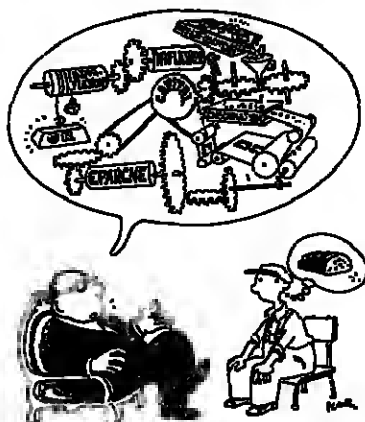
Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mlle
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Niveau d'études 92-93 : _____ Age : _____
Je désire recevoir gratuitement des informations sur des écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Design, Design Industriel
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Formation en Alternance
<input type="checkbox"/> Préparateur au MBA	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> 3 ^e Cycles de Gestion, Droit	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion Commerciale et Parapersonnelle
<input type="checkbox"/> Architecture Intérieure	<input type="checkbox"/> Hôtellerie, Management, Administration
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Hôtellerie, Tourisme, Accueil
<input type="checkbox"/> Assistante de Direction/Bureautique	<input type="checkbox"/> Informations
<input type="checkbox"/> Assurances	<input type="checkbox"/> Ingénierie Aéronautique/Automobile
<input type="checkbox"/> Communication et Culture	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Communication Publique	<input type="checkbox"/> Logistique Distribution
<input type="checkbox"/> Communication par le Volume	<input type="checkbox"/> Océanographie
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Paramédical
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po	<input type="checkbox"/> Pathologie Dentaire
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Relations Internationales
<input type="checkbox"/> Délégué Médical	<input type="checkbox"/> Sciences Politiques

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémolle
75006 Paris (réponse par courrier uniquement)
ou composez sur minitel 3615 code ORIENTATIO

Les biocarburants



Le «pétrole vert» est un vieux rêve paysan. Réveillé à chaque crise pétrolière, nourri par les modes comme l'écologie ou la défense de l'espace rural, il a pour lui toutes les apparences de la logique : l'idée de remplacer le pétrole, matière fossile et importée, par des carburants tirés des cultures végétales – blé, betteraves, colza, maïs, etc. – donc par nature renouvelables et fabriqués dans l'Hexagone, semble a priori, parfaitement rationnelle. Mais la logique économique ne coïncide pas toujours avec la logique tout court. Car le gros handicap des biocarburants, outre les problèmes techniques qui limitent leur usage à l'état pur, est leur coût : il est aujourd'hui en Europe trois à quatre fois plus élevé, selon les filières, que celui de l'essence. Même aux Etats-Unis où l'éthanol est moitié moins coûteux qu'en France, les biocarburants doivent être subventionnés (à hauteur de 0,80 franc par litre). Et, alors que leur utilisation y est encouragée depuis la fin des années 70, elle plafonne à moins de 1 % de l'essence consommée...

Ces handicaps n'arrêtent pas le lobby paysan français qui depuis dix ans multiplie les pressions pour obtenir l'aide de l'Etat. Depuis 1992, les biocarburants sont en France totalement exonérés de la taxe intérieure sur les produits pétroliers. Pourtant leur consommation stagne, si bien que les producteurs réclament désormais que soit rendue obligatoire leur incorporation dans les carburants. La réforme de la politique agricole communautaire a relancé le débat : la question n'est plus de savoir s'il faut remplacer le pétrole par les biocarburants, mais de décider s'il faut consacrer au développement du «pétrole vert» une partie des sommes qui, à toutes façons, devront être allouées au monde agricole pour compenser l'effet du gel des terres. Le rapport récent de Raymond Lévy, ancien président de Renault, chargé par le gouvernement de répondre à ces questions, a toutefois été sans ambiguïté : à court terme les biocarburants n'ont, pour l'économie comme pour l'environnement, aucun intérêt sinon expérimental et, compte tenu du coût qu'impliquerait une généralisation de leur usage, ils ne doivent être soutenus qu'au coup par coup. A moyen et long terme, en revanche, ils présentent un intérêt stratégique et doivent donc faire l'objet de recherches soutenues.

Dossier réalisé par Véronique Maurus

Quelles sont les filières ?

Sous l'appellation générique de biocarburants, on regroupe deux grandes filières : les alcools et les esters. Les premiers sont les plus connus. Il s'agit de l'éthanol (alcool éthylique), le plus utilisé, du méthanol (alcool méthylique), et de leurs dérivés, comme l'ETBE et le MTBE (voir lexique). Tiré de la distillation de plantes diverses (blé, maïs, pommes de terre, betteraves, topinambours, canne à sucre, etc.), l'éthanol présente des caractéristiques techniques qui le rendent impossible à utiliser seul et à l'état pur, sauf à modifier radicalement les moteurs – ce qui n'a été fait qu'au Brésil, avec des résultats mitigés.

En France, l'incorporation directe d'éthanol dans les carburants est autorisée depuis 1981 à hauteur de 5 %. L'ETBE, qui ne présente pas les mêmes problèmes, peut être incorporé à hauteur de 15 %. Le principal intérêt technique des alcools est qu'ils augmentent l'indice d'octane des carburants. A ce titre ils peuvent remplacer le plomb, qui permettait jadis d'obtenir un indice d'octane suffisant mais dont l'usage est désormais limité ou prohibé par les règlements européens (et l'introduction du pot d'échappement catalytique). Les alcools ne constituent toutefois pas la seule alternative au plomb : d'autres produits et surtout des procédés de raffinage permettent de «doper» l'indice d'octane.

La seconde filière, celle des esters, est la plus prometteuse. Ils sont obtenus par la transformation – dite «transestérification» – d'huiles de colza, de tournesol, de maïs ou de soja, auxquelles on mélange un alcool simple (éthanol, méthanol). Leurs caractéristiques techniques en font des produits proches du gazole. On peut donc les utiliser purs ou en mélange dans les moteurs Diesel classiques ou dans les chaudières brûlant du fioul domestique (produit voisin du gazole). Actuellement l'utilisation d'esters n'est pas formellement autorisée en France et dans la CEE, sauf dérogations délivrées pour des campagnes d'essais. L'expérimentation depuis le printemps 1981 du Diester (marque déposée par son promoteur, SOFIPROTEOL), un ester d'huile de colza, sur diverses flottes devrait déboucher rapidement sur l'autorisation de distribuer un mélange gazole (95 %) - ester (5 %).

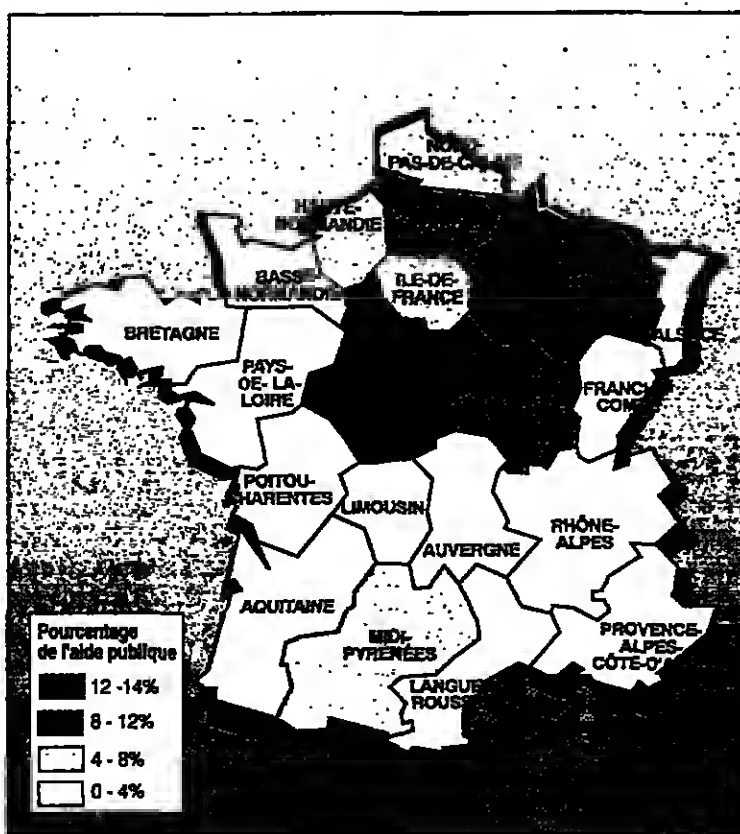
Quels sont leurs avantages ?

La liste des avantages prêtés aux biocarburants est longue. Au plus fort de la crise pétrolière, leurs défenseurs mettaient surtout en avant l'intérêt stratégique et économique que représentait la réduction de la dépendance énergétique vis-à-vis des hydrocarbures. Puis la montée des écologistes aidant, on a assuré qu'ils favorisaient la défense de l'environnement en réduisant certaines pollutions et notamment l'effet de serre dû aux émissions d'oxydes de carbone. Les règles européennes sur la teneur en plomb des carburants leur ont en outre donné un intérêt réel et conforté leur image de «pétrole vert».

Puis récemment, la remise en cause de la politique agricole commune (PAC) leur a redonné une actualité. En permettant d'utiliser les friches, rendues obligatoires, la production de biocarburants permettrait non seulement le maintien d'une vie rurale dans des zones fragiles mais elle aurait aussi un effet macroéconomique positif : création ou maintien d'emplois, amélioration de la balance des comptes extérieurs et même des recettes fiscales de l'Etat (les activités créées compensant les aides à la production qu'il faudrait de toute façon verser aux agriculteurs). La plupart de ces arguments résistent mal à l'analyse.

L'amélioration de l'indépendance énergétique – comme de la balance extérieure – n'est pas évidente pour des raisons techniques (voir la question suivante), et, compte tenu de l'état actuel du marché pétrolier, elle n'est plus vitale à court terme. De même les effets des biocarburants sur l'environnement sont fort controversés, et, de toute façon, marginaux face à l'ampleur des problèmes posés.

Outre les avantages techniques liés à la suppression du plomb dans l'essence, le seul argument solide en faveur des biocarburants est donc l'aide apportée à l'agriculture. Encore doit-elle être nuancée. Selon les calculs du rapport Lévy, leur développement à large échelle – en les incorporant, à raison de 5 %, dans tous les carburants – ne permettrait de créer que 8 000 à 10 000 emplois, pour plus de la moitié hors de l'agriculture. Il bénéficierait surtout aux régions de grande culture industrielle comme le Bassin parisien (voir la carte ci-dessous), qui ne sont pas menacées de dépeuplement, et les recettes fiscales escomptées seraient infimes au regard du coût budgétaire.



LEXIQUE

BIOMASSE. Ensemble de la matière végétale – forêts, plantes terrestres, plancton marin – qui stocke une réserve d'énergie solaire sous forme chimique. Elle est évaluée à 230 milliards de tonnes de matière sèche par an, dont une partie peut être utilisée à des fins énergétiques soit directement (bois de feu), soit indirectement par transformation (gazéification, fermentation, distillation, etc.).

BIOCARBURANTS. Ensemble des carburants produits à partir de la biomasse – éthanol, méthanol, acétone-butanol, esters, etc. – appelés aussi carburants de substitution, ou «pétrole vert».

ETHANOL. Alcool éthylique. Il est obtenu par la fermentation du glucose extrait de matières sucrées

(betterave, canne à sucre), ou par l'hydrolyse de matières amylacées (blé, maïs).

ETBE. Ethyl-tertio-Butyl-Ether. Dérivé de l'éthanol par adjonction d'isobutane, il est utilisé en additif pour remonter l'indice d'octane des carburants.

METHANOL. Alcool méthylique obtenu surtout par synthèse chimique après gazéification de bois.

MTBE. Méthyl-tertio-Butyl-Ether, dérivé du méthanol obtenu à partir de méthanol et d'isobutane, utilisé, comme l'ETBE, en additif des carburants.

INDICE D'OCTANE. Cet indice caractérise la résistance au cliquetis du carburant. Il se mesure par deux indices, dits MON (Motor Octane Number) et RON (Research

Quels sont leurs handicaps ?

En l'état actuel des techniques, les biocarburants souffrent de deux handicaps majeurs, plus prononcés pour la filière éthanol que pour la filière ester.

Le premier est technique : la fabrication d'un litre d'éthanol, qu'il soit de blé, de betterave ou de maïs, consomme un volume d'énergie fossile presque équivalent (90 %) à celui que contient le produit fini. En d'autres termes il faut 0,90 TEP (tonne d'équivalent pétrole) d'énergie pour produire une TEP d'éthanol. La proportion est moins défavorable dans le cas de l'ester de colza (53 %), mais, dans

«L'utilisation des produits agricoles pour l'obtention de biocarburants est un des objectifs importants de la politique agricole du gouvernement»

Pierre Bérégovoy.

les deux cas, le ratio limite grandement l'intérêt énergétique de ces produits, de même que leur apport à la balance commerciale. En tout état de cause, la production de biocarburants est toujours moins avantageuse que l'exportation en l'état des produits agricoles qu'elle utilise.

Le second handicap est économique : c'est le prix. Il varie, bien sûr, en fonction des filières et des produits de base retenus : de 3 F à 3,50 F pour l'éthanol de betterave ou de blé, et de 3,50 F à 3,75 F pour l'ester d'huile de colza. Mais dans tous les cas l'écart entre le coût hors taxes d'un carburant pétrolier (1 franc à 1,30 franc le litre) et le prix de revient d'un biocarburant est de 1 à 3 dans les cas les plus favorables, de 1 à 4 dans les plus défavorables configurations.

«Pour passer la rampe», les biocarburants doivent donc être massivement aidés par les fonds publics, le plus souvent sous la forme d'une détaxation partielle ou totale. En France le soutien public atteint 3 665 francs par tonne pour l'éthanol et 1 971 francs par tonne (plus 1 000 francs l'hectare d'aides directes) pour l'ester de colza. Au total, dans l'hypothèse où les biocarburants seraient introduits à hauteur de 5 % dans tous les carburants consommés en France – par obligation comme le réclame le lobby paysan – le coût pour le budget de l'Etat serait compris entre 5 et 6 milliards de francs par an, soit l'équivalent de l'impôt sur la fortune (ISF) ... Pour une production équivalente à 0,2 % seulement de la consommation totale d'énergie.

Quel est leur avenir ?

Si la généralisation des biocarburants, dans l'état actuel des connaissances, des marchés et des techniques, paraît contre-productive, voire dangereuse, puisqu'elle risquerait d'encourager artificiellement et à grand prix des surplus agricoles qu'on veut réduire, leur intérêt à moyen et long terme reste entier. D'ici dix, quinze ou vingt ans, il y a fort à parier que le marché pétrolier se retournera, ce qui renchérira fortement le prix du brut, et donnera aux énergies renouvelables, comme les biocarburants, un intérêt stratégique évident. Ce d'autant que, dans l'intervalle, on peut espérer des progrès techniques qui réduiront leurs prix. Il est intéressant de noter, par exemple, qu'aux Etats-Unis le coût de l'éthanol est moitié moins élevé qu'en Europe, en raison des économies d'échelle, de l'expérience acquise et du très bas prix du maïs. Il reste certes trop élevé pour se passer de subventions, mais on estime outre-Atlantique qu'il suffirait que les cours du pétrole doublent pour combler l'écart avec l'éthanol, ce qui est loin d'être invraisemblable d'ici quelques années.

A terme, les progrès génétiques et l'amélioration des techniques de culture et de transformation ainsi qu'une meilleure valorisation des coproduits peuvent permettre de diviser par deux, voire plus, les «coûts» des biocarburants et d'améliorer ainsi leur compétitivité. A condition qu'on ne s'en tienne pas qu'aux techniques et aux produits actuellement connus. D'autres plantes comme le sorgho, la fétuque, voire des arbres, comme le peuplier ou l'aune, peuvent fournir des rendements énergétiques meilleurs et des coproduits intéressants (papier par exemple). Ce n'est pas par hasard qu'André Giraud, ancien ministre de l'Industrie puis de la Défense, est depuis des années un ardent défenseur des biocarburants, estimant qu'au siècle prochain la biomasse devrait jouer, à côté du nucléaire, un rôle essentiel dans le bilan énergétique de la planète.

«La contribution de l'agriculture à la fourniture d'énergie offre à la recherche et au développement agricole et industriel un domaine encore à peine exploré et dans lequel d'immenses progrès sont à faire.»

Raymond Lévy, ancien président de Renault.

LE RAPPORT LÉVY

C'est en septembre 1992 que Pierre Bérégovoy, alors premier ministre, demandait à Raymond Lévy, ancien président de la Régie Renault, d'animer un groupe de travail et de rédiger un rapport pour «examiner les résultats des expérimentations en cours et rechercher les moyens de développer l'usage des biocarburants». Situé dans la perspective de la réforme de la politique agricole commune, ce rapport, remis au premier ministre le 10 février 1993, devait répondre à la question : les biocarburants sont-ils un moyen intéressant pour utiliser les terres en jachère ?

Ses conclusions sont claires : le développement du «pétrole vert» n'est pas une affaire énergétique mais seulement agricole : «Il s'agit d'atténuer pour notre agriculture le choc de la nouvelle PAC et de la mise en jachère. Cette atténuation peut passer par une certaine production de biocarburants». Dans cette optique, estime

le rapport, chiffres en main, la meilleure filière est celle des esters d'huiles végétales.

Raymond Lévy est cependant hostile à toute mesure générale, comme l'incorporation obligatoire de biocarburants dans l'essence, ou la détaxation à l'échelle européenne, qui risquerait d'entraîner la multiplication d'opérations mal fondées économiquement et un gaspillage de ressources. Il préconise donc une aide «au cas par cas», par des contrats entre l'Etat, les agriculteurs et les industriels concernés. Plus optimiste sur le long terme, il suggère «une véritable action de recherche et de développement», notamment par la création d'un organisme ad hoc, doté d'un budget substantiel, ceci «afin de nous donner une chance de tirer un bénéfice réel à moyen et long terme d'un effort financier qui n'a pas pour objectif principal de préparer l'avenir, n'apparaîtrait jamais que comme une subvention de plus.»

BIBLIOGRAPHIE

- Les Biocarburants, rapport de Raymond Lévy, février 1993.
- La petite encyclopédie de l'énergie, DGEMP-Observatoire de l'énergie, Dunod, 184 p., 98 F.
- Dictionnaire de l'énergie, Conseil mondial de l'énergie, 1992, éd. Jouve.
- La Biomasse, source de carburant, Jean Méo, 1992, communication au Parlement européen de Strasbourg, profils IFP, Institut français du pétrole.
- «Biocarburants : clarifier le débat», Union française des industries pétrolières, revue Arguments, juillet-août 1992.
- Industrie pétrolière en 1992, DGEMP, direction des hydrocarbures, ministère de l'Industrie.
- «La laborieuse percolation des carburants verts», par Jean-Pierre Toquai, Le Monde du 8 octobre 1992.

OPINIONS

Relancer l'économie

Des équipements publics financés par le privé

Comment aider l'économie à sortir de la récession ? L'Etat, qui doit déjà couvrir des déficits croissants avec des ressources réduites, ne peut augmenter ses dépenses. Pour François Lagrange, une relance non inflationniste est cependant possible : il s'agit de construire les infrastructures nécessaires aux transports en faisant appel aux capitaux privés. Les ressources existent et les projets ne manquent pas.

par FRANÇOIS LAGRANGE (*)

Au moment où le pays traverse la plus profonde récession qu'il ait connue depuis 1945 et où le gouvernement marque sa volonté de soutenir l'économie, il paraît utile de jeter un coup de projecteur sur un secteur vital : les grands équipements de transports urbains et interurbains. Pourquoi ? C'est un domaine où, d'une part, les besoins sont urgents et où, d'autre part, une relance de l'activité peut être à la fois rapide et efficace sans obérer les finances publiques. Le développement du marché des capitaux au cours des années récentes, joint au progrès spectaculaire de l'ingénierie financière, permet, en effet, d'envisager immédiatement un financement privé ou mixte d'un grand nombre de projets de transports : autoroutes péri-urbaines, autoroutes classiques, métros, tramways, lignes de TGV, ponts, parkings.

Que les besoins soient immenses et urgents, chacun le ressent dans sa vie quotidienne. Toutes les grandes agglomérations françaises connaissent des problèmes d'engorgement de plus en plus aigus. La région parisienne est, elle, proche de l'implosion. Il y a encore quelques années, seules les autoroutes du Sud et de l'Ouest commençaient à saturer à proximité de Paris. Désormais, c'est le cas de toutes, bien au-delà des heures de pointe traditionnelles du matin et du soir.

Ainsi que l'aéroport de Roissy devrait constituer pour la France un atout, car il offre encore de grandes possibilités de développement, à la différence de Londres, de Francfort ou d'Amsterdam,

cet avantage est remis en cause par la difficulté des liaisons entre Roissy et Paris.

Il est absurde que le boulevard périphérique reçoive toutes les circulations : la circulation intra-parisienne, la circulation interbanlieue, les liaisons entre provinces françaises et même une partie de la circulation internationale.

Si l'on s'en tient aux méthodes classiques de financement public, il est clair que les réalisations se feront au compte-gouttes, la détérioration sera inévitable. Avec le risque d'un déficit budgétaire de 300 à 350 milliards en 1993 - auquel s'ajoutent le déficit de la Sécurité sociale et celui de l'UNEDIC - on ne peut attendre beaucoup de l'Etat. La seule solution, dès lors, est d'ouvrir au maximum la voie aux financements privés, par appel au marché. Outre à obtenir de l'Etat et des collectivités locales une fraction du financement, indispensable pour certains projets.

La barrière des déficits

Plusieurs réalisations récentes montrent cette possibilité :

- le tunnel sous le mont Blanc, mis en service en 1986, et dont la dette est totalement amortie depuis 1982. Il pouvait paraître à l'époque un projet risqué - d'ailleurs, le coût de construction a été le double des estimations initiales. Aujourd'hui, il dégage un cash flow net dépassant 100 millions de francs, soit un rendement des capitaux propres dépassant 100 % l'an !

- Cofiroute, société privée concessionnaire d'autoroutes, créée en 1970, connaît des bénéfices en progression rapide depuis 1985, après, il est vrai, une longue période de résultats médiocres. Mais ceux-ci étaient dus à un encadrement tarifaire strict décidé par les pouvoirs publics, en contradiction avec les termes du contrat de concession d'origine ;

- les concessions de parkings publics dans les grandes villes donnent lieu aujourd'hui à des exploitations rentables ;



NICOLAS GUILBERT

- le succès du pont de Tancarville permet largement de financer le pont de Honfleur ;

- l'exemple le plus spectaculaire de financement privé est évidemment Eurotunnel, qui mobilise quelque 90 milliards de francs sur vingt ans. L'émission publique, réalisée peu après le krach boursier d'octobre 1987, se révèle, malgré les très sérieux problèmes rencontrés aujourd'hui, un placement prometteur pour les souscripteurs. La syndication des prêts, à laquelle plus de 200 banques du monde entier ont participé, montre que, dans les pays développés, d'importantes liquidités sont actuellement disponibles sur les marchés financiers et prêtes à s'investir pour des projets, même à long terme, dès lors qu'ils sont situés dans des pays sans risques politiques.

Or il existe aujourd'hui des projets déjà prêts techniquement et financièrement, qui, par conséquent, peuvent être lancés pratiquement sans délai. Quelques exemples :

En région parisienne :
- l'achèvement de l'autoroute A 86, dont il ne manque qu'un tiers environ, principalement à l'ouest, entre la Défense et Versailles, pour raisons écologiques ; côté est, les travaux avancent lentement alors que l'achèvement aurait l'énorme avantage de relier les trois autoroutes, du Nord, de l'Est et du Sud ;
- l'achèvement de la Francilienne, contournant la grande région parisienne, dont un consortium de banques et d'entreprises a déjà signé une partie ;
- l'autoroute A14, qui rejoint l'autoroute de Normandie depuis le pont de Neuilly.

En province :
- les transports collectifs (métros ou tramways) à Strasbourg, Bordeaux, Toulouse, Rouen, Rennes ;
- les lignes TGV vers Valence-Marseille en priorité, puis vers l'Espagne, la Suisse.

Accepter les péages

On peut allonger la liste. Ce qui est sûr, c'est qu'il existe aujourd'hui un nombre assez important de projets répondant à des besoins urgents et prêts à être financés soit intégralement par fonds privés, soit, le plus souvent, avec un concours limité de l'Etat et des collectivités locales.

Tout le raisonnement repose naturellement sur l'acceptation de péages. La société a changé. Nos concitoyens sont prêts à accepter que même des autoroutes urbaines ou péri-urbaines soient à péage, pour peu qu'une pédagogie adaptée soit mise en œuvre. Il faut concevoir des réductions pour les trajets matin-soir pour se rendre à son travail, surtout pour les voitures à plusieurs passagers, de façon à réduire la circulation et donc la pollution, comme cela se pratique aux Etats-Unis.

Un appel aussi important au marché financier pour relancer les travaux publics ne viendra-t-il pas en concurrence avec le programme de privatisation à un moment où le marché révèle ses contraintes ? Tout est question d'équilibre ; en tout état de cause, les deux marchés sont distincts et ne font pas appel à la même épargne.

Quel qu'il en soit, un programme immédiat d'équipements de transport offre un double avantage : c'est un soutien efficace de l'économie à court terme, sans aggraver le déficit des finances publiques, si l'on sait organiser un appel au marché financier ; c'est un moyen de répondre à des besoins vitaux d'amélioration du cadre de vie.

(*) Conseiller d'Etat, président de l'Institut français du pétrole.

Les négociations du GATT

Hypocrisie française

Un d'Australie, l'isolement de la France dans la négociation du GATT est mérité ; elle défend une protection indigne de son agriculture, au détriment d'autres pays, d'autres secteurs de son économie, et sans grand profit pour ses agriculteurs.

par ANTHONY ABRAHAM (*)

Le conflit « franco-américain » concernant l'accord relatif aux oléagineux et à l'Uruguay Round du GATT n'a rien à voir avec un « diktat » américain. Il s'agit tout au plus de la peur d'un système de soutien européen qui aide de façon artificielle l'agriculture de la CEE.

Les spécialistes de l'agriculture savent qu'en réalité la politique agricole commune (PAC) doit beaucoup aux démarches françaises pour assurer à l'agriculture française - au moyen d'un système de protection redoutable - des avantages nettement supérieurs à sa contribution au budget de la CEE. Encore aujourd'hui, en raison du retard pris par la France à mettre en œuvre les nécessaires amendements, déjà effectués par les autres Etats de la Communauté, la structure de l'agriculture française - en particulier, la nombre élevé d'agriculteurs - permet de recevoir du système de soutien agricole de la Communauté plus qu'elle n'y contribue.

C'est ce déséquilibre - bien plus que l'efficacité de l'agriculture française - qui a ouvert aux agriculteurs français des marchés où leur présence a peu de justification économique et où ils n'ont pas la capacité de se maintenir sans la continuation

du système actuel d'aides et de subventions diverses.

L'un des sous-produits de la position d'isolement dans laquelle la France se trouve dans les négociations du GATT est que ces négociations deviennent maintenant de plus en plus corvées. Les aspects inévitables de la position de la France et son incapacité, à cause de ses agriculteurs, à profiter des autres avantages que l'Uruguay Round lui offrirait dans d'autres secteurs de son économie font de la France un partenaire international et sont l'objet de critiques de plus en plus répandues.

Malgré les Français sont-ils suffisamment informés de l'opinion mondiale par leurs propres médias pour pouvoir se rendre compte de quelle manière les autres voient leur position dans le conflit agricole ? Lorsqu'il s'agit des « intérêts vitaux » de la France, les journaux français sont-ils assez indépendants pour faire état de toutes les vérités ? Il est en effet douteux que les lecteurs de la presse française sachent que d'autres pays voient la France comme jouant le jeu selon ses propres règles, criant à la fraude chaque fois que ses privilèges acquis sont menacés.

Un système inéquitable

Le gouvernement français et les médias choisissent de présenter le préaccord du GATT comme le résultat d'un « diktat » américain et demandent à l'Europe de ne pas « capituler ». Aucune mention n'est faite du mal infligé à l'agriculture des pays tiers, qui, dans de nombreux cas, est tout aussi fondamentale, si ce n'est plus, pour leurs intérêts vitaux.

Prenez l'Australie, comme un exemple parmi de nombreux Etats qui sont les victimes d'un système inéquitable d'aides, que la France désire maintenir. Le Bureau australien de l'économie de l'agriculture et des ressources (qui a publié des études bien plus détaillées sur les effets de la PAC que n'importe quel organisme européen) a estimé que la perte nette de revenus pour l'Australie, résultant directement du système de soutien agricole de la CEE, est équivalente à 5,7 milliards de francs par an. Les agriculteurs australiens ne se rendent pas compte que l'un des effets de leur système de soutien financier est de réduire le niveau de vie d'agriculteurs de pays situés à l'extérieur de la CEE. La PAC a fait baisser les prix mondiaux pour les céréales, le sucre et la viande de 9 % à 17 %, et le beurre de 28 %. En 1991-1992, la réduction moyenne du revenu des agriculteurs australiens - pourtant plus efficaces que leurs homologues européens - était telle que non seulement ils ne percevaient aucun revenu net mais qu'ils subissaient un déficit, pour l'année concernée, équivalent à 80 000 francs.

L'ultime paradoxe est que l'avantage pour la France à maintenir ces différents types de soutien financier est extrêmement douteux. Les experts savent que, avec ou sans soutien, le nombre de personnes employées dans l'agriculture en France continuera à baisser au rythme de 4 % par an et que la vaste majorité des agriculteurs reçoivent relativement peu d'avantages de ce système : 25 % obtiennent trois quarts du soutien. Ils savent également que le coût des produits alimentaires de base dans la Communauté européenne est bien plus élevé du fait d'un tel soutien, le ménage moyen français payant, à cause de la PAC, 4 000 francs de plus par an qu'il ne devrait.

(*) Avocat australien.

Le Monde

SÉLECTION HEBDOMADAIRE
Edition internationale

POUR LES NON-VOYANTS ET MAL VOYANTS

Vous lisez ou travaillez avec un micro-ordinateur équipé*
Le Monde, avec le concours de l'Institut Braille, en association avec la société Braille Soft, vous propose :
les articles de la sélection hebdomadaire du Monde sur disquette.

CHAQUE SEMAINE, VOUS POUVEZ ACCÉDER A UNE
SÉLECTION DES ARTICLES ESSENTIELS DU
« MONDE », DE MANIÈRE ADAPTÉE ET AUTONOME.

* Micro-ordinateur équipé d'un clavier braille, et/ou d'une sortie vocale, et/ou d'un programme de grossissement des caractères.

Bulletin d'abonnement. Sélection hebdomadaire sur disquette

à retourner à : Braille Soft, 24, rue des Dames, 75017 Paris.
Règlement à l'ordre de Braille Soft. Tél. : (1) 42-93-44-38.

Nom.....	Durée choisie : <input type="checkbox"/> 12 mois. 590 F
Prénom.....	(52 numéros)
Adresse.....	<input type="checkbox"/> 6 mois. 380 F
Ville.....	(26 numéros)
Code postal <input type="text"/>	<input type="checkbox"/> 3 mois. 200 F
	(14 numéros)

La contribution
l'agriculture à la force
d'énergie offre à la
recherche et au
développement agricole
industriel un domaine
encore à peine exploité
dans lequel d'immenses
progrès sont à faire.

Raymond
président de l'Académie

RAPPORT LÉVY

BIBLIOGRAPHIE

CONJONCTURE

EN matière de prix, l'environnement international reste favorable. Malgré les à-coups mensuels, les éléments déterminants de l'inflation sont stables, voire orientés à la baisse dans la majorité des pays industrialisés.

Aux États-Unis, où les inquiétudes ont été brutalement éveillées avec la publication des chiffres d'avril, aucune dérive n'est réellement perceptible : les salaires augmentent faiblement, alors que l'emploi ne se rétablit que lentement et que les marges de production demeurent suffisantes pour répondre sans tension à l'accroissement de la demande.

En Allemagne, les facteurs déterminants sont orientés à la baisse. Les réductions massives d'effectifs et la limitation des hausses de

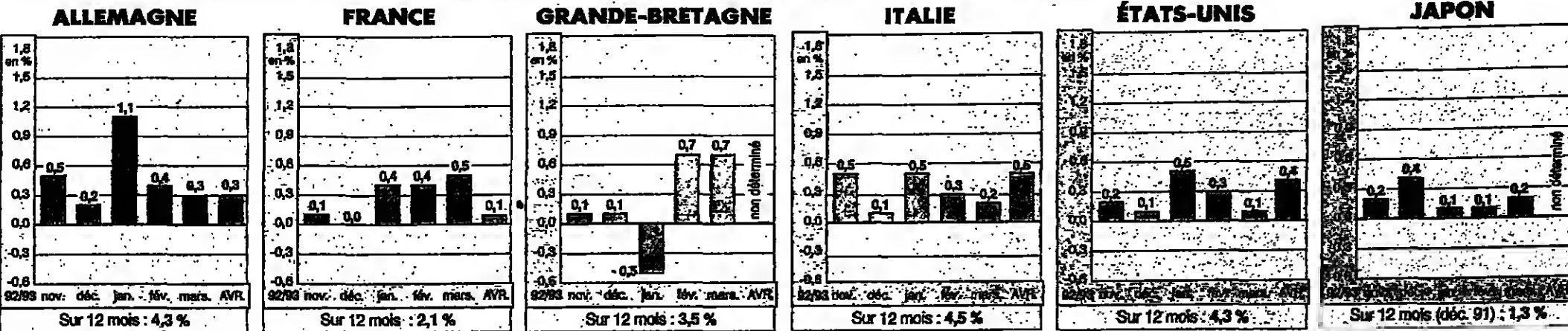
INDICATEUR • Les prix Sans inquiétude

salaires freinent la progression des coûts unitaires dans les entreprises de l'ouest du pays, favorisant une détente de l'inflation. Dans le climat de récession actuel, la revalorisation des salaires dans les seuls Länder de l'ex-RDA pèsera peu sur le niveau général des prix.

La France, qui a la plus faible inflation des pays occidentaux, reste

dans une position peu préoccupante. Les hausses de taxes à la consommation et de tarifs publics se répercuteront sur les mouvements mensuels de l'indice, mais ne représentent pas un risque majeur de « contagion » dans le contexte actuel de faibles hausses de salaires et de concurrence commerciale accrue.

En Espagne et en Italie, mais surtout en Grande-Bretagne, l'environnement économique est affecté par le renchérissement des importations à la suite des dévaluations récentes. Bien que des dérapages de prix importants restent improbables, ces mouvements sur les changes devraient rendre plus difficile la laborieuse convergence avec les autres membres de la CEE.



Evolution mensuelle des prix à la consommation tous produits, sauf Grande-Bretagne (remboursements hypothécaires exclus). Données nationales non corrigées des variations saisonnières, sauf États-Unis.

RÉGION • L'Amérique du Sud Le retour des Français

LES capitaux ont retrouvé le chemin de l'Amérique latine. En 1992, le solde des opérations en capital a atteint 43,8 milliards de dollars, selon le Fonds monétaire international, montant comparable à celui de 1991 mais très supérieur à ceux des années précédentes (5 milliards seulement en 1988 par exemple).

En fait, les investissements étrangers ne représentent que la moitié de ces 43,8 milliards. Ils se divisent par parts à peu près égales en investissements de portefeuille et en investissements directs. C'est évidemment ce dernier qui est le plus profitable à l'Amérique latine, le reste étant constitué pour l'essentiel de capitaux volatils à la recherche de fortes rémunérations sur les marchés monétaires et boursiers.

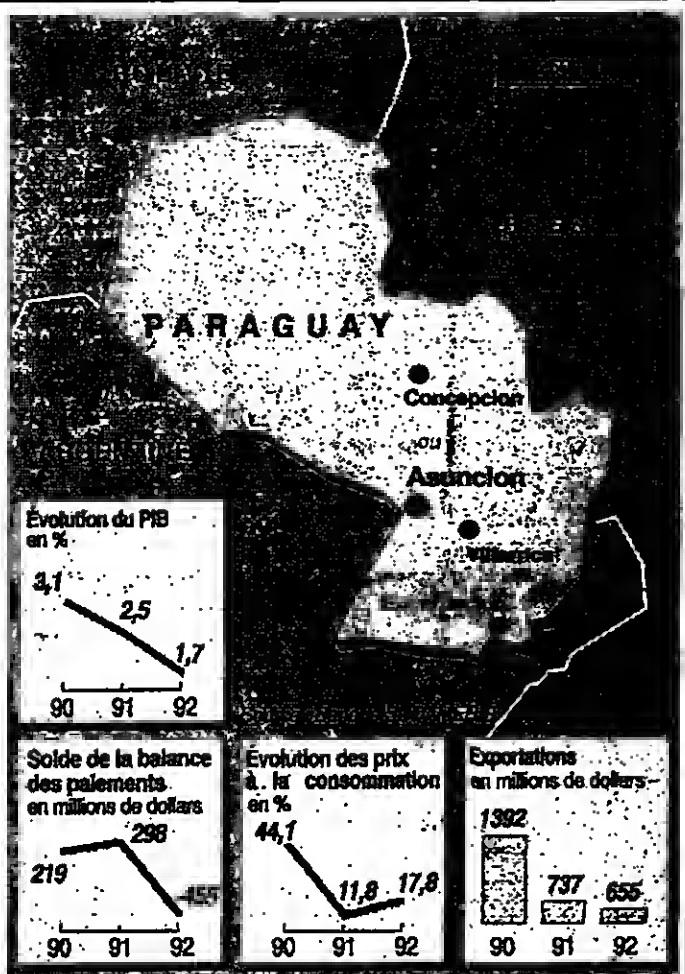
Il convient donc de relativiser les performances de la balance latino-américaine des capitaux. En 1980-1984, cette dernière recevait encore 12,3 % du total des investissements directs étrangers (IDE). Elle n'en accueille plus que 5 % aujourd'hui. La réorientation des IDE vers les pays les plus développés depuis le milieu des années 80 traduit l'évolution des stratégies des multinationales qui tiennent compte, désormais, des tendances à la régionalisation des échanges et à la construction de grands marchés.

Heureusement pour elle, l'Amérique latine a décidé de ne pas être absente de ce processus général : si difficile à mettre en œuvre qu'il soit, les différents gouvernements régionaux récemment relancés ont créés (dont le Mercosur et le Centro-américain 4+) d'offres à terme des cadres favorables au développement économique.

De nombreuses entreprises françaises ne s'y sont pas trompées, qui ont en particulier profité des programmes de privatisations pour s'implanter sur les marchés latino-américains. En Argentine ont ainsi pris pied France Télécom (avec la privatisation d'ENTEL), Aubert et Duval (avec celle d'Altos Hornos Zapla, représentant 140 000 tonnes de capacité de production d'acier), EDF et Saur (Edenor), Lyonnaise des eaux-Dumez (Services des eaux et d'assainissement de la ville de Buenos-Aires).

Toujours en Argentine, Cusenier-Argentine a racheté 50 % du capital d'Arnold Elchert dans le secteur des vins. Ailleurs, on observe l'apparition de l'UAP et des AGF dans deux fonds de retraite chiliens, eux-mêmes importants acheteurs de sociétés privatisées dans les pays voisins, la prise de contrôle par Rhône-Poulenc, au Venezuela, des activités de fabrication « filter tow » (matière première utilisée pour la fabrication des filtres de cigarettes), l'inauguration par Majorité d'une usine au Brésil, etc. On note que, dans ce dernier pays, les grands groupes français sont installés depuis longtemps (dans la chimie, le verre ou la grande dis-

Jean-Luc Chalumeau
économiste à la Banque
Sudameris



PAYS • Le Paraguay

Difficultés financières

Le Paraguay a subi, pour la deuxième année consécutive en 1992, une sécheresse qui a affecté la production de coton (-48 %), par ailleurs victime de la baisse des cours mondiaux (-13,5 % en un an). Les exportations de ce produit essentiel pour l'économie du pays ont ainsi chuté de 40 % en valeur, et le PIB n'a que légèrement augmenté (+1,7 %).

La récession et une politique monétaire rigoureuse ont permis de limiter l'inflation à 17,8 %, taux néanmoins supérieur à celui observé en 1991. En effet, grâce à une stricte subordination des dépenses courantes et des investissements aux revenus réels de l'Etat, les pouvoirs publics ont pu obtenir un excédent budgétaire de 75,9 milliards de guaranis (44 millions de dollars), ce montant représentant 0,7 % du PIB et 38 % de l'excédent initialement prévu par la loi de finances. Le Paraguay se trouvait en 1992 en pleine réforme fiscale : par exemple, la TVA nouvellement mise en place n'a été appliquée qu'au deuxième semestre (elle a permis d'obtenir 8 % du revenu de l'Etat). Les prélèvements obligatoires, certains étant nouveaux ou temporaires comme l'impôt sur la réévaluation des actifs, d'autres traditionnels comme l'impôt sur le revenu, ainsi que les revenus complémentaires de l'Etat (royalties du barrage d'Itaipu) n'ont permis tous ensemble de financer au total que 69 % des dépenses prévues pour 1992. Ce sont surtout les investissements qui ont souffert de cette situation, le gouvernement les ayant sacrifiés pour assurer normalement les traitements des fonctionnaires, le service des retraites et le paiement des intérêts de la dette publique.

Les revenus du Paraguay sont à la fois insuffisants et instables. C'est ainsi qu'au début de 1993, l'Entité binationale d'Itaipu a interrompu ses règlements. Cette décision s'explique par le fait que les grandes entreprises brésiliennes distributrices d'électricité (Furnas et Eletrosul), principaux clients de l'Entité, doivent à cette dernière plus de 4 milliards de dollars, ce qui se répercute sur ses versements au Paraguay. Ces derniers étant interrompus, le gouvernement s'est trouvé dans l'impossibilité d'assurer les paiements extérieurs du pays depuis janvier 1993. La raréfaction des capitaux extérieurs, dont le solde n'a pas dépassé 50 millions de dollars, a entraîné une détérioration de la balance des paiements (-455 millions) et une baisse des réserves de devises.

Pour surmonter ces difficultés, le programme de privatisations devrait être relancé. Le nouveau président, Juan Carlos Wasmosy, devra trouver des solutions aux problèmes financiers à la fin extérieurs et intérieurs sans pour autant changer d'orientation générale, selon ses engagements électoraux.

J.-L. C.

SECTEUR • L'industrie pétrolière La crise du raffinage

L'ANNÉE écoulée n'a pas été particulièrement brillante pour le secteur pétrolier, qui a surtout poursuivi l'absorption des deux chocs provoqués par la crise du Golfe d'un côté, l'effondrement de l'URSS, de l'autre. Comme l'indique Olivier Appert, directeur des hydrocarbures au ministère de l'Industrie, cette période « restera d'abord dans les mémoires comme l'année où les marges du raffinage ont été les plus basses depuis dix ans ». Dans la zone nord-ouest de l'Europe, la marge moyenne de raffinage sur frais, variable sur le brut (en francs par tonne), est tombée de 181 à 95 francs en 1992. Une chute inquiétante, car au-dessous de 100 francs le raffinage travaille à perte.

Cela s'est traduit par les copistes des groupes. Ainsi, dans ce secteur du raffinage-distribution, les sept sociétés les plus importantes ont perdu en France 872 millions de francs.

Si, au début des années 80, la faiblesse des marges était due à l'existence de surcapacités de traitement, conjuguée à des prix élevés du brut, la situation est complètement différente aujourd'hui : « Le prix du brut s'est effrit tout au long de l'année et le taux d'utilisation des capacités de raffinage reste élevé partout », souligne Olivier Appert.

Une des causes conjoncturelles de ce marasme réside dans la faiblesse de la demande du monde occidental. Traditionnellement, en effet, l'Europe exportait aux États-Unis. Ce n'est plus le cas depuis un an. S'y ajoutent les dépenses très importantes en matière de protection de l'environnement, qui pèsent sur l'outil industriel sans améliorer sa rentabilité. Ce tassement de la demande a des répercussions en amont, avec un prix du baril relativement stable depuis trois ans autour de 18 à 20 dollars.

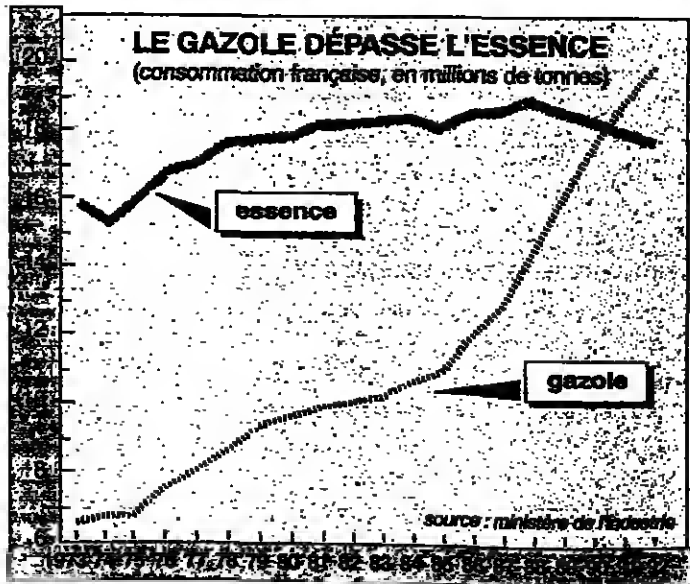
Cette dégradation des marges a deux conséquences. La première est une réorientation stratégique des compagnies pétrolières américaines qui vont se développer en dehors de leurs frontières et viennent s'installer dans des zones où

elles étaient peu présentes jusque-là, comme l'Afrique. Ce qui ne fait que renforcer la concurrence sur le marché mondial hors États-Unis. La deuxième est un ralentissement des investissements, mais surtout le lancement de programmes de restructurations comparables à ceux provoqués par le deuxième choc pétrolier de 1979. En France, l'annonce par Shell, le 14 mai, de 600 à 700 suppressions d'emplois en est l'une des illustrations.

Si ce phénomène est général, il est amplifié dans l'Hexagone par un décalage entre les produits offerts et la demande, comme on l'explique à la direction des hydrocarbures (DHYCA) : « Si le marché français avait une structure proche de la moyenne européenne, l'outil de raffinage serait assez bien adapté. Mais la demande française est caractérisée par une très faible proportion de fioul lourd (conséquence du programme nucléaire) et par un poids très important du gazole dans les carburants. » Aujourd'hui, pour les automobiles, en effet, la consommation de gazole dépasse celle de l'essence (voir graphique), ce qui impose des importations. A contrario, la production d'essence, difficile à valoriser, remet en cause la rentabilité des raffineries.

Le bilan n'est guère plus encourageant pour l'exploitation et le forage en France. La production de pétrole brut a baissé de 2,4 %, tombant à 2,9 millions de tonnes, les deux tiers provenant du Bassin parisien. L'exploration a été une des plus faibles enregistrées depuis vingt-cinq ans et les investissements ont décliné de 16,5 %. Afin de maintenir, voire de relancer des campagnes d'exploration, la direction des hydrocarbures songe à des mesures fiscales incitatives, comme un allègement des taxes et des redevances sur les nouveaux puits. En espérant attirer les opérateurs pétroliers. Des demandes de permis ont déjà été déposées pour la mer d'Iroise, au large du Finistère.

D. G.



Les graphiques et les cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde.